QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12117 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 11 JANVIER 1984

Neuf attentats en Corse : un plastiqueur est tué par l'explosion d'un engin

LIRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

4 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 117 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 1 600 L ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Un ambassadeur des Etats-Unis au Vatican

En confirmant, mardi 10 janvier, son intention d'établir des relations diplomatiques avec le Vatican, le président Reagan a tiré fort logiquement les conclusions de l'évolution des esprits et des faits.

Longtemps, pourtant, les catholiques ont été considérés aux Etats-Unis comme extérieurs à la culture américaine, sinon comme un cheval de Troie de l'étranger. En 1867, le Congrès avait été jusqu'à voter une loi interdisant d'allouer des crédits publics à l'ouverture d'une ambassade au Vatican. Il fallut attendre la guerre de 1939 pour que Roosevelt éprouvât la nécessité de se doter d'un représentant personnel auprès du pape. *Ces temps derniers*, c'était toujours un délégué de la Maison Blanche, non un ambassadeur, qui représentait les Etats-Unis au Vatican, cependant que celui-ci envoyait à Washington non pas un nonce, mais un délégué apostolique. Au nom de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et de l'égalité à maintenir entre les différentes confessions, la majorité protestante refusait d'aller plus loin dans cette voie. Y compris lorsque Harry Truman tenta, en 1951, d'officialiser ces relations.

Les choses ont changé. Les catholiques américains, dont l'un, John Kennedy, a été pour la première fois élu président en 1960, se sont peu à peu départis du « complexe de l'immigré ». Un complexe qu'ils ont longtemps éprouvé à l'égard de leurs compatriotes de souche protestante, parce que leur confession était celle des nouveaux venus – Irlandais et Italiens – qui avaient fui la misère européenne. L'image personnelle du pape Jean-Paul II, en outre, est excellente dans le peuple américain ; celui-ci, qui compte d'ailleurs une importante composante d'origine polonaise, éprouve admiration et sympathie pour ce personnage hors série, courageux et politique, qui agace si fort le régime de Varsovie et le Kremlin.

Jean-Paul II a d'ailleurs été, en octobre 1979, le premier pape à se rendre à la Maison Blanche. Ses voyages à l'étranger, l'attentat qui a failli lui coûter la vie, son style de « gouvernement », l'ont rendu très populaire outre-Atlantique. Son intervention en faveur d'un condamné à mort américain, le 28 novembre dernier, a montré qu'il pouvait désormais prendre position sur un sujet certes humanitaire mais interne aux États-Unis sans soulever de protestation notable.

Le Saint-Siège, de son côté, souhaitait normaliser ses rapports avec les États-Unis. Son action diplomatique s'en trouve évidemment valorisée. Il ne pouvait cependant, en vertu d'une solide tradition, en prendre l'initiative et solliciter cet échange d'ambassadeurs. Mais il était important pour lui que Washington rejoigne ainsi les nombreux États qui ont, certains comme la Grande-Bretagne dans une période toute récente, ouvert une ambassade au Vatican. Y compris des pays arabes notamment, où la religion catholique n'a guère droit de cité. Il est vrai que ni l'Union soviétique, ni la Chine, ni l'Afrique du Sud (ni d'ailleurs le Mexique, *pourtant catholique*), n'entretiennent de relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Mais l'absence d'un ambassadeur de Washington était ressentie au Vatican comme une injustice particulière.

La perspective de la prochaine élection présidentielle peut avoir aidé M. Reagan à mettre un terme à cette situation. Parmi les quelque cinquante-deux millions de catholiques que comptent les États-Unis, beaucoup penchent pour le parti démocrate. Un geste, même aussi important, en direction du pape ne saurait sans doute suffire à faire massivement basculer cet électorat en faveur du candidat républicain. Mais, en tout état de cause, il ne saurait lui nuire...

(Lire page 3.)

LES MUTATIONS INDUSTRIELLES ET LEURS CONSÉQUENCES

Impasse financière pour la sidérurgie

L'État refuse de fournir les 12 milliards demandés par Usinor et Sacilor

Pour avoir trop tardé à réviser en baisse les objectifs du plan acier adopté en 1982, le gouvernement s'est placé dans une impasse financière qui risque de dégénérer en conflit social majeur.

La sidérurgie française, avec trop d'usines et trop d'emplois, tourne au ralenti et son déficit atteint des proportions alarmantes. Usinor et Sacilor ont perdu près de 10 milliards de francs en 1983. Pour cette année, les besoins de financement de ces groupes nationalisés dépassent 12 milliards de francs et l'on voit mal aujourd'hui comment les couvrir.

Impasse financière : le 6 janvier, le représentant du ministère des finances, de l'économie et du budget au conseil d'administration d'Usinor a refusé le projet de budget du groupe qui prévoit un apport d'argent frais de 6,2 milliards. Le projet de Sacilor, *grosso modo* équivalent, a toutes les chances de subir le même sort à la fin de cette semaine. « *Il faut réduire le déficit*, indique-t-on rue de Rivoli, *l'Etat n'est plus en mesure de fournir de telles sommes* » ; et l'on rappelle que l'enveloppe des dotations en capital à l'ensemble des entreprises nationalisées pour 1984 n'est que de 12,85 milliards de francs. « *Que les groupes révisent leur copie* », ajoute-t-on rue de Rivoli.

Mais réviser « la copie », c'est-à-dire réviser le plan acier de 1982, font savoir Usinor et Sacilor, ne diminuera pas sensiblement les besoins d'argent pour 1984 : « *Les investissements sont engagés, c'est trop tard.* » Quoi qu'il arrive, l'Etat devra donc, d'une façon ou d'une autre, fournir les sommes indispensables.

D'autre part, le volet social du dossier est préoccupant. Une révision du plan, qui conduirait à « sortir du rouge » en 1987 et 1988, implique en effet la suppression de *25 000 à 35 000 emplois (le Monde* du 22 décembre). Comment s'y résoudre alors que 1 905 licenciements chez Talbot ont provoqué l'explosion ? « *Au gouvernement d'agir*, dit-on à la direction des groupes, *le problème nous dépasse.* » Et de se retourner vers les pouvoirs publics...

Impasse sociale aussi ? C'est évidemment le nœud du problème.

E.-L. B.

(Lire la suite page 42.)

Sévère avertissement de M. Edmond Maire

La C.F.D.T. prend ses distances avec le gouvernement mais n'entend pas couper les ponts

« *En cette année 1984*, a déclaré ce mardi matin 10 janvier M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., au cours d'une conférence de presse, *de nombreuses branches industrielles sont en difficulté, en sureffectifs. Si dans la Lorraine, le Nord, à Saint-Etienne ou Nantes, la même méthode est suivie que celle employée à Poissy, partout elle engendrera blocages sociaux, refus de mobilité professionnelle, retards industriels, violence, voire même, hélas ! dans certains cas racisme. Comprenez donc qu'il n'était pas possible de laisser s'inscrire un cours des choses qui ne peut mener qu'au désordre, au gâchis économique et à la révolte ouvrière.* »

La C.F.D.T. ne rompt pas avec le gouvernement de la gauche. Pas encore. Mais elle vient de lui adresser la mise en garde la plus sévère qu'elle ait proférée depuis 1981.

Quoi qu'il arrive, rien ne sera plus comme avant entre le pouvoir politique et la C.F.D.T. L'affaire Talbot est plus qu'un révélateur : une brisure.

M. N.

(Lire la suite page 42 et page 11 l'article de Patrick Jarreau.)

L'aide au retour

Une allocation de 40 000 F serait proposée aux immigrés

Conséquence inattendue de l'affaire Talbot : le gouvernement envisage d'étendre à tous les secteurs en crise un système d'aide à la réinsertion des immigrés souhaitant regagner leur pays.

Ce dispositif – qui serait, dans un premier temps, proposé aux partenaires sociaux de l'entreprise de Poissy réunis ce mardi 10 janvier à 15 heures à la préfecture des Yvelines – se différencie toutefois de l'« *aide au retour* » mise en place, de juin 1977 à avril 1981, par M. Lionel Stoléru.

D'abord, il s'agirait d'un pécule nettement plus important, puisque l'on avance le chiffre – encore à négocier – de 40 000 francs en moyenne par salarié concerné.

J. B.

(Lire la suite page 42.)

L'affaire des « avions renifleurs »

Le pouvoir politique et la communauté scientifique
par MARCEAU FELDEN et ROBERT MAINARD

L'esprit fonctionnaire et l'esprit d'entreprise
par GEORGES GRIMAL

Géologues : zéro !
par JEAN POLVÊCHE

Lire notre rubrique « Idées » page 2 et nos informations page 12

La guerre mondiale de la communication

I. – *L'offensive américaine*

par ÉRIC LE BOUCHER et JEAN-MICHEL QUATREPOINT

« *Les Etats-Unis sont engagés dans deux guerres : l'une contre l'U.R.S.S., sur la scène militaire, et l'autre contre le Japon, sur la scène industrielle. L'U.R.S.S. néglige l'aspect industriel pour se consacrer aux armements. Le Japon néglige son armée et concentre tous ses moyens sur l'industrie. Si les Etats-Unis veulent conserver leur suprématie sur ces deux champs de bataille, ils doivent dominer les secteurs critiques. Les technologies de l'information (informatique et communication) sont vitales pour asseoir leur suprématie tant militaire qu'industrielle.* »

Ces premières phrases d'un livre évoquant la compétition entre les Etats-Unis et le Japon – *The Amazing Race* (1), – qui fait quelque bruit aux Etats-Unis, témoignent du formidable regain d'agressivité perceptible depuis trois ans outre-Atlantique.

Alors que, en France, le licenciement de 1 905 ouvriers de Talbot, ou le sort de la sidérurgie lorraine mobilisent gouvernement et syndicats, alors que l'Europe s'enlise dans des querelles de boutiquiers, l'Amérique est entrée, elle, de plain-pied dans la civilisation de la communication, sans états d'âme, sans querelles byzantines, avec la brutalité mais aussi le dynamisme qui caractérisent ce pays.

Les Etats-Unis ont déclaré une guerre industrielle et technologique et sont bien décidés à la gagner. Représentant un marché de 150 milliards de dollars, l'industrie de l'information devrait croître à un taux annuel moyen de 20 % et représenter 40 % de l'ensemble de la valeur ajoutée industrielle à l'horizon 2000.

(Lire la suite page 44.)

(1) *The Amazing Race. Winning the techno-rivalty with Japan.* Par William H. Davidson. Edition John Wiley & Sons. New-York.

AU JOUR LE JOUR

Leçons

« Las de recevoir des menaces de mort du F.L.N.C., un professeur « continental » installé à Ajaccio a décidé de plier bagage et de le faire savoir.

Ce professeur agrégé enseignait l'histoire et la géographie aux collégiens d'Ajaccio. Quand il aura retrouvé un poste dans un département plus pacifique, que pourra-t-il enseigner à ses nouveaux élèves ?

Que la Corse est une île française de la Méditerranée où l'on rencontre encore, parmi une majorité de gens civilisés, des vestiges de barbarie.

Mais il pourra aussi, en historien, leur montrer que les salauds n'ont pas toujours le dernier mot.

BRUNO FRAPPAT.

Le Nigéria après le coup d'État

« Buhari, notre messie ! »

De notre envoyé spécial

Lagos. – « Buhari, notre Messie ! » La manchette du *Weekly Focus*, journal populaire, ne fait que traduire, avec un peu d'emphase, la tonalité de toute la presse nigériane – demeurée libre de ses commentaires – dix jours à peine après le coup d'Etat militaire qui a porté au pouvoir le général Mohammed Buhari. De multiples exemples montrent que ces manifestations de soulagement ne sont ni vaines ni limitées à une certaine élite intellectuelle.

Avec naturel, l'homme de la rue se déclare satisfait du départ du président, M. Shehu Shagari, et de toute une classe politique qu'il identifiait à la corruption, devenue un mode de fonctionnement de la société nigériane, et plus encore, à des hausses vertigineuses des prix des produits de première nécessité au cours des derniers mois. Ces réactions témoignent d'un profond décalage avec celles qui, tant dans le reste du continent que dans les démocraties occidentales, ont suivi l'annonce du coup d'Etat du 31 décembre, c'est-à-dire la fin de l'« *expérience démocratique* » du pays le plus peuplé d'Afrique.

A la différence de l'opinion internationale, les Nigérians n'ont pas éprouvé de « *découragement* » dans la mesure où les militaires n'ont pas, ici, mauvaise réputation et parce que, tout en vivant dans un système de démocratie formelle, le concept même de « démocratie » n'est pas ancré dans la mentalité collective. De plus, le changement de régime s'est effectué dans des conditions presque « convenables » : un seul mort, le général de brigade Brahim Bako, tué par un capitaine de la garde présidentielle lors de l'arrestation de l'ancien chef de l'État (*le Monde* du 5 janvier). Depuis, le territoire fédéral est calme.

Dans les rues de Lagos, la présence des militaires est si discrète que rien ne permet de penser qu'un coup d'État vient d'avoir lieu. A l'aéroport même la fouille des bagages se déroule sans problèmes particuliers. Même si, sur la route qui mène au centre de la ville, on oblige les passagers des voitures à donner quelques naïras (*la monnaie* nationale) aux militaires, il n'y a rien là d'anormal tant cette pratique a toujours été inhérente aux « coutumes » nigérianes. Dans ce pays où il arrive que l'on brûle des édifices publics pour faire disparaître des preuves de comptabilité frauduleuse et où l'attaque à main armée n'est même plus un fait divers, un modeste octroi prélevé par des soldats mal payés est peu de chose...

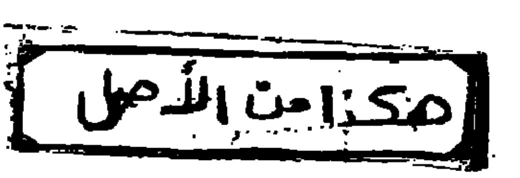
La reprise des activités quotidiennes ne doit cependant pas faire illusion : sur le plan politique, les autorités militaires ont commencé une remise en ordre à l'échelle de tout le pays, qui prend de plus en plus l'apparence d'une chasse aux sorcières. Le délai de huit jours accordé le 31 décembre à tous les anciens responsables politiques pour se rendre a été, dans l'ensemble, bien observé. Outre le président Shagari et ses principaux collaborateurs, qui ont été internés dans un camp de la capitale, le camp Bozzy, la plupart des ministres, responsables politiques et gouverneurs des dix-neuf États de la fédération, ont offert leur reddition avant vendredi 6 janvier, date de la fin de l'ultimatum.

De nombreuses personnalités de premier plan sont cependant en fuite et le pouvoir n'hésite pas à faire appel au « civisme » de la population pour l'aider dans ses recherches. C'est le cas notamment de *MM. Adisa Akinloye*, ancien président national du N.P.N. (National Party of Nigeria), parti du président Shagari, Joseph Wayas, ancien président du Sénat, Maitama Bello Yussuf, ancien ministre du commerce, Umaru Dikko, ancien ministre des transports et de l'aviation et « homme fort » du précédent régime, Ralph Obioha, membre de la Chambre des représentants, et Ishaku Ibrahim, homme d'affaires et bailleur de fonds du N.P.N.

Bon nombre d'entre eux s'étant réfugiés à l'étranger, notamment à Londres et à New-York, les autorités militaires ont l'intention – un peu vaine – de demander leur extradition. La presse du Nigéria consacre aujourd'hui l'essentiel des informations à mettre en exergue les malversations et trafics en tout genre auxquels se sont livrés les hommes politiques déchus. Chaque jour apporte son lot de découvertes concernant plusieurs milliers de sacs de riz ou de haricots dissimulés dans des entrepôts à des fins spéculatives.

LAURENT ZECCHINI.

(Lire la suite page 4.)



Le Monde

idées

Quand les avions reniflent

L'affaire des « avions renifleurs » nous a valu pas mal de réactions. Jean Polvêche s'étonne du silence de ses confrères géologues, qui auraient dû, selon lui, crier casse-cou. Marceau Felden et Robert Mainard rappellent les règles élémentaires de la recherche technologique, qui auraient pu mettre le pouvoir politique en garde contre des mystificateurs camouflés en inventeurs. André Jallas met en cause la « caste intouchable » du corps des mines. Quant à Georges Grimal, il redoute que l'esprit fonctionnaire n'aboutisse à détruire, en fin de compte, l'esprit d'entreprise.

Le pouvoir politique et la communauté scientifique

par MARCEAU FELDEN (*) et ROBERT MAINARD (**)

QUELS que soient les problèmes politiques, économiques et juridiques posés par l'affaire des « avions renifleurs », celle-ci conduit également à s'interroger sur la nature des rapports entre le pouvoir politique et la communauté scientifique. Ou plus exactement sur les conceptions et connaissances scientifiques du pouvoir politique ! Question d'importance en cette période de mutations technologiques. Résultats consternants si l'on en juge par quelques affaires relativement récentes (machine de Prioré, moteur à eau, etc.) et si l'on cherche quelque peu dans les discours et programmes politiques de tous horizons !...

Ne serait-ce pas la culture scientifique de la plupart de nos responsables et de nos décideurs qui serait ici en cause ? Car comment peut-on encore croire aujourd'hui, avec la « complexification » croissante des méthodes et moyens, qu'il est possible de faire une découverte technologique *majeure*, *une percée essentielle*, *en travaillant* en solitaire ou en très petit groupe, inconnu de la communauté scientifique, et sans disposer d'importants moyens matériels ? Un théoricien isolé peut non pas faire une découverte *ex nihilo*, mais trouver une interprétation, un fil directeur, proposer une théorie expliquant un ensemble de phénomènes déjà connus mais apparemment sans rapport évident.

En recherche technologique la situation n'est pas, ne peut pas être la même. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'il faut faire des expériences : la recherche technologique, c'est d'abord l'expérimentation et le résultat concret. Croire qu'il peut en être autrement, c'est tout simplement méconnaître les règles et méthodes de la recherche technologique. Car il y a des étapes à franchir, des procédures parfaitement codifiées, respectées par toute la communauté scientifique, vérifiées en permanence et de longue date.

Après le travail en laboratoire et la réalisation pratique de démonstration de faisabilité, qui exigent souvent des études théoriques et des simulations, vient l'étape du prototype et son expérimentation d'abord limitée, ensuite « sur le terrain » dans les conditions réelles d'opération. Ce n'est qu'ensuite que la phase pré-industrielle est envisagée, au vue des premiers résultats. Enfin, et seulement si le bilan est positif, la phase industrielle peut suivre. C'est ce que l'on appelle la recherche-développement.

Cette procédure est universellement admise, et les contrôles mais aussi les financements et les décisions sont pris à la fin de chaque étape. Même si le secret le plus rigoureux est exigé, la méthode reste la même, car il existe des centres de recherches spécialisés, notamment militaires, pour accomplir ces travaux.

Croire de nos jours qu'il est encore possible de faire de grandes découvertes technologiques avec des « bouts de ficelle » relève donc du mythe. Croire qu'une poignée d'individus isolés peuvent découvrir « *une particule nouvelle* (genre neutrino) *qui traverserait n'importe quelle matière sans être freinée mais (qu'ils auraient) réussi à maîtriser* » (1) revient à ignorer les travaux de la communauté des chercheurs en physique des hautes énergies, donc ceux du CERN, ou à prendre ces chercheurs pour des incompétents ! Pourrait-on concevoir qu'un inventeur, aussi génial se prétende-t-il, puisse aller proposer à la NASA de lui vendre un propulseur révolutionnaire de fusée... sans lui montrer comment il fonctionne ? Toute cette histoire et d'autres faits traduisent une méconnaissance totale des règles du fonctionnement actuel de la recherche, de ses méthodes, de son esprit ! Mais aussi une forme certaine de mépris du pouvoir politique français, quel qu'il soit, pour la communauté scientifique, qui, selon lui, ne doit servir que le système !

Ce pouvoir doit savoir que la recherche n'est pas tout à fait une activité comme les autres : elle possède ses règles spécifiques de fonctionnement, ses méthodes de travail, ses opérations opérationnelles. Celles-ci sont clairement établies depuis fort longtemps. Elles ont fait surabondamment leurs preuves dans tous les grand pays industrialisés. Elles sont perfectibles et évolutives, mais il existe un fond commun solidement établi. Or elles sont trop souvent ignorées du grand public, du pouvoir politique et même de nombre de décideurs et de conseillers qui ne sont pas passés par ce creuset. Cet ensemble d'idées fausses peut aussi expliquer certaines contre-performances, difficultés d'adaptation et de reconversion de l'industrie française. Si le général de Gaulle a dit qu' « *il y a beaucoup de chercheurs et peu de trouveurs* », il a oublié deux aspects fondamentaux du problème : c'est d'abord *une formation intellectuelle mais surtout* l'acquisition d'un nouvel état d'esprit : c'est ensuite l'apport d'une contribution si modeste soit-elle à l'œuvre collective de progression de la connaissance.

C'est seulement quand le pouvoir politique aura compris cette leçon qu'il n'y aura plus à craindre d'affaire type « avions renifleurs » et que l'industrie française aura une chance d'absorber la mutation technologique « à la japonaise ».

(*) Professeur à l'université Nancy-I.

(**) Président de l'université Nancy-I.

(1) Rapport de la Cour des comptes (*le Monde* du 4 janvier).

Géologues : zéro !

par JEAN POLVÊCHE (*)

ON demeure abasourdi, devant la campagne d'information qui vient de secouer le monde politique à propos des fameux avions « renifleurs de pétrole » !

Abasourdi, aussi, de n'avoir entendu aucune voix du monde géologique s'insurger vivement ou émettre un rire « homérique » !

Rien, strictement rien, de la géologie et des géologues. C'est pourtant leur vaste domaine, c'est leur « job » :

— Ils sont directement concernés par cette affaire qui, dès le départ les a déconsidérés *de facto*, les réduisant à la dimension zéro, cela tant par les hommes politiques de toutes obédiences que par les médias !

Où sont les géologues ?

Qu'en pensent-il ?

Que disent-ils ?

Que font-ils ?

Tout bon géologue sait que l'on n'invente pas une technique de recherche sans que cela se sache, se communique.

Toute découverte importante — faut-il le rappeler ? — résulte d'une suite de progrès scientifiques réalisés grâce à l'effort d'un groupe, de l'ensemble d'une communauté de chercheurs...

Tout se fait en termes scientifiques !

Nous sommes tout de même au XX[e] siècle : les alchimistes, les sorciers, feraient-ils encore la loi ?

Aussi miraculeuse qu'elle ait pu paraître, il fallait considérer la découverte des « avions renifleurs » comme assez invraisemblable, avec beaucoup de scepticisme dès le départ !

Que penser du comportement des « chercheurs-décideurs », issus du prestigieux corps d'ingénieurs impliqués dans le secret scientifique de l'invention ? Que des politiques, à quelque niveau que ce soit, puissent être « bluffés », il n'y a pas lieu de s'en étonner.

Mais que des politiques n'aient pas été mis en garde par leurs « conseils » scientifiques, il faut s'en indigner !

Quoi ?... Aucun géologue (de bon sens) n'a été consulté, sollicité, pour émettre un avis ?

Aucun géologue ne s'est indigné en son temps, contre cette risible manipulation ?

Comment expliquer ce scandale ? Les scientifiques (les vrais) n'auraient donc pas conseillé les politiques ? C'est impensable !

Les géologues de France ne seraient-ils donc plus crédibles ?

Si les politiques ont pu être confortés par des « scientifiques », qu'on nous le dise : qui ?...

— Forfaiture ?... Ou prémonition avortée d'un grand savant ? Il n'est pas injurieux, bien au contraire, pour un chercheur digne de ce nom, de « définir » des voies nouvelles. C'est, en fait, sa vocation, sa mission !

Aucun scientifique ne peut préciser les limites de la science, son objectif n'est-il pas de les repousser ? Mais quelle échappatoire expliquant et justifiant l' « injustifiable » !

Pourquoi aucun géologue n'a-t-il élevé la voix à ce jour, bien que nous soyons tous concernés ?

Nos « têtes pensantes » géologiques n'ont rien écrit, rien dit, laissant le soin à la polémique qui secoue l'opinion publique française et internationale de traiter de ce grave problème, essentiellement sous l'aspect financier, fiscal, douanier, procédurier, et de l'éthique quant aux responsabilités des hauts fonctionnaires de l'Etat.

Et l'appréciation scientifique et géologique du problème ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Les géologues apparaissent incompétents, timorés, absents, indifférents, en dehors du coup... Donc, notre conclusion, hélas, serait : géologues, zéro !

Et pourtant, ils sont là les géologues de France ; les grands d'hier et d'avant-hier : je pense aux Jacob, Roubeault, Glangeaud...

Qui, aujourd'hui, dans le milieu scientifique, a pris leur suite ? Aux mains de qui est la géologie française ?

Pourtant notre géologie n'a rien à se reprocher sur le plan scientifique, rien ; les Aubouin, Mattauer, etc. l'ont placée à un niveau international. Mais l'audience des géologues français ne semble pas au « niveau de valeur » de la Haute Appréciation !

Ce n'est point, hélas ! une observation récente, car le cas du « renifleur » démontre un état d'esprit qui a prévalu avant 1981 et qui s'est au moins poursuivi. La preuve en est qu'aucun géologue n'a, à ma connaissance, émis de réflexion sur la politique charbonnière du gouvernement. Or les géologues qui connaissent les conditions de gisement et d'exploitation des mines françaises savent, et savaient, qu'il était impossible sans une « exceptionnelle » aide de l'État, de tenir le pari d'augmenter la production, dans les limites fixées par le Plan.

On sait encore mal les *résultats* de cette politique, qui semble n'avoir pas été « comprise » par toutes les « gueules noires » (c'est un petit-fils de mineur qui écrit !).

Ici encore, aucune voix scientifique ne s'est élevée, et le gouvernement a dû attendre les premiers résultats pour infléchir sa politique.

De voix géologiques : *zéro* !

On n'imagine pourtant pas que les grands partis politiques n'aient pas demandé conseil à des géologues, grands commis de l'Etat ou « techniciens » de cabinets obscurs !

Résultat : zéro !

Les géologues charbonniers, comme les géologues pétroliers sont-ils incompris, incompétents, incrédibles ? ou bien timorés, peureux, aphones ?

Qui est encore capable de crier, même dans le désert, pour que la science géologique et ses scientifiques soient présents, sinon écoutés, dans les instances de décision gouvernementales, et quelles que soient les options politiques ?

Comment, et selon quels critères, s'effectuent les nominations des « conseillers » pour ces problèmes économiques essentiels ?

Poser la question est déjà y répondre !

Il ne nous reste plus qu'à « renifler » en faisant triste mine, sur notre note supposée : zéro !

Les géologues de France, passez-moi l'expression, font figure de « ... », mais à qui la faute ?

(*) Professeur de géologie à l'université de Nice, chargé de cours de géologie économique, doyen honoraire de la faculté des sciences de Nice.

L'esprit fonctionnaire et l'esprit d'entreprise

par GEORGES GRIMAL (*)

L'AFFAIRE des « avions renifleurs » présente *le sérieux* inconvénient d'aggraver les effets du « mal français », dont souffre l'opinion française : exaltant l' « esprit fonctionnaire », mettant à mal « l'esprit d'entreprise ».

Plutôt que de reprocher à une grande société la piste qu'elle a suivie sans résultat, il vaudrait mieux se soucier des pistes *qui ne furent pas suivies*, des occasions à côté desquelles on est passé sans les saisir, sans les connaître même, et qui, peut-être, ont été exploitées par d'autres... Les préoccupations principales d'un chef d'entreprise doivent aller aux actions à lancer, à la manière astucieuse de développer une action et pas tellement à ruminer les nombreuses petites erreurs, maladresses, irrégularités, voire injustices, qui jalonnent, hélas ! la gestion quotidienne. Une recherche qui n'a pas abouti n'est dommageable que dans la mesure où elle a empêché des actions plus prometteuses. J'ai toujours pensé qu'être intelligent c'est bien distinguer l'essentiel de l'accessoire.

L'industrie aérospatiale française, repartie à zéro après la guerre, a réussi de toute évidence, en quelques années, un développement extraordinaire. Mais le succès, au total, n'a été obtenu qu'au prix de nombreux échecs. Faut-il reprocher aux gens de l'époque les prototypes qui n'ont pas abouti ? Après de grosses sommes investies, bien des décisions d'arrêt donnèrent lieu à des réflexions déchirantes : les avions Leduc, les « coussins d'air » Bertin, les avions à décollage vertical, etc. Et lorsque l'on proposa d'asservir un engin téléguidé à un rayon lumineux, la proposition n'était-elle pas aussi surprenante que celle relative aux « avions renifleurs » ? C'était pourtant le début du laser !...

Donnons un exemple d'occasion *que l'on n'a pas saisie*. Je cite ceci non pour attaquer quiconque, mais pour montrer l'importance considérable, *quelquefois (et qui sera toujours ignorée de l'opinion)*, d'une *décision de recherche que l'on écarte*.

Au cours de l'année 1960, le Commissariat à l'énergie atomique signala la possibilité d'étudier une bombe A dite « sale », de très, très petite puissance (20 tonnes de T.N.T., je crois me souvenir). On avait donc là l'occasion, il y a vingt-quatre ans, de réaliser une arme qui avait une valeur militaire, *dont politique, approchant* celle de la bombe à neutrons actuelle, surtout si elle était incluse dans un système d'armes tel que l'avion à décollage vertical et la conduite par rayon laser. Le sérail du général de Gaulle refoula le projet sans l'examiner... La doctrine, c'est la doctrine !... Mais quel dommage peut-être !... (J'en suis témoin, j'étais inspecteur des programmes pour les trois armées à ce moment-là.)

Quant au secret, tous ceux d'entre nous qui ont eu la responsabilité d'une direction complexe savent que bien des choses que l'on « mijote », que l'on prépare, que l'on entreprend, nécessitent la discrétion, même quelquefois vis-à-vis des collaborateurs immédiats, même quelquefois vis-à-vis des supérieurs. J'ai souvenir d'une certaine étude qui se révéla à la fin extrêmement bénéfique parce que nous la menâmes longtemps à l'insu de notre chef... Le métier militaire enseigne qu'il n'y a qu'une règle d'or pour l'homme d'action : l'efficacité, dans la droiture...

Il y a lieu de craindre que les services techniques ou de recherche liés à l'État ne souffrent longtemps de l'affaire des « avions renifleurs » : pas de risques, pas d'histoires...

Le contraste entre deux expressions : « esprit de résistance », vénéré en France, et « esprit agressif », prôné dans les firmes américaines, explique la différence d'efficacité économique des deux pays.

(*) Ancien élève de l'École polytechnique, général de division aérienne (C.R.), ancien directeur général de société.

LETTRES AU Monde

Une caste intouchable

L'AFFAIRE dite des « avions renifleurs » peut avoir des retombées positives dans la mesure où elle désacralise de prétendues « élites » et ébranle certains corporatismes dont l'influence a été particulièrement néfaste sur le développement industriel du pays.

Je m'explique : les ingénieurs du corps des mines (pour ne parler que d'eux) ont constitué jusqu'ici une caste intouchable et sont encore considérés comme le « gratin » des grandes écoles (il suffit pour cela de lire les offres d'emplois publiées par votre journal). Il y a là une mystification assez inexplicable, alors qu'il est prouvé qu'une grande partie d'entre eux sont responsables du naufrage industriel de la sidérurgie, naufrage auprès duquel les déboires d'ELF-ERAP ne sont qu'une broutille financière.

Loin de moi l'idée de condamner en bloc tout le corps auquel je fais allusion. C'est quand même André Giraud, du même sérail, qui a eu le courage de faire arrêter les frais ; mais malheureusement, il ne s'agit que d'un cas bien isolé.

Peut-être est-ce une maladie congénitale des Français de considérer que la possession d'un diplôme confère automatiquement à celui qui le détient compétence et honorabilité. Cette idée largement répandue dans toutes les couches de la société est beaucoup plus funeste pour l'avenir du pays que d'autres faiblesses de notre peuple. La Chine n'a-t-elle pas failli mourir du mandarinat ?

Si l'affaire des « avions renifleurs » peut contribuer à une remise en cause de certaines idées reçues, elle aura été bénéfique.

ANDRÉ JALLAS.
(*Saint-Étienne.*)

LU

« LE PACIFIQUE, NOUVEAU CENTRE DU MONDE »

Une région dont peut dépendre notre avenir

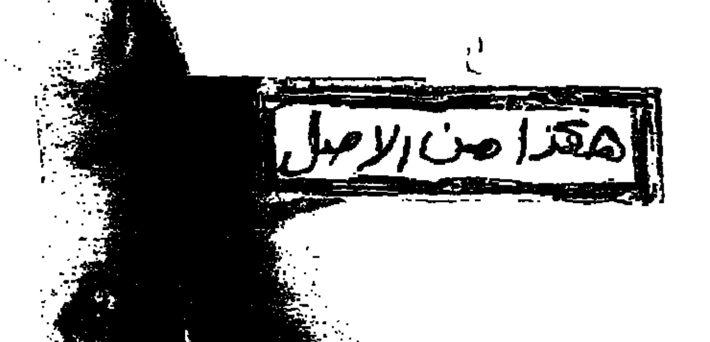
LES associations qui se créent se dotent souvent d'un journal ou d'une revue. Le jeune Institut du Pacifique (1) a été plus ambitieux : il vient de publier un livre, *Le Pacifique, nouveau centre du monde*. *Ouvrage collectif qui vise à faire mieux connaître une région dont l'avenir peut conditionner le nôtre.* La France s'y intéresse timidement depuis plusieurs années. Toutefois, en dépit de ses possessions dans le Pacifique Sud, elle a encore fort à faire pour se hisser, non pas au niveau des « *grands* » de cette zone, les Etats-Unis et le Japon, mais à celui des autres grandes nations occidentales.

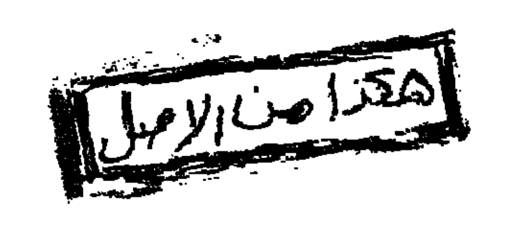
Zone « dont l'importance pour la France, nous disent les auteurs, *est loin d'être négligeable »,* tant par ses richesses naturelles, que par son marché et par le dynamisme exceptionnel de ses *N.P.I.* (nouveaux pays industrialisés) comme la Corée du Sud ou Singapour, le Pacifique est vaste. Il ne peut se réduire aux atolls *paradisiaques de Polynésie. « Economie-monde »,* pour *reprendre* les termes de l'historien *Braudel*, trait d'union entre les deux grands pôles de l'économie mondiale, bordant la Chine et l'U.R.S.S., venant mourir sur les côtes de l'Amérique latine, s'étendant jusqu'aux confins de l'océan Indien, il est en passe de remplacer la Méditerranée et l'Atlantique.

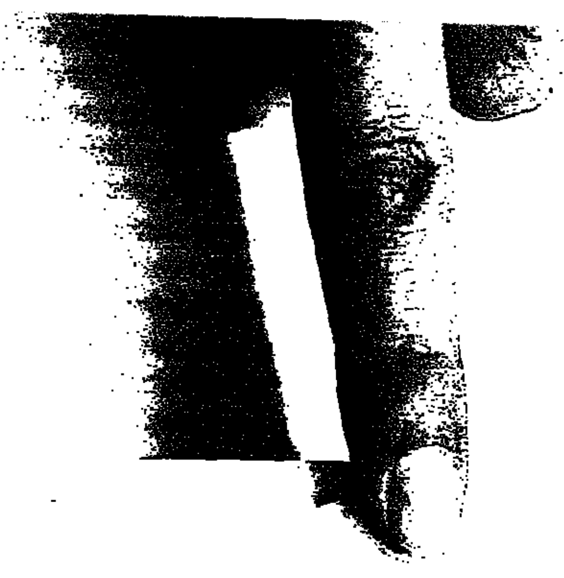
Le Pacifique est en même temps pétri de problèmes, de la rivalité sino-soviétique au conflit cambodgien, de la tension entre les deux moitiés de la Corée à la division de la Chine. Sans parler de l'opposition de la plupart des pays de la région aux expériences nucléaires — françaises — mais aussi au désir des Américains et des Japonais *de s'y débarrasser* de leurs *déchets* irradiés. Cet *ouvrage devrait, à juste titre, raviver l'intérêt pour* cette partie du monde, même si les scénarios *d'« évolution de la zone du Pacifique d'ici à l'an 2000 »* qu'il propose apparaissent bien audacieux. Plus qu'ailleurs encore, prédire le futur dans le Pacifique relève de la gageure...

PATRICE DE BEER.

(1) Musée de la Marine, palais de Chaillot, 75116 Paris. *Le Pacifique, nouveau centre du monde*. Collection « Stratégies », Berger-Levrault/Boréal Express, 306 p., 80 F.







Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Jordanie

La réunion du Parlement devrait permettre une normalisation de la vie politique du royaume

De notre correspondant

Amman. – Quarante-trois minutes seulement, de la déclaration d'ouverture lue d'une voix chevrotante par le président octogénaire, au vote final, c'est le temps qu'il a fallu à la Chambre basse du Parlement jordanien pour adopter lundi 9 janvier les amendements constitutionnels proposés par le gouvernement. Comme prévu ces amendements rétablissent l'Assemblée nationale dans ses fonctions, suspendues depuis 1974 et ouvrent la voie à l'organisation d'élections générales sur la rive est du Jourdain (Transjordanie).

D'abord quelque peu émus par le caractère solennel de cette session extraordinaire – *« Cela fait dix ans que je ne me suis pas assis à cette place et je ne me sens pas très à l'aise »* avouera un député au cours du bref débat, – les membres de la Chambre n'ont pas tardé à retrouver leurs réflexes parlementaires. Le président de l'Assemblée usa même à plusieurs reprises de sa cloche pour ramener un peu d'ordre dans les discussions.

Celles-ci ont essentiellement porté sur les modalités de désignation des trente représentants cisjordaniens impliquées par le deuxième amendement à la Constitution en cas de renouvellement de la Chambre (*le Monde* daté 8-9 janvier). Plusieurs intervenants ont en effet fait valoir que les députés transjordaniens (élus) ne seraient pas les mieux placés pour choisir leurs pairs de Cisjordanie. La veille cette question avait déjà fait l'objet de discussions privées avec le premier ministre M. Moudar Badrane, qui est de nouveau intervenu dans le débat.

Les amendements ont finalement été votés par quarante trois voix sur quarante cinq, deux députés s'étant abstenus.

Beaucoup moins animée, la réunion du Sénat qui s'est déroulée immédiatement après pour ratifier la décision de la Chambre basse, n'a été qu'une formalité. Le Parlement dont le mandat a ainsi été renouvelé pour une durée théorique de quatre ans tiendra sa première séance ordinaire le *jeudi 12 janvier*.

Dans une interview accordée à la télévision jordanienne, M. Badrane a souligné que cette procédure était *« d'ordre purement interne »* et a mis en garde contre les *« interprétation erronées »* qui pourraient en être faites. Les observateurs ne s'en interrogent pas moins sur sa signification. Le rétablissement du parlement jordanien dans sa composition d'avant 1967 semble en effet avoir deux types d'implications.

Les responsabilités du roi Hussein

Tout d'abord il devrait permettre un renforcement du « front » intérieur en allant dans le sens d'une normalisation de la vie politique du royaume, souhaitée par la majorité des Jordaniens. Encore cette normalisation ne prendra-t-elle véritablement son sens que si des élections générales sont effectivement organisées sur la rive orientale du Jourdain.

La plupart des observateurs jordaniens estiment cependant que ces élections générales ne se tiendront pas avant un an. Un certain nombre de personnalités à Amman soulignent la nécessité de rétablir auparavant un minimum de *« libertés démocratiques »*. Sans parler de la légalisation des partis (interdits en 1957) qui paraît totalement exclue à ce stade, ces personnalités souhaitent notamment une libéralisation de la presse et de l'expression politique. La plupart estiment également nécessaire une modification du système électoral (répartition des sièges, révision des listes électorales) qui tienne compte des changements intervenus depuis 1967 dans le royaume.

Bien que plus difficile à cerner, l'autre volet du retour de la Jordanie à la vie parlementaire paraît indubitablement lié à la question d'un règlement au Proche-Orient et par conséquent à la perspective d'une prochaine reprise du dialogue jordano-palestinien. En rétablissant le Parlement composé pour moitié de députés palestiniens, le rois Hussein confirme en effet qu'il entend assumer les responsabilités qu'il juge être les siennes sur la Cisjordanie. Ces responsabilités avaient été battues en brèche par la résolution du sommet arabe de Rabat (1974) stipulant que l'O.L.P. *« est le seul représentant légitime du peuple palestinien »*.

« A l'époque lorsqu'il est allé à Rabat, le roi Hussein ne s'attendait pas que les pays arabes prennent une décision aussi tranchée. Il espérait plutôt une distribution des rôles entre la Jordanie et l'O.L.P. », commente un membre du gouvernement qui souligne à ce propos l'existence de deux écoles de pensée dans la royaume. *« La première affirme que la Jordanie sera toujours le bouc émissaire, quoi qu'elle fasse, et par conséquent, nous ne devons pas nous compromettre plus que les autres pays arabes dans la question palestinienne. La seconde estime au contraire que si nous n'intervenons pas à propos de la Cisjordanie et des Palestiniens, un jour viendra où il faudra se mouiller pour la Transjordanie elle-même. »*

Bien que le souverain jordanien ait toujours penché pour cette deuxième école, c'est la première qui a inspiré la politique jordanienne et la dépalestinisation des institutions du royaume depuis le sommet de Rabat, soutient notre interlocuteur. Dans cette optique la réactivation du Parlement signifie le retour *en force* d'une conception plus active du rôle de la Jordanie dans la recherche d'une solution à la question palestinienne.

En fait les liens entre la Jordanie et la Cisjordanie n'ont jamais été rompus. Amman a continué à verser leur salaire à quelques milliers de fonctionnaires cisjordaniens employés avant 1967 par l'administration jordanienne et vivant aujourd'hui sous occupation israélienne. Nombre de départements ministériels jordaniens sont demeurés en rapport avec leur service en Cisjordanie, à travers le ministère des territoires occupés. Enfin le royaume hachémite est resté la seule porte de ces territoires sur le reste du monde.

Le rétablissement du Parlement jordanien devrait ajouter une nouvelle dimension à ces résultats. *« Désormais en tant que membres du Parlement, nous serons plus à même d'exprimer les besoins de la population cisjordanienne en matière de projets économiques, d'écoles, d'hôpitaux, etc. et de dire notre mot sur la façon dont doivent être distribués les fonds, notamment le fonds de soutien alloué aux territoires occupés par le sommet de Bagdad »* (1978), nous a déclaré M. Edouard Khamis, cinquante-deux ans, député de Bethléem. Selon M. Khamis les députés cisjordaniens voudraient en priorité obtenir la levée des mesures de restriction au passage des ponts sur le Jourdain, mesures décidées par Amman à la suite de la rupture des discussions jordano-palestiniennes en avril dernier, et qui touchent notamment, souligne le député de Bethléem, les jeunes Palestiniens des territoires occupés désireux de poursuivre leurs études dans les pays arabes ou occidentaux.

EMMANUEL JARRY.

Liban

Un soldat français tué, deux autres blessés dans un attentat contre un poste de garde à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. – Un attentat contre le contingent français à Beyrouth a fait parmi les soldats un mort et deux blessés, lundi 9 janvier, en début de soirée dans un poste de garde situé sur l'enceinte nord de la résidence des Pins, qui sert de quartier général au contingent. L'attaque, à l'aide de roquettes antichars et d'armes automatiques légères, a été si soudaine que les troupes françaises n'ont pas eu le temps de riposter. La veille, un attentat anti-américain s'était produit en plein Beyrouth : un hélicoptère avait été attaqué, également aux roquettes et aux armes légères, à partir de deux véhicules en marche, au moment où il se posait sur une esplanade devant le « bain militaire » (*le Monde* du 10 janvier). La tension est ici sans cesse entretenue par de nouveaux troubles, tandis que les quelques espoirs d'apaisement, si minces soient-ils, sont régulièrement déçus. C'est, en particulier, le cas du *« plan de sécurité »* dont l'annonce est retardée de jour en jour depuis des semaines, et plus particulièrement depuis le début de l'année.

Ce plan est censé permettre à l'Etat d'étendre son autorité, non pas certes à tout le territoire libanais, ni même à la portion (25 % environ) qui n'est ni sous occupation israélienne ni sous contrôle syrien, mais à une partie de cette zone selon des modalités minutieusement négociées avec les différentes milices armées et respectant les pouvoirs de fait de celles-ci. Un découpage précis fixe le secteur de déploiement de l'armée et de la gendarmerie, de telle sorte que l'armée ne pénètre ni dans le haut Chouf druze, où elle est récusée, ni dans la banlieue sud du Beyrouth chiite. Les forces libanaises (chrétiennes), en position de repli depuis leurs revers en septembre 1983 dans la montagne, se montrent plus coopératives avec l'Etat pour opérer un dégagement des régions du bas Chouf où elles se maintiennent, vers le centre du pays – bas Metn et Kesrouan – *qui constituent leur fief*.

Alors que l'on en croyait les modalités d'un accord acquises, M. Joumblatt, chef de file du P.S.P. druze, a annoncé dimanche qu'il n'en était rien et qu'il serait néfaste de proclamer l'arrangement avant que toutes les parties soient vraiment d'accord sur tous les détails. Du coup, tout s'est retrouvé bloqué. S'il voit le jour, le plan de sécurité devrait assurer aux Libanais un répit salutaire de quelques mois bien que la crainte soit latente à Beyrouth, que la Syrie le favorise essentiellement pour permettre un retrait honorable des troupes américaines et du reste de la force multinationale.

Après la réunion syro-libanaise de Ryad – sous parrainage saoudien – qui a comporté des réunions quasiment ininterrompues durant trente-six heures et des interventions personnelles du roi Fahd auprès des ministres des affaires étrangères syrien et libanais, c'est ce dernier, M. Elie Salem, qui s'est montré le plus circonspect : *« J'espère une décrispation sur le triple plan politique, économique et militaire »*, a-t-il déclaré. Le ministre syrien, M. Khaddam, s'était montré optimiste après la première réunion, mais il n'en a pas moins insisté sur l'abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai. Les Saoudiens affichent pour leur part l'assurance de rigueur en affirmant que le plan de sécurité sera proclamé *« dans les quarante-huit heures »*.

En réalité, le seul point acquis à Ryad consiste en une décision de ne pas rompre la négociation et de la reprendre dimanche prochain à l'occasion de la conférence islamique de Rabat.

A Saïda, pour la deuxième fois en trois jours, les troupes israéliennes ont tiré des rafales dans la rue principale de la ville où elles interdisent tout stationnement de voitures pour éviter les attentats au moyen de véhicules piégés. Une grenade avait été lancée contre une de leurs patrouilles mais n'avait pas explosé. Certaines rumeurs font état de *« provocations »* de l'armée israélienne se donnant un prétexte pour procéder à des ratissages afin d'intimider la population.

LUCIEN GEORGE.

● *M. Mauroy évoque la présence des troupes françaises au Tchad et au Liban.* – *« Oui, au Tchad comme au Liban, nos soldats sont les soldats de la paix. Et je forme pour eux les vœux les plus sincères. Je souhaite, en particulier, que 1984 voit l'aboutissement de leur mission, son succès »*, a déclaré le premier ministre, lundi 9 janvier, lors de la cérémonie de vœux à la presse.

M. Mauroy a poursuivi : *« Au Liban, si la France participe à une force multinationale qui n'entre pas dans le cadre de l'O.N.U. c'est, vous le savez, parce qu'il y avait urgence. Vous avez constaté qu'une partie des effectifs français qui avaient été rétirés de la FINUL – la force des Nations-Unies au Liban – pour être affectés à Beyrouth ont été remis à la disposition de l'O.N.U. Car la France continue de souhaiter qu'au Proche-Orient la communauté internationale assume ses responsabilités.*

Prudente satisfaction en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. – Israël a une nouvelle fois invité la Jordanie a *« renouer le dialogue »* avec lui dans le cadre des accords de Camp David. Répondant aux questions des participants à une réunion de l'organisation sioniste mondiale, le premier ministre, M. Shamir, a répété, lundi 9 janvier, que l'application de ces accords est *« le seul moyen de sauvegarder les intérêts de la population de Cisjordanie »*.

Pour Jérusalem, la réunion, lundi, du Parlement jordanien ne change donc rien à sa position traditionnelle. Le roi Hussein est en permanence invité par Israël à se joindre à des négociations sur l'autonomie des territoires, excluant toute participation de l'O.L.P. Rien de moins, rien de plus.

En Cisjordanie, un sentiment de prudente satisfaction prédomine. Porte-drapeau des notables modérés, le maire chrétien de Bethléem, M. Elias Freij, souligne que le roi Hussein avait tout à fait le droit de convoquer le parlement. Mais il est trop tôt, selon lui, pour porter un jugement approfondi sur cette initiative. Il préfère, nous dit-il, attendre le discours que le souverain hachémite prononcera à Amman jeudi. L'ancien gouverneur jordanien, M. Anwar Katib, interprète la décision du roi comme le signe d'un *« retour à une direction corrective des affaires »*. M. Mustapha Natche, ancien maire d'Hebron, destitué par les autorités de Jérusalem, assure ne pas voir de contradiction entre la convocation du parlement et la résolution adoptée par le sommet arabe de Rabat, en 1974, stipulant que l'O.L.P. est *« le seul représentant légitime du peuple palestinien »*.

Dans les milieux proches de l'O.L.P., on accueille la réunion du Parlement avec sérénité en rappelant que selon M. Arafat, l'événement est une *« affaire intérieure »* jordanienne. Si l'on n'est pas dupe des intentions du roi, soucieux de renforcer sa main avant sont inévitable rencontre avec M. Arafat, on souligne que le chef de l'O.L.P. est lui aussi en bien meilleure posture depuis sa rencontre avec le président Moubarak.

Ce qui semble avant tout importer aux yeux des Palestiniens de Cisjordanie, hantés par un sentiment d'urgence, c'est que l'initiative du roi Hussein ouvre la perspective d'un déblocage de la situation et autorise quelques timides espoirs. Pour eux, l'essentiel est que *« les choses bougent »*. Fût-ce dans une direction encore mal perçue. Ils font toujours massivement confiance à M. Arafat pour défendre au mieux leurs aspirations nationales face au souverain hachémite.

L'éditorialiste du quotidien pro-jordanien de Jérusalem-est, *Al Quod*, conseillait, lundi, avant l'ouverture de nouvelles discussions entre le roi et M. Arafat, aux protagonistes de se poser les questions suivantes : *« Les deux parties peuvent-elles s'accorder sur la nécessité de sauver en priorité la terre et le peuple de Palestine, la forme du gouvernement étant secondaire ? Croient-elles pouvoir obtenir le soutien de la majorité des pays arabes ? Peuvent-elles se faire mutuellement confiance ? Faute de répondre à ces questions, concluait le journal, les deux parties perdraient à nouveau leur temps. »*

J.-P. LANGELLIER.

A Alger

M. ARAFAT A ÉTÉ REÇU PAR LE PRÉSIDENT CHADLI

M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., a regagné lundi 9 janvier Tunis après une brève visite en Algérie.

Le chef de l'O.L.P. a assisté, aussitôt après son arrivée, à l'ouverture des travaux du conseil révolutionnaire du Fath (principale composante de l'O.L.P. Le conseil révolutionnaire du Fath est l'instance intermédiaire entre le comité central et le congrès. Il compte actuellement soixante-cinq membres après l'exclusion en novembre dernier de dix dissidents, dont le colonel Abou Moussa.

Lors de la visite en Algérie, M. Arafat s'est entretenu avec le président Chaldi Bendjedid en présence de M. Taled Ibrahimi, ministre algérien des affaires étrangères. Selon les observateurs, il n'est pas exclu que M. Arafat ait évoqué avec les dirigeants algériens l'éventualité de la tenue à Alger de la prochaine session, prévue à la mi-février, du Conseil national palestinien (C.N.P.), qui s'était déjà tenu au début de l'an dernier dans la capitale algérienne.

En recevant le chef de l'O.L.P., le président Chaldi, candidat à sa réélection à la tête de l'Etat, prévue le 12 janvier, a fait une exception. En effet, depuis sa réélection au poste de secrétaire général du F.L.N., il y a dix jours, le « candidat Chadli » s'est abstenu de toute activité ou audience publique. – *(A.F.P.)*

LE « RÉSEAU TERRORISTE IRANIEN »

L'ambassade de Téhéran au Vatican qualifie de « mensonges » les révélations du « Sunday Times »

L'ambassade d'Iran près le Saint-Siège a qualifié, lundi 9 janvier, de *« mensonges »* les informations selon lesquelles l'ambassadeur Hadi Khosrovshahian dirigerait à Rome un centre de recrutement de « kamikazes » chargés de missions terroristes en Europe, comme l'avait écrit, dimanche, l'hebdomadaire britannique *the Sunday Times* (*le Monde* du 10 janvier).

« Nous sommes habitués à de tels mensonges, diffusés par les milieux impérialistes », affirme le communiqué de l'ambassade. *« Pour étouffer la révolution islamique, ces milieux sont prêts à tout, y compris les actions malhonnêtes. »*

« L'ambassade de la République islamique d'Iran près le Saint-Siège, souligne le communiqué, *se consacre à remplir ses fonctions, comme toute autre représentation diplomatique. »*

On a appris par ailleurs à Rome que la police menait une enquête sur l'existence de la « centrale de recrutement de terroristes » évoquée par l'hebdomadaire.

Le ministre de l'intérieur, M. Scalfaro, a confirmé implicitement que le gouvernement italien avait eu connaissance de cette hypothèse, dans une brève déclaration à l'agence de presse Italia. *« La seule chose que je puisse dire, c'est que l'on en a certainement discuté lors de notre réunion autour du président du conseil »*, a-t-il déclaré.

Le jeudi 5 janvier, le chef du gouvernement, M. Bettino Craxi, avait consacré cette réunion aux problèmes du terrorisme, de la sécurité, de la lutte contre la délinquance et de la situation dans les prisons.

Sans se prononcer, pour l'instant, sur ce que l'on continue à appeler à Rome une « hypothèse », on indique de bonne source qu'une enquête et des recherches sont en cours sur cette question, qui est qualifiée de « sérieuse ». – *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

M. WILLIAM WILSON PREMIER AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS AU VATICAN

M. William Wilson, représentant personnel du président Reagan auprès du Saint-Siège depuis février 1981, a été désigné comme premier ambassadeur des États-Unis au Vatican, annonce l'Agence France-Presse.

M. Wilson, agé de soixante-neuf ans, est un homme d'affaires californien, ami du chef de l'État américain. Il est un fidèle d'une paroisse catholique de Los Angeles.

● *M. Günter Mittag à Paris.* – Membre du bureau politique et secrétaire du comité du parti communiste est-allemand (S.E.D.), M. Günter Mittag est arrivé lundi 9 janvier à Paris pour une visite officielle de trois jours. Il sera reçu par M. Mauroy, et s'entretiendra également avec M. Delors, ministre de l'économie et des finances, et Mme Cresson, ministre du commerce extérieur. Il rencontrera d'autre part des membres du C.N.P.F. – *(A.F.P.)*

● *Une délégation de l'« appel des cent » à Moscou.* – Une délégation de l'« appel des cent » – mouvement qui se réclame du pacifisme et regroupe des personnalités généralement membres ou proches du parti communiste – doit se rendre à Moscou mercredi 11 janvier. Elle a l'intention de faire part aux dirigeants du Kremlin de l'*« aspiration à la paix et au désarmement du peuple français »*. – *(A.F.P.)*

● *Le bureau de la commission politique de l'Assemblée européenne reçu à l'Assemblée nationale.* – A l'initiative de M. Claude Estier, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, celle-ci recevra jeudi 12 janvier au Palais-Bourbon les membres du bureau de la commission politique de l'Assemblée européenne, que préside M. Mariano Rumor, ancien président du conseil italien. La rencontre sera principalement consacrée à l'examen des problèmes en suspens au sein des Dix à la suite du conseil européen d'Athènes, et sera précédée d'un déjeuner auquel participera M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes.

[A]FRIQUE

Afrique du Sud

Tortures et détention sans procès

Le 30 septembre 1982, une association de parents et d'amis de détenus politiques d'Afrique du Sud, *Detainees Parents Support Committee* (D.P.S.C.), a publié un rapport intitulé : *Les abus de la police de sécurité envers les détenus politiques.* Un rapport établi sur la base de soixante-dix témoignages d'anciens détenus déclarant avoir été victimes de diverses tortures et de mauvais traitements. Ces témoignages ont été soumis au ministre de la *loi et de l'ordre ainsi qu'aux fonctionnaires* du département des investigations criminelles (CID) chargés d'enquêter sur les allégations déjà rapportées par le D.P.S.C en avril 1982. Le ministre a répondu que *« les rapports d'agression et les poursuites s'y rapportant n'ont donné que peu de résultats, ce qui prouve que de tels mauvais traitements sont inexistants »,* soulignant la disparité entre les allégations avancées et le nombre des plaintes civiles ayant abouti, précise le mémorandum.

Ce document vient d'être rendu public par Amnesty International, qui indique que ce texte *« fait foi »* bien que ne *« pouvant souscrire à toutes les informations qu'il contient »* car cette organisation n'a pas participé à l'élaboration de ce rapport, qui énumère la nature des mauvais traitements infligés aux prisonniers : privation de sommeil, de nourriture et de boisson, exercices physiques pénibles, exposition au froid, suspension au moyen d'une perche posée entre une table et une chaise et passée sous les poignets et les chevilles liés ensemble, violences diverses, suffocation par encapuchonnement avec un sac de toile ou de plastique, choc électrique sur les parties génitales, ou enfin, tortures psychologiques à commencer par l'isolement, les menaces contre la famille, la détention prolongée... etc.

La loi sur la sécurité interne nº 74 de 1982 — si elle a abrogé certaines dispositions répressives, — permet toujours de détenir au secret et sans procès pendant une période indéterminée des suspects privés de visites des parents et de recours à un avocat. Cependant, la loi sur la sécurité interne prévoit que les détenus devront obligatoirement recevoir tous les quinze jours la visite d'un magistrat, celle d'un chirurgien de district et celle d'un inspecteur des détenus. Selon le mémorandum, ces dispositions se révèlent inopérantes en raison des craintes des détenus de faire état des sévices dont ils sont victimes par peur de représailles. Ces sévices ont été signalés dans les commissariats de tous les centres importants d'Afrique du Sud mais plus particulièrement à Protéa (Soweto), Sanlam Building (Port-Elizabeth) et John Vorster Square (Johannesbourg). D'après le rapport, *« au moins vingt policiers ayant le grade d'officiers jusqu'à commandant »* ont été dénoncés comme tortionnaires.

En Namibie aussi...

Peu de noms de victimes sont cités dans le mémorandum, excepté ceux de Neil Aggett, dirigeant syndicaliste blanc mort en février 1982 dans les locaux de la police, d'Isaac Tshifhiwa Muofhe, prédicateur laïc de l'église évangélique luthérienne, mort le 12 novembre 1981 alors qu'il était gardé à vue, ou ceux de prêtres dans le « homeland » de Venda. Amnesty International rapporte d'ailleurs des cas de torture dans cet état déclaré indépendant par l'Afrique du Sud, ainsi que celui du Ciskei, dénonçant la coopération étroite entre les services de police de ces « homelands » et ceux de Pretoria. Amnesty International cite les noms de plusieurs syndicalistes noirs déclarant avoir été victimes de brutalités.

En Namibie aussi, Amnesty International signale l'existence d'un camp de détention secret *« où les personnes étaient amenées les yeux bandés, détenues indéfiniment et soumises à des menaces et à la torture, y compris la torture par chocs électriques ».* D'après cette organisation, deux détenus Jona Hamukwaya et Kadumu Kaztanga, seraient morts le 18 novembre 1982, quelques heures après leur arrestation, alors qu'ils étaient gardés à vue par la police. En vertu d'un décret, la proclamation AG 9, Amnesty International indique qu'un groupe de cent vingt personnes sont détenues, depuis cinq ans, sans procès dans un camp situé dans le district de Mariental, au sud de Windhoek. Le plus grand secret entoure la situation des nationalistes de la Swapo, capturés lors des opérations de l'armée sud-africaine dans le Sud angolais.

Quatre groupes de travail réunissant des Sud-Africains et des Mozambicains vont se réunir à partir du 16 janvier

Pretoria. (A.F.P., Reuter.) — Le ministère sud-africain des affaires étrangères a annoncé, lundi 9 janvier, que quatre groupes de travail réunissant des représentants sud-africains et mozambicains se réuniront, à partir du 16 janvier, à Maputo et à Pretoria pour traiter notamment des problèmes de sécurité et des relations économiques entre les deux pays, ainsi que du tourisme et de l'utilisation de la centrale de Cabora-Bassa. La création de ces groupes de travail fait suite à la rencontre, le 20 décembre dernier, à Mbabane, au Zwaziland, de délégations suf-africaine et mozambicaine (*le Monde* du 22 décembre).

Il s'agissait de la troisième rencontre dans l'intervalle d'une année entre les deux Etats. Les deux précédentes avaient eu lieu en décembre 1982 et en mai 1983. Toutes portaient sur les problèmes de sécurité, l'Afrique du Sud accusant Maputo d'accueillir les militants de l'A.N.C. (congrès national africain), tandis que le Mozambique reprochant à Pretoria de soutenir la R.N.M. (résistance nationale du Mozambique) en lutte contre le régime du président Samora Machel.

Cette volonté de dialogue entre ces deux Etats, qui entretiennent des relations difficiles, est à rapprocher des récentes ouvertures faites par Pretoria envers l'Angola à qui une trêve d'un mois a été proposée le 15 décembre.

Tchad

L'ouverture de la « conférence de réconciliation » à Addis-Abeba a été retardée

La « conférence de réconciliation » tchadienne, sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) n'a pu s'ouvrir lundi 9 janvier à Addis-Abeba, et le début de cette « table ronde », à laquelle tous les mouvements politiques tchadiens ont été invités, était prévu pour ce mardi.

Le porte-parole de l'O.U.A., M. Paul Fuda, a simplement indiqué que *« les négociations se poursuivent »* pour permettre l'ouverture de cette réunion. *« Le président* (de l'Ethiopie et de l'O.U.A., Mengistu Haile Mariam) *a rencontré lundi M. Goukouni Oueddei* (président du Gouvernement d'union nationale de transition) *et M. Taher Guinassou* (ministre de l'intérieur de M. Habré), a précisé le porte-parole.

Une certaine confusion régnait lundi soir à Addis-Abeba sur les raisons exactes du report de la réunion. Toutes les délégations ont reçu des conseils très stricts de discrétion de la part de leurs hôtes éthiopiens. On indique toutefois de sources informées que M. Goukouni et son allié, le colonel Kamougue, refusent de discuter de l'avenir du Tchad avec l'émissaire de M. Habré. A l'O.U.A., on estime que ce n'est pas le cas et que le ministre de l'intérieur de N'Djamena constitue un interlocuteur valable. Les responsables de l'O.U.A. insistent sur le fait que les consultations de lundi sont normales et estiment qu'elles permettront la tenue de la réunion.

De son côté, le gouvernement tchadien a accusé, lundi, le président Mengistu d'avoir fait un affront à la délégation gouvernementale à son arrivée à Addis-Abeba.

Dans une déclaration à la radio, le ministre de l'information, Mahamat Soumaila, a toutefois indiqué que N'Djamena *« espère que de cette conférence sortira une solution de paix durable tant attendue par l'ensemble des Tchadiens ».*

Les seize membres de la délégation tchadienne ont été accueillis dimanche par le ministre éthiopien des affaires étrangères, *« alors que, quelques heures plus tôt, la délégation des rebelles a été accueillie par le président en exercice de l'O.U.A. en personne »*, a dit M. Soumaila.

Pour lui, c'est là une attitude qui *« n'est pas de nature à favoriser un départ sur des bases saines pour les retrouvailles entre Tchadiens ».* Le fait que le président Mengistu n'ait pas lui-même accueilli la délégation tchadienne prouve qu'il a placé *« ses alliances avec la Libye »* au-dessus de la confiance placée en lui par les Etats membres de l'O.U.A., a-t-il affirmé.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● QUATRE FRANÇAIS DISPARUS DANS LE SUD ALGÉRIEN. — Les recherches se poursuivent activement, indique-t-on de source consulaire française à Alger, pour retrouver M. Gaston Barot, cinquante-sept ans, sa femme Simone, cinquante-quatre ans, et leur fille Marie-Pierre, quinze ans, accompagnés d'un autre membre de la famille, qui ont disparu depuis le 22 décembre entre In-Salah et Tamanrasset. Les quatre personnes sont arrivées à In-Salah (1 000 km au sud d'Alger) le 21 décembre, à bord d'une voiture. Leur trace a été perdue le 22 décembre, alors qu'ils se dirigeaient vers Tamanrasset.

Berlin-Ouest

● LE MÉTRO SOUS RÉGIE OCCIDENTALE. — Le chemin de fer urbain (S-Bahn) de Berlin-Ouest, exploité jusqu'à présent par une compagnie est-allemande, a effectué, lundi 9 janvier, son premier parcours sous régie ouest-berlinoise.

L'accord sur cette prise en charge du réseau ouest-berlinois du S-Bahn par la régie des transports urbains locale avait été signé, le 28 décembre dernier, entre le Sénat (gouvernement) de Berlin-Ouest et la Reichsbahn, la compagnie est-allemande des chemins de fer, qui en assurait la gestion depuis la fin de la guerre.

Le réseau du chemin de fer urbain à Berlin-Ouest est long de 145 kilomètres et comprend soixante-dix-sept gares. Dans un premier temps, la B.V.G. n'exploitera que deux rames d'une longueur de 21 kilomètres. Selon les plans du Sénat, il est toutefois prévu de porter la longueur du réseau exploité à 117 kilomètres d'ici à 1995. — *(A.F.P.)*

Chine

● NOUVELLES EXÉCUTIONS A PÉKIN. — Cinq condamnés à mort ont été exécutés, le mardi 10 janvier, à Pékin, ce qui porte à dix-neuf le nombre des exécutions depuis le 6 janvier dans la capitale chinoise. Des affiches apposées devant le tribunal intermédiaire de Pékin ont rapporté que les cinq suppliciés, tous de sexe masculin, âgés de dix-neuf à quarante-deux ans, avaient été reconnus coupables de meurtre, viol et vol. Quatorze criminels avaient été mis à mort pour les même raisons les 6 et 7 janvier ainsi que lundi 9 janvier, à Pékin. C'est la troisième grande vague d'exécutions dans la capitale chinoise depuis le lancement, au mois d'août 1983, d'une grande campagne d'assainissement de l'ordre public. — *(A.F.P.)*

Grèce

● MORT DE L'ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES. — M. Dimitrios Bitsios, ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de M. Constantin Caramanlis, après la chute du régime des colonels en 1974, est mort lundi 9 janvier à l'âge de soixante-huit ans. M. Bitsios avait pris sa retraite en 1977. Diplomate de carrière, il avait longtemps représenté son pays à l'ONU avant de devenir conseiller diplomatique de l'ancien roi Constantin. — *(A.P.)*

République d'Irlande

● MORT DE LA DERNIERE FIGURE HISTORIQUE DE LA GUERRE D'INDEPENDANCE Sean Macentee, l'un des principaux animateurs du soulèvement de Dublin contre l'Angleterre en 1916, est décédé lundi 9 janvier à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, a annoncé le gouvernement irlandais. Macentee était le dernier survivant du gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, formé par Eamon de Valera dans les années 30. Il avait été condamné à mort pour sa participation au soulèvement de 1916 ; sa peine avait été commuée en prison à vie, puis il avait bénéficié d'une amnistie générale.

Sénégal

● LITIGE FRONTALIER AVEC LA GUINÉE-BISSAU. Dans un communiqué du bureau politique du Parti africain de l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert (PAIGC), la Guinée-Bissau a accusé le Sénégal d'avoir violé l'accord conclu, en installant un dispositif de prospection pétrolière dans une zone maritime litigieuse. Les deux pays avaient décidé de « geler » économiquement cette zone tant que la Cour internationale de justice de La Haye, qui a été saisie d'un commun accord, ne se serait pas prononcée de façon définitive sur son appartenance. Le premier ministre de Guinée-Bissau, M. Victor Saude Maria, a rencontré au cours du week-end le président sénégalais M. Abdou Diouf. — *(Corresp.)*

● ARRESTATION DE DIX-SEPT « MERCENAIRES ». Deux Sénégalais et quinze ressortissants de la Guinée-Bissau ont été arrêtés la semaine dernière dans la région de Kolda, en Haute Casamance, a annoncé le quotidien gouvernemental *le Soleil*, lundi 9 janvier. Trois Guinéens de Conakry, qui les avaient recrutés pour, selon ce journal, *« déstabiliser »* le régime du président Sekou Touré après avoir suivi un entraînement dans un autre pays d'Afrique de l'Ouest, ont également été interpellés. — *(Corresp.)*

U.R.S.S.

● LE MINISTRE DE LA CONSTRUCTION NAVALE QUITTE SES FONCTIONS. — M. Mikhail Egorov, soixante-dix-sept ans, a été *« libéré de ses fonctions »* de ministre de la construction navale d'U.R.S.S., qu'il exerçait depuis 1976, a annoncé, lundi 9 janvier, la télévision soviétique. M. Egorov a quitté ses fonctions à sa demande, pour *« raisons de santé ».* Il est remplacé par M. Igor Beloussov, cinquante-six ans, qui occupait le poste de premier vice-ministre de la construction navale de l'U.R.S.S. depuis 1976. — *(A.F.P.)*

Tunisie

Le gouvernement met en cause la Libye à la suite du sabotage d'un oléoduc

De notre correspondant

Tunis. — Le gouvernement a mis en cause, lundi 9 janvier, la Libye à la suite d'un sabotage de l'oléoduc acheminant le gaz algérien depuis Aïn-Amenas jusqu'au port de la Skhira, dans le golfe de Gabès. Dans la nuit du 7 au 8 janvier, un incendie provoqué par une explosion avait détruit plusieurs mètres de l'ouvrage, au lieu-dit Henchir el Bassassa, aux confins du Sud, à environ 2 kilomètres de la frontière tuniso-libyenne. Selon un communiqué du ministère de la défense nationale, qui assure le contrôle dans cette région, l'enquête a permis d'établir que les *« quatre individus armés »* qui ont commis *« cet acte de sabotage délibéré »* étaient arrivés du territoire libyen à bord d'une Land Rover pour déposer des charges explosives sur le tronçon de l'oléoduc le plus proche de la frontière tuniso-libyenne avant de regagner le territoire libyen.

A la suite du sinistre, qui a été maîtrisé quelque douze heures plus tard, le pompage du pétrole algérien a été stoppé. Il pourrait reprendre, croit-on, d'ici à la fin de la semaine. L'oléoduc achemine en moyenne une dizaine de millions de tonnes de pétrole par an.

Le ministère tunisien des affaires étrangères a fait transmettre lundi à Tripoli une note relative à cette affaire qui risque d'engager les relations tuniso-libyennes dans une nouvelle période de tension, qu'elle n'avait plus connue depuis que le colonel Kadhafi s'était découvert une subite vocation maghrébine.

Ce n'est certes pas la première fois que des incidents ont lieu à la frontière tuniso-libyenne (passage d'armes, entrées clandestines...) mais pour préserver *« le bon voisinage »* et *« la coopération »* célébrés depuis près de deux ans dans les discours officiels, ils ont été mis sur le compte d'éléments incontrôlés, et donc passés sous silence.

Aujourd'hui, après les émeutes de la semaine dernière, qui ont failli embraser tout le pays, précisément à partir du Sud, les autorités tunisiennes ont de bonnes raisons d'être sensibilisées à tout nouveau développement intervenant dans ces régions. Si Tripoli n'a à aucun moment été mis en cause directement dans ces événements, il n'en demeure pas moins que, dès l'annonce de l'explosion de colère déclenchée par l'augmentation du prix du pain, les regards se sont tournés dans sa direction, personne n'ayant oublié l'attaque de la ville de Gafsa voici quatre ans presque jour pour jour par un commando armé en Libye. En outre, les interrogatoires des manifestants appréhendés ces derniers jours ont permis d'établir que plusieurs d'entre eux avaient, à un moment ou à un autre, séjourné en Libye. Selon les milieux tunisiens informés, certains auraient même reconnu être passés par les camps d'entraînement terroriste du colonel Kadhafi.

Enfin, la démarche du « Guide de la Révolution », téléphonant au premier ministre, M. Mohammed Mzali (*le Monde* du 7 janvier) et lui proposant son aide pour venir à bout de la révolte qui grondait, a non seulement surpris, mais irrité. A l'évidence, les dirigeants tunisiens auraient préféré qu'il s'en tienne à un simple témoignage de sympathie, à l'instar du premier ministre algérien, M. Abdelghani, ou de M. François Mitterrand, dont les démarches ont été très appréciées.

MICHEL DEURÉ.

Le Nigéria après le coup d'Etat

(Suite de la première page.)

La corruption, le détournement de fonds, sont dénoncés avec d'autant plus de virulence qu'il est aisé aujourd'hui de trouver des boucs émissaires parmi des personnalités connues associées la plupart du temps au N.P.N.

Ce défoulement collectif contre l'ancien parti dominant est, dans une certaine mesure, fondé : creuset du pouvoir, le N.P.N. disposait en quelque sorte d'une prééminence dans la corruption par le contrôle qu'il exerçait à travers les structures gouvernementales sur la vie économique.

L'exemple du riz est éloquent : le sac de 50 kilos acheté 21 nairas (1) — pour une large partie sur le marché extérieur — était revendu 35 nairas aux grossistes du N.P.N. qui, eux-mêmes, le cédait à 50 nairas aux détaillants. A l'étalage, la même quantité de riz pouvait atteindre 80 nairas. Dans ce domaine, l'action des militaires a été pour l'instant efficace. Les prix de la plupart des produits de consommation courante ont baissé depuis le coup d'Etat, notamment à la suite de l'intervention apparemment spontanée de groupes de soldats armés. A Lagos, Cabalar, Maiduguri, Jos, Kaduna, les mêmes scènes se sont produites : les soldats se sont rendus sur les marchés pour obliger les commerçants à baisser leurs prix. En plusieurs endroits, des affrontements sans gravité ont eu lieu. C'est cependant au cours d'une telle opération qu'un soldat a été tué — la deuxième victime officielle depuis le 31 décembre — par des troupes ayant reçu l'ordre de mettre fin à ces manifestations anarchiques d'autorité.

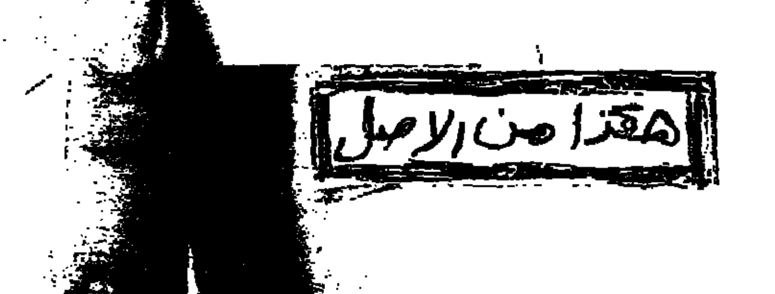
Nul ne sait encore jusqu'où ira la volonté des militaires de mettre en lumière les errements de l'ancien régime. De source proche du Conseil militaire suprême, on indique qu'il sera difficile d'éviter des procès publics. Une telle décision répondrait au souci du pouvoir d'acquérir une légitimité *a fortiori* en montrant à quel point l'intervention de l'armée était nécessaire. Les autorités assurent que les hommes politiques arrêtés seront amenés à avouer où se trouvent les millions de nairas qui ont été détournés des caisses de l'Etat.

Dans un premier temps, leurs comptes bancaires ont été gelés. Cette volonté d'assainissement a également conduit les autorités à saisir les avions privés et plusieurs centaines de voitures officielles. Les frontières terrestres demeurent étroitement surveillées ainsi que les départs aériens.

C'est à la fin de la semaine que la composition du gouvernement — au sein duquel les civils devraient être nettement majoritaires — devrait être rendue publique. Au-delà de ces incertitudes, la presse nigériane semble aujourd'hui surtout préoccupée de montrer à quel point la « démocratie » à la nigériane était féconde d'effets pervers. Cet acharnement est sans doute riche d'enseignements pour l'avenir. Les militaires — ceux-là ou d'autres — ne sont pas prêts de rentrer dans leurs casernes. *Le problème du retour à la démocratie*, a indiqué le général Buhari, *n'a pas été évoqué* au sein du Conseil militaire suprême.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 naira : 11,75 FF.



ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

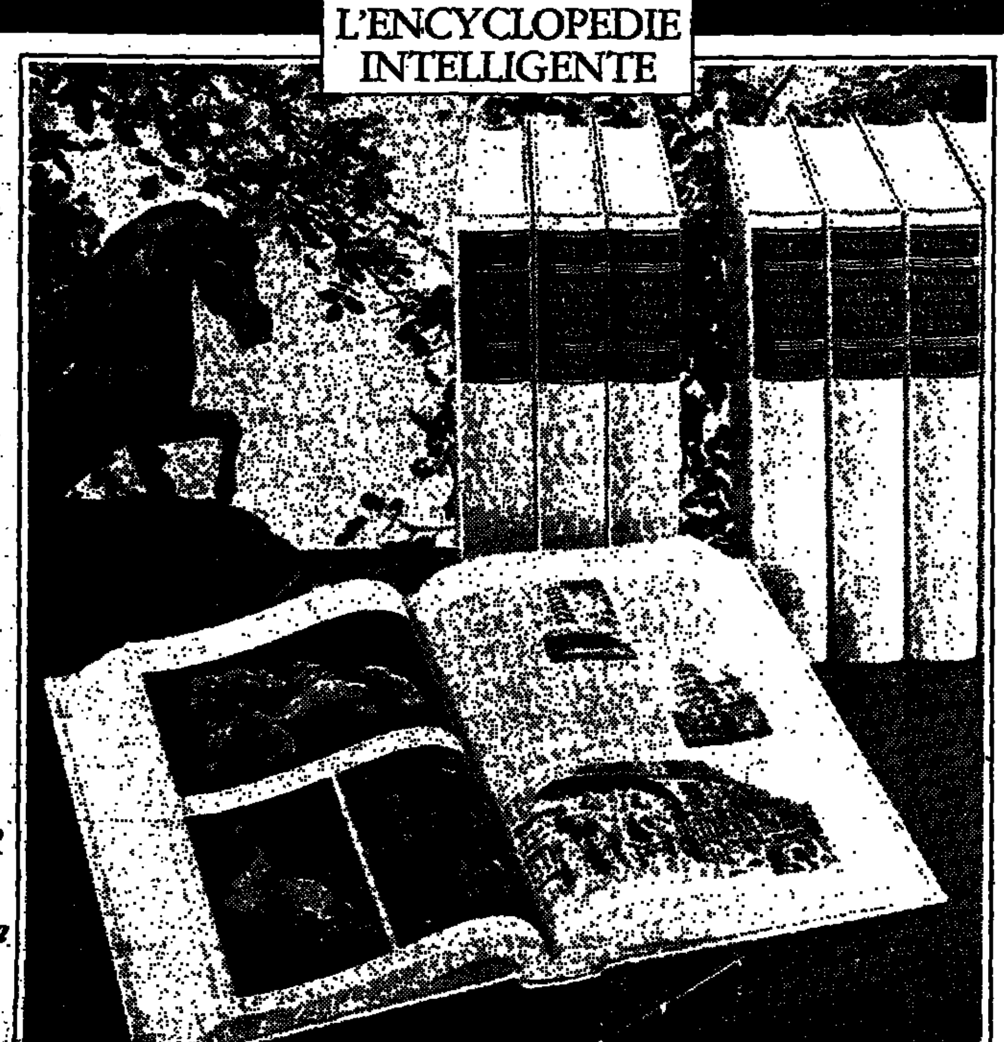
L'ENCYCLOPEDIE INTELLIGENTE

"Une encyclopédie qui n'assène pas le savoir, mais qui donne envie de réfléchir."
LES ECHOS

"C'est elle qui permettra à l'homme de poser et de se poser les questions fondamentales."
L'EXPRESS

"Un système, repris de celui de Diderot et perfectionné, organise entre les mots et les notions un réseau de renvois, de correspondances, de corrélats."
LE NOUVEL OBSERVATEUR

"Nous pensons que l'Encyclopædia Universalis est le seul ouvrage d'esprit vraiment moderne."
LE MONDE



"Le lecteur est introduit au cœur du laboratoire, il voit s'élaborer sous ses yeux la recherche. Il entre dans l'intimité de ceux qui fabriquent la science."
FRANCE-SOIR

"A coup sûr l'entreprise actuelle la plus passionnante dans le domaine des ouvrages de référence."
LIRE

"Les articles sont d'une rigueur scientifique à toute épreuve."
LE FIGARO LITTERAIRE

"On y chercherait en vain la futilité, le clinquant, la mode du moment."
L'HUMANITE DIMANCHE

• 21 grands volumes 21 x 30 cm • 23.870 pages • 20.500 articles • 23.500 illustrations.

DECOUVREZ-LA GRATUITEMENT

DANS CETTE DOCUMENTATION COMPLETE, ILLUSTREE EN COULEURS.

L'Encyclopædia Universalis n'étant pas vendue en librairie, nous aimerions vous envoyer gracieusement cette brochure de 32 pages, claire et complète. Et ceci sans le moindre engagement pour vous.

Vous découvrirez ainsi que l'Encyclopædia Universalis, qui a été rédigée par 4.000 savants, est la plus grande encyclopédie française. Vous découvrirez aussi tout ce qui la distingue des autres encyclopédies – et notamment sa structure "intelligente" en 3 parties, permettant tous les modes de consultation.

Renvoyez vite le Bon ci-dessous ou appelez le 720.92.05

AVEC VOTRE DOCUMENTATION, DES AVANTAGES PRECIEUX.

A votre documentation sont joints des feuillets spéciaux qui vous expliquent tous les avantages actuellement offerts aux souscripteurs :

- ✱ Cadeaux de grande valeur, tels que L'Atlas Géant International et Le Petit Robert 1.
- ✱ Privilège à vie exclusif.
- ✱ Service d'actualisation annuelle.
- ✱ Larges facilités d'acquisition.

CFL-Encyclopædia Universalis - 6, rue Galilée, 75782 PARIS Cedex 16.



ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

à renvoyer dès aujourd'hui au CFL-Encyclopædia Universalis 6, rue Galilée, 75782 PARIS Cedex 16.

Veuillez m'envoyer gratuitement, par la poste, votre documentation complète sur L'Encyclopædia Universalis. Il est entendu que cela ne m'engage à rien et qu'aucun démarcheur ne viendra me voir ou ne me téléphonera.

044 3M01 031

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle ____________ Prénom ____________

N° ______ Rue ____________

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Localité ____________

Attention. Cette offre n'est valable que deux mois.

EUROPE

U.R.S.S.

Une revue critique implicitement les militaires responsables de la destruction du Boeing sud-coréen

Moscou (*A.F.P., Reuter*). – Pour la première fois, une publication officielle soviétique a implicitement critiqué le lundi 9 janvier l'attitude de certains militaires dans la catastrophe du Boeing sud-coréen, abattu le 1er septembre 1983 avec 269 personnes à bord.

Les officiers soviétiques impliqués dans le drame du Boeing-747 des Korean Airlines n'ont pas fait tout le nécessaire pour obliger l'avion à atterrir, laisse en effet entendre le mensuel spécialisé *Aviatsiya i Kosmonavtika* (Aviation et Cosmonautique) dans un commentaire sur l'attitude que doivent adopter les pilotes et les stations au sol en cas de violation de l'espace aérien soviétique.

L'auteur de cette analyse, le général-colonel d'aviation S. Goloubiev, fait brièvement mention de l'affaire du Boeing avant de rappeler avec insistance la responsabilité de ceux qui, dans un cas semblable, donnent « *l'ordre de tirer* ». Rappelant les règles auxquelles doit se soumettre l'équipage face à l'apparition d'un avion étranger dans l'espace aérien soviétique, il souligne que, dans de telles circonstances, le commandant (au sol) doit faire preuve de « *caractère* » autant que de « *ténacité* » et doit également être capable « *d'assumer la responsabilité de la décision qu'il prend* ». « *Cela veut dire que le commandant comme le pilote doivent montrer un esprit créatif et novateur dans la recherche des moyens d'assurer la victoire* », ajoute le général.

Pour les analystes, l'article suggère que, en décidant d'abattre l'avion sud-coréen, le commandement de la D.C.A. de la région militaire d'Extrême-Orient tout comme le pilote ne se sont pas montrés à la hauteur de la situation et ont cherché à échapper à leurs responsabilités en prétendant qu'ils ne faisaient qu'exécuter des ordres reçus du commandement central.

Sans porter la moindre accusation directe, le général Goloubiev rappelle néanmoins que, en cas de violation de l'espace aérien par un avion étranger, le pilote « *à qui revient la décision finale* » doit « *strictement se conformer aux règles en vigueur* », c'est-à-dire « *obliger l'avion en infraction à atterrir sur l'aérodrome le plus proche* ». « *Il doit faire son possible pour contraindre l'avion à atterrir* » car, ajoute-t-il, « *les actes corrects et responsables sont un indicateur important de la maturité d'un combattant aérien.* (...) *Dans tous les cas, le pilote doit être prêt soit à se trouver face à face avec l'ennemi, soit à porter secours à un équipage qui s'est écarté involontairement de son couloir de navigation* ».

Le général Goloubiev insiste toutefois sur le devoir qu'ont les pilotes soviétiques de prendre des « *mesures résolues* » afin d'empêcher toute violation de l'espace aérien national. Il cite à cet égard l'exemple d'un pilote qui, voici quelques années, avait estimé que le seul moyen d'arrêter un avion intrus était de lui foncer dessus à la vitesse maximale, détruisant ainsi les deux appareils. Il ajoute, sans plus de détails, que le pilote avait trouvé la mort.

Tchécoslovaquie

Cent mille drogués

Prague (*A.F.P.*). – Contrairement aux affirmations répétées depuis des années par les autorités, la drogue touche aussi la Tchécoslovaquie. C'est l'hebdomadaire des jeunesses socialistes – *Mlady Svet* – qui a rompu le silence officiel en consacrant quatre pages de son numéro de Noël à ce problème. Il a longuement donné la parole à des drogués anonymes et nullement repentis, ainsi qu'à un médecin, le docteur Rubes, qui s'est occupé de drogués pendant douze ans à Prague. « *Une dizaine de mes copains sont morts de surdose. Une trentaine de membres de l'ancienne bande sont en prison pour des cambriolages de pharmacie, de nombreux autres pour divers délits liés à la drogue, et une trentaine ont émigré* », raconte un drogué qui reconnaît avoir été emprisonné trois fois et avoir ainsi passé six ans derrière les barreaux, plus du cinquième de sa vie.

« *Quelques filles ont réussi à s'en sortir, celles qui voulaient des enfants. Elles avaient été laissées en liberté, et elles ont eu des enfants avec d'autres garçons pendant que la bande était en prison. Quand nous sommes revenus, la plupart d'entre nous ont repris de la drogue* », raconte un autre.

En écho, le docteur Rubes reconnaît : « *Notre erreur a été de ne pas réagir assez vite et de ne pas prendre des mesures énergiques pour isoler les individus qui ont propagé l'épidémie, notamment dans la jeunesse de Prague.* »

La toxicomanie courante ne fait appel ni à la pharmacie ni à la contrebande : elle s'alimente simplement sur le marché des produits chimiques courants.

Du sirop... au toluène

On cite d'innombrables cas de femmes buvant chaque jour plusieurs litres d'un sirop antitussif sucré qui semble contenir quelques traces de codéine. Aucune n'en est morte, mais toutes subiront des années durant cette indigestion de glucose. Et surtout, de très nombreux jeunes « reniflent » du toluène, un dissolvant et détachant très courant, qui provoque des ravages dans le cerveau et la moelle épinière, et tue souvent. Certains se l'injectent en intraveineuse, ce qui leur laisse peu de chance de survie. Le médecin raconte le cas d'une jeune fille de quinze ans que ses parents contemplaient avec attendrissement s'endormant avec son ourson en peluche contre le visage ; après sa mort subite, on a trouvé un flacon de toluène dans le jouet. On ignore le nombre des victimes parce que, explique le médecin, « *on ne savait pas qu'elles étaient mortes de la drogue. Maintenant, il faut toujours chercher les marques de piqûre ou la bouteille de toluène qui expliqueraient les décès subits.* »

Les médias tchécoslovaques restent discrets sur l'ampleur du phénomène. Tout au plus la revue du droit socialiste (à distribution très restreinte) évoque-t-elle l'hypothèse de quatre cent mille « dépendants » (pour quinze millions d'habitants), terme incluant les alcooliques « *notoires* », ces derniers sont très probablement trois cent mille, ce qui suppose qu'il y ait en Tchécoslovaquie quelque cent mille « drogués » au sens courant du terme.

L'article de *Mlady Svet* (qui tire à quatre cent soixante-dix mille exemplaires) sonne comme un cri d'alarme et la radio l'a longuement cité, un médecin espérant qu'il « *va réveiller le public et les responsables* ». Il pourrait annoncer une aggravation de la loi (deux à huit ans de prison pour les trafiquants et moins de deux ans pour les consommateurs et ceux qui les aident).

Le docteur Rubes recommande un « *front commun des médecins, policiers, juges et éducateurs pour informer le public, et d'abord les jeunes, sur les dangers de cette nouvelle peste* ». A Prague, le principal centre antidrogue n'accepte « *que les patients disposés à suivre une cure très stricte* », et seulement « *après sélection* », reconnaît le docteur Rubes.

Enfin il faudra réorganiser ces centres, où un patient passait « *les meilleurs moments de sa vie, tellement il avait de médicaments à sa portée* ».

Turquie

LE GOUVERNEMENT DE M. OZAL POURRAIT DÉCRÉTER UNE AMNISTIE PARTIELLE

(*De notre correspondant.*)

Ankara. – Outre l'amélioration des conditions de détention dans les prisons militaires revendiquée par les proches des détenus, la question d'une amnistie pour les « politiques » comme pour les « droit commun » est posée de plus en plus fréquemment au gouvernement de M. Ozal. Le chef du gouvernement, au cours de sa première conférence de presse, a estimé la semaine dernière que l'amnistie « *est une question très complexe sur laquelle il faut réfléchir dix fois* ». Toutefois, très conscient des aspects humanitaires de l'amnistie, il a promis de se pencher « *sans aucun préjugé sur cette question* ». « *Il se pourrait*, a-t-il dit, *que le sujet vienne à l'ordre du jour plus tôt que prévu si la tension politique ne monte pas au fur et à mesure que la loi et l'ordre seront mieux assurés.* »

Les « mauvais souvenirs » de l'amnistie générale de 1974 sont loin de s'être dissipés. Pour la droite, cette amnistie votée sous le gouvernement social-démocrate de M. Ecevit est à l'origine des menées terroristes en Turquie, car elle avait permis la libération de beaucoup de militants extrémistes.

Selon les dernières statistiques, il existe à l'heure actuelle quelque 74 946 détenus dont 46 473 condamnés et 28 473 prévenus. Combien d'entre eux sont des « politiques » ? Il est très difficile d'avoir des chiffres exacts. On estime cependant à quelque 22 000 personnes le nombre des personnes passibles des tribunaux militaires, dont un tiers sont d'ores et déjà condamnées. Une amnistie partielle englobant les détenus de droit commun et des condamnés pour délit de presse n'est pas exclue.

A. U

Espagne

M. Garaikoetxea a été plébiscité par la base du parti nationaliste basque

De notre correspondant

Madrid. – La grave crise interne qui déchirait le P.N.V. (parti nationaliste basque) s'est soldée par une nette victoire du président du gouvernement basque, M. Carlos Garaikoetxea, sur ses adversaires de l'appareil (*le Monde* du 3 janvier). Le samedi 7 janvier à Zarauz, l'assemblée nationale du P.N.V. a désigné M. Garaikoetxea comme candidat à la réélection en acceptant ses conditions. Les élections régionales au Pays basque doivent avoir lieu en février ou en mars et le P.N.V. est favori.

C'est une autre assemblée du parti qui avait l'autre semaine amorcé la crise en exigeant de M. Garaikoetxea qu'il se soumette à la discipline du parti ; il en avait été dispensé durant cette législature. Arguant de la nécessité d'être « le président de tous les Basques », M. Garaikoetxea demandait à bénéficier encore de la même liberté de manœuvre. Faute de quoi, disait-il, il ne se présenterait pas à la réélection.

Plébiscité par la base du parti, M. Garaikoetxea a finalement obtenu gain de cause. Cet affrontement a mis en lumière les profondes tensions au sein d'une formation hétérogène, s'apparentant davantage à un vaste mouvement populiste qu'à un parti. Le P.N.V. a réussi à maintenir son unité tant qu'il s'est agi de réclamer à Madrid une régionalisation plus poussée. Mais, après quatre ans d'exercice du pouvoir, il est clair que les différentes tendances s'affrontent. M. Garaikoetxea se définit comme un « social-démocrate » et considère comme prioritaire un accord avec le gouvernement socialiste de Madrid, seule manière à ses yeux d'améliorer l'autonomie du Pays basque. Il ne croit pas qu'un harcèlement systématique des socialistes soit rentable.

Le président du parti, M. Xavier Arzallus, estime en revanche que les socialistes ont « trahi » le P.N.V. après s'être alliés avec lui en 1975. Aussi ne cache-t-il pas, en privé, son intention de se rapprocher des formations conservatrices, en particulier de l'Alliance populaire de M. Fraga. Il entend également ne pas couper les ponts avec les nationalistes radicaux de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA.

TH. M.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Selon le « New York Times », le rapport de la commission Kissinger sur l'Amérique centrale recommande pour la région une aide de 8 milliards de dollars en six ans

L'administration Reagan souhaiterait porter de 80 à 200 millions de dollars pour la prochaine année l'aide militaire américaine au Salvador, ont indiqué, le lundi 9 janvier à Washington, de hauts fonctionnaires désireux de garder l'anonymat. En outre, la Maison Blanche continue d'insister pour que cette aide ne soit pas liée à l'évolution de la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Ces déclarations visent ostensiblement à « préparer le terrain » avant la publication, attendue le mercredi 11, du rapport de la commission Kissinger sur l'Amérique centrale. La presse, cependant, a déjà publié de nombreux éléments de ce document. Les « fuites » s'expliquent par les sérieuses divergences entre les membres de la commission.

Correspondance

Washington. – A s'en tenir aux extraits du rapport de la commission Kissinger sur l'Amérique centrale, publiés par le *New York Times*, dimanche 8 janvier, la publication officielle et intégrale du document est prévue pour le mercredi 11 janvier. Les douze membres de cet organisme se sont mis d'accord pour recommander un programme d'aide économique à la région de 8 milliards de dollars pour les six prochaines années, soit le triple du montant actuel de l'assistance américaine.

La commission recommande également la création d'une organisation pour le développement de l'Amérique centrale (CADO) pour répondre aux besoins d'économie à long terme de l'Amérique centrale, évalués pour la période allant jusqu'à 1990 à 24 milliards de dollars. Le CADO gérerait ces fonds, dont la moitié serait donnée par les Etats-Unis, le reste venant des institutions financières internationales, essentiellement la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque interaméricaine de développement.

Le CADO, dirigé par un représentant des Etats-Unis, veillerait également au respect des droits de l'homme par les bénéficiaires. « *Le redressement économique devrait s'accomplir en même temps que les changements sociaux, la modernisation politique et le maintien de la paix...* », souligne le document... Les pays appelés à en faire partie, comme le Nicaragua, devraient « *prendre de fermes engagements dans l'exercice des libertés personnelles, pour le pluralisme politique et un processus électoral* ».

En ce qui concerne le Salvador, la commission se réfère aux recommandations du Pentagone : une aide militaire de 400 millions de dollars pour les années fiscales 1984-1985 (le budget actuel est de 64 millions 800 000 dollars). Mais, contrairement aux vues de M. Reagan, la commission établit un lien entre l'attribution de l'aide militaire et les progrès réalisés dans le domaine des droits de l'homme. A cette fin, la commission demande un « *processus de vérification* » auquel le président Reagan avait opposé son veto en novembre dernier. Cette référence faisant dépendre l'aide militaire de l'observation des droits de l'homme a été obtenue sur l'insistance de la minorité de la commission, notamment de MM. Strauss, ancien président du parti démocrate, Kirkland président de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., Cisneros, maire de San-Antonio et le professeur Diaz Alejandro.

Ces minoritaires estiment avoir sensiblement amélioré la première version du rapport, qui, même dans son texte révisé, souligne : « *Si l'Amérique centrale est cruciale pour notre sécurité nationale, comme la commission l'estime, il ne faut pas que les conditions posées prennent une forme qui nuirait à nos objectifs.* » La commission propose diverses options pour concrétiser ce lien : « *Les unités de l'armée salvadorienne coupables de violations des droits de l'homme ne pourraient obtenir des armes américaines. Pendant deux ans, les Etats-Unis s'engageraient à ne pas interrompre leur assistance militaire et, pendant la même période, le Salvador prendrait l'engagement de mettre fin aux infractions aux droits de l'homme.* »

A dire vrai, le rapport est un compromis associant diverses conceptions et suggestions contradictoires exprimées avec une certaine ambiguïté. A ce titre, il n'est pas sûr qu'il puisse susciter le consensus national que la commission souhaite. M. Kissinger et la majorité ont fait des concessions en acceptant que soit établi le lien entre l'aide militaire et le respect des droits de l'homme. Mais les minoritaires n'ont pas obtenu l'interdiction de toute aide aux « *contras* » en lutte contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua, ni l'adoption du principe de négociations avec les guérillas du Salvador en vue d'un « partage du pouvoir ». Mais le rapport fera état du point de vue de la minorité.

Priorité à l'effort militaire

D'une manière générale, cette rhétorique devrait satisfaire la Maison Blanche dans la mesure où elle confirme les vues exprimées par M. Reagan sur le danger que l'Union soviétique et Cuba font courir à la sécurité des Etats-Unis. « *Le renforcement de la puissance des Soviétiques et de Cuba sur le continent américain menace l'équilibre stratégique. Du point de vue des Soviétiques, imposer aux Etats-Unis le fardeau d'une défense sur terre serait un coup stratégique de grandes proportions.* » Le rapport estime que le Nicaragua, en devenant une « nouvelle base soviétique », menacerait toute la région, y compris Formose. « *Toute menace sur Panama est une menace stratégique de grande importance.* » Enfin, la commission reprend les vieux arguments sur la crédibilité des Etats-Unis qui serait menacée si les Américains « *n'étaient pas capables d'influencer des événements si proches de leurs frontières* ».

Etant donnée l'importance de l'enjeu, la commission espère voir s'établir une politique bipartisane sur l'Amérique centrale. Mais il faut s'attendre à des réactions négatives, notamment des démocrates du Congrès critiquant non seulement le ton, mais la substance même du rapport qui donne la priorité à l'effort militaire. « *Un succès militaire sur les rebelles du Salvador ne remplace pas la négociation, mais est la condition nécessaire à une action politique* », souligne le document, en ajoutant qu'« *un effondrement soudain au Salvador n'est pas inconcevable* ». Il estime, d'autre part, que « *des changements politiques, économiques et sociaux n'assureront pas la défaite des insurgés* ». « *Pour que les réformes soient effectives*, dit-il, *il faut arrêter la violence et améliorer considérablement la sécurité.* » Aussi bien, le rapport recommande d'augmenter l'aide militaire au Honduras et la reprise des livraisons d'armes américaines au Guatemala si ce pays observe ses obligations dans le domaine des droits de l'homme.

HENRI PIERRE.

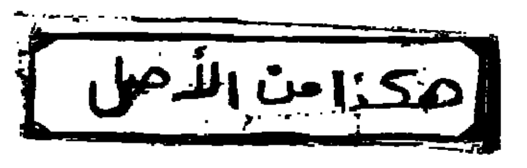
[L'absence de consensus au sein de la commission Kissinger apparaît dans le fait que huit sur douze des membres de la commission ont exprimé des vues personnelles différentes, en de nombreux points, de celles du rapport. M. Kissinger, en particulier, a pris position contre le lien entre l'aide américaine et les progrès dans le domaine des droits de l'homme au Salvador.]

TROIS ARMES NUCLÉAIRES DE PLUS PAR JOUR...

Washington (*Reuter, U.P.I.*). – Les Etats-Unis produisent huit nouvelles armes nucléaires par jour tandis que cinq anciennes sont retirées de la circulation, indique une étude publiée le lundi 9 janvier par le conseil de défense des ressources naturelles.

L'arsenal américain est constitué de vingt-six mille armes nucléaires, dont la moitié sont des armes tactiques, à courte portée, qui ne sont pas prises en compte dans les négociations avec les Soviétiques, écrivent les auteurs du rapport, MM. William Arkin, membre de l'institut des études politiques, Milton Hoenig, physicien, et Thomas Cochran, spécialiste des sciences de l'environnement. L'étude, fondée sur des documents publics peu connus, constitue un véritable catalogue des armes nucléaires. Le département fédéral de l'énergie avait indiqué que sa diffusion n'était pas « *dans l'intérêt du public* » mais n'a rien fait pour s'y opposer.

Cet ouvrage est le premier d'une série de huit consacrés aux armes nucléaires dans le monde, à la guerre nucléaire et au contrôle des armements. Un prochain volume traitera de l'arsenal nucléaire soviétique.



هكذا من الأمل

Turquie

GOUVERNEMENT DE M. OZAL ... AMNISTIE PARTIELLE

SOLDE
MOHAIR
1.200 à 1.600
400 F à 600 F

PHILATELISTES

ASIE

Chine

Le Tibet entre le yogi et le commissaire

II. – *Les pièges du sous-développement*

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Dans un premier article, notre envoyé spécial adécrit l'impressionnant regain d'activité religieuse que connaît le Tibet – dans les strictes limites, toutefois, imposées par les autorités chinoises (*le Monde* du 10 janvier 1984).

Lhassa. – A la Maison de la culture de Chengdu, la capitale du Sichuan, étape quasiment obligée pour quiconque veut se rendre à Lhassa, une pièce de théâtre à thème tibétain est à l'affiche, ces temps-ci, sous l'égide du comité provincial pour les affaires des minorités nationales. Les tristes héros de ce drame, dont l'intrigue, affreusement compliquée, se traîne pendant six longs actes et un épilogue, sont un groupe d'exilés, réfugiés en Inde après la révolte de 1959. A un moment donné, l'un des personnages, que l'idée de « rentrer au pays » visiblement travaille, confie à un ami : *« Il paraît que depuis le troisième plénum du parti* [en décembre 1978]. *la situation s'améliore au Tibet. »* Phénomène rare en Chine, la réplique secoue le public d'un frémissement franchement amusé. A trop vouloir prouver...

Les changements qui ont affecté la Chine après la mort de Mao ne se sont certes pas arrêtés aux portes de la région autonome. Mais les faire remonter, pour ce qui la concerne, à la fameuse session du comité central de décembre 1978, qui donna, à Pékin, le signal de la *« libération des esprits »*, est pour le moins osé. C'est sensiblement plus tard, en mai 1980, à la suite de la visite à Lhassa de M. Hu Yaobang, secrétaire général du parti, que se produisit le tournant, même si quelques signes avant-coureurs s'étaient manifestés un peu auparavant.

Trois ans plus tard, est-il possible de faire un premier bilan du nouveau cours engagé par Pékin dans ce territoire rétif à l'assimilation, ne serait-ce que parce qu'il s'agit de la seule région de Chine où une minorité nationale constitue la majorité de la population ? Sur une population de 1,8 million d'habitants, les Tibétains, dans la région autonome, sont au nombre de 1,7 million, soit 94,4 % du total.

Les réformes souhaitées par le gouvernement central devaient s'attaquer à trois domaines distincts : la politique des « cadres », le développement économique, la réhabilitation de la culture tibétaine. Constatant que *« certains camarades »* avaient *« dans une certaine mesure échoué »*, M. Hu Yaobang, lors de sa tournée d'inspection, avait lui-même appelé à la *« révision de dispositions insatisfaisantes et inadéquates »*. Déclaration qui avait été immédiatement suivie de la destitution du chef du parti régional, M. Ren Rong, en place depuis la révolution culturelle.

Selon un plan révélé un peu plus tard, le départ de ce dignitaire devait être *suivi d'un véritable démantèlement* de l'encadrement han : 85 % des fonctionnaires politiques et administratifs chinois auraient dû quitter le territoire, par étapes, dans un délai de trois ans. Malgré un début d'application de cette politique, force est de constater qu'on est, aujourd'hui, loin du compte. La population han – armée non comprise (environ 200 000 hommes) – représentait l'an dernier 4,8 % du total (environ 90 000 personnes) contre 7,6 % en 1979. Mais depuis la visite de M. Hu Yaobang, indique un officiel, environ 20 000 cadres hans avec leurs familles, soit à peine 20 % du total, ont regagné l'« intérieur » du pays.

Une question de confiance

A quelles raisons attribuer l'échec de cette directive ? Il y a sans doute à la base un problème de confiance. Noyés dans la masse, instruits par l'expérience, les cadres chinois locaux hésitent, malgré les recommandations du centre, à céder la place à des responsables issus d'une population tibétaine dont tout les sépare : la langue, les coutumes alimentaires et vestimentaires, la religion. L'histoire de la « pacification » du Tibet dans les années 50 a éloquemment montré que les cadres autochtones sûrs, même lorsqu'ils avaient reçu une formation « à l'intérieur », étaient une minorité.

A la différence ethnique s'ajoute un problème politique. Le P.C. chinois n'a commencé à admettre des Tibétains dans ses rangs qu'à partir de 1956. En 1963, l'organisation régionale du parti ne comptait pas plus de 3 000 membres tibétains. Le marxisme-léninisme et la pensée de Mao ont du mal, sur ces hauteurs, à faire des adeptes. Il existe, enfin, assurément, une question de compétence. Faute d'un enseignement approprié, peu de Tibétains possèdent la formation technique requise pour supplanter les Hans. *La mauvaise volonté* de ces derniers, chez qui les influences « gauchistes » n'ont pas été sans laisser de traces, et la bureaucratie font le reste. Comme l'explique un officiel : *« Remplacer un cadre han est très compliqué, car non seulement il faut lui trouver un remplaçant capable, mais encore il faut que s'offre pour le candidat au départ une possibilité de mutation dans une autre province. »*

Les Tibétains fourniraient aujourd'hui, dit-on à Lhassa, 70 % de l'ensemble des cadres de la région. Outre que ce chiffre paraît un peu gonflé – en mai dernier, l'agence Chine nouvelle n'avançait que celui de 60 %, – encore s'agit-il de savoir quelle réalité il recouvre. Il y a Tibétain et Tibétain. Pour les besoins de la cause, l'administration chinoise a déplacé vers le Tibet des cadres venant des provinces voisines du Sichuan ou du Qinghai. Bien qu'étant d'ascendance plus ou moins tibétaine, un certain nombre de ces fonctionnaires politiques sont déjà fortement sinisés, portent des noms chinois et sont donc moins sensibles aux spécifités locales. Cette catégorie de personnes représenterait 30 % de l'ensemble des cadres dits tibétains.

Education et analphabétisme

A l'échelon des districts, tous les chefs de gouvernement et d'assemblée locale sont tibétains, nous dit-on. Mais être le numéro un ne signifie pas nécessairement disposer de la réalité du pouvoir, surtout lorsque le numéro deux est un Han. Pour les organisations du parti correspondantes, la proportion de Tibétains occupant la fonction de secrétaire est de 86 %. Au niveau de la région autonome, les Tibétains fournissent la majorité écrasante des membres *du gouvernement et du comité* permanent de l'Assemblée (14 sur 17). Mais il en est ainsi depuis longtemps. La situation, en revanche, a été différente, jusqu'à une date récente, pour le comité du parti. Non représentés dans cet organisme jusqu'à la révolution culturelle, les Tibétains comptent maintenant quatre secrétaires sur six. Le premier secrétaire, M. Yin Fatang, reste, *toutefois, un Han.*

Afin de promouvoir un plus grand nombre de cadres locaux, les autorités paraissent décidées à faire un effort important dans le domaine de l'éducation. *La première université* de la région, en construction, devrait ouvrir ses portes en 1985. Cette année, le budget de l'enseignement a augmenté de 50 % par rapport à 1982. Mais la tâche en ce domaine est lourde. Même pour ce qui est de l'école primaire, la généralisation de l'enseignement est loin d'être réalisée. *Selon M. Da Xing, directeur du* département de l'éducation de la région, seulement 56 % des enfants d'âge scolaire sont effectivement inscrits dans une école et la proportion, parmi ces derniers, de ceux qui terminent le cycle primaire ne dépasse pas 40 %. Un enfant sur quatre aurait donc une éducation primaire complète. Chiffre troublant à bien des égards : les autorités n'affirmaient-elles pas naguère que, dès 1977, trois enfants sur quatre étaient scolarisés. Les chiffres d'alors étaient-ils retouchés ou y a-t-il eu une baisse effective de la fréquentation scolaire ?

Dans ces conditions, il est compréhensible que le taux d'analphabétisme reste encore très élevé. Toujours selon M. Da Xing, il atteindrait 70 % parmi les agriculteurs et les éleveurs, et 60 % dans la population non han des villes. Le rétablissement de la langue tibétaine comme langue d'enseignement dans le primaire risque, en outre, d'avoir un effet pervers. Les élèves de natio*nalité tibétaine qui accèdent au se*condaire n'ont, en effet, reçu pendant leur dernière année d'école primaire qu'une initiation au chinois. Or, dans le secondaire, faute d'enseignants, nombre de cours, notamment dans les disciplines scientifiques (mathématiques, physique), se font en chinois. Le décrochage est, évidemment, immédiat et le retard se creuse avec les *enfants hans*, dont l'*enseignement*, dispensé dans les classes distinctes de celles des Tibétains, a été, depuis le début, entièrement en chinois.

On ne peut donc s'étonner que la prépondérance han reste la plus marquée dans les domaines techniques. La commission économique de la région autonome ne compte qu'un seul responsable tibétain contre cinq hans. Beaucoup reste à faire, au demeurant, pour mettre fin au sous-développement. Le statut d'exemption fiscale dont bénéficient, depuis 1980 et jusqu'à la fin de 1984, les paysans et les éleveurs (entre 80 % et 90 % de la population) ont représenté un allégement de charges notable. Leur revenu annuel, par tête, est passé 127 yuans (508 F) en 1979 à 220 yuans (880 F) en 1982. Le but à atteindre est 280 yuans en *1985. La quantité* de céréales (orge, blé) allouée, pour une année, à chaque habitant se situe entre 250 kilos et 300 kilos.

Une économie assistée

Si l'assouplissement des structures agricoles, diverses mesures d'aide et la renaissance du commerce individuel semblent avoir permis une amélioration sensible de la vie des familles, la situation globale paraît marquer une étrange stagnation. La valeur de la production industrielle, qui ne représente, il est vrai, qu'un cinquième de la valeur de la production industrielle et agricole, n'a pas varié depuis trois ans (150 millions de yuans). Il en est de même pour le cheptel (23 millions de têtes). Mais surtout, en raison de conditions *climatiques défavorables*, la récolte de céréales est en baisse régulière depuis 1979. La sécheresse que connaît la région autonome cette saison, pour la troisième année consécutive, serait la plus grave depuis cinquante-trois ans. Les deux tiers des terres arables seraient touchés par la catastrophe. Conséquence : les responsables locaux ne tablent pas sur une récolte supérieure à 400 000 tonnes contre 450 000 tonnes en 1982 et plus de 500 000 tonnes en 1979 et 1980.

Aujourd'hui comme hier, l'économie tibétaine reste, en tout état de cause, une économie assistée. Les subsides de l'Etat (660 millions de yuans en 1983) représentent 98 % du budget régional. Et le territoire continue de souffrir de son enclavement malgré l'ouverture, à partir des années 50, essentiellement pour des raisons stratégiques, de quatre longues voies de pénétration à partir du Sichuan, du Qinghai, du Xinjiang et du Yunnan. L'asphaltage complet de la route du Qinghai, projet-clé pris en charge par le gouvernement central, devrait être terminé d'ici à la fin de l'année prochaine, ce qui devrait améliorer l'acheminement des produits en provenance des autres provinces chinoises (95 % des marchandises). Mais, en dépit des demandes pressantes des autorités locales, le prolongement jusqu'à Lhassa de la ligne de chemin de fer Xining-Golmud n'est *toujours pas* à l'ordre du jour.

La vie sur les hauts plateaux tibétains n'est sans doute plus aussi difficile. Mais il n'est pas vraiment sûr, comme l'affirme la *propagande*, qu'elle ressemble à *« un tapis qui ne cesse de s'élargir »*.

FIN

Potentiel hydroélectrique et sources géothermiques

Lhassa. – En raison du retard économique de la région et de la dispersion de l'habitat, l'électrification complète du Tibet est encore *loin d'être réalisée. Selon* une information de l'agence Chine nouvelle, un tiers seulement des communes du territoire bénéficiait, au milieu de l'année dernière, des bienfaits de l'électricité.

Le potentiel existant, notamment dans le domaine hydroélectrique, est cependant important. Il est estimé à quelque 200 millions de kilowatts, celui du seul Zangbo (Brahmapoutre) étant évalué à 113 millions de kilowatts. Mais l'altitude et l'éloignement n'en rendent pas l'exploitation aisée.

Le Tibet dispose aussi de sources géothermiques parmi les plus riches du monde, dont la mise en valeur ne fait que commencer. En liaison avec le Programme de développement des Nations unies (PNUD), une station dite « expérimentale » est en service sur le site de Yangbajing (4 300 mètres d'altitude), à 90 kilomètres au nord-ouest de Lhassa.

Trois générateurs – un de 1 000 kilowatts, deux de *3 000 kilowatts* chacun – ont été installés entre 1977 et novembre 1982. Ils fournissent à ce jour 30 % de l'électricité de la capitale tibétaine grâce à la construction d'une ligne de transmission de 110 kilovolts. L'énergie dégagée sert, en outre, à chauffer une superficie d'habitation de 1 000 mètres carrés d'un village voisin, ainsi qu'à alimenter en chaleur des serres, montées à proximité de la station, pour la culture de légumes frais (poivrons, concombres, etc.).

La capacité totale du gisement serait de 25 000 kilowatts. L'installation d'un quatrième générateur de 3 000 kilowatts est prévue pour 1985. Afin d'arriver à une meilleure connaissance du potentiel géothermique des sols de la région, la Chine a fait appel, dans le cadre du PNUD, à l'assistance technique de spécialistes italiens, qui ont séjourné cet été à Lhassa. – M L.

Mme Marcos est venue chercher à Pékin un appui politique et une aide financière

De notre correspondant

Pékin. – En accueillant, samedi 7 janvier, Mme *Imelda Marcos*, qui doit séjourner pendant quatre jours à Pékin, la Chine vient de manifester ostensiblement son désir d'éviter une déstabilisation du régime philippin en proie, depuis l'assassinat, l'été dernier, du dirigeant de l'opposition, Benigno Aquino, à de sérieux troubles politiques et économiques. C'est, du reste, avec des sentiment mêlés que Pékin suit depuis des mois l'agitation persistante dans ce pays voisin et ami.

La position chinoise a été explicitement formulée par M. Wan Li, premier ministre par intérim en l'absence de M. Zhao Ziyang, lors du banquet offert, dans la soirée de dimanche, en l'honneur de l'épouse du président Philippin. La Chine, a dit M. Wan Li, *« souhaite sincèrement voir l'Asie du Sud-Est devenir une région pacifique, stable et prospère (...) Nous sommes disposés à continuer nos efforts inlassables dans ce but, en commun avec les Philippines et d'autres pays »*.

M. Wan Li s'est ensuite félicité des progrès accomplis dans les relations bilatérales depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, il y a neuf ans, et il a salué la *« juste position »* du gouvernement de Manille dans les affaires internationales, en raison notamment de son attitude sur le problème cambodgien. En tant que membre de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), les Philippines récusent le régime provietnamien de Phnom-Penh et soutiennent la lutte de la coalition du « Kampuchea démocratique » dirigée par le prince Sihanouk.

Cette convergence d'intérêts est-elle *susceptible*, dans les circonstances troublées que connaissent actuellement les Philippines, de trouver un prolongement concret sous la forme d'une aide économique ? *Selon des informations en pro*venance de Manille, l'une des missions de Mme Marcos à Pékin serait d'obtenir l'accord de la Chine pour l'achat de bons du Trésor philippins pour une valeur de 600 à 700 millions de dollars. Cette somme correspondrait, à peu près, au gonflement fallacieux des réserves monétaires du pays, dont le montant a dû être corrigé par la Banque centrale de Manille en vue d'obtenir un rééchelonnement d'une partie de sa dette extérieure, estimée à environ 25 milliards de dollars.

Les bons rapports qu'entretient depuis longtemps Mme Marcos, dont c'est le cinquième voyage à Pékin, avec les dirigeants chinois, pourraient faciliter la négociation de cette délicate affaire. On note, en tout cas, que M. Laya, gouverneur de la Banque centrale des Philippines, figure dans la délégation de Mme Marcos et que celle-ci s'est entretenue dimanche avec M. Wang Bingqian, ministre chinois des finances. Curieusement, l'agence Chine nouvelle a également noté la présence, aux côtés de *« l'envoyée spéciale »* du président, de M. Benjamin Romualdez, ambassadeur des Philippines aux États-Unis et frère de M. Marcos.

Il est clair, en vérité, que cette mission de Mme Marcos en Chine dépasse le cadre d'une négociation commerciale ordinaire. Les deux pays ont, du reste, signé à la mi-*décembre un protocole d'échanges* pour 1984 et, à supposer qu'un ajustement de cet accord se fut révélé nécessaire, moins d'un mois après avoir été conclu, il n'aurait certainement pas justifié le déplacement à Pékin d'une personnalité du rang de Mme Marcos.

M. L.

هكذا من الاصل

Le Monde

politique

A L'EXTRÊME DROITE

Le ralliement de certains militants du R.P.R. et de l'U.D.F. aide le Front national à étendre son implantation

Le ralliement de certains militants du R.P.R. et de l'U.D.F. aux thèses de M. Jean-Marie Le Pen contribue, depuis plusieurs semaines, à renforcer l'implantation du Front national.

Ce phénomène, dont les premières manifestations remontent au lendemain des élections municipales partielles de Dreux et d'Aulnay-sous-Bois, tend en effet, à se développer.

Si l'on en *juge par le nombre* des sections locales créées par le Front *national* un peu partout dans le pays, il semble même que ce mouvement ait *été amplifié* par le score que M. Le Pen a réalisé personnellement à l'élection législative partielle du Morbihan. Dans son département natal, l'ancien député dispose d'ailleurs, maintenant, d'une fédération d'une centaine de membres, constituée à Quiberon le 27 décembre.

Cette progression est particulièrement nette dans le Midi. En Languedoc, les ralliements se chiffrent par plusieurs dizaines, à la suite, notamment, de l'action militante du représentant du Front national à Montpellier, M. Alain Jamet ; le Front dispose de plus de trois cents membres actifs au chef-lieu de l'Hérault. La commune voisine de Lunel possède sa propre section, forte d'une trentaine d'adhérents, presque autant que celle du chef-lieu du Gard, Nîmes, tandis que les effectifs de la section de Béziers, sous-*préfecture de l'Hérault, atteignent* aujourd'hui une centaine de personnes. A *Sète*, où le P.C.F. a perdu la municipalité en mars dernier, une section locale est en *voie de* formation grâce au renfort d'une quinzaine d'anciens militants du R.P.R.

Dans le département de l'Aude, c'est à Narbonne que le Front national s'implante le plus activement. En Midi-Pyrénées, les adhésions les plus spectaculaires sont intervenues à Toulouse où, selon l'attaché de presse du Front national, M. Michel Collinot, M. Jean Pingault, ancien animateur départemental du R.P.R., vient de rallier M. Le Pen avec *« armes et bagages »*, autrement dit avec bon nombre des quelque deux cent soixante militants locaux du R.P.R.

Des transferts analogues sont signalés dans le Var, notamment à Draguignan, en provenance du parti républicain ; dans le Vaucluse, notamment à Avignon et à L'Isle-sur-Sorgue, en provenance du R.P.R. dans la Loire, en particulier à Roanne, et en Corrèze. Ils sont le fait de petits groupes d'individus isolés.

Les contingences locales interviennent, pour une bonne part, dans les motivations des transfuges. Ici ou là, on rejoint M. Le Pen parce qu'on est en désaccord avec les instances locales du R.P.R. et de l'U.D.F., à la suite de querelles municipales ou d'incompatibilités d'humeur. A Sète, par exemple, le style personnel du nouveau maire, M. Yves Marchand (U.D.F.-C.D.S.), n'est pas étranger à la réaction de certains militants R.P.R.

Mais, d'une façon générale, les militants du *R.P.R.* et de *l'U.D.F.* qui rejoignent le Front national — ceux du R.P.R. semblent plus nombreux à sauter le pas que ceux de l'U.D.F. — le font parce que le discours de M. Le Pen leur paraît plus adapté aux nécessités de la lutte contre la gauche que celui des ténors du R.P.R. ou de l'U.D.F.

« Le R.P.R. est bien trop mou »

Tel est, par exemple, le sens de la démarche de M. Pierre Place, ancien membre du comité R.P.R. du département de la Loire, demeurant à Roanne, qui vient de quitter le mouvement chiraquien, auquel il avait adhéré en 1978 : *« Nous avons réfléchi pendant un an avant de nous décider*, nous explique-t-il. *C'est vrai, les circonstances locales ont joué dans cette décision car, au sein de la fédération du R.P.R. ainsi qu'à l'intérieur de la section R.P.R. de Saint-Etienne, l'existence de trois courants différents ne facilitait pas le travail militant, mais, à la rigueur, cela était secondaire. Il y a surtout que l'orientation qu'a prise le R.P.R. au niveau national ne nous plaît pas.*

» La politique centriste de Chirac ne correspond plus à mes convictions nationalistes d'homme de droite ni aux difficultés que je subis personnellement en tant que chef d'une entreprise en liquidation judiciaire. La position du R.P.R. reste trop ambiguë. On ne peut pas continuer à accepter cette dégradation économique. Le Pen, lui, est un homme qui ne vendra pas ses idées pour un plat de lentilles. »

Tel est aussi, par exemple, le sentiment de M. Jean-Charles Saulnier qui vient, à L'Isle-sur-Sorgue, avec *« deux dizaines d'amis »*, de rompre avec le R.P.R. pour lequel il avait opté en 1983, après avoir fréquenté le Parti des forces nouvelles (P.F.N., concurrent du Front national) : *« En tant qu'hommes de droite*, dit-il, *nous avions adhéré au R.P.R., avec la volonté de tout faire pour virer Mitterrand et de le faire à l'intérieur d'un parti organisé. Mais le R.P.R. est bien trop mou. Chez nous, ses anciens représentants regardent plutôt vers le passé, ils adorent l'effigie du général de Gaulle, plutôt que vers le futur. Nous avons donc décidé de nous organiser nous-mêmes et, ici, au Front national, nous avons retrouvé aussi un ancien communiste et deux anciens socialistes. »*

Ces deux témoignages révèlent une constante : ce sont les militants de droite les plus activistes qui se rallient à M. Le Pen, là où les notables locaux de l'opposition parlementaire ont tendance à se couper de leur « base ».

La région parisienne ne fait pas exception, bien au contraire. Dans le département du Val-de-Marne, la fédération du Front national, dirigée par un chef d'entreprise, M. Jean-Pierre Shenardi, fils d'immigrés italiens, ne comptait que quatre membres en 1981 : elle en compte aujourd'hui plus de trois cent cinquante, un peu moins que la fédération de Seine-Saint-Denis. Dans toute la banlieue de Paris, le parti de M. Le Pen a, en outre, bénéficié, plus qu'en province, de la prise de position de Mme Simone Veil, franchement hostile, à propos du scrutin de Dreux, à toute alliance du R.P.R. et de l'U.D.F. avec le Front national. *« La plupart des nouvelles adhésions sont intervenues après les déclarations de Mme Veil »*, souligne M. Shenardi.

L'ampleur de ces ralliements au niveau national demeure difficile à évaluer, car si le Front national revendique plus de vingt mille adhérents, il ne paraît pas progresser partout. Dans l'est du pays notamment, son implantation reste dérisoire. Toutefois, la réalité de sa progression n'est pas contestable. M. Le Pen s'en trouve encouragé à continuer à faire cavalier seul. Le président du Front national a étoffé son état-major. Un ancien membre du P.R., ex-collaborateur de MM. Jacques Dominati et Maurice Plantier, anciens secrétaires d'Etat, M. Jean-Marie Chevalier, dirige désormais son « cabinet ». M. Le Pen, qui confirmera, *le 15 janvier, à Lyon*, son intention de conduire sa propre liste aux élections européennes, est également incité à cultiver davantage ses différences avec les principales formations de l'opposition : *« Nous répondrons au coup par coup à ceux qui, hypocritement, espèrent nos voix et refusent nos gueules. »*

Pour essayer d'entretenir la dynamique dont il paraît bénéficier, le Front national participera, le cas échéant, à d'autres consultations partielles avec le seul souci d'occuper le terrain jusqu'au scrutin du mois de juin.

A. R.

M. LE PEN : il faut inverser le courant de l'immigration

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a déclaré, lundi 9 janvier, lors de l'émission « Face au public » de France-Inter : *« La liste que je vais conduire aux élections européennes va gêner la bande des quatre »* grands partis. *« Ma présence*, a-t-il poursuivi, *est un attentat à leur dignité. Ils se font l'idée qu'ils ont des droits sur les suffrages populaires. L'U.D.F. et le R.P.R. font des mines effarouchées lorsqu'ils parlent du Front national. Pourtant celui-ci n'a pas l'intention de violer ces vieilles demoiselles. Il y a de la part des électeurs un phénomène de rejet à l'égard des partis qui sont à l'abri de la ligne Maginot du scrutin majoritaire. »*

Le responsable d'extrême droite a ajouté à propos de M. Jacques Chirac : *« C'est un chef de parti dont les électeurs sont de droite et qui s'efforce de se situer au centre-gauche (...). Il en est d'ailleurs de même de l'U.D.F. »*

A propos de l'immigration, M. Le Pen a expliqué : *« On ne saurait comparer l'immigration d'origine européenne qui s'est produite par exemple entre les deux guerres et qui amené en France un certain nombre de Polonais, de Juifs, d'habitants d'Europe centrale, d'Espagnols au moment de la geuerre d'Espagne, avec le mouvement massif que nous connaissons actuellement et qui déjà commence de coloniser de véritables portions du territoire français, des villes, et qui ne peut manquer, si on ne prend pas des précautions élémentaires, de finir par la submerger. »*

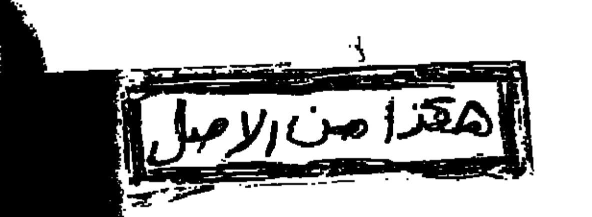
Il a continué : *« Les travailleurs immigrés sont dans notre pays une minorité, la majorité étant constituée par des assistés sociaux non travailleurs qu'ils soient chômeurs, oisifs, familles, etc. Il serait scandaleux qu'au moment où des avatars économiques obligent à dégraisser une entreprise, le fait d'être étranger constitue un avantage financier par rapport aux travailleurs français. Ainsi, on pourrait être amené à donner 40 000, 50 000 ou même — demandent-ils — 200 000 francs alors que les travailleurs français, eux, devraient se contenter de leurs indemnités habituelles. Il est bien évident que ces gens sont venus checher du travail en France. Ils ont accompli le travail, ils ont été rémunérés pour faire ce travail (...) il faut inverser le courant de l'immigration. »*

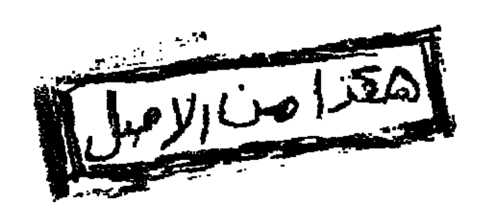
● *Au cabinet de M. Jacques Chirac.* — M. Michel Roussin vient d'être nommé au cabinet de M. Jacques Chirac, maire de Paris, comme conseiller technique chargé des questions économiques.

[Né en 1939, M. Michel Roussin, docteur ès lettres, diplômé de l'Ecole des langues orientales, a été successivement officier d'artillerie, puis de gendarmerie, avant d'être, en 1972, commandant militaire de l'hôtel Matignon. Comme sous-préfet, il a occupé le poste de directeur de cabinet du directeur général du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). Depuis 1981, il était chargé de mission à la direction de la Compagnie générale des eaux.]

● *M. Barrot critique la politique étrangère du gouvernement.* — Le secrétaire général du C.D.S. a déclaré samedi soir 7 janvier à Pontoise (Val-d'Oise) : *« Les deux attentats de la nuit de la Saint-Sylvestre ne sont pas sans lien avec la politique de la France au Moyen-Orient (...). Nous nous sommes impliqués dans les affaires du Moyen-Orient sans une logique. Le coup de Baalbek a été fait pour épater l'opinion française et internationale. Il a eu pour conséquence d'exciter inutilement l'Iran (...) qui, aujourd'hui, a une telle place dans le terrorisme international qu'il nous fallait avant de lancer Baalbek mesurer les risques pris. »*

● *Femme Avenir*, association féminine de l'opposition que préside Mme Christiane Papon, organise une Journée des libertés, samedi 14 janvier, à partir de 13 heures, salle Wagram (Paris XVIIe). Prendront notamment la parole Mme Missoffe, député R.P.R. de Paris, MM. Yvon Chotard, du C.N.P.F., François Ceyrac, ancien président du C.N.P.F., Paul Marchelli, de la C.G.C., Rémy Halbwax, secrétaire général du Syndicat indépendant de la police, et Pierre Bellot, président de la Fédération des médecins de France.


هكذا من الاصل



LE TRAITEMENT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU CHOMAGE

M. Mauroy prépare des mesures localisées

Chez M. Pierre Mauroy, l'art de la synthèse s'accommode de tous les défis. Conversant à bâtons rompus avec les journalistes, lundi 9 janvier à l'Hôtel Matignon, à l'occasion de la traditionnelle réception des vœux de la presse, le premier ministre a donné, en ce domaine, toute la mesure de son savoir-faire.

Comme le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Jacques Delors, et comme le ministre de la recherche et de l'industrie, M. Laurent Fabius, le chef du gouvernement affirme que la modernisation de l'industrie représente un impératif vital pour le pays et qu'il convient donc d'opérer les conversions nécessaires, aussi douloureuses soient-elles. Comme le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy, il souligne, toutefois, que le succès de cette *« troisième révolution industrielle »* implique la participation des forces sociales de gauche. Comme l'ancien ministre d'Etat, M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis du CERES, il admet la nécessité de préparer une reprise de la croissance.

Exercice de style ? Point du tout. M. Mauroy, en la circonstance, applique *à la lettre les directives de* M. François Mitterrand qui ne cesse *de répéter, devant le conseil des* ministres et ailleurs, que la rénovation de l'appareil industriel conditionne l'avenir de l'économie française et que *le* gouvernement doit œuvrer en ce sens, quitte à faire preuve de souplesse dans son programme de lutte contre l'inflation. D'un autre côté, M. Mauroy, en tant que chef de la majorité, continue de privilégier des impératifs sociaux qui rejoignent ceux du parti communiste et de la gauche syndicale. Il devait s'en entretenir, mardi à déjeuner, avec MM. Georges Marchais, Charles Fiterman et André Lajoinie. Ainsi, le premier ministre se fait-il fort de concilier les conversions industrielles, qui auront des effets négatifs sur l'emploi, et la stabilisation du chômage.

Gageure ? *« Nous ferons preuve d'imagination,* dit-il, *parce qu'un gouvernement de gauche ne saurait gérer comme la droite ».* Contrairement au secrétaire national du parti socialiste chargé des entreprises, M. Jean-Paul Bachy, M. Mauroy ne pense pas, tout d'abord, avoir épuisé les possibilités de traitement social du chômage. Mais il envisage surtout la mise au point de formules de traitement économique du chômage, qui varieraient selon les régions ou les localités, et les caractéristiques des dossiers à traiter.

Un « statut intermédiaire » ?

Dans chacune des deux régions du Nord-Pas-de-Calais et de Lorraine, à vieille vocation industrielle, le premier ministre préconise de fixer un *« périmètre »* à l'intérieur duquel les opérations de conversion bénéficieraient *d'un dispositif* d'un genre nouveau comportant à la fois des garanties financières et économiques de créations d'emplois, donc de reclassements, et des garanties sociales particulières pour les licenciés, en attendant ces reclassements. M. Mauroy a parlé de l'éventualité *d'un « statut intermédiaire »* entre la situation du travailleur salarié et celle du chômeur.

Dans la sidérurgie, le chef du gouvernement *envisage un dispositif* analogue à celui prévu dans le bassin *minier de sa région natale où il procé*dera personnellement, en février, à l'installation des trois outils d'intervention dont la création a été annoncée : un organisme public de gestion du patrimoine immobilier des Houillères, une société de prise de participation dans les entreprises régionales, dotée de cent millions de francs, et un fonds d'industrialisation doté de la même somme pour assurer les créations d'emplois visant notamment, à courte échéance, à pallier la fermeture d'un puits de mine (271 personnes) avant 1986. En dehors de ces deux régions prioritaires, une quinzaine de zones géographiquement plus réduites bénéficieraient de traitements économiques sur mesure. A titre d'exemple, M. Mauroy a cité la situation de Montluçon (Allier). Il s'agirait, en quelque sorte, d'établir une carte de France des secteurs nécessitant des aides exceptionnelles.

Pour essayer d'atténuer les difficultés particulières des chantiers navals, *le premier ministre envisage* de rompre avec les habitudes suivant lesquelles seuls les arsenaux construisent les bâtiments destinés à la marine nationale. Malgré les réserves des militaires, M. Mauroy juge que l'étude d'un étalement, sur l'ensemble des chantiers français, des constructions navales destinées aux armées procède d'une *« question de bon sens ».*

La préparation de ces différentes mesures doit faire l'objet de plusieurs *comités interministériels, au rythme* d'un par semaine environ. *« Je me bats », déclare le premier ministre.* M. Mauroy ajoute volontiers qu'il préférerait quitter le gouvernement plutôt que d'avoir à conduire une politique économique qui sacrifierait l'emploi.

Il y a un an, le premier ministre disait à peu près la même chose, à propos de la réduction du temps de travail qui lui apparaissait comme la meilleure façon de lutter contre le chômage. Il affirmait, alors, qu'il renoncerait à sa charge s'il ne parvenait pas à convaincre les autres membres du gouvernement de procéder, par la voie législative, à partir de 1984 ou 1985, à une nouvelle diminution de la durée légale de la semaine de travail. Ensuite, M. Mauroy a dû mettre de l'eau dans son vin, même s'il espère maintenant que sous la présidence française des progrès seront faits en ce sens au niveau de la Communauté économique européenne.

Cette fois, il est à craindre que les *mesures spéciales esquissées par* M. Mauroy ne soient pas de nature à *répondre à l'ampleur des difficultés,* malgré les propositions complémen*taires présentées, samedi 7 janvier,* au comité directeur du parti socia*liste. D'autant que l'affaire Talbot* — réduite par M. Mauroy à un *« dérapage passionnel »* — a mis en évidence, de l'aveu même fait lundi par certains conseillers du premier ministre, quelques déphasages dans les relations entre les services du ministre des affaires sociales, M. Bérégovoy, et ceux du ministre délégué auprès de ce dernier et chargé de l'emploi, M. Jack Ralite. Cela n'est pas de bon augure.

ALAIN ROLLAT.

En première ligne

M. Pierre Mauroy « va au charbon ». C'est la fonction du premier ministre — M. Raymond Barre, à l'hôtel Matignon, usait volontiers de cette expression pour définir sa tâche et se distinguer des autres responsables de l'Etat et de ceux des partis, — mais c'est aussi, dirait-on, dans la nature de l'actuel titulaire de la charge. En juin 1982, M. Mauroy avait engagé seul le tournant de la rigueur. Au début de 1983, il fallait gagner les élections municipales : M. Mauroy avait risqué son crédit dans un discours optimiste (déjà contré, à ce moment-là, par M. Edmond Maire). Puis il avait assumé, après les élections, la troisième dévaluation et la rigueur aggravée, dont il avait auparavant écarté la perspective.

A l'automne, M. Mauroy s'est porté en première ligne dans l'entreprise de « reconquête de l'opinion », *en s'adressant à la base sociale et militante de la gauche. La titularisation, dans la fonction publique, de quinze mille maîtres de l'enseignement privé, le projet de loi sur la presse, les « avions renifleurs », enfin : M. Mauroy ne néglige aucun filon.*

**

Il a été le premier ministre de la rigueur. Il lui faut être celui des restructurations industrielles. La rigueur était attendue par certains, mais le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'était pas inscrite dans la logique de l'« état de grâce ». Au contraire, les restructurations industrielles sont, en fait, à l'ordre du jour depuis l'été 1982. Chacun a pu s'y préparer. Et le parti socialiste lui-même, guidé par le président de la République, s'est, au moins verbalement, converti au réalisme pendant l'année 1983.

Il semble, pourtant, que le résultat soit le même pour le premier ministre : au moment des décisions, il est seul. Le ministre de l'économie et des finances choisit d'exprimer sa solidarité d'ancien syndicaliste plutôt que la solidarité gouvernementale. Le ministre de l'industrie demande des garanties. Le ministre des affaires sociales, jugé bien discret, à Matignon, dans le conflit Talbot, *fait au comité directeur du P.S. un discours-programme. Le premier ministre, lui, recevait lundi les dirigeants des confédérations syndicales de gauche et reçoit, ce jour, ceux du P.C.F.*

Cette situation, sans doute, est conforme à l'image que M. Mauroy veut donner de lui-même, mais il ne l'a, à l'évidence, pas provoquée, et les avantages qu'elle peut présenter pour lui, à longue échéance, sont aléatoires. Dans l'immédiat, le premier ministre doit faire accepter à la gauche politique et syndicale une politique qui touche à ses engagements vitaux. La tentation ne peut qu'être grande, pour celle-ci, de se retourner contre celui qui apparaît comme le maître d'œuvre de cette politique.

**

La C.F.D.T. était la plus susceptible de céder à cette tentation. En dépit de l'attention personnelle apportée au conflit Talbot par M. Mauroy, qui s'entretenait au téléphone, chaque matin, avec MM. Maire et Krasucki, la C.F.D.T. a pris le risque d'attiser ce conflit. On comprend que les premiers échanges, lundi, entre M. Mauroy et M. Maire, aient été vifs. S'il s'est refusé à porter un jugement en public sur l'attitude des syndicats, le premier ministre ne s'est pas privé de dire au responsable de la C.F.D.T. ce qu'il pensait du comportement de sa confédération. Ou bien celle-ci réclamait une concertation, qu'elle a eue ; ou bien elle voulait une négociation, mais il ne revenait pas au premier ministre de l'organiser.

Le comportement de la C.F.D.T. pouvait d'autant plus surprendre l'hôtel Matignon qu'il n'y a pas si longtemps M. Maire portait sur le premier ministre des appréciations plus que positives, en l'opposant même à M. Jacques Delors. Celui-ci, disait M. Maire, est si obnubilé par le taux du dollar qu'il gagnerait du temps en s'installant, pour donner ses directives, dans le bureau d'un agent de change.

La C.G.T. est restée plus fidèle à son dialogue avec le premier ministre, malgré la pression qu'exerçait sur elle, chez Talbot, la tentative de débordement de la C.F.D.T. Les dirigeants cégétistes savaient que les syndicats ne pouvaient espérer mieux qu'un compromis honorable dans cette affaire. Leur réalisme assure à M. Mauroy le bénéfice qu'il pouvait espérer de son traitement politique du problème des restructurations industrielles.

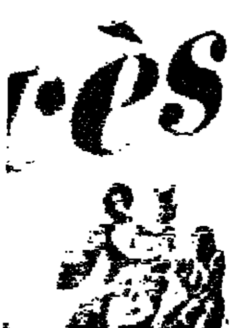
PATRICK JARREAU.

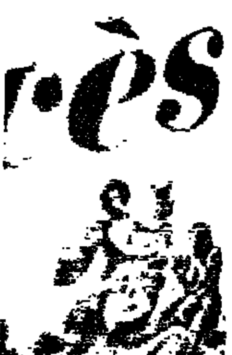
« L'HUMANITÉ » : la « campagne » anticommuniste vise le gouvernement lui-même.

René Andrieu, directeur adjoint de *l'Humanité,* s'élève, samedi 10 janvier, dans le quotidien du P.C.F., contre la succession de personnalités venues à la télévision la semaine dernière pour, selon lui, remplir la *« fonction sociale »* d'*« accusateurs publics »* du parti communiste.

« Naturellement, écrit René Andrieu, *nous ne contestons à personne le droit de critiquer notre politique, il nous arrive aussi de le faire et parfois rudement. Nous n'oublions pas non plus les crimes qui ont été commis dans les pays socialistes, bien qu'il soit difficile de nous en attribuer la responsabilité. Mais nous ne pouvons accepter que l'on dénature la signification du grand combat que nous menons pour la liberté. Trop des nôtres sont morts, hier, dans la lutte contre le fascisme pour qu'on laisse sans réagir des politiciens douteux cracher aujourd'hui sur leurs tombes. »*

Le directeur adjoint de *l'Humanité* ajoute : *« Il serait bon que l'on prenne conscience des périls que le déchaînement de cette campagne fait peser sur l'avenir de la démocratie. Au-delà des communistes, c'est le gouvernement lui-même qui est visé (...). »*





POLITIQUE

Les développements de l'affaire ELF-ERAP

L'affaire des « avions renifleurs » continue d'alimenter le discours politique. Propos allusifs, « petites phrases » ou déclarations « généreuses », les élus usent des trois styles. A l'occasion de la présentation de ses vœux à la presse, le 9 janvier, M. Pierre Mauroy a eu recours à la première formule. « *On ne peut,* a-t-il dit, *vouloir punir les loubards et blanchir les escrocs. Ou bien alors, il faudra expliquer au pays, expliquer aux Françaises et aux Français, qu'à partir d'un certain rang social on échappe aux règles de la justice. Il faudra leur dire que lorsqu'on appartient à certains milieux politiques et financiers, ce qui, pour tout autre citoyen, relèverait des tribunaux, devient une simple imprudence. Ce double langage, le gouvernement ne l'admet pas.* »

M. Michel Poniatowski, ami de M. Giscard d'Estaing, a pour sa part opté pour la « petite phrase » destinée à marquer un gros point. « *Le gouvernement,* a-t-il expliqué, *est extrêmement enrhumé. Il s'agit de sa part d'une opération-type de diversion devant la situation économique et financière désastreuse.* » Conclusion : « *Il existe une officine journalistique et gouvernementale qui monte ce genre d'opérations.* »

Pour sa part, M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État au budget, se congratule : « *Je n'ai de contentieux avec personne,* a-t-il déclaré au quotidien *Sud-Ouest. Moi, je fais mon travail. J'ai la passion de la vérité et pas seulement depuis que je suis homme politique. Je n'avais pas l'intention de déclencher une affaire (...).* »

Si les hommes politiques commentent, les acteurs impliqués dans l'affaire s'expliquent. Après MM. Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Albin Chalandon, Pierre Guillaumat et Me Jean Violet, l'Union de banques suisses a choisi, lundi, de rompre à son tour un silence pesant.

M. Pierre MAUROY : ne pas fermer les yeux sur la délinquance financière

A l'occasion de la présentation des vœux du premier ministre à la presse, M. Pierre Mauroy, a notamment déclaré :

« Le second motif d'inquiétude que vous avez évoqué c'est celui de la violence. Je crois qu'il convient, dans ce domaine, d'éviter les amalgames trompeurs. On ne peut mettre sur un même plan le terrorisme international et le vol d'un sac à main, on ne peut traiter comme s'il s'agissait d'un même phénomène le crime de sang et le vol de voiture.

» Le terrorisme international découle, pour une large part, des sujets que je viens d'évoquer. Il frappe à Bruxelles comme à Vienne, à La Haye comme à Paris. S'en protéger est toujours difficile, aléatoire. C'est une forme de guerre, parfois menée avec la complicité de certains Etats.

» L'insécurité quotidienne n'a rien à voir avec cette situation. Permettre l'assimilation, notamment à travers la mise en cause des populations immigrées qui vivent parmi nous, c'est d'une part tromper les Français sur la réalité des faits, d'autre part prendre le risque de favoriser des attitudes xénophobes, racistes, antisémites. Hélas ! nous avons pu observer une telle dérive au cours des derniers mois. Je souhaite que 1984 donne un coup d'arrêt à cette évolution préoccupante.

» La montée de la délinquance est liée en réalité à l'évolution de notre société, au passage d'un monde rural à un monde urbain. (...) Nous n'en viendrons pas à bout par la seule répression. Voilà pourquoi, depuis plus de deux ans, le gouvernement s'est attaché à concevoir et à mettre en œuvre une ambitieuse politique de prévention. Cet effort sera poursuivi en 1984.

» Permettez-moi, à ce propos, d'ajouter un dernier point. A ceux qui font campagne sur le thème de l'insécurité, à ceux qui s'émeuvent de la petite délinquance et qui mettent volontiers en cause le gouvernement à ce propos, je voudrais dire ceci : c'est vrai que le loubard de banlieue doit répondre à ses fautes devant la justice. Mais il ne peut y avoir deux poids et deux mesures.

» On ne peut, à la fois, partir en guerre contre la petite délinquance et fermer les yeux sur la délinquance financière. On ne peut vouloir punir les loubards et blanchir les escrocs. Ou bien alors il faudra expliquer au pays, expliquer aux Françaises et aux Français, qu'à partir d'un certain rang social on échappe aux règles de la justice.

» Il faudra leur dire que lorsqu'on appartient à certains milieux politiques et financiers, ce qui pour tout autre citoyen relèverait des tribunaux, devient une simple imprudence. Ce double langage, le gouvernement ne l'admet pas. »

Col rouge ?

Que les délinquants en « col blanc » *soient poursuivis au même titre que les* « loubards de banlieue », *quoi de plus normal. Un chef de gouvernement est en charge aussi bien de la protection des deniers publics que de la garantie de la sécurité des personnes. Devant la loi, tous les citoyens sont égaux. On le sait depuis 1789. Et l'on ne peut que savoir gré à M. Mauroy d'avoir rappelé que ni le* « rang social », *ni l'appartenance politique ne permettent de* « blanchir » *des* « escrocs ».

Mais pourquoi donc le premier ministre a-t-il tenu à faire de cette façon une allusion à peine voilée aux infractions financières de M. Jean-Baptiste Doumeng ? A moins que M. Mauroy n'ait pas eu à l'esprit les délinquants en « col rouge » *?*

A. P.

M. MERMAZ : MM. Giscard d'Estaing et Barre me font pitié

(De notre correspondant.)

Grenoble. – M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale et président du conseil général de l'Isère, qui participait, lundi 9 janvier, à un débat sur Radio-Hiver, antenne décentralisée de Radio-France à Grenoble, a déclaré à propos de l'affaire des « avions renifleurs » et de la prise de position de M. Jacques Chirac dénonçant « *l'exploitation politicienne* » de cette affaire : « *M. Chirac est à nouveau retombé sous le coup d'un penchant un peu funeste, à savoir les transes verbales.* »

M. Mermaz a continué : « *MM. Giscard d'Estaing et Barre, dans cette histoire, me font un peu pitié. Est-ce qu'ils se trouvent dans une traverse difficile à ce point que M. Chirac, qui ne passe pas pour un tendre, éprouve soudain le besoin de les couvrir d'un manteau de bonté ? Les croit-il à ce point atteints par cette affaire qu'il joue les bons Samaritains pour récupérer leurs restes ? Je pose la question.* »

C. F.

● *RECTIFICATIF.* – Dans le communiqué du syndicat C.F.D.T de la Cour des comptes et des chambres régionales publié dans *le Monde* daté 8-9 janvier, il fallait lire : « *(...) Le syndicat constate que les procédures traditionnelles* [et non régionales] *de la juridiction n'ont pas été observées et que, de ce fait, la Cour se trouve mêlée à une polémique d'ordre politique.* »

La seconde lettre de M. de Weck

Dans sa lettre du 6 septembre 1983 adressée au président d'ELF-ERAP, M. Pierre Boisson, qui a été publiée dans le Livre blanc remis à la presse par M. Pierre Mauroy, M. Philippe de Weck, ancien président de l'Union de banques suisses (U.B.S), « avoue être quelque peu étonné » *par la demande dont il a été saisi concernant l'utilisation des fonds versés par le groupe pétrolier. Cette formule diplomatique traduit, en fait, une vive irritation que le banquier a éprouvé le besoin d'épancher dans une seconde lettre, expédiée le même jour et, celle-ci, non rendue publique. M. Boisson en a aussi été le destinataire, mais M. de Weck suggère au président d'ELF-ERAP d'en faire connaître le contenu au gouvernement français.*

Dans cette deuxième missive, le président de l'U.B.S. justifie longuement le rôle qu'il a joué en tant que président de la Fisalma, société bénéficiaire des fonds versés, appartenant au comte de Villegas. Il rappelle notamment qu'il n'a accepté de s'engager dans l'affaire qu'« après que la société *[ELF-Aquitaine]* a déclaré qu'elle considérait cette invention comme d'une importance capitale pour la France ». *Il énumère ensuite ses initiatives – désormais connues – pour sauvegarder les intérêts du groupe pétrolier dans la dernière phase de l'opération.*

Enfin, M. de Weck élargit son propos en rafraîchissant la mémoire des autorités françaises sur les services qu'il leur a rendus dans le passé. « J'ai fait nouer avec ELF, *écrit-il,* des relations privilégiées avec U.B.S., relations qui se poursuivent et dont je crois que la compagnie n'a qu'à se féliciter. »

Son comportement en la circonstance aurait été « normal » *étant donné, glisse-t-il au passage, les mandats qu'il assume à la tête de Renault-holding et de Renault-finances. M. de Weck poursuit en mettant en relief les* « meilleures relations » *qu'il entretient avec l'ambassadeur de France en Suisse, M. Georges Egal, en poste depuis juin 1982.* « Je crois, *mentionne-t-il,* lui avoir été utile dans ses relations avec la finance suisse. »

Courtois et allusif

Sa conclusion est aussi courtoise que clairement allusive à la maladresse commise à son endroit : « Si je relève ce fait, *souligne-t-il,* c'est pour dire que les relations financières et économiques avec la France ont toujours été au premier rang de mes préoccupations et que je continue dans ce sens. » *De la part d'un homme tel que M. de Weck, qui fait figure en Suisse de monstre sacré de la finance, au même titre, par exemple, que M. Habs, l'ancien P.-D. G. de la Deutschebank en Allemagne, les termes de sa lettre, aussi feutrés soient-ils, ne peuvent être anodins.*

Durant sa présidence à l'U.B.S., M. de Weck aurait, dit-on, agi de telle sorte que la France serait passée au premier rang dans le bilan des actions de l'établissement au profit des économies étrangères, avant la Grande-Bretagne, la R.F.A et l'Italie. Le banquier suisse a visiblement voulu faire comprendre que l'on n'aurait pas dû l'interpeller aussi « légèrement » *dans une période où les besoins en crédits de la France exigent que celle-ci ménage ses* « vrais amis ».

GUY PORTE.

Le communiqué en sept points de l'Union de banques suisses

L'Union de banques suisses (U.B.S.) a rendu publique, lundi 9 janvier, sa position sur l'affaire des « avions renifleurs » dont a été victime le groupe pétrolier français ELF-ERAP entre 1976 et 1979 dans un communiqué en sept points (nos dernières éditions du 10 janvier). En voici le texte intégral :

« Le gouvernement français a publié, le 2 janvier 1984, un Livre blanc au sujet d'un projet de recherche mené par la société pétrolière française ELF-ERAP, projet qui a échoué. Ce Livre blanc contient un exposé détaillé concernant le rôle joué par l'Union de banques suisses (U.B.S.) et par son ancien président du conseil d'administration, M. Philippe de Weck. Le Livre blanc et les médias ayant procédé à certaines appréciations et soulevant quelques questions restées sans réponse, l'U.B.S. est amenée à donner dans un but de clarification les précisions suivantes :

1) En 1976, l'ELF-ERAP et un groupe de chercheurs prièrent l'U.B.S. et son président M. de Weck de participer à l'organisation et au déroulement des opérations financières relatives à un projet de recherche. La nouvelle technologie ayant été qualifiée de révolutionnaire par les partenaires, le secret le plus absolu devait être gardé.

Compte tenu de la qualité et de la position reconnues du groupe ELF-ERAP et de l'intérêt des autorités françaises, l'U.B.S. s'est déclarée d'accord de donner suite à la demande qui lui avait été adressée.

2) Dans cette procédure, M. de Weck a accepté à la demande des partenaires de prendre en personne des fonctions à titre fiduciaire. En outre, des sociétés et des spécialistes de la banque furent mis à la disposition pour assurer le déroulement conforme des versements effectués selon les contrats.

3) La participation de la banque et de M. de Weck s'est expressément limitée aux aspects financiers et administratifs. L'appréciation technique du projet ne pouvait être à aucun instant l'affaire de la banque qui dut s'en remettre au jugement des experts de l'ELF-ERAP.

4) En relation avec le déroulement du projet, la banque accorda au groupe ELF-ERAP un crédit-relais de 133 millions de dollars [environ 662 millions de francs fin 1976] *garanti par l'Etat français. Les responsables désignés par le gouvernement français manifestaient ainsi que ce projet était réalisable et justifiait les dépenses correspondantes. Ils ont donné leur consentement aux modalités choisies.*

5) En 1979, lorsqu'il est apparu que ce projet avait échoué, M. de Weck a immédiatement pris les mesures nécessaires pour bloquer et retransférer tous les actifs disponibles à l'ELF-ERAP. Tous les crédits accordés par la banque ont été régulièrement remboursés.

6) Le Livre blanc prétend que M. de Weck aurait quitté la présidence du conseil d'administration de l'Union de banques suisses en raison de l'échec du projet de recherche de l'ELF-ERAP. Cette assertion est dénuée de tout fondement.

7) La banque et M. de Weck ne sont pas en mesure de donner d'autres informations aussi longtemps qu'ils ne seront pas déliés de l'obligation de respecter le secret professionnel. »

***

Ce communiqué de l'U.B.S. a été rédigé en collaboration avec M. de Weck, président de la banque à l'époque des faits. Loin de répondre à toutes les questions, il se retranche in fine derrière le secret professionnel.

Plusieurs journaux helvétiques ne manquent pas d'en relever les insuffisances, nous indique notre correspondant à Berne, Jean-Claude Buhrer. Ainsi la *Tribune de Genève*, après avoir constaté que « des doutes subsistent et que le climat de suspicion n'est pas dissipé », énumère une série d'interrogations toujours en suspens, ne serait-ce que sur l'utilisation des 500 millions de francs transférés en Suisse et non récupérés ultérieurement.

« L'U.B.S. et M. de Weck, indique encore la *Tribune de Genève*, ne lèvent que partiellement le voile. Les clients et les actionnaires de la banque ont le droit d'en savoir plus. Alors que le peuple suisse sera appelé à se prononcer en mai prochain sur un projet socialiste d'aménagement du secret bancaire, le devoir d'information devrait primer toute autre considération. Pour l'heure, le défi n'est pas relevé. »

Ordres publics

par PHILIPPE BOUCHER

La délinquance est l'un de ces problèmes d'Etat que l'Etat aime peu à regarder en face. La Chine, pour ne citer qu'elle, s'est longtemps voulue vertueuse, prétendant qu'elle était épargnée par ce fléau. Jusqu'au jour où, vaincue par les faits, elle a entamé contre la criminalité la rigoureuse campagne que l'on sait.

Plus sincère avec elle-même, ou moins inquiète d'un qu'en-dira-t-on des nations, la France n'a jamais nié avec quelle acuité le problème se posait à elle. Mais, selon les époques, la passion marquait le discours ou bien le souci de faire prévaloir la raison. C'est ce dernier choix qu'a fait lundi le premier ministre.

Non sans courage, tant le terrain est périlleux et l'analyse, entachée le plus souvent d'un esprit de polémique et de fièvre où les faits comptent moins que leur utilisation. Combien de fois n'a-t-on pas entendu de ces lamentations sur l'insécurité où le risque d'accroître la peur était plus manifeste que le souci d'en enrayer les causes et la réalité ! La peur, alors, aidait à gouverner.

Lutter contre cette tendance ne va pas de soi. La peur vient plus vite qu'elle ne nous quitte. D'autant que, dans la diffusion de ce sentiment, le rôle de la presse, qu'elle soit écrite, parlée ou montrée, n'est pas marqué du sceau de l'innocence ou de la neutralité. D'autant, aussi, que deux principes s'affrontent : les infractions les plus douloureuses à chacun sont celles qui, collectivement, sont les moins ruineuses ; et les plus coûteuses à la collectivité sont celles qui n'affectent guère les mentalités de chacun. Le « vol à l'arraché » terrorise la plupart de ses victimes, alors que les grandes fraudes financières suscitent l'indifférence, si ce n'est l'amusement. Le succès du feuilleton télévisé *Thérèse Humbert* le montrerait s'il en était besoin.

L'un et l'autre type d'infraction menace également l'ordre public, mais selon des directions qui n'ont rien de commun. La première est celle d'un ordre public touchant à la tranquillité des citoyens, mise en cause par le développement (ou le maintien) de la délinquance dite « petite et moyenne » dans les registres statistiques, mais ressentie comme intolérable par ceux qu'elle atteint.

Au contraire, les grandes fraudes financières, en menaçant le crédit de l'Etat, portent préjudice à un ordre public moins perçu et tout aussi essentiel. Mais cet ordre public-là n'est pas objet de discours et, s'il l'est, le propos lasse vite ou fait sourire. La fraude, « sport national » comme l'on dit pour s'en moquer, ne blesse personne si elle affecte chacun.

L'accent est donc publiquement mis sur les infractions individuellement ressenties plutôt que sur les infractions collectivement subies. Les progrès des communications sont venus outrer cette évidence. A présent, la relation d'un fait survenu à Arras, connu presque immédiatement du côté de Nice, fait frémir les Méridionaux, comme si ce fait s'était produit sur leur palier. Le récit fait la peur, non pas l'événement. Ce n'est pas neuf. C'est devenu systématique.

Il n'est donc pas certain que, sur ce point, journaux et journalistes soient exempts de tout reproche. A-t-on assez dit qu'il n'était pas d'informations neutres, aussi « aseptisées », aussi « distanciées » qu'on les voulait. L'information porte en elle-même son poids de commentaires. Combien cela est vrai à présent !.

La liberté et l'excès

Ainsi voit-on se développer une métonymie propre à la presse, où le journal décrivant un fait donne à penser qu'il est une règle ; il n'est pas une vieille dame qui ne s'imagine bientôt dépouillée si l'on décrit la mésaventure de l'une d'elles, pas un coin sombre qui ne cache un meurtrier si l'assassinat a été naguère commis.

C'est donc avec une particulière lucidité que le premier ministre peut observer que la presse, pratiquant des « amalgames trompeurs », décrit « l'évolution d'un monde qui n'est pas tout à fait le nôtre ». Avec ou sans arrière-pensée des narrateurs, c'est aussi la question.

La loi ne peut rien contre un tel décalage. La presse est libre aussi, parce qu'elle est excessive, et même injuste, et même, le cas échéant, scandaleuse. S'il n'y avait que des journaux dit convenables ou irréprochables, il est vraisemblable que la liberté de la presse ne serait pas réelle. La référence bien connue à « une certaine presse » qu'il faudrait interdire porterait en elle la fin de la liberté de la presse si elle recevait satisfaction. Il n'y a pas, on le sait bien, de liberté sans excès de la liberté.

Pourtant, un effort qui ne devrait qu'aux intéressés eux-mêmes pourrait être fait et serait bienvenu. Adopter un discours épousant moins les terreurs du temps sans pour autant les méconnaître. Ne pas flatter les réactions premières, mais tenter de les compenser par un zeste d'information ramenant les mécomptes individuels à une vision moins dramatique : ce serait aussi concourir à rétablir l'ordre public quotidien dans les esprits.

Qui voudrait croire que tel n'est pas le but de ceux qui, pour l'heure, se bornent à crier « au loup » à longueur de temps ? Et l'on se trouverait encore plus convaincu de leurs bonnes intentions s'ils mettaient une égale énergie à dénoncer ces autres délinquants, plus habiles mais non moins nocifs, que sont les voleurs de l'Etat, les petits et grands fraudeurs, qui compromettent un ordre public aussi nécessaire que celui que réclament les citoyens.

● *M. Estier : M. Jospin, meilleure tête de liste aux européennes.* – M. Claude Estier, président socialiste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, estime, dans une interview au *Quotidien de Paris* du 10 janvier, à propos des élections européennes de juin 1984, que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., est « *celui qui apparaît au plus grand nombre de militants socialistes comme le plus qualifié pour conduire la liste* [socialiste] ». M. Estier affirme aussi : « *Il faut qu'au plus tard au mois de mars toutes les dispositions soient prises.* »

● *Mme Pelletier pour une liste unique aux élections européennes.* – Mme Monique Pelletier, ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, présidente de Dialogue des villes de France, « *appelle ses partenaires de l'opposition à la constitution d'une liste unique* » pour les élections européennes. « *Cette liste démontrera,* ajoute Mme Pelletier, *la volonté d'union voulue par les électeurs de l'opposition. Il existe un accord sur l'essentiel au sein des différentes formations. La dynamique unitaire sera le gage du succès.* »

LE P.S.U. ENVISAGE DE CONSTITUER SA PROPRE LISTE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Des délégations du P.S. et du P.S.U., respectivement conduites par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., et M. Serge Depaquit, secrétaire national du P.S.U., se sont rencontrées lundi 9 janvier au siège du P.S., notamment dans le cadre de la préparation des élections européennes de juin 1984.

M. Depaquit a déclaré que son parti envisage la constitution d'une liste propre.

Le P.S. ne semblait pas exclure, avant cette rencontre, la possibilité d'une liste commune. M. Marcel Debarge, secrétaire national du P.S. aux relations extérieures, qui participait à la délégation, a rappelé que « *l'appartenance à la majorité avait ses droits, mais aussi ses devoirs* ». Le P.S.U. envisage de faire alliance, pour ces élections, avec des mouvements écologistes et pacifistes.

M. Depaquit a estimé que la loi électorale française était la « *plus sélective d'Europe* ». Il a rappelé que seules les listes dépassant la barre des 5 % de suffrages se voyaient rembourser de leurs frais électoraux.

A propos de l'affaire Talbot, le P.S.U. estime que « *la C.F.D.T. posait le problème de fond* » sur la façon dont se passent les mutations industrielles. Le P.S.U. a mis l'accent sur la réduction du temps de travail.

M. Debarge a indiqué que le P.S. « *incitera le gouvernement à avoir une concertation beaucoup plus avant dans le temps* », à propos des restructurations industrielles. Le P.S.U. a aussi insisté sur la nécessité d'une concertation « *en amont* » des problèmes.

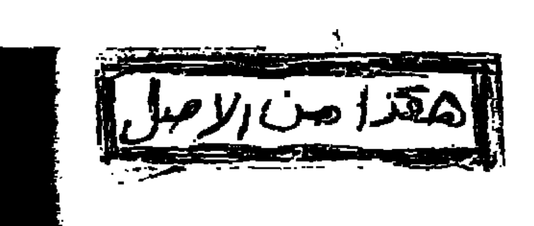
Aux élections législatives de 1986

M. MONORY (C.D.S.) : une fédération de l'opposition créerait une dynamique décisive

M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne, ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, estime, à propos des élections européennes, dans une interview au *Matin de Paris* du 10 janvier : « *Il faut (...) avoir le courage de s'asseoir autour d'une table, U.D.F. et R.P.R. confondus, et de voir si l'on peut se fixer, ensemble, cinq ou six objectifs pour l'Europe (...). Si nous parvenons à nous mettre d'accord (...), alors pourquoi faire deux listes ? Si nous en sommes incapables, deux listes seront nécessaires.* » M. Monory poursuit : « *L'important, c'est l'Europe, et non ce qui peut apparaître comme des combats de chefs.* »

M. Monory ne verrait pas d'un œil favorable l'opposition transformer ces élections en référendum interne : « *Si une liste d'opposition,* affirme-t-il, *faisait 51 %, cela (...) ne changerait rien aux échéances. (...) Il est trop tôt pour reprendre le pouvoir. Il faut laisser la majorité aller au bout de son raisonnement. Et l'opinion n'est pas suffisamment préparée à l'avenir. (...) Nous devrons obtenir une majorité d'adhésion tournant autour des 60 % et non une majorité de rejet, qui, avec 51 % des voix, ne nous permettrait pas de gouverner longtemps.* »

L'ancien ministre ajoute que « *si l'accord se fait* », aux élections européennes avec le R.P.R., il faudra aller plus loin. « *L'opposition devrait s'engager dans une voie fédérative. (...) On pourrait (...) dégager des points d'accord fondamentaux pour 1986, ce qui aiderait à créer une majorité d'adhésion et décrédibiliserait la guerre des chefs. Cela n'empêchera pas d'avoir deux candidats à l'élection présidentielle. Mais ils seront côte à côte. Une fédération créerait une dynamique décisive.* »



L'ENQUÊTE SUR LA DISPARITION DE GUY ORSONI

Racket, trafic de drogue et séparatisme corse

Directement mis en cause par plusieurs malfaiteurs dans l'affaire de l'enlèvement de Guy Orsoni, militant du Front de libération nationale corse (F.L.N.C), Jean-Marc Leccia a été inculpé, lundi *9 janvier, à Ajaccio, de « séquestration de personne* et association de malfaiteurs ». Arrêté le 31 décembre dernier aux Etats-Unis, Jean-Marc Leccia, qui était l'objet d'un mandat d'arrêt international, avait accepté d'être immédiatement transféré en France. Il a *été placé sous mandat de dépôt* à la maison d'arrêt d'Ajaccio. Son père, Grégoire Leccia, interpellé le 31 décembre à Paris, devait être entendu, ce mardi, par le juge d'instruction. Depuis le mois d'octobre dernier, les policiers continuent, entre *Marseille et la Corse, l'enquête sur la disparition de* Guy Orsoni. Ils espéraient conclure rapidement. Mais les fils de l'enquête, de plus en plus embrouillés, *les* ont amenés à s'intéresser à d'éventuels règlements de comptes entre bandes rivales *pratiquant* racket, hold-up et trafic de drogue.

Le 21 juin 1983, deux hommes entrent au commissariat d'Ajaccio et demandent à rencontrer M. Ange Mancini, chef du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.). M. Alain Orsoni, vingt-neuf ans, *militant* connu du *Front de libération* nationale de la Corse (F.L.N.C.) et son oncle Roger, âgé de quarante-six ans, éleveur à Vero (Corse-du-Sud), veulent vérifier si Guy, leur frère et neveu, n'a pas été interpellé durant le week-end par la police. Les milieux nationalistes croient, en effet, faire l'objet d'une surveillance particulière depuis le voyage en Corse de M. François Mitterrand, les 13 et 14 juin précédent.

M. Mancini assure aux deux hommes que Guy Orsoni n'est pas retenu au commissariat, puis il écoute leur histoire : le 17 juin, Guy se rendait à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) chez son oncle. Parti des environs d'Ajaccio à bord de la Mercedes bleue de son oncle Roger, il avait retrouvé, pour le déjeuner, son *frère Alain à Sartène*. Guy avait confié à son frère son impression d'avoir été suivi dans la montée vers Sartène par une Citroën Visa de couleur rouge. Mais, avait-il raconté, il avait réussi à semer ses suiveurs. La police, sans doute..., avaient conclu les deux frères.

Après avoir quitté Alain, vers quatorze heures à Sartène, Guy n'était jamais parvenu à Porto-Vecchio.

Ange *Mancini, en écoutant* ce récit, sursaute, Une Visa rouge ? Il a entendu parler d'une voiture semblable, le jour même, par l'un des inspecteurs chargé de surveiller une équipe de malfaiteurs à Ajaccio. Depuis une dizaine de jours, le S.R.P.J. est sur la piste de la bande du Valinco (golf de Propriano), soupçonnée d'avoir commis un hold-up, le 11 mars, dans une agence bancaire des Salines d'Ajaccio, et surtout d'en préparer un autre pour ce mois de juin. Le 2 juin, les enquêteurs, M. Robert Broussard, commissaire de *la République, délégué* pour la police, en tête, avaient fait une perquisition à Propriano, au domicile et dans *les* propriétés de Jean Alfonsi – dit Jeannot le Long –, *caïd* du Valinco, respectable chef de bande, à surface honorable, auquel la police impute une *quinzaine de mystérieux règlements* de comptes. La perquisition ne donne rien mais les policiers obtiennent du juge d'instruction le droit d'établir une écoute téléphonique au domicile de Paul Andréani, *l'un des hommes* de main de Jean Alfonsi.

Barbouzes et hold-up

Devant M. Ange Mancini, Roger Orsoni affirme que Guy a été enlevé par des « *barbouzes* », ces personnages favoris de l'imaginaire insulaire. Alain, son neveu, invente dans les locaux *mêmes de la police ce qui* va devenir les semaines suivantes, le credo des nationalistes : Guy a *été* enlevé, sans doute assassiné par l'Etat français, décidé à « *liquider* » *les militants séparatistes*.

Les policiers sont sur le point de réussir une enquête-éclair. Le récit des Orsoni éclaire leur surveillance de l'équipe du Valinco et surtout de Paul Andréani dont *ils suivent les* faits et gestes depuis huit jours.

Ainsi, lorsqu'ils suivaient le truand, souvent accompagné de Salvatore Contini, autre homme de main au service de Jean Alfonsi, les policiers les croyaient « *en repérage de banques* », cibles possibles d'une attaque à main armée. Les malfaiteurs « *planquaient* » en fait, à bord de leur Visa rouge, ou d'une Citroën L.N., près d'une carrière où les Orsoni possèdent un élevage de chevaux.

Le 15 juin, lorsque Paul Andréani téléphone au fils de sa maîtresse pour lui demander de préparer « *un pull, pour passer la nuit dehors* » et sa « *perruque* », les enquêteurs pensent que le hold-up est pour bientôt. C'était un rapt, en fait, qu'on préparait. Coup de chance, encore pour les enquêteurs : les écoutes téléphoniques révèlent que la bande s'est trompée de cible. C'est Roger, *l'oncle*, et non Guy, le neveu, qui *devait* être enlevé.

Plusieurs membres de la bande sont arrêtés dès le jeudi 23 juin. Paul Andréani, Salvatore Contini, les membres du commando, Jean Alfonsi, âgé de soixante-trois ans, son fils Jean-Claude, Paul Buresi, un armurier de Propriano et quelques comparses reconnaissent, à des degrés divers, la réalité de l'enlèvement, mais ne livrent que peu d'indications sur leurs mobiles.

Les nationalistes affirment que le gouvernement a payé des truands pour tuer discrètement Guy Orsini. Mais outre que le jeune militant *n'est pas considéré* comme un des chefs du F.L.N.C., son enlèvement semble avoir été monté dans des conditions rocambolesques. S'ils avaient bénéficié d'un « contrat », les *truands ne se seraient sans doute* pas trompés de cible.

Pendant la garde à vue, les enquêteurs progressent assez peu. Les malfaiteurs expliquent simplement qu'un « différend » opposait Roger Orsoni à Jean-Marc Leccia, caïd plus important encore que Jean Alfonsi. L'instigateur du rapt serait ce rescapé de la « French connection », excellent « chimiste » si l'on en croit les policiers spécialistes du trafic des stupéfiants, désormais reconverti, lui aussi, avec une façade respectable, dans les jeux clandestins, les machines à sous et les affaires immobilières. A l'annonce de son nom, les enquêteurs se précipitent à Porto-Vecchio, mais trop tard : Jean-Marc Leccia a disparu, ainsi que son comparse, Henri Rossi, ancien garde du corps des Guérini et membre présumé du commando fatal pour Guy Orsoni.

Quelques mois avant l'enlèvement, lors d'un déjeuner à Grenoble, Paul Buresi, armurier à Propriano et ami des Alfonsi, avait appris de Philippe Émile Vincenti, truand récemment sorti de prison, qu'« *un certain Roger Orsoni voulait mettre à l'amende Jean-Marc Leccia, un trafiquant de drogue plein de sous* ».

Paul Buresi prend l'avion pour la Corse afin d'avertir *ses amis*. On prévient la famille Leccia. Jean-Marc Leccia allait être racketté, « *puis exécuté, même s'il payait* » par trois personnes, Roger Orsini, son cousin, Paul Susini, de Marseille, et Sylvain Aletti, de Paris. Une rencontre est même organisée à Vero, au domicile des Orsoni.

Jean Alfonsi, comme Noël Costa et Paul *Andréani, explique aux policiers* que Roger confirmera le projet qu'on lui prête. L'imprudent aurait annoncé qu'il montait « *une importante affaire de racket à Porto-Vecchio* ». *Il citait même ses neveux* et ceux qui étaient « *derrière eux* » : le F.L.N.C. La bande, au su de cette menace, décidera, selon la formule de Paul Andréani, « *de mettre fin aux prétentions des Orsoni* ».

Agent double

Faut-il donner foi aux explications *des inculpés ? Pendant l'été*, les nationalistes n'ont pas changé de conviction. Le F.L.N.C. – par voie de communiqués, – ses sympathisants – par des manifestations – *affirment, haut et fort que seul* Guy Orsoni était visé et ce en raison de ses activités militantes.

L'enquête des policiers est malaisée : les Orsoni sont les victimes, ils se sont portés partie civile. Et pourtant, les policiers ont la conviction qu'un *différend* opposait vraisemblablement Roger Orsoni à Jean-Marc Leccia.

Si les deux neveux sont généralement considérés comme innocents d'une *quelconque combine*, Roger Orsoni, présente, lui, une personnalité plus trouble. Eleveur apparemment sans histoire, à qui la Corse attribue une aussi bonne réputation qu'à *ses neveux, il avait été* « *empêché* » par un long séjour à la prison des Baumettes à Marseille pour une histoire de bagarre mortelle en 1968, à Ajaccio. En détention, il *s'était fait des amis*, dont Philippe-Emile Vincenti qui, dans l'affaire Orsoni semble avoir joué le rôle de l'agent double.

A sa sortie de prison, il fréquente des mauvais garçons et les policiers de la brigade de recherches et d'intervention (B.R.I.) se souviennent de *l'avoir déjà arrêté une fois* : en décembre 1976, pendant une enquête qu'on croira, un temps, liée à l'affaire de Broglie. Roger Orsoni est interpellé en compagnie de plusieurs *malfaiteurs, dans une voiture* à proximité d'une entreprise de travaux publics de la région parisienne. Une équipe de voyous à motos s'apprêtait à attaquer le fourgon de *la paie des employés*. Le véhicule dans lequel se trouve l'oncle de Guy est-il placé en couverture ? S'agit-il d'une autre équipe préparant le même hold-up ? Malgré la présence dans la voiture de cagoules et de bombes lacrymogènes, les occupants, faute de preuves, ne seront pas poursuivis.

Les policiers chargés de l'enquête sur l'affaire Orsoni *vérifient* les accusations des inculpés. La piste, apparemment, ne mène à rien du côté de Sylvain Aletti, un Corse, ami des Orsoni, résidant dans la région parisienne. Marseille est plus accueillante : Paul Susini, cousin par alliance de Roger, a lui aussi pris la fuite et ne sera arrêté qu'en octobre.

Proxénète, *spécialiste*, selon les policiers, des attaques à main armée, Paul Susini fréquenterait beaucoup certains malfaiteurs dont on note la présence dans quelques-unes des grandes affaires de drogue des années 70. Lui a des amis qui font défaut à Roger Orsoni.

Et depuis le mois d'octobre, les policiers épluchent les affaires, les *listes de noms*, entre *Marseille* et la Corse, qui pourraient donner un fond à l'affaire Orsoni. Une équipe de voyous aurait pu trouver dans le passé de la « French connection » une raison de faire pression sur Jean-Marc Leccia, qui passait à l'époque pour un « chimiste » important, responsable même, dit-on, d'un laboratoire de drogue installé en Corse.

PHILIPPE BOGGIO.

Le départ d'un professeur

M. Marc Tennevin, professeur agrégé de géographie au collège d'Ajaccio, a quitté la Corse par avion, mardi 10 janvier dans la matinée, après avoir été menacé de mort par le Front de libération national corse (F.L.N.C.).

Ce professeur, qui a fait l'objet de trois attentats en dix-huit mois, a reçu la lettre suivante : « *Malgré notre premier avertissement, vous persistez à vouloir demeurer dans notre pays. Or, votre présence est indésirable. Vous occupez la place d'un Corse. Par votre attitude arrogante, vos propos, votre mentalité, vous participez activement à la colonisation de peuplement. Sachez que vous êtes sous surveillance constante. Aussi, prenez vos dispositions pour rejoindre votre pays d'origine : la France. Il n'y aura pas de troisième avertissement. Partez. Il est plus que temps. Dès réception de cette lettre, vous êtes programmé sur la liste des prochaines éliminations physiques.* »

***Le départ de M. Tennevin* suscite de nombreuses réactions. Ses collègues du lycée Fesch ont décidé de cesser les cours le 10 janvier. Les parents d'élèves avaient été appelés à manifester sur le port au moment de l'embarquement de la famille Tennevin qui devait initialement quitter la Corse par bateau.**

Tous les syndicats d'enseignants ont exprimé leurs craintes et leur honte devant le chantage des autonomistes corses. La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a condamné les menaces et les violences exercées contre les enseignants continentaux. Le syndicat rappelle qu'en 1983, deux cents fonctionnaires, dont quinze enseignants, ont reçu des menaces identiques. M. Tennevin est le deuxième enseignant à quitter l'île en cours d'année, mais, souligne la FEN des dizaines d'autres s'en vont chaque année, par le jeu naturel des mutations.

JUSTICE

LE PROCÈS PARIBAS

M. Gérard Avalle, fraudeur malgré lui ?

M. Gérard Avalle, inculpé dans l'affaire Paribas, a cette particularité d'être, en même temps, partie civile. Cela lui vaut de se trouver assis avec ses défenseurs, Mᵉ Jacques Dreyfuss et Françoise Perelman, au même banc que l'avocat de l'administration des douanes, Mᵉ Urbino Soulier.

En fait, M. Avalle est logique avec lui-même. Car cet huissier de justice parisien ne conteste pas qu'un compte lui ait été ouvert en Suisse par Paribas, mais il proclame bien fort qu'il n'en sut rien et que, dès qu'il l'apprit, il fit un beau tapage pour qu'on en finisse avec cette situation illégale et insupportable à l'honnête homme qu'il est. Il lui restait à convaincre de cette vertueuse attitude. Pendant une heure et demie, Mᵉ Avalle a, alors, raconté par le menu cette singulière mésaventure.

A l'origine, il tenait de son père, huissier comme lui, une bonne fortune que gérait un agent de change. Cet agent lui apparut trop spéculateur. Comme un ami lui avait vanté les mérites de gestionnaire de Paribas, il s'adressa donc, en 1973, à cette banque. Il fit la connaissance de Léonce Boissonnat et ouvrit donc son compte à la gestion privée.

« Je vous demande seulement que mes avoirs doublent tous les onze ans, et ce sera parfait. Faites au mieux. »

Deux fois par an, il versait son argent, sans se soucier de rien. En 1978, Léonce Boissonnat lui fit savoir que le compte prospérait si bien qu'il faudrait songer à le diversifier un peu. Aussi lui parla-t-on d'une opération que Paribas menait aux États-Unis pour des achats de terres. *« Nous pourrions vous en faire profiter. »* Et voilà M. Avalle parti pour l'Amérique, aux frais de la banque. On lui a retenu une chambre, fixé là-bas un rendez-vous avec M. Jean Richard, le directeur de la gestion privée.

La confiance

On le promena au Mississippi, en Louisiane, *« dans une limousine longue comme une locomotive »*. Mais surtout, il apprit que, pour ces achats de terres, tout devait passer par Paribas-Genève, et que s'il pouvait y prétendre, c'est parce que lui aussi il avait bel et bien un compte à cette filiale.

Le voilà dans tout ses états. Dès son retour à Paris, il fait irruption chez Léonce Boissonnat : *« Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? »* Le fondé de pouvoir lui avoue qu'il a effectivement mis l'argent confié en Suisse. *« Je l'ai mis en demeure de régulariser cette situation au plus tôt. »*

« Tout de même, dit le président Culié, *depuis 1973, vous deviez bien toucher des revenus, et vous deviez bien demander aussi des reçus. Vous êtes huissier, tout de même ! »*

Huissier ou pas, M. Avalle est formel : il faisait confiance. Cependant, pour régulariser, il lui fallut se rendre personnellement à Genève. Là, on lui fit signer des papiers et il accepta de les signer. *« Sinon*, m'a-t-on dit, *vous ne disposerez pas de vos fonds. »*

Le président lui demande : *« Mais enfin, pourquoi Léonce Boissonnat a-t-il pu agir comme vous le dites ?*

» J'ai essayé de comprendre ses motivations. C'est très complexe. Il pensait agir pour le bien du client. »

Le visage de l'intégrité

M. Avalle reprend alors la disposition de ses fonds pour, cette fois, *« les recycler tout à fait légalement »* dans un achat de deux mille hectares de forêts au Canada.

C'est Léonce Boissonnat qui est chargé de l'opération. N'est-il pas normal que celui qui a causé préjudice le répare ? L'affaire est réalisée avec toutes les déclarations et autorisations nécessaires. Malgré tout, le compte suisse, après l'achat des forêts, laissait apparaître encore une somme de 2 700 000 francs.

« Certes, explique M. Avalle, *c'est parce qu'il reste encore de l'argent dû et que j'ai 33 % de taxes à payer. »* Pour finir, M. Avalle a raconté encore ceci : *« Fin 1980, Léonce Boissonnat m'a appris la descente des douanes à Paribas. Il a ajouté qu'il me conseillait de reconnaître l'existence des avoirs à Genève pour obtenir la transaction. Il a même précisé : la banque m'autorise à vous dire qu'elle paiera intégralement le montant de cette transaction.*

— Vous n'avez pas cherché, alors, à voir au-dessus de lui ?

— Non. Léonce Boissonnat n'était pas n'importe qui. Il portait l'intégrité sur son visage. Aujourd'hui, on nous laisse, nous les clients, devant le tribunal, alors que la banque a transigé avec l'administration. Elle a sauvé ses meubles mais oublié ses clients. »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

ÉDUCATION

Un comité paritaire va se prononcer sur le statut des enseignants-chercheurs

Un décret publié au *Journal officiel* du 4 janvier crée un comité technique paritaire des personnels enseignants titulaires et stagiaires de statut universitaire (C.T.P.). Le texte abroge un décret du mois de février 1982, qui avait permis la mise en place d'un comité compétent *« exclusivement pour l'élaboration ou la modification des règles statutaires »* des enseignants-chercheurs. La démission d'une partie des représentants des personnels en juillet 1983 — les élus membres du Syndicat national de l'enseignement supérieur (S.N.E.-Sup.-F.E.N.) — oblige le ministre de l'éducation nationale à renouveler cette instance.

Le décret publié au *Journal officiel* et les arrêtés qui l'accompagnent fixent l'organisation des opérations électorales. Ces dernières précisent que les quinze représentants des personnels sont élus par un collège électoral unique au scrutin de liste, à la proportionnelle sans panachage ni vote préférentiel. La date limite du dépôt des listes de candidats (présentés par les organisations syndicales) est fixée au 25 janvier, celle de réception des votes — qui ont lieu par correspondance — au 29 février.

L'annonce du renouvellement du C.T.P. était attendu depuis quelques semaines. Cette instance est indispensable pour examiner les projets du ministère en matière de statuts des enseignants-chercheurs. Ces élections, comme celles de 1982, vont permettre d'évaluer la représentativité des différents syndicats d'enseignants du supérieur, à un moment où de nombreux universitaires contestent leur rôle.

● *Précision.* — Le projet préparé par M. Michel Rocard, ministre de l'agriculture, proposant d'étendre à l'enseignement agricole privé le système des contrats, pourrait être examiné par le Parlement lors de la session de printemps et non lors d'une session extraordinaire, comme nous l'avions indiqué dans nos éditions du 10 janvier.

MÉDECINE

LES NOUVEAUX STATUTS DES MÉDECINS HOSPITALIERS

Malgré des améliorations financières, les décrets restent imprécis sur la formation post-universitaire

Le gouvernement vient de rendre publique la dernière version des décrets sur le statut des médecins hospitaliers tels qu'ils seront soumis au Conseil supérieur des hôpitaux les 11 et 12 janvier puis au Conseil d'État. Après l'audition de ces deux instances et d'éventuelles ultimes modifications, les pouvoirs publics se sont engagés à publier ces textes à la fin de janvier ou au début de février, pour une entrée en vigueur au 1ᵉʳ janvier 1985.

D'une manière générale, le gouvernement, qui a multiplié au cours de ces dernières semaines les séances de concertation avec les représentants des médecins hospitaliers, a maintenu l'essentiel de la réforme des statuts des praticiens des hôpitaux qu'il préparait depuis pluieurs mois. Le principe fondamental demeure inchangé : l'accès au titre et à la fonction de médecin hospitalier est ouvert par un concours unique après lequel les médecins s'orienteront, en fonction de leur rang de sortie, soit vers les centres hospitalo-universitaires (C.H.U.), pour les premiers, soit vers les centres hospitaliers généraux (C.H.G.), pour les autres. Mais le gouvernement a prévu des « passerelles » permettent l'accès aux C.H.U., sous certaines conditions d'ancienneté et de travaux, des médecins des hôpitaux généraux.

Ces principes généraux semblent désormais admis par l'ensemble des partenaires. Mais la réforme comporte aussi des implications budgétaires importantes puisqu'elle unifie des procédures auparavant extraordinaires complexes et parce qu'elle consacre la suppression du secteur privé en milieu hospitalier : ce qui appelait à l'évidence des compensations financières.

En ce sens, les discussions de ces dernières semaines ont notamment permis :

● d'augmenter la rémunération des gardes, qui seront désormais indéxées sur le coût de la vie ;

● d'améliorer la rémunération de départ des praticiens hospitaliers et de raccourcir la durée de leur carrière. Sur ce point, le statut prévoit que les médecins disposeront d'un double système d'avancement : à l'ancienneté et au mérite ; des commissions régionales choisiront les praticiens dont les titres et travaux justifieront une bonification particulière, ce qui provoquera des « accélérations » de la carrière ;

● de fixer leur durée hebdomadaire de travail à dix demi-journées (et non plus onze) ;

● d'améliorer leur couverture sociale, en particulier en cas de maladie et de marternité, et lors de leur départ à la retraite.

Au total, les dispositions financières du projet porteront à 400 millions de francs, en année pleine, le coût de la réforme.

Le « tour extérieur »

Le projet de statut, d'autre part, introduit des modifications juridiques importantes relatives aux procédures disciplinaires.

Ces statuts, tels qu'ils se présentent, ont été diversement accueillis par les organisations syndicales de médecins hospitaliers. Bon nombre d'entre elles soulignent en particulier l'insuffisance des mesures financières, et notamment la faiblesse des compensations apportées par les projets à la suppression du secteur privé. Ils tiennent compte néanmoins des concessions importantes qu'a apportées le gouvernement.

Pourtant, malgré l'apaisement relatif que l'on constate dans les hôpitaux, plusieurs points provoquent une très forte inquiétude, que n'ont pas aplanie les projets du gouvernement.

Le plus important concerne les conditions de formation des futurs spécialistes. Ceux-ci, à l'avenir, seront tous passés par la filière de l'internat, désormais obligatoire. Mais l'ensemble des partenaires s'accordent à estimer que la durée de l'internat sera totalement insuffisante pour former des spécialistes chargés de fonctions hospitalières : il fallait donc déterminer les conditions du « post-internat » applicables aux médecins des hôpitaux (généraux ou universitaires). Le gouvernement avait proposé que ce « post-internat » soit fixé à un an, renouvelable une fois. Ce fut un tollé parmi les hospitaliers, qui estiment que cette période cruciale de la formation ne peut être inférieure à quatre ans, voire cinq ou même sept ans (pour les chirurgiens). Le gouvernement, sur ce point, a annoncé que la discussion restait ouverte.

Autres points litigieux : la nomination des enseignants en milieu hospitalo-universitaire. M. Savary a annoncé que cette dernière serait soumise à des *« commissions de spécialité et d'établissement »*, qui statueront à l'issue du concours national d'agrégation. Or, dans ces commissions, figureront à l'avenir non seulement des professeurs de « rang A », mais aussi des titulaires de « rang B » — dont l'existence est maintenue par les nouveaux statuts — et des jeunes médecins issus du concours de praticien hospitalier. C'est dire que cette procédure nouvelle risque de signifier la fin de la cooptation, qui régissait jusqu'à présent la nomination des enseignants en médecine.

D'autre part, les syndicats de médecins hospitaliers voient avec inquiétude l'ouverture d'un *« tour exxtérieur »*, *« départementalisation »* des hôpitaux, que prépare le secrétariat d'État à la santé ; d'autre part, le projet de loi sur la planification hospitalière, prévu pour la session de printemps. L'hôpital public n'est pas au bout de ses mutations.

CLAIRE BRISSET.

DÉFENSE

UNE ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE D'EMPLOI DE L'ARMÉE DE L'AIR

La France ferme son école d'appui aérien en Allemagne fédérale

La France vient de fermer, à Baden, en République fédérale d'Allemagne, son école des opérations aériennes combinées qui formait, à ce jour, les officiers de guidage des tirs (O.G.T.). Ce sont les officiers chargés, dans les trois armées, de mener en « finale » jusque vers leurs objectifs, depuis le sol où ils se dissimulent avec leurs moyens de transmissions au plus près des combats, les pilotes des raids aériens censés appuyer une action d'envergure sur le terrain.

A peine connue, la décision de fermer l'école dite d'appui aérien, à Baden, a été interprétée, par des officiers de l'armée de terre, comme l'aveu que l'armée de l'air française ne jugeait plus prioritaire sa mission d'appui direct ou de soutien aérien des forces terrestres engagées au contact immédiat d'un adversaire éventuel. Ces mêmes officiers considèrent que c'est désormais à l'armée de terre de prendre à son compte tout ou partie de sa propre protection aérienne dans les quelques dizaines de kilomètres de profondeur du champ de bataille, là où les unités de tête s'entremêlent à l'ennemi sur le front.

Technique en apparence, le débat est, en réalité, tactique et presque de nature politique. D'un côté, les « terriens » constatent — pour s'en étonner — que l'armée de l'air se désintéresserait, en Europe, de sa mission d'appui de forces au sol, qu'elle est en mesure d'accomplir ailleurs, par exemple outre-mer comme elle en a déjà apporté la preuve à plusieurs reprises. De l'autre, les aviateurs assurent que l'armée de terre leur ferait un mauvais procès en tirant ainsi argument de la fermeture de l'école de Baden, alors même que l'instruction et le perfectionnement des futurs O.G.T. continueront prochainement sur une base aérienne en France, selon d'autres modalités.

Au-delà de ces discussions, on assiste à une évolution de la doctrine, devant la prise de conscience de ce que d'aucuns appellent *« le fait aérien »* et ses implications de défense : à savoir, l'évidence qu'un conflit moderne commence par un affrontement aérien et que les armées de l'air et les forces dites de *« la troisième dimension »* doivent s'organiser différemment puisqu'elles risquent d'être les premières impliquées, dès le début d'un échange localisé ou général et quel que soit le type de la crise, larvée ou ouverte.

Attaques en profondeur

Les bases aériennes seront sans doute les premiers objectifs visés. La menace aérienne sera probablement celle qu'un adversaire brandira dès les premières minutes d'un affrontement. De part et d'autre, on cherchera à acquérir rapidement, puis à conserver la suprématie dans les airs et dans l'espace.

A l'état-major de l'armée de l'air, on considère que, pour procurer aux forces terrestres le maximum de liberté d'action, il faut organiser, logiquement et chronologiquement, d'abord des missions offensives exécutées sur des terrains adverses — pour les neutraliser — ou dans la profondeur du dispositif ennemi — pour s'en prendre aux dépôts, concentrations logistiques, P.C. ou centre de transmissions et de calcul — au-delà des 150 à 200 kilomètres du champ de bataille.

« La profondeur est le domaine de l'armée de l'air », dit-on à l'état-major. Cette conception, on la retrouve aussi dans l'étude que l'armée de l'air américaine a consacrée à son propre avenir sur le thème *« Air force 2000 »* et où il est écrit : *« La suprématie dans les airs sera acquise en attaquant et en neutralisant les aérodromes militaires de l'adversaire, en détruisant ses avions avant qu'ils ne puissent faire usage de leurs armes et en anéantissant ses défenses antiaériennes »*.

Pour autant, l'armée de l'air française ne renonce pas à l'appui direct ou indirect des troupes au contact — ce que ses responsables appellent *« l'appui-feu au coin du bois »* ou l'appui frontal — grâce à ses armes de saturation ou à ses roquettes à sous-munitions. Mais elle ne peut tout faire en permanence et simultanément. Compte tenu des circonstances, de la nécessité d'adapter ses missions selon leur efficacité attendue, et compte tenu de la qualité ou du nombre de ses avions, qui reste fixé au minimum de 450 appareils, il lui faut s'imposer des priorités, l'essentiel demeurant pour elle de porter ses coups le plus en avant possible contre l'adversaire éventuel.

Pour sa protection rapprochée, l'armée de terre française devra de plus en plus se contenter de ses batteries d'artillerie de 155 mm, de ses hélicoptères d'appui, de ses engins de reconnaissance du champ de bataille et de ses missiles anti aériens Roland.

JACQUES ISNARD.

Faits divers

Le divorce selon Luc

De notre correspondant

Marseille. — Pour plusieurs de ses collègues de la faculté des sciences de Marseille, *« c'est le parfait brave homme »*. *« Un homme intelligent qui a été acculé à un geste irrémédiable parce qu'il n'a pas admis la décision de justice qui le frappait »*, explique son médecin de famille, le docteur Cayol.

D'autres, au contraire, le décrivent *« comme une espèce de sauvage frayant peu, renfermé, extrêmement têtu »*. *« Un côté paysan retors parfois sauvage*, ajoutent certains, *et prêt à tout pour obtenir ce qu'il veut. »*

Les avis sont partagés sur le véritable caractère de M. René Charmasson, soixante ans, maître-assistant en physique, à la faculté Saint-Charles de Marseille. Comme s'il y avait deux êtres, deux personnalités opposées chez ce spécialiste des recherches hyperbarres sur la dynamique des fluides sous haute pression et que personne ne soit en mesure de comprendre tout à fait cet homme complexe. Alors que certains insistent sur son amour de la terre (la vigne et les abeilles sont ses passions), d'autres font allusion aux différends parfois violents qui ont marqué ses trois divorces. On avance le nombre de douze procès que l'universitaire et sa femme, née Sandra McInnis, au Canada, se sont intentés depuis plusieurs années pour obtenir la garde de leur fils Luc, dix ans.

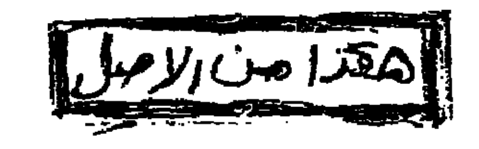
Voici longtemps que le couple marié à Marseille en 1969 et divorcé en 1980 se déchire. La mère n'a pas abandonné le combat et vient d'obtenir par une décision de la cour d'appel d'Aix-en-Provence la garde de Luc.

Lorsque M. Charmasson conduit son fils à l'école vendredi 6 janvier au matin, il ne se doute pas que des policiers, sur ordre du parquet, viendraient à la sortie de l'école et conduiraient Luc dans le premier avion à destination du Canada via Paris, sans même lui laisser le temps d'embrasser son père. M. Charmasson se mue alors en justicier. Dans l'après-midi, l'universitaire, muni d'une arme blanche, menace M. Louis Bartoloméi, substitut de la République : il lui reproche une application trop expéditive des décisions de la cour d'appel.

Dans la soirée, désemparé, il téléphone à des amis pour leur annoncer l'imminence *« d'une grosse bêtise »*. Au matin, armé d'un fusil de chasse, il part pour Cassis et prend en otage le défenseur de son ancienne épouse, Mᵉ Jean Vadon. Pendant cinq heures, rien ne le fera fléchir. Il ne sortira, dit-il, que si l'enfant revient.

Luc est ramené à Marseille. M. Charmasson baisse le canon de son arme. Il aura le droit de voir son fils avant d'être mis en prison. L'universitaire ne pourra plus s'occuper de l'enfant. Luc, perturbé, écartelé entre ses deux parents, ne sera plus accompagné par son père à ses séances de psychothérapie.

JEAN CONTRUCCI.



Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

POUR DESSINER LES COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES DE DEMAIN

Des résines miracles restent à découvrir

Miniaturiser reste le souci constant de l'industrie micro-électronique. Les circuits intégrés, qui comptent actuellement plusieurs dizaines de milliers de composants au centimètre carré, devraient en « renfermer » bientôt, à mesure que se développent les circuits de très haute intégration (V.L.S.I.), plusieurs centaines de milliers, voire, selon les estimations les plus optimistes, plusieurs centaines de millions. C'est dire que les techniques de microlithographie, qui visent à disposer composants et connexions sur le silicium, doivent sans cesse repousser les limites du minuscule. On dessine actuellement de façon courante des traits de deux ou trois millièmes de millimètre d'épaisseur, mais diverses techniques apparaissent qui permettent d'aller au-delà et d'atteindre l'échelle submicronique.

TRANSISTORS, résistances, capacités, les divers composants d'un circuit intégré, sont implantés sur des pastilles de silicium par des dopages successifs destinés à faire pénétrer, en des endroits bien localisés du matériau, des quantités déterminées d'impuretés qui lui confèrent ses propriétés semi conductrices. Ces différents éléments sont ensuite reliés par des connexions métalliques. Qu'il s'agisse de faire diffuser les produits de dopage dans le silicium, ou de réaliser des dépôts de métal, on se trouve placé devant la même exigence : *protéger* les zones de silicium destinées à rester pures. D'où la *nécessité de déposer* à la *surface* de la pastille un masque, mince film de résine organique dans laquelle on pourra percer des trous en des points bien précis.

A l'échelle où s'effectuent ces opérations – les dimensions se mesurent ici en millièmes de millimètre (ou microns) –, seul un fin pinceau de particules peut servir d'« outillage » approprié. Le choix du mode d'irradiation et de la résine adaptée à celui-ci se trouve donc être la clé du procédé de fabrication des circuits imprimés : de la taille des ouvertures aménagées dans le polymère dépendra la finesse des *motifs dessinés et le degré de miniaturisation* qu'il sera possible d'atteindre. *Et cela, d'autant plus* que la confection d'un circuit complet demande au moins cinq masquages successifs, et parfois plus de dix dans le cas des systèmes complexes.

Aussi l'amélioration des techniques microlithographiques fait-elle l'objet d'une vaste compétition internationale, tant du côté des fabricants des composants électroniques que de celui des firmes synthétisant les résines. L'enjeu, pour ces derniers, est important : le président d'une société de consultants new-yorkaise, Kossoff and Associates, estime que le marché américain pour ces résines, qui était de 125 millions de dollars en 1980, *pourrait atteindre* 276 millions de dollars en 1986.

L'action de la lumière

L'état de l'art le plus classique de la microlithographie consiste à irradier, à travers un maître-masque (1), la couche de polymère à l'aide d'un rayonnement situé dans le proche ultra violet (de 0,8 à 0,4 micron de longeur d'onde). Les résines peuvent alors adopter deux comportements opposés. Au sein de certaines d'entre elles, nommées « positives », les longues molécules se dégradent sous l'action de la lumière. Lors de l'étape ultérieure de révélation, les parties exposées, devenues plus solubles que la résine initiale, seront éliminées par le solvant (voir le dessin). A l'inverse, dans les résines dites négatives, l'irradiation provoque la formation de nouvelles liaisons entre les chaînes moléculaires créant un réseau tridimensionnel insoluble, selon un processus dénommé « réticulation ». Le solvant de développement ne s'attaquera alors qu'aux zones non irradiées.

Les résines doivent pouvoir être aisément déposées sur le support, auquel elles doivent bien adhérer, posséder une grande résistance mécanique et chimique vis-à-vis des agents de gravure, et pouvoir être éliminées facilement après usage.

Mais on leur demande surtout de posséder une sensibilité et un contraste importants. La première de ces caractéristiques traduit l'aptitude du polymère à être modifié par la radiation utilisée : plus faible est la dose nécessaire, meilleure est la sensibilité de la résine. Le contraste, pour sa part, définit le profil du trou formé dans le masque : plus il est grand, plus les « parois » de l'édifice sont raides et meilleure est la reproduction du dessin. Il est difficile de trouver ces deux propriétés réunies dans un même produit : si les résines *négatives* ont une sensibilité élevée, elles présentent un contraste faible : quant aux résines positives, elles ont un bon contraste mais une sensibilité insuffisante.

Toutefois, les produits commercialisés conviennent pour la réalisation courante de traits d'une épaisseur supérieure au micron. La résine serait-elle plus performante, on ne pourrait aller beaucoup plus loin dans la finesse du trait du fait de l'emploi, pour l'irradiation, du proche ultra-violet. C'est pourquoi on cherche à utiliser d'autres sources de rayonnemment *(lire l'encadré)*.

Encore faut-il trouver des résines spécifiquement adaptées à ces nouvelles techniques. Car si l'irradiation d'un polymère avec des rayonnements divers (des ultraviolets aux électrons) aboutit toujours au même résultat final qui se résume à un accroissement ou à une diminution de la solubilité du produit, les réactions intimes de la matière changent selon la nature de la source d'énergie à laquelle elle est exposée.

Alors que les photons lumineux provoquent directement des modifications de la structure des molécules par création (ou rupture) de liaisons chimiques, les électrons, tout comme les rayons X, agissent par des voies *détournées*. Ils transforment le polymère en diverses espèces intermédiaires très réactives (tels que des ions ou des radicaux libres, composés ayant des électrons « célibataires »), qui évoluent ensuite vers une dégradation des chaînes moléculaires (dans le cas des résines positives) ou, au contraire, vers un renforcement de la cohésion des molécules (dans celui des résines négatives).

Certes, il existe des résines commerciales capables de se plier à un tel mécanisme, comme le polyméthacrylate de méthyle (P.M.M.A.) – la plus largement utilisée actuellement, – qui présente un grand nombre des qualités requises pour le masquage. Mais ce composé pèche cependant par sa trop faible sensibilité qui impose d'employer des faisceaux de grande énergie. *« La course pour la recherche de meilleures résines capables d'absorber les électrons, les rayons X ou les ions est maintenant engagée par les équipes de recherche des grandes firmes électroniques »*, comme on le note au laboratoire central de recherche de Thomson-C.S.F.

Résines plus sensibles, présentant un bon contraste, bien sûr, mais aussi résines capables de supporter de nouvelles techniques de gravure sèche, telles celles qui visent à remplacer les solutions dissolvant la silice par des plasmas. De nouveaux composés sont élaborés dans les laboratoires, dont certains font par exemple appel à des couches de plusieurs résines aux propriétés complémentaires. Peut-être les verra-t-on bientôt apparaître en production, car, en matière de micro-électronique, tout va très vite.

ELISABETH GORDON.

(1) Ces maîtres-masques, constitués d'une plaque de verre recouverte de motifs métallisés représentant le circuit imprimé en « négatif », sont réalisés soit par des procédés photographiques, soit à l'aide de faisceaux d'électrons.

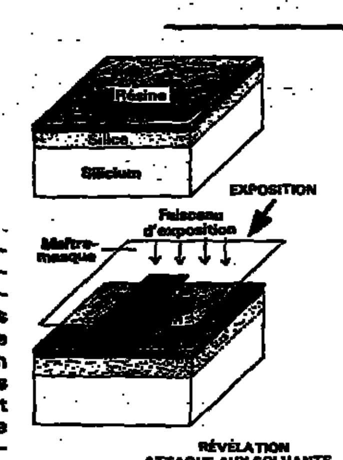
Rayons X électrons et ions

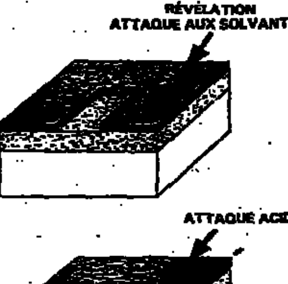
Les rayons situés dans le proche ultra-violet (de 0,8 à 0,4 micron de longueur d'onde) ne permettant pas de tracer sur les résines des motifs de moins de 0,5 micron d'épaisseur. Il est en effet impossible de réaliser des figures dont les dimensions sont inférieures à la longueur d'onde de rayonnement utilisé, les phénomènes de diffraction « étalant » la lumière sur une surface du même ordre de grandeur que cette longueur d'onde.

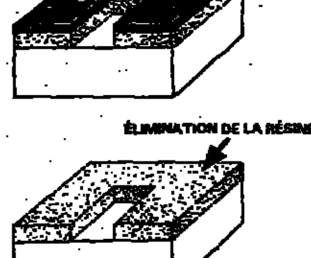
Pour contourner cette difficulté et atteindre l'échelle submicronique, il fallait remplacer les ultra-violets proches par d'autres faisceaux d'énergie de plus petite longueur d'onde. C'est ainsi que sont apparues récemment des techniques microlithographiques faisant appel aux ultra-violets lointains (qui ont une longueur d'onde de 0,2 à 0,3 micron), aux rayons X « mous » (d'une longueur d'onde de 5 dix millièmes à 5 millièmes de micron), ou même aux électrons ou aux ions (espèces électriquement chargées) encore plus énergétiques.

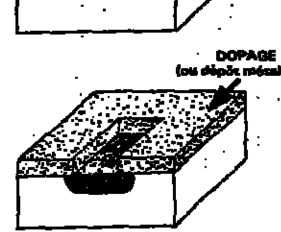
Seule la lithographie par faisceaux d'électrons – qui permet de tracer de façon courante des traits de l'ordre du micron, mais devrait permettre d'aller au-delà – est employée en production par des firmes comme I.B.M., Bell Laboratory ou Thomson, qui la réservent, à l'heure actuelle, essentiellement à la gravure des interconnexions métalliques. Le faisceau, piloté par ordinateur, peut dessiner directement les motifs sur la résine, ce qui élimine l'emploi de maître-masque *(voir le dessin)* et améliore la précision du tracé.

Les autres méthodes relèvent encore du domaine de la recherche. Les faisceaux d'ions (déjà utilisés dans certaines techniques de dopage du silicium) – qui peuvent être, eux aussi, utilisés en écriture directe sur la plaquette – et les rayons X présentent de très bonnes performances potentielles puisqu'ils permettent l'obtention de géométries très fines (respectivement de l'ordre de 0,5 et 0,2 micron).









Voici les diverses étapes – représentées de manière très schématique – de la fabrication d'un circuit imprimé. On prend pour exemple l'utilisation d'une résine négative, dans laquelle l'irradiation provoque l'insolubilisation des zones exposées. Une résine positive donnerait, après développement, un profil inversé : les zones irradiées étant solubilisées, on trouverait des « trous » là où, sur le dessin, on voit des « bosses ».

(D'après un dessin publié dans la revue la Recherche.*)*

Le futur musée de La Villette

Un instrument de communication pour montrer l'aventure humaine

« *SIGNE particulier : énorme. Destination : inconnue.* » Ainsi était intitulé il y a un an un article sur le futur Musée des sciences, des techniques et des industries, en cours de construction à La Villette (*le Monde* du 24 novembre 1982). Nommé il y a quelques semaines directeur du musée, qui ouvrira progressivement ses portes à partir de l'automne 1985, M. Maurice Lévy ne conteste pas le premier point, mais il estime que le second n'est plus d'actualité. Il vient en effet d'entreprendre quelques réformes de structures, qui doivent donner plus d'unité aux équipes qu'il dirige. Surtout, il a réaffirmé de manière précise ce que devrait être le musée.

Il n'a pas eu à chercher loin cette conception, puisqu'il l'a trouvée... dans le rapport qu'il avait adressé à la fin de 1979 au président de la République, et sur la base duquel M. Valéry Giscard d'Estaing décida la réalisation du musée. Certes M. Lévy déclare que son rapport *« n'est pas une bible »* et que *« le gros travail »* fait depuis trois ans par la mission du musée, que dirigeait M. André Lebeau, a permis de préciser bien des points. Mais il a tenu, dès son entrée en fonctions, à donner de nouvelles lignes directrices sur *« le message de l'exposition permanente »* et à la réorganiser pour qu'elle ne soit pas une *« juxtaposition »* de présentations mal reliées.

Quatre chefs de projet

M. Lévy considère que le musée doit être *« un instrument de communication, qui portera nécessairement la marque de ceux qui l'auront fait »*. Aussi tient-il à faire passer trois idées :

– Montrer *« l'aventure humaine »*, le développement de l'humanité, *« de l'australopithèque à la marche sur la Lune »*; faire apparaître son côté collectif et comment elle a conduit l'homme à maîtriser progressivement son environnement; répondre à l'interrogation du public sur les origines et sur le devenir;

– Montrer que c'est une aventure à risques, qu'il faut savoir maîtriser ; faire apparaître l'importance de l'esprit critique, la nécessité de prendre un certain recul, de considérer l'envers de la technique aussi bien que son endroit ;

– Montrer que la France *« traverse une nouvelle révolution industrielle »*, à laquelle elle est mal préparée ; elle doit conserver son identité culturelle propre ; donc sensibiliser à ce qui existe, et *« faire comprendre qu'on ne copie pas les Japonais ou les Américains »*.

Cela a conduit M. Lévy à une légère révision du contenu de l'exposition permanente. Celle-ci était organisée en vingt et un thèmes, groupés en quatre secteurs. Cette division est maintenue, mais avec une redéfinition des secteurs : en gros, l'univers ou plutôt l'aventure cosmique, l'homme et son environnement, la matière et le travail de l'homme, les langages et la communication. Des sciences humaines comme la linguistique, l'économie, l'ethnologie, absentes du projet initial, devraient s'insérer dans le nouveau découpage.

Pour chaque secteur a été mise en place une équipe de projet de quatre à cinq personnes, les chefs de projet étant, dans l'ordre des secteurs, M. Reiner Verbizh, Mme Anne-Marie Anthony, MM. Serge Pekly et Réal Jantzen ; des responsables qui ne travaillaient pas auparavant à La Villette, au moins à temps plein, à l'exception du dernier nommé qui dirigeait le département « conception » à la tête duquel il est remplacé par M. James Hiéblot. Cette structuration est orthogonale à la division actuelle en départements – conception, réalisation, médiathèque, etc., – ces derniers intervenant comme prestataires de services vis-à-vis des équipes de projet.

Chaque projet sera responsable de son secteur et disposera d'un budget. Pour qu'ils ne construisent pas quatre musées séparés, ils collaboreront au sein d'un groupe de synthèse que présidera le directeur adjoint, M. Jacques Blanc. L'origine professionnelle variée des chefs de projet (un architecte, un ingénieur, deux scientifiques) est le gage d'une certaine complémentarité des points de vue.

Autre point : M. Lévy a demandé et obtenu de ses autorités *de tutelle que l'ouverture du musée* soit progressive. L'exposition permanente, qui doit occuper 30 000 m² de ce qui fut primitivement construit comme salle des ventes des abattoirs de La Villette, ouvrira en mars 1986, mais sur une surface réduite, sans doute la moitié de celle qui sera définitivement occupée. Cela permettra d'observer comment le public réagit devant cet *« instrument culturel »* et de corriger éventuellement le tir au cours des deux années suivantes qui verront l'achèvement de l'exposition permanente.

Un carrefour des technologies

Une petite exposition, Janus, réalisée il y a un an, a déjà permis de tirer quelques enseignements. Une quinzaine d'éléments, spécimens de ceux qui formeront l'exposition permanente, ont été présentés pendant trois mois au public, et une « cellule des tests et des évaluations » *en a tiré une analyse critique*. Cette cellule aura encore du travail avant 1986 : des expériences de préfiguration seront organisées avant l'ouverture, à l'occasion d'expositions en province et à Paris, dans le cadre d'une politique de « partenariat » que M. Lévy voudrait instaurer avec les centres culturels scientifiques.

D'autres occasions de toucher le public se présenteront avant l'ouverture de l'exposition permanente. Notamment à l'automne 1985, avec l'organisation, sans doute dans la grande halle de La Villette, d'un « Carrefour des technologies », suggéré par M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, qui montrera les réalisations de l'industrie française. Ce carrefour est destiné à prendre un caractère permanent, ou du moins régulièrement renouvelé. Une surface d'environ 4 000 m² devrait être continuellement occupée par des *expositions thématiques réalisées* par des industriels, le musée imposant simplement un cahier des charges. Ces expositions seront implantées à l'intérieur de l'exposition permanente, au voisinage d'un thème auquel elles sont apparentées ; mais elles resteront bien individualisées. M. Lévy estime qu'on peut s'inspirer sur ce point de l'« Evoluon » d'Eindhoven, où le visiteur distingue sans ambiguïté la présentation scientifique générale et l'exposition des matériels de la société Philips.

La destination est ainsi mieux affirmée. L'énormité reste. Le nouveau *directeur en convient*, mais il distingue l'investissement et le *fonctionnement*. Pour l'investissement, le gros est déjà engagé. Du reste, on connaît bien le prix de la muséologie scientifique : les musées récents d'outre-Atlantique amènent tous à la même conclusion : 10 000 à 12 000 francs le mètre carré.

Il estime, en revanche, qu'il est possible de minimiser les coûts de fonctionnement. Certains investissements vont dans ce sens, comme la centrale géothermique qui assurera le chauffage des locaux, tout en étant par elle-même un lieu de visites. Un appel important à l'informatique pour le contrôle et pour la détection des pannes doit réduire les frais de personnel. Quelques gardiens en uniforme peuvent avoir un *effet dissuasif* contre le vandalisme, mais il y aura surtout *la présence des animateurs*, chargés d'aider les visiteurs et de répondre à leurs questions. Pour cette tâche, il devrait être fait appel à des étudiants ou élèves de grandes écoles, ou encore à des enseignants ou à des ingénieurs en préretraite.

MAURICE ARVONNY.

A NOS LECTEURS

A partir de la semaine prochaine, « Le Monde des sciences et des techniques », ainsi que « Le Monde de la médecine », qui paraissaient en alternance toutes les semaines, le mardi (numéro daté du mercredi), seront intégrés, tous les samedis, à notre nouveau supplément « Le Monde aujourd'hui », dont le premier numéro sera publié le 21 janvier (daté 22-23).

LA PRÉVENTION DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Des « chercheurs-conseils » en sécurité industrielle à Nancy

LES vibrations fatiguent les articulations. Ainsi, l'usage *régulier* d'un marteau-piqueur ou d'autres outils vibrants finit par provoquer des lésions affectant les articulations des membres supérieurs, ainsi que leurs nerfs et leurs vaisseaux sanguins. Bien d'autres métiers induisent des risques du même ordre. Comment déceler ces lésions avant qu'elles n'apparaissent ?

A l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies *professionnelles (I.N.R.S.)*, à Nancy, des chercheurs ont mis au point une méthode : demander au travailleur de tremper la main dans l'eau *froide* et mesurer *le temps* nécessaire pour qu'elle retrouve sa température habituelle. Si ce temps dépasse une valeur normale, c'est que la *vascularisation de la main* s'est modifiée. Des lésions invalidantes sont alors à craindre.

Déceler et prévenir

Ce sont des sculpteurs sur bois de la région de Neufchâteau (Vosges) qui ont été pris comme sujets d'étude. Le choix peut sembler *étrange, mais* il obéit à des raisons de méthodologie et de commodité. Pour mettre au point un diagnostic de ce genre, il faut disposer d'une *population homogène* par son mode de vie et d'activité. Il y a beaucoup de sculpteurs sur bois autour de Neufchâteau, et cette ville est proche de Nancy, où l'I.N.R.S. a installé en 1968 son centre de recherches.

D'autres chercheurs du centre ont examiné différemment le problème. *Ils ont créé un marteau-piqueur* et un fouloir pneumatique — outil utilisé principalement dans les fonderies pour tasser le sable dans les moules, — *équipés de dispositifs* réduisant le bruit et les vibrations. Ils ont aussi conçu un siège à suspension oléopneumatique destiné aux conducteurs d'engins de chantier.

Cet exemple *indique deux lignes* d'action de l'I.N.R.S. : déceler et prévenir. Une autre, tout aussi importante, est d'informer, car rien ne sert de concevoir *des instruments moins* dangereux s'ils ne sont pas employés, ou de trouver des diagnostics simples s'ils ne restent connus que de leurs auteurs.

Autre étude comparable : la prévention du risque « chute par glissade ». Touchant environ 100 000 personnes par an, ces chutes *comptent pour 5 % à 10 %* des accidents du travail. La proportion monte dans les industries agroalimentaires, où les sols gras et glissants *sont de règle*.

Sur ce *point*, l'I.N.R.S. avait mené, en 1971-1972, une campagne d'essais pour mesurer l'adhérence des chaussures d'atelier. Sur vingt-deux chaussures montantes de sécu*rité*, trois seulement furent jugées fournir une bonne protection. Il avait fallu pour cela expliciter les bons paramètres à mesurer — le coefficient de glissement statique s'est révélé avoir peu de relation avec le risque de glissade, — puis mettre au point une méthode normalisée de mesure. Après qu'ait été menée une action auprès des fabricants, et que l'information ait été largement diffusée, une seconde campagne de mesure *a été menée en* 1976. Le taux de bonnes chaussures est alors monté de 10 % à 27 %, et, de manière générale, la qualité d'ensemble s'en est trouvée améliorée.

Pas de fichier sur *le cancer*

Il y a bien d'autres actions du même ordre, menées pour prévenir *tel risque d'accident du travail ou* déceler précocement telle maladie professionnelle. Une autre ligne de recherche est en plein développement : l'identification de nouvelles maladies professionnelles. C'est un sujet sensible, sur lequel les responsables s'expriment avec prudence.

Au service d'épidémiologie, une cinquantaine de personnes *s'emploient* à mettre en évidence, par des études statistiques, des risques de maladies professionnelles, en particulier de cancers. Pour ces *derniers*, le *temps* de latence rend difficile l'identification des causes et aussi l'absence d'une relation directe *entre l'importance du risque et* le niveau de pollution. De plus, il n'existe pas en France, contrairement à d'autres pays, de fichier général *des décès par cancer*. La commission Informatique et Libertés a d'ailleurs de bons arguments à faire valoir contre l'instauration *d'un tel fichier, mais son* absence complique la recherche épidémiologique.

Exemple : une étude menée dans le bassin lorrain, portant sur *mille huit cents* cas de décès, a montré environ deux fois plus de cancers du poumon que ce qui était attendu. La différence est significative, mais est-ce *vraiment* le minerai de fer qui est en cause ? Ou l'arsenic et le radon qu'il contient ? Ou les émanations des moteurs *Diesel employés dans* les mines ? Quelle est la part de responsabilité du tabac ? Même si l'origine professionnelle est considérée *comme prouvée* — le cancer du poumon comme complication de la sidérose est maintenant inscrit au tableau des maladies professionnelles, — *la réponse* à ces questions serait essentielle pour définir les mesures de prévention à prendre.

D'autres *cas sont moins clairs*. Le soudage inox est actuellement sur la sellette, car il induirait un cancer du poumon. L'Organisation mondiale *de la santé va lancer une étude* épidémiologique sur le sujet, qui permettra peut-être de donner une réponse, dans cinq à dix ans.

M. A.

Un budget annuel de 180 millions de francs

ASSOCIATION sous le *régime de la loi de* 1901, l'I.N.R.S. a un conseil d'administration paritaire (C.N.P.F.-syndicats) et *dépend de la Caisse nationale* d'assurance-maladie. Son budget — 180 millions de francs en 1983 — est pris sur le Fonds de *prévention des accidents* du travail. L'essentiel est consacré à des activités d'assistance et de communication, la formation *étant un gros* volet de celle-ci. L'assistance répond pour l'essentiel à des demandes des caisses régionales d'assurance-*maladie. Il s'agit* d'analyses chimiques — douze mille par an — mais aussi de délivrance de visas techniques et de contrôle de *machines. L'information* se fait par la revue mensuelle *Travail et sécurité*, le trimestriel *Risques du métier*, des affiches dif*fusées dans* les *entreprises*, et diverses publications techniques pour spécialistes. Les activités de formation sont multiples et de *niveaux variés. Elles s'adressent* aussi bien à quelques dizaines d'ingénieurs et contrôleurs des caisses, ou autant de médecins *du travail, qu'à plusieurs dizaines* de milliers de sauveteurs-secouristes.

Le programme de recherche, contrôlé par une commission scientifique *d'une* trentaine de personnes, est pour l'essentiel établi par l'analyse des demandes d'assistance. Il s'ordonne en quatre chapitres : *risques professionnels* dans leur généralité, accidents du travail, nuisances chimiques, nuisances physiques.

L'I.N.R.S. compte un effectif *de cinq cent* quinze personnes, dont cent soixante-quinze au siège parisien et trois cent quarante à Nancy. M. Pierre Bérégovoy, *ministre des affaires* sociales et de la solidarité nationale, a décidé le transfert, en 1984, de trente personnes de l'I.N.R.S. de *Paris à Nancy et la création à Nevers d'un* second centre de recherches qui devrait grouper cent à cent trente personnes en 1987. *Cette décision est en principe un gage du* développement de l'I.N.R.S., mais elle a heurté les personnels, qui s'étonnent du manque total de concertation *qui l'a précédée*. Ils *s'étonnent* aussi, ou le feignent, étant donnée l'implantation électorale du ministre, du choix de Nevers, qui ne leur paraît pas *s'imposer pour un organisme* dont l'activité s'exerce pour une grande part sur les lieux de travail, au sein des entreprises et *installations industrielles*.

Les fichiers du C.N.R.S. à la conquête du marché national de l'information scientifique

UNE *centaine* de journaux scientifiques et techniques existaient dans le monde en 1800 ; il en paraît actuellement plus de cent *mille* et, *si cette croissance exponentielle* continue au même rythme, il y en aura plus d'un million en l'an 2000, toutes disciplines (y compris les sciences humaines) confondues. *C'est dire qu'il* est devenu impossible à un chercheur de consulter ces tonnes de documents pour extraire les articles qui l'intéressent, et qu'il revient aux centres de *documentation* de « prédigérer » les informations pour lui. C'est dire aussi que les pays qui savent collecter ou analyser les textes publiés et qui peuvent *les diffuser* par l'intermédiaire de banques de données fiables acquièrent une véritable maîtrise de l'information scientifique et technique.

La France accuse en ce domaine un fort retard, notamment vis-à-vis des Etats-Unis qui, dans certains secteurs, détiennent un quasi-monopole : les trois *quarts des* chercheurs et ingénieurs préfèrent encore adresser leurs demandes de références bibliographiques outre-Atlantique. Aussi le Centre de documentation *scientifique* et technique (C.D.S.T.) du C.N.R.S. (1) lance-t-il, en ce début d'année, une gamme de nouveaux produits pour « *prendre sa place dans le contexte mondial de l'information scientifique*, comme le précise son directeur, M. Jacques Michel, *et reconquérir le marché national* ».

Le premier de ces produits, le fichier PASCAL M (multidisciplinaire), résulte de l'amélioration de l'ancienne banque de données PASCAL qui, *malgré ses 4,5 millions* de références, souffrait d'un manque de cohérence et couvrait très inégalement les différents secteurs de la science. Construit avec une grande sélectivité — *seules un petit nombre* de publications soigneusement choisies sont analysées, — le nouveau fichier devrait se révéler un instrument fiable et couvrir le « *cœur de la littérature mondiale* », avec 300 000 références nouvelles chaque année. Quant au tout nouveau PASCAL S (sectoriel), il traitera de manière plus approfondie onze secteurs des sciences et *techniques* (de l'énergie à l'agronomie, en passant par la médecine tropicale, le bâtiment et les travaux publics, etc.).

L'interrogation de ces fichiers pourra se faire — comme précédemment — par l'intermédiaire de deux ordinateurs-serveurs. Si ce *mode* d'accès à l'information « *doit devenir majoritaire à terme* », selon M. Michel, il n'est encore que très peu emprunté et la plus *grande partie* de l'activité du C.D.S.T. consiste encore à envoyer à ses clients, par la poste, des documents « papier ». C'est donc dans ce sens que *l'effort a été fait*. Quatre nouveaux bulletins seront publiés qui, selon le public auquel ils s'adressent — des grandes bibliothèques aux petites unités de recherche, — *reproduiront*, en totalité ou en partie, les données bibliographiques des PASCAL M et S. L'un d'entre eux rassemblera les données *dispersées* dans ces deux fichiers et pourra répondre à des questions qui ne relèvent pas d'une discipline particulière.

Des partenaires

D'autres idées sont à l'étude pour la *création* de divers produits originaux. Compte tenu du montant élevé des investissements, le C.D.S.T. cherche à s'associer avec des partenaires français (tel le Muséum d'histoire naturelle avec lequel est élaboré un fichier sur les espèces vivantes), ou étrangers. Le centre de documentation vise aussi le long terme, avec le projet Transdoc de restitution électronique de documents stockés sur disque optique numérique ou sur microfiches. Encore faudrait-*il* attendre cinq à dix ans pour que les nouvelles techniques de télécommunications soient disponibles, et pour qu'un tel système puisse voir le jour.

Dans le domaine de l'information scientifique et technique où tout, ou presque, *restait à faire en France*, le C.D.S.T. a fait un effort évident de développement. Celui-ci sera-t-il suffisant ? C'est aux utilisateurs scientifiques qu'il reviendra de *répondre*.

(1) *Le C.D.S.T.*, qui groupe quatre cents personnes, a un budget de l'ordre de 100 millions de francs (salaires compris) : il a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 25 millions de francs.

En toute logique

APRÈS LA ROUE

Problème n° 256

L'*invention* de la roue et son indiscutable succès auprès de l'humanité itinérante et industrieuse reposent sur une *propriété fondamentale* du cercle : deux tangentes parallèles distinctes sont toujours équidistantes quelle que soit leur direction.

Mais le cercle est-il le seul à posséder cette propriété ? Saurez-vous inventer une autre courbe qui la possède, et donc concurrente *potentielle* de la roue ?

Solution dans un prochain « Monde des sciences et des techniques ».

Solution du problème n° 255

Les états successifs des 3 récipients pour aboutir à 1 litre dans chacun des 2 plus petits ré*cipients est* :

900
504
540
144
171
101
011

PIERRE BERLOQUIN.

CORRESPONDANCE

Polémique autour du Soleil (*suite*)

A la suite de l'article sur « La polémique autour du Soleil » (le Monde *du 20 décembre*), *M. Jean-Pierre Lasota-Mirszowicz, chargé de recherche au C.N.R.S. (Observatoire de Meudon), nous écrit :*

« M. Arvonny suggère que les arguments qui sont opposés à la découverte d'ondes gravitationnelles dans le Soleil sont dus « *en partie au caractère multidisciplinaire de l'affaire* ». On apprend que les spécialistes de la « *théorie des ondes gravitationnelles* » montrent une méfiance (saine, d'après l'auteur de l'article) envers une découverte faite par des physiciens solaires.

En tant qu'un de ces « *spécialistes* », je voudrais vous assurer qu'il n'en est rien ! Les arguments se basent uniquement sur des équations et non sur des sentiments. Tout cela n'a rien à faire avec l'aspect multidisciplinaire de l'affaire (d'ailleurs, il me semble que le mot « *affaire* » n'est pas approprié) : quand le *radioastronome* J. H. Taylor a découvert l'effet du rayonnement gravitationnel sur le mouvement orbital du pulsar binaire PSR1913+16, les « *spécialistes* » ont réagi avec enthousiasme.

Enfin, les quelques lignes sur les « *bruits curieux* », la compétition et « *toutes les allégations* » semblent suggérer une sombre affaire. *Je* pense qu'il eût mieux valu soit donner plus de détails, soit ne pas en parler afin de ne pas laisser la porte ouverte à toutes les interprétations. »

[Il n'était nullement écrit que les arguments tenaient au caractère multidisciplinaire de l'affaire, mais attribué à celui-ci le fait que, ni dans un sens ni dans l'autre, les arguments échangés ne convainquent les tenants de la thèse opposée.

Quant aux bruits curieux, qui suggé*raient parfois une certaine* malhonnêteté intellectuelle des auteurs de la découverte, il n'eût guère été correct de *les passer sous silence*, mais non plus de leur donner trop d'importance. — M. A.]

LES HOMMES ET LES MACHINES

• Des miroirs à courbure variable pour remplacer les « zooms »

Imaginons trois cartes d'un jeu — les rois de cœur, de pique, de trèfle — alignées à quelques centimètres l'une de l'autre et filmées par une caméra de télévision. Rien de très original à cela, si ce n'est que la caméra assure — automatiquement, donc sans *aucun réglage manuel de l'objectif — la mise au point* sur l'un ou l'autre de ces objets et donne une image parfaitement nette du premier, du deuxième puis du troisième de ces rois. Tel était le montage optique présenté en première mondiale par la société Quantel au Salon international *des techniques et des énergies du futur* (SITEF) de Toulouse. Le but de cette expérience était d'illustrer l'une des applications potentielles d'un nouveau miroir d'optique à courbure variable (OCV) qui pourrait se substituer aux « zooms » *actuellement utilisés sur les appareils photo et les caméras*.

Particularité de ce miroir : il se courbe lorsqu'on lui applique un faible courant électrique. Cela provient du fait qu'il est formé d'une superposition de deux fines lamelles (épaisses de 0,35 millimètre chacune) de céramique piézoélectrique. Ce matériau renferme une multitude de particules qui, sous l'action d'un *champ électrique, s'alignent parallèlement* à ce dernier, se « polarisent ». Les deux lames étant polarisées en sens contraire, elles réagissent différemment lorsqu'on leur applique un courant — l'une se dilate alors que l'autre se contracte, — provoquant une *courbure du miroir*.

Il suffit d'une très faible intensité électrique (35 microampères) *pour provoquer ce phénomène. Alimenté* par de simples piles, le miroir peut assurer des mises au point parfaitement nettes sur des distances variant entre 50 centimètres et l'infini.

Le miroir OCV devrait intéresser les spécialistes de la photographie civile ou militaire, mais il pourrait également trouver de nombreuses applications dans le domaine de l'optique pour *laser*. Les miroirs qui *guident le trajet d'un faisceau laser doivent avoir* des rayons de courbure adaptés à la longueur d'onde du rayon lumineux. Toute modification de celle-ci entraîne donc le changement de l'optique du dispositif, inconvénient que le miroir OCV pourrait permettre *d'éviter*.

Ce produit n'est pas encore commercialisé, et il est encore trop tôt pour estimer son prix. Mais, à en croire ses concepteurs, « *s'il était fabriqué à grande échelle, il pourrait devenir moins coûteux que les zooms mécaniques* ».

E. G.

• L'Ergoscope : un stéthoscope du travail

Il suffit d'un *effort* quelque peu soutenu, et le cœur se met à battre plus rapidement. *La fréquence cardiaque peut donc constituer* un *excellent* indicateur d'effort à l'usage des médecins du travail, des ingénieurs de sécurité ou des praticiens de la médecine sportive.

Telle est l'idée qui a présidé à la réalisation de l'Ergoscope C 100, fruit d'une collaboration entre *des ingénieurs du Centre de technologie biomédicale* de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) à Toulouse, des médecins du service d'action sociale du bâtiment et des travaux publics et de l'Institut de médecine du travail.

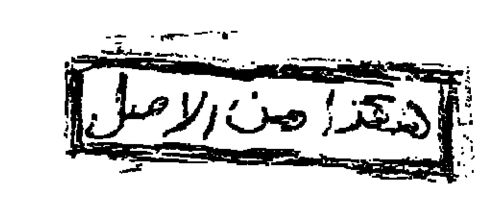
Ce véritable « *stéthoscope du travail* », comme *l'ont dénommé ses inventeurs*, allie la vidéo *et* la télémétrie. La personne étudiée porte sur sa poitrine deux électrodes autocollantes reliées à un mini-émetteur FM qui recueille son électrocardiogramme et le transmet par *radio* à l'Ergoscope. *Parallèlement*, un opérateur filme le sujet *en action* à l'aide d'une caméra vidéo et d'un magnétoscope portable, entre lesquels s'interpose l'Ergoscope. Sur l'image apparaissent ainsi simultanément les différents mouve*ments de la personne, la fréquence de ses batte*ments cardiaques et l'heure de la prise de vues. Principal avantage du système : l'ensemble de l'appareillage est portable et autonome. Il laisse le *sujet libre de ses mouvements — lui permettant* de travailler dans des conditions « normales », — et il ne nécessite l'intervention que d'une seule personne extérieure à l'entreprise (l'opérateur), ce qui facilite son *emploi sur le terrain. Quant aux données* recueillies sur la bande vidéo, elles sont transportées dans un laboratoire où médecins, ergonomes et ingénieurs peuvent à loisir les analyser.

Les concepteurs de l'Ergoscope ont choisi de faire appel à du matériel simple (et même grand public *pour ce qui concerne la chaîne vidéo), mais ils se* sont trouvés confrontés au problème du traitement du signal transmis par l'émetteur miniature. L'enregistrement de l'électrocardiogramme s'accompagne en *effet d'un intense bruit de fond, dû aux mouvements des muscles, qu'il fallait pouvoir extraire du signal* global.

L'appareillage, testé dans divers environnements professionnels, notamment dans des entreprises de travaux public, a *été industrialisé par la société* Ergos *et est depuis peu disponible sur le marché*.

Ses utilisateurs potentiels ? En premier lieu, les *médecins du travail, qui trouvent là un outil efficace pour dépister* les anomalies cardiaques et les troubles du rythme au poste de travail, ainsi que les ergonomes, qui pourront évaluer aisément la charge de *travail* et mener leur étude du poste de travail, mais aussi la *médecine sportive*.

E. G.



SCIENCES

DE PRÉFÉRENCE A UN ACCORD AVEC LES ÉTATS-UNIS

La Grande-Bretagne s'associe à un projet européen de recherche sur les réacteurs surgénérateurs

Au cours d'une séance solennelle au ministère de l'industrie et de la recherche à Paris, les ministres et les représentants de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande du Nord et de la République fédérale d'Allemagne ont signé, mardi 10 janvier, un accord sur un programme européen de valorisation des réacteurs surgénérateurs (1).

Cet accord de coopération dont la signature était attendue pour la fin du mois de décembre *(le Monde* du 7 septembre 1983) devrait être de nature à satisfaire ceux qui ont contribué au développement de cette filière dont la France est un peu aujourd'hui le chef de file et qui a donné lieu à la construction, dans la vallée du Rhône, de Super-Phénix, premier réacteur surgénérateur prototype de taille industrielle (1 300 mégawatts). Mais les centrales nucléaires surgénératrices sont chères et l'électronucléaire est au creux de la vague. Dans ces conditions, l'avenir des réacteurs de ce type, dont on affirme qu'ils multiplieront considérablement les réserves mondiales d'uranium, paraît un peu fermé dans l'immédiat.

Aussi, l'accord intergouvernemental qui vient d'être signé – par lequel l'ensemble des parties affirment leur intention *« d'harmoniser leurs efforts de recherche-développement, d'organiser un échange complet d'information et de savoir-faire, et de promouvoir une coopération industrielle et une collaboration entre producteurs d'électricité »* – peut-il surprendre. Il s'agit, en fait, pour les Européens de préserver les recherches déjà entreprises sur cette filière, mais aussi d'éviter la dissolution prématurée des équipes qui ont le savoir-faire dans ce domaine. Reste que concrètement rien ne se fera sans que les industriels des pays représentés, les compagnies d'électricité et les organismes de recherche nucléaire ne concluent à leur tour des accords de coopération analogues à ceux passés, depuis longtemps, entre les membres du « club Super-Phénix » (2).

Les États-Unis étant défaillants – la construction de leur réacteur de Clinch River, engagée il y a plusieurs années, n'est toujours qu'un chantier –, la Grande-Bretagne a jugé bon de se tourner vers l'Europe, ce qui devrait faire l'affaire de tous. Du gouvernement français tout d'abord, qui, de cette manière, peut marquer sa volonté de continuer les études de recherche et développement sur les surgénérateurs sans s'engager sur un calendrier de construction de centrales surgénératrices. Des Etats européens ensuite, qui sont impliqués dans la construction de Super-Phénix et voient ainsi s'élargir leur champ de coopération et la possibilité de mieux se répartir les frais de recherche et développement. De la Grande-Bretagne, enfin, qui se flatte d'une certaine expérience dans le domaine des surgénérateurs – elle dispose d'un réacteur prototype de 250 mégawatts installé à Dounreay (Ecosse) – et avec laquelle une première tentative d'accord avait échoué en 1980.

Depuis cette date, chacun a fait des concessions. Un engagement sans failles des Britanniques au programme de recherche commun est désormais acquis, tandis que la France, comme le fait remarquer avec humour un expert, *« renoncerait à jouer le rôle de chef d'orchestre »* que sa maîtrise dans le domaine des surgénérateurs justifierait *« pour se contenter de celui de premier violon »*.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) *Les Pays-Bas signeront cet* accord ultérieurement et un élargissement à d'autres pays (Etats-Unis et Japon par exemple) n'est pas exclu.

(2) La Belgique, la France, l'Italie, les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne participent à la construction de Super-Phénix.

SPORTS

LE TIRAGE AU SORT DU CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FOOTBALL

Le tirage au sort du championnat d'Europe de football a eu lieu, mardi 10 janvier à Paris, après la désignation de la France, de l'Espagne, de la R.F.A. et de la Yougoslavie comme têtes de séries.

MARDI 12 JUIN

France-Danemark, à Paris (groupe 1).

MERCREDI 13 JUIN

Belgique-Yougoslavie, à Lens (groupe 1).

JEUDI 14 JUIN

R.F.A.-Portugal, à Strasbourg (groupe 2).

Roumanie-Espagne, à Saint-Etienne (groupe 2).

SAMEDI 16 JUIN

France-Belgique, à Nantes (groupe 1).

Danemark-Yougoslavie, à Lyon (groupe 1).

DIMANCHE 17 JUIN

R.F.A.-Roumanie, à Lens (groupe 2).

Portugal-Espagne, à Marseille (groupe 2).

MARDI 19 JUIN

France-Yougoslavie, à Saint-Etienne (groupe 1).

Danemark-Belgique, à Strasbourg (groupe 1).

MERCREDI 20 JUIN

R.F.A.-Espagne, à Paris (groupe 2).

Portugal-Roumanie, à Nantes (groupe 2).

LE CARNET DU Monde

Mariages

– Le professeur et Mme Roger PERROT,

Le docteur et Mme Maurice CASTETZ,

sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Catherine et Antoine,

le 14 janvier 1984, à 16 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule (Neuilly-sur-Seine).

Décès

– Mme veuve Sadoun Boudemagh et ses enfants,
Et toute la famille Boudemagh,
Leurs parents et proches,
font part du décès de leur cher regretté,

Sadoun BOUDEMAGH,

rappelé à Dieu, le vendredi 6 janvier 1984, à Paris.

L'enterrement a lieu, ce mardi 10 janvier 1984, au cimetière musulman de Bobigny, à 14 heures.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Léopold BREUILLOT,
croix du combattant,
croix de guerre 1914-1918.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

– On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Versailles le 7 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

Bernard CHAMPIGNEULLE,
homme de lettres,
officier de la Légion d'honneur,
officier des Arts et Lettres,
vice-président d'honneur
de la Ligue urbaine et rurale,
ancien vice-président
d'Europa Nostra,

De la part des familles
Brusset, Demoures, Rault.

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité, le mercredi 11 janvier 1984, à 15 heures, à Prez-sous-Lafauche (Haute-Marne).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris en l'église Saint-Louis-en-l'Ile.

28, quai d'Orléans, Paris-4e.
Prez-sous-Lafauche, 52700 Andelot.

[Ecrivain d'art, Bernard Champigneulle avait collaboré comme critique au *Figaro littéraire*, de Pierre Brisson, dans les années 50. Auteur de plusieurs ouvrages d'architecture, il avait participé, en 1952, à la campagne lancée par *le Figaro* pour « faire du Louvre le plus beau musée du monde ».]

– Le cardinal archevêque de Paris
Et ses évêques auxiliaires,
Mgr Lecordier
Et le chapitre métropolitain de la cathédrale,
Le supérieur et les prêtres de la Maison Marie-Thérèse,
Les religieuses oblates Béthanie,
Le directeur et le personnel de la Maison,
Mme Jégo,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Allio,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean de Fouchier,
Mme veuve Connan,
ses enfants et petits-enfants,
Toute la famille,
Le Colloque européen des paroisses
Et ses nombreux amis,
font part du retour à Dieu du

Père Francis CONNAN,
chanoine titulaire
de Notre-Dame de Paris,

survenu le samedi 7 janvier 1984.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 janvier, à 8 h 30, à la cathédrale Notre-Dame de Paris, place du Parvis-Notre-Dame.

On est prié de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

[C'est à Saint-Jean de Montmartre qu'avec Jean-Claude Barreau ce prêtre d'origine bretonne devait plaider dans « Demain la paroisse » (Seuil, 1966) pour une pastorale adaptée aux jeunes. Il fonda un Colloque européen des paroisses avec l'appui du cardinal Koenig, archevêque de Vienne.

C'est aussi dans cette paroisse de Pigalle que Francis Connan devait réaliser ce dont les jeunes novices de l'Oratoire avaient rêvé pour Saint-Eustache des Halles, une paroisse parisienne de la nuit.

C'est enfin là qu'il devait être mis à rude épreuve par l'équipe d'Echanges et Dialogues. *Les contestataires radicaux des structures d'Eglise étaient alors ses propres vicaires.*

A Saint-Roch, où il fut ensuite nommé, il eut la responsabilité de la pastorale dans le milieu des artistes.]

– La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte a la tristesse de faire part du décès de

M. André ENGEL,
ancien directeur général
de la Fédération,
ancien notaire à Riom,

survenu en son domicile à Paris-16e, 21, *boulevard de Montmorency*, le 22 décembre 1983, dans sa soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la stricte intimité familiale.

F.N.S.E.M., 7, rue La Boétie,
75008 Paris.

– Mme Maurice Eskenazi,
son épouse,
MM. Victor et Gilbert Eskenazi,
ses *fils*,
ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

M. Maurice ESKENAZI,

survenu subitement le 9 janvier 1984, dans sa *soixante-neuvième* année.

Il est allé rejoindre sa fille,

Claudette,

disparue le 22 septembre 1981.

On se réunira le mercredi 11 janvier, à 14 h 45, à *l'entrée principale* du cimetière de Pantin.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

15, villa Saint-Pierre,
94220 Charenton.

– Mme de Guillenchmidt,
M. et Mme Michel de Guillenchmidt
et leurs enfants,
M. et Mme Alec de Guillenchmidt
et leurs enfants,
Mme Michel Golovine,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre de *GUILLENCHMIDT*,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu, à Blois, le 6 janvier 1984.

Les obsèques ont eu lieu à Bury (Loir-et-Cher) dans la plus stricte intimité.

Un service à sa mémoire sera célébré à Paris le samedi 14 janvier 1984, à *12 heures, en la cathédrale Saint-*Alexandre-Nevsky, 12, rue Daru.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Château de Bury,
Molineuf 34190 Herbault.
21, villa du Roule,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Les associés,
Le président,
La direction et le personnel des sociétés du groupe Giravions Dorand,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre de GUILLENCHMIDT,
chevalier de la Légion d'honneur,
administrateur de la société,

survenu le 6 janvier 1984.

Un service à sa mémoire sera célébré le 14 janvier 1984, à 12 heures, en la *cathédrale Saint-Alexandre-Nevsky*, 12, rue Daru, 75008 Paris.

[Né le 23 mars 1910 à Gatchina (Russie), Pierre de Guillenchmidt était ingénieur de l'Ecole technique d'aéronautique et de constructions aéronautiques. Il collabora successivement à la Société nationale de constructions aéronautiques du Sud-Est (1936), puis à la division hélicoptères de la Société nationale de construction aéronautique du Centre (1945-1948), avant de fonder, avec René Dorand, la société Giravions Dorand dont il fut directeur-gérant de 1953 à 1979, puis administrateur à partir de 1981. Il était aussi P.-D. G de la firme britannique Dorand Electronics Ltd.]

– L'Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoirs a la très grande tristesse de faire part du décès de son vice-président, le

professeur Alfred KASTLER,
prix Nobel.

– *La Ligue française* des droits de l'animal a la tristesse d'annoncer la disparition de son président, le

professeur Alfred KASTLER,
prix Nobel,
membre de l'Académie des sciences.

[Après avoir contribué à la proclamation de la déclaration universelle des droits de l'animal à la maison de l'UNESCO, le 15 octobre 1978, le professeur Kastler assurait la présidence de la Ligue française depuis 1979.]

– Mme Emilie Levy, née Sebag,
son épouse,
Le docteur et Mme Lucien Levy,
M. et Mme David Cohen,
M. et Mme Paul Lellouche,
M. et Mme Jean Govin,
ses enfants,
Catherine, Frédéric et Julien Levy,
Bruno et Bertrand Cohen,
Fabien Lellouche,
Guillaume et Agnès Govin,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert LEVY,

survenu le 8 janvier 1984, à son domicile à *Vincennes, après une longue et pénible* maladie.

L'inhumation aura lieu le 11 janvier, à 11 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

La famille ne reçoit pas.

– Toulon.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Paul-Frédéric MERCIER,

survenu, le 29 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-deuxième année, muni des seuls sacrements que confère une vie de devoir, de droiture et de travail,

De la part de
Mme Paul Mercier,
M. et Mme Jean Mercier-Mirat,
M. Michel-Alfred Mercier,
La famille Jean Mercier (Saint-Malo),
La famille Jean Destefani (Toulon).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 3 janvier 1984.

24, rue Anatole-France,
83000 Toulon.

– Jacqueline Risset, Jean-Claude Risset, Claude-Alain Risset, Chantal Lemaire,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Mme Renée RISSET,
née Aubry,
directrice honoraire du lycée Lumière,

survenu le 2 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

2 B, rue des Jardins,
25000 Besançon.

– Mme Charles Ulmann,
Mme Georges Klein,
M. et Mme Jean-Pierre Ulmann,
Rémi et Yves Ulmann,
Mme Françoise Daumas,
Michel Antoine,
Etienne et Agnès Daumas,
M. Jacques Barcet,
Mlle Fanny Ruzic,
Et toute la famille,
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Charles ULMANN,
ingénieur des Arts et Manufactures,
président d'honneur
des établissements Georges Klein.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 9 janvier 1984.

18, avenue Friedland,
75008 Paris.

– Les établissements Georges Klein ont la tristesse de faire part du décès de

M. Charles ULMANN,
ingénieur des Arts et Manufactures,
leur président d'honneur,

36, rue Boussaingault,
75013 Paris.

– Biarritz.

On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jacqueline VAN DEN VAERO,

survenu, dans sa quatre-vingt-treizième année, munie des Saints-Sacrements.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 12 janvier 1984, à 10 h 15, en l'église Saint-Martin de Biarritz, suivies de l'inhumation au cimetière de Bidart.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

– Laurent Cathala, député maire de Créteil,
La municipalité,
Le conseil municipal,
L'*administration communale*,
Le parti socialiste,
Le S.N.I. P.E.G.C.,
La Fédération de l'éducation nationale,
très touchés des marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

Janine LE CLEAC'H,

vous expriment leurs sincères remerciements.

– Mme André Maisel,
née Thérèse Blum,
Didier et Marie-Claude,
très touchés par les nombreux témoignages d'affection et de sympathie exprimés lors du décès de

M. André MAISEL,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs remerciements.

– Rose et Claude,
Joël Merrien
Et Jean-Paul Briand,
Et toute la famille,
très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Roger PUYBOUFFAT,

exprimant leurs sincères remerciements.

Anniversaires

– La faculté de philosophie de l'université Jean-Moulin de Lyon, ses collègues, ses étudiants, tiennent à rappeler, en témoignage d'estime et d'amitié, le décès, le 9 août 1983, de

M. Georges VALLIN,
professeur
à l'université Jean-Moulin de Lyon.

[Né en 1921 à Brumath (Haut-Rhin), mort en 1983 à Lyon, Georges Vallin fut professeur à l'université de Nancy, puis, à partir de 1980, à celle de Lyon. Il avait publié, en 1959, « Etre et individualité » et « la Perspective métaphysique » ; et, en 1980, « Voie de gnose et voie d'amour ». De nombreux articles s'échelonnent entre ces deux dates. Cette œuvre est tournée *principalement vers la pensée indienne*, et plus spécialement vers la tradition du Vedanta non dualiste, telle qu'elle s'exprime, par exemple, dans la doctrine de Shankara. *Dans cette* conception qui enseigne un Dieu radicalement transcendant, et en même temps nullement distinct du monde et de l'homme, G. Vallin voyait un modèle remarquable de cette visée plénière de l'Etre qui, estimait-il, fait généralement défaut à l'Occident. L'homme européen lui apparaissait, en effet, comme crispé sur une *affirmation* stérile de l'« ego », fatalement vouée à s'achever en nihilisme : G. Vallin, pour sa part, souhaitait l'aider à revenir vers ce qu'il appelait *l'« Orient intérieur »*.]

– Il y a quarante ans

Jacques VEIL,
chevalier de la Légion d'honneur,
bibliothécaire de l'Etat,

tombait pour la France.

Communications diverses

– Matthew Manning, le guérisseur anglais de renommée internationale, sera de retour à Paris du 10 au 14 février 1984, pour un séminaire nouveau et très complet de deux jours (11 et 12 février) et trois jours de rendez-*vous individuels*.

Pour tous renseignements et réservations, écrire à Mme Claireaux, Le Monastère, 92410, Ville-d'Avray.

– **Nana Stern** vous invite à venir voir les peintures de

Alain Grosajt,

du 10 janvier au 4 février 1984, du mardi au vendredi de 15 heures à 20 h 30 ; le samedi de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 20 h 30, 25, avenue de Tourville, Paris-7e. Tél. : 705-08-46.

– A l'occasion de l'élection présidentielle du 14 janvier 1984 au Cameroun, l'U.P.C. tient une conférence le jeudi 12 janvier 1984, à 18 heures, 60, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris, salle Pasteur.

Le *général* Makanda, *duc d'Ikoga*, prendra la parole et répondra aux questions posées à l'Union des populations du Cameroun de Ruben-Um-Nyobe. Seront présents plusieurs responsables du Front uni.

– Les legs destinés à Or Ha'Hayim (institution de deux mille élèves internes à Bnei-Brak, Israël) sont exempts de tous droits de succession. Pour tous renseignements s'adresser à l'Association Or Ha'Hayim, 3, rue Richer, Paris-9e. Tél. 246-48-37, le *matin*. Demander Mme Dahan ou M. Charbit. Documentation spéciale *Legs* sur demande.

– Le Collège international de philosophie propose une conférence publique de *Paul Ricœur* sur le thème « *Le temps* raconté », le mercredi 18 janvier, à 18 heures, amphithéâtre *Poincaré*, 1, rue Descartes, 75005 Paris. Tél. : 634-37-78.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Au soleil de l'hiver

Les grands magasins multiplient les rayons « plage », testant dès à présent les succès de l'été : le maillot une pièce largement échancré aux cuisses, décolleté en balconnet, très star hollywoodienne, escorté de paréos, jupes longues, robes ou pantalons et le mini-bronzeur en deux-pièces suit, également coordonné.

Erès (2, rue Tronchet, et dans une centaine de boutiques à travers la France) découpe sa garde-robe dans un nouveau crêpe de lycra, permettant le plissé Fortuny et le drapé; c'est particulièrement seyant en blanc, sous une robe de voile de coton. Le pistache, le fuchsia, le turquoise et le rouge vif font ressortir le hâle, à côté de la fraîcheur du gris perle. Les maillots à soutien-gorge à coque sont vendus, hauts et bas séparés, jusqu'au 46-48, de 322 F à 750 F.

Franck et Fils nous fait découvrir une marque israélienne, Gédéon, qui propose des maillots une pièce à grands motifs placés, dont un chef indien en plumage de guerre, voilé par un boubou fait de deux paréos. Les impressions de fauves tachetés, panthères et tigres, sont traitées en douceur. Les prix commencent à 500 F, le une-pièce, un peu plus pour le paréo.

Les deux-pièces à bustier des Galeries Lafayette en lycra de coloris vifs se vendent à partir de 125 F. Huit compose des ensembles deux-pièces aux tons vifs, à partir de 150 F. Jeanine Robin marie le noir au blanc dans toutes sortes de variantes jour et soir, selon le sur-maillot choisi.

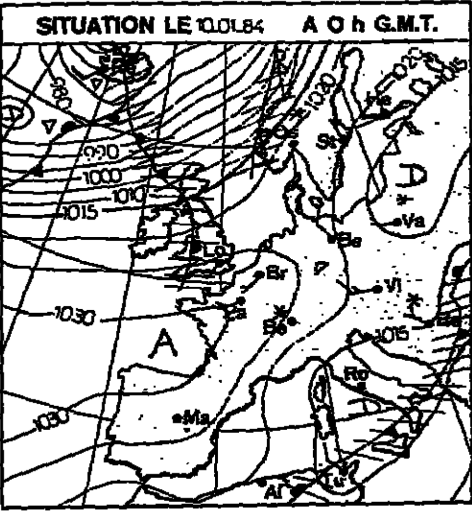
Au Printemps, Hélène Meloua, acheteuse de la plage, sculpte à travers les marques Gottex et Arabel — la jeune femme sophistiquée qu'elle habille de formes moulantes à la brésilienne, à hauts pigeonnants, brodés et métalisés, à porter seuls pour l'apéritif ou sur un pantalon brillant noir au dîner. Les peaux de bêtes tachetées et zébrées en imprimés font partie de la fête. Les prix oscillent de 95 F en lycra une pièce à 530 F pour les modèles du soir. Les ensembles Club Méditerranée séduiront les G.M. sportifs : maillot nageur, robes légères, shorts ou bermuda. De 150 F à 400 F.

Trois thèmes ressortent chez Léonard où les Japonaises s'arrachent les kimonos de cérémonie. Les dessins des bouquets Ikebana renouvellent les imprimés floraux, coordonnés à des vestes de judo et de larges pantalons de lutteurs. Le drapeau américain se déroule en ensembles de croisière, à côté des géométriques noir et blanc, plus reposants en fine toile de coton, crépon ou jersey, tandis que les « graffitis » mêlent les fleurs et les éléments de B.D. du métro newyorkais. A partir de 850 F. 28, faubourg Saint-Honoré, 234, rue de Rivoli et aux Trois Quartiers.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

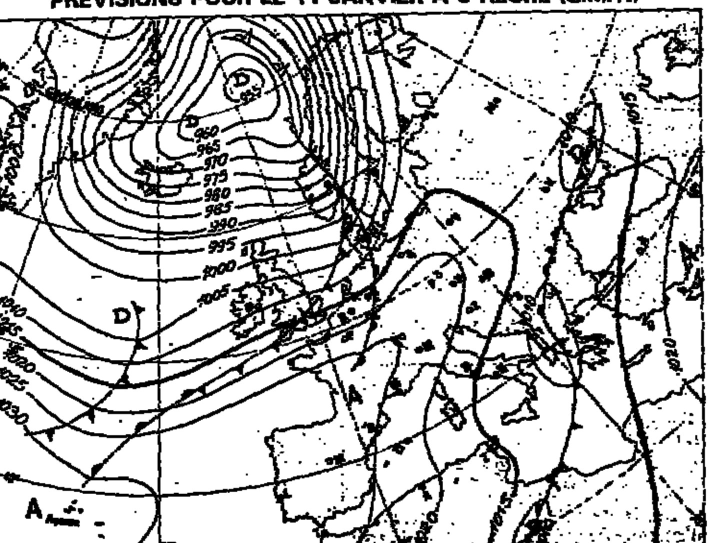
SITUATION LE 10.01.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 11.1.84 DÉBUT DE MATINÉE

1015
1020
1025
D
Bo
To
Ly
Ma
Aj
≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 11 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 10 janvier à 0 heure et le mercredi 11 janvier à minuit.

Les hautes pressions du proche Atlantique débordent toujours sur l'Espagne et le sud de la France, protégeant ces régions des passages de perturbations océaniques, le mauvais temps circulant plutôt au niveau des îles Britanniques.

Mercredi, début de matinée encore froid et localement brumeux sur la majeure partie du pays. Ciel bien dégagé sur le bassin méditerranéen, le sud du Massif central et des Alpes. Zéro degré au lever du jour. De l'Aquitaine au Morvan, à la Franche-Comté et aux Vosges, des bancs de brouillard givrant souvent épais et tenaces. Sur toutes ces régions, des gelées de – 2 degrés à – 3 degrés et même de – 5 degrés à – 7 degrés dans le centre-est.

Plus au nord et à l'ouest, ciel nuageux ou devenant nuageux, mais il fera un peu moins froid : les températures seront voisines de zéro degré ou légèrement au-dessus.

En bordure immédiate des côtes de la Manche, il fera tout de même 5 degrés à 6 degrés. Pluies ou bruines de la Bretagne à la Normandie et aux Ardennes pouvant encore donner du verglas sur les régions de l'intérieur où le sol reste assez froid.

Dans la journée, persistance du beau temps sur le Sud-Est avec des températures de l'ordre de 10 degrés. Au nord de la Loire et sur le quart nord-est, ciel couvert avec pluies faibles intermittentes. Toujours un petit risque de verglas ou de flocons de neige entre les Ardennes et les Vosges ; par contre, des côtes bretonnes à Paris, il fera nettement plus doux, 7 degrés à 9 degrés.

Entre ces deux zones de beau et de mauvais temps, de la côte atlantique (au sud de la Loire) au Jura et au nord des Alpes, ciel assez nuageux, les températures évoluant entre 3 degrés et 7 degrés de l'est à l'ouest.

I. – Sens d'évolution pour la fin de la semaine : le courant océanique de secteur ouest persistera jusqu'en fin de semaine. Ainsi, jeudi, un front froid traversera l'ensemble du pays tandis que, vendredi et samedi, l'activité perturbée devrait affecter surtout la moitié nord.

II. – Prévisions de jeudi à vendredi : jeudi, après quelques éclaircies matinales de courte durée sur l'extrême sud-est, le temps sera maussade en toutes régions. La zone pluvieuse qui s'étendra le matin de la Loire et de l'Aquitaine aux Ardennes et au nord des Alpes progressera vers le sud-est dans la journée pour se situer, le soir, sur la Corse. Dans le Centre et dans l'Est, elle pourra être précédée de verglas tandis qu'elle donnera de la neige en montagne à partir de 1 200 mètres à 1 500 mètres. Les vents d'ouest à nord-ouest seront forts de la Bretagne au Nord tandis que le mistral s'établira le soir. Quelques faibles gelées seront observées du Massif Central au Jura et aux Alpes. Les températures maximales s'élèveront un peu pour atteindre les normales saisonnières.

Vendredi et samedi, sur la moitié nord, se rétablira un temps doux, très nuageux avec pluies passagères, et vents de secteur ouest temporairement forts près de la Manche. En revanche, du sud des Alpes au littoral méditerranéen, un temps assez ensoleillé prédominera. Sur le Sud-Ouest, il faut s'attendre à un temps incertain sans fortes précipitations mais avec de nombreux nuages surtout le matin. Dans l'ensemble, il fera plutôt doux avec des températures généralement un peu supérieures aux températures de saison.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 10 janvier à 7 heures, de 1029,9 millibars, soit 772,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 janvier; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10 janvier) : Ajaccio, 12 degrés et – 1; Biarritz, 8 et – 1; Bordeaux, 2 et – 4; Bourges, 2 et – 2; Brest, 8 et 4; Caen, 6 et – 1; Cherbourg, 5 et 3; Clermont-Ferrand, 3 et – 2; Dijon, 3 et – 3; Grenoble, 5 et 0; Lille, 5 et – 1; Lyon, 3 et 0; Marseille-Marignane, 8 et – 1; Nancy, 3 et 0; Nantes, 7 et – 1; Nice-Côte d'Azur, 11 et 3; Paris-Le Bourget, 4 et – 4; Paris-Montsouris, 5 et – 1; Pau, 6 et – 2; Perpignan, 8 et 4; Rennes, 6 et 1; Strasbourg, 4 et 0; Tours, 5 et – 2; Toulouse, 5 et – 2; Pointe-à-Pitre, 26 et 19.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 7 degrés; Amsterdam, 5 et 0; Athènes, 15 et 8; Berlin, 2 et 0; Bonn, 4 et – 1; Bruxelles, 5 et 0; Le Caire, 18 et 10; îles Canaries, 19 et 16; Copenhague, 1 et – 3; Dakar, 21 et 16; Djerba, 19 et 10; Genève, 3 et – 3; Jérusalem, 10 et 5; Lisbonne, 12 et 5; Londres, 4 et 2; Luxembourg, 2 et – 2; Madrid, – 7 et 0; Moscou, – 4 et – 4; Nairobi, 27 et 15; New-York, 2 et – 3; Palma-de-Majorque, 8 et 2; Rome, 9 et 4; Stockholm, – 4 et – 14; Tozeur, 18 et 11; Tunis, 20 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PÊCHE

LES DATES D'OUVERTURE SONT FIXÉES

Les dates d'ouverture de la pêche à la ligne, qui intéressent plus de quatre millions de pratiquants, viennent d'être publiées par le secrétariat d'Etat à l'environnement.

— L'ouverture des cours d'eau de première catégorie (salmonidés dominants) se fera le 3 mars dans soixante départements du Sud, du Centre et de l'Ouest, la fermeture étant fixée pour cinquante et un d'entre eux au 17 septembre.

Neuf départements de cette zone auront, en effet, leur fermeture reportée au 5 octobre. Ce sont : les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, la Drôme, l'Isère, la Savoie, la Haute-Savoie et le Var.

Dans trente-deux départements, l'ouverture se fera le 17 mars. Pour cinq de ces départements : la Côte-d'Or, la Nièvre, le Rhône, la Saône-et-Loire et l'Yonne, la fermeture se fera le 17 septembre, et pour les vingt-sept autres dont Paris, elle est retardée au 5 octobre.

Dans le département de l'Oise, la pêche en première catégorie sera ouverte du 31 mars au 4 octobre. Pour les trois départements retardataires — le Pas-de-Calais, la Seine-Maritime et la Somme, — la période d'ouverture s'étendra du 7 avril au 4 octobre.

— Quant aux cours d'eau classés en deuxième catégorie (cyprinidés dominants), la période d'interdiction générale est fixée du 17 avril au 15 juin. Mais des dérogations de plus en plus nombreuses permettent maintenant aux pêcheurs de pratiquer toute l'année dans ces eaux.

Le secrétariat d'Etat recommande toutefois aux pêcheurs de se renseigner auprès des préfectures ou de leur fédération pour connaître les conditions exactes, dans leur région, de la pratique de leur passe-temps favori.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3621

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III						■			
IV		■			■				
V							■		
VI								■	
VII				■		■			
VIII								■	
IX				■					
X			■						
XI		■							■

HORIZONTALEMENT

I. Brassage tambour battant de certaines affaires plus ou moins louches. – II. Mode qu'il est conseillé de suivre. – III. Avant « part » dans une contribution commune. Couvre le ciel d'Angleterre. – IV. Négation. Rivière du Cantal. – V. Le plus gros de la famille. Passif. – VI. Insuffler une force nouvelle. – VII. Tyrolienne à la gorge séduisante. Fort des halles au pavillon des légumes. – VIII. *Un fort en gueule.* – IX. Possessif. Prend sur le faîte. – X. Préposition. Céder pour s'aider. – XI. Couronnes qui peuvent ne pas être héréditaires.

VERTICALEMENT

1. Chez eux, la prunelle n'est pas à l'œil. – 2. Palpitant. Rondelettes, elles ne sont pas désagréables à palper. – 3. Se dit d'aveux obtenus en chambre correctionnelle. – 4. Pas plus grand qu'une fillette. Grecque. – 5. Froide chez Louis XI. Manifestera un air emprunté. – 6. Objurgation cornélienne. Le policier la recherche : le maton l'a à portée de la main. Occasionner une place vacante. – 7. Rougit quand la campagne est blanche. Cause d'inflation. – 8. Biologiste français. Possessif. – 9. Faire perdre les pétales.

Solution du problème n° 3620

Horizontalement

I. Laminoir. – II. Oued. Gnon. – III. Ignés. Ede (ville du Nigéria et des Pays-Bas). – IV. Rut. Iode. – V. Es. Riom. – VI. Talent. – VII. Dévale. Ut. – VIII. Aqueuse. – IX. Virus. Vil. – X. Anée. Nana. – XI. Nô. Soules.

Verticalement

1. Loire. Divan. – 2. Auguste. Ino. – 3. Ment. Avare. – 4. Ide. Claques. – 5. Si. Elus. – 6. OG. Ornee. Nu. – 7. Inédit. Uval. – 8. Rodéo. Usine. – 9. Ne. Matelas.

GUY BROUTY.

EN BREF

GRAND PRIX

LE BANQUIER SOUS LA LOUPE. — L'Association française des banques (A.F.B.) lance le Grand Prix de la communication bancaire, en collaboration avec *l'Expansion* et *Médias*. Les candidats — élèves d'universités ou de grandes écoles de marketing et de communication — doivent analyser les composantes de l'image de la banque et proposer, à partir de ces éléments, les moyens à mettre en œuvre pour améliorer cette image. Les étudiants doivent faire acte de candidature avant le 20 janvier et remettre avant le 5 mai un mémoire de trente pages environ.

* A.F.B., 18, rue La Fayette, 75009 Paris. Téléphone : 246-92-59.

JOURNÉES D'ÉTUDE

RENDEZ-VOUS AVEC LE VIDÉOTEX. — Le Centre d'étude du commerce et de la distribution (CECOD) organise, mardi 17 janvier au Park Hôtel Montparnasse à Paris, une journée d'étude sur le vidéotex. Deux volets : le vidéotex aujourd'hui (commandes, réservations, informations-documentation, crédit, messagerie) ; le vidéotex demain (perspective européenne, accès aux banques de données, télédiagnostic, vidéo-questionnaire). Des démonstrations illustreront les conférences. Deux « tables rondes » — maîtrise et perspectives du vidéotex — compléteront cette journée.

★ CECOD, 19, rue de Calais, 75009 Paris. Tél. : 281-91-33.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 9 et 10 janvier :

UN DÉCRET

● Relatif à l'exonération des droits de scolarité dans les universités.

DES ARRÊTÉS

● Fixant la valeur du coupon de l'emprunt d'Etat 7 % 1973 détachable de 16 janvier 1984.

● Instituant une allocation spéciale en faveur de certains personnels des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif en service à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens qui, en raison de l'importance de leur handicap, ne peuvent utiliser les transports en commun.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à la nouvelle législation de la négociation collective.

PARIS EN VISITES

JEUDI 12 JANVIER

« Le prince en terre d'islam », 14 h 30, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 20, métro Hôtel-de-Ville (Arts et curiosités de Paris).

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, métro Babillon (P.-Y. Jaslet).

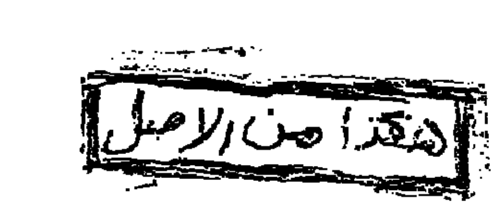
« Hôtel du Pré aux clercs », 14 h 30, métro Solférino (Paris pittoresque et insolite).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCE

19 heures : Grand Hôtel, place de l'Opéra, Mᵐᵉˢ S. de Menthon, J. Heurtaux, M. Coquillat et C. Dore : « Les femmes d'affaires ».

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION



Le Monde

culture

EXPOSITIONS

« L'ART CELTIQUE EN GAULE » AU MUSÉE DU LUXEMBOURG

L'ancêtre et le modèle

Le 12 janvier s'ouvrira à la chapelle de la Sorbonne l'exposition « Ave Alix », *qui montrera dans toute sa gloire le jeune héros romain inventé par le dessinateur Jacques Martin.* En matière de bande dessinée, ce dernier n'a rien à envier à la manie du détail authentique qui caractérisait Hergé. A Alix s'oppose *naturellement, inévitablement,* Astérix, dont les aventures, pour ne pas témoigner de la même méticulosité historique, bénéficient elles aussi, à leur façon, d'une bien belle rétrospective. A ceci près qu'on y a sagement oubliée l'espèce de dérivé de héros qu'est le personnage gaulois d'Astérix pour ne s'intéresser qu'à son modèle véritable.

« L'art celtique en Gaule », présentée au Musée du Luxembourg, n'est pas encore *la* grande exposition qu'il faudra un jour se résoudre à montrer sur les origines de la France, dans la mesure où elle s'est donné de *prudentes limites.* Mais c'est un bon, un excellent jalon, et la moins ennuyeuse des expositions archéologiques, si l'on veut bien prêter attention aux objets et s'attendre à trouver autre chose qu'ors et trésors, autre chose que les somptueux falbalas funéraires par lesquels on résume trop souvent les civilisations *lointaines ou les peuples du passé.*

C'est l'humble et le noble objet, à la *fois l'arme et le fait du guerrier,* et la plus simple poterie, le plus modeste ex-voto, qui, retirés de la terre ou de l'eau depuis un siècle et demi, ont été réunis pour corriger et étendre la sinistre formule des vieux manuels : « nos ancêtres les Gaulois ». *Ces ancêtres, les commissaires de* l'exposition, Alain Duval et Danielle Hende, sont allés les chercher dans les collections des musées de provinces, et, si l'on ne s'étonne pas de les découvrir guerriers, bardés d'épées, de lances, coiffés de casques apparemment dépourvus d'ailes, image laissée par les souvenirs du conquérant romain, on éprouve une réelle émotion à les voir ainsi commercer, se parer de torques, de bracelets, de colliers, de fibules, seuls restes non périssables du vêtement, faire la cuisine et la vaisselle, sculpter, quelquefois savamment, souvent avec une maladresse touchante, les objets de leurs cultes, de leurs vœux et de leurs frayeurs. On voit bien qu'il n'était pas seulement question d'un ciel capricieux et prompt à vous tomber sur le chef.

Les Celtes, d'abord centrés tout autour du Danube, s'installèrent partout de l'Ecosse actuelle aux Carpates, se donnant pour voisins, ici, les Scythes, là, les Ibères, là encore, les Germains, ou ces Etrusques qu'ils menacèrent un temps mais dont les rejetons romains devaient venir les doter de nouvelles mœurs et de nouvelles frontières. Dans ce qui est (en gros) aujourd'hui la France, les Celtes – ou encore la « *civilisation de La Tène* » – *se sont* vu appeler les Gaulois, par la grâce de César. Du cinquième au premier siècle avant Jésus-Christ, ce peuple sans empereur a eu le temps de connaître une période de formation, une période d'épanouissement et, tout à la fin, alors que s'étaient déjà créés les premiers *oppida*, sinon les premières villes, un *temps de dilution*, dû, peut-être, à trop d'apports extérieurs.

Le plan et le choix des objets de l'exposition montrent tout cela avec une clarté notable et donnent l'envie d'en savoir davantage, sur la langue, sur les mœurs au-delà de leur expression plastique, sur l'organisation sociale. Enfin sur la postérité de cette civilisation, exaltée lors de sa *redécouverte au dix-neuvième siè*cle, puis longtemps ridiculisée par trop de clichés. C'est le mérite de cet ensemble, encore très strictement, prudemment archéologique, de donner au public le signal d'un nouvel intérêt et de nouvelles études.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ Jusqu'au 29 janvier. L'exposition sera ensuite *présentée à Marseille, Bordeaux et Dijon. Catalogue : 50 F.*

MUSIQUE

L'AMÉRIQUE A L'ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN

Zappa ou Carter ?

Le nom de Frank Zappa a suffi à remplir en quelques jours le Théâtre de la Ville pour un concert de musique américaine qui, malgré la présence de Pierre Boulez à la tête de l'Ensemble intercontemporain, n'aurait sans doute guère fait recette sans lui. Après les *Three Places in New England* de Charles Ives, agréables musiques pastorales et contemplatives, où « le rêve passe » dans une de ces savoureuses superpositions de musiques militaires qu'adorait le compositeur, venaient les trois œuvres écrites par Zappa pour l'E.I.C.

Dupree's Paradise, un bar de Los Angeles à 6 heures du matin ; *Naval Aviation in Art ?*, une photo de *Life* représentant des peintures de bataille par les marins d'un navire de guerre ; *The Perfect Stranger*, un marchand d'aspirateurs vend sa brillante machine à une ménagère... Du moins, c'est Zappa qui le dit.

Rien de bien révolutionnaire en cela. La première pièce, avec ses rythmes vifs et ses allusions au blues, fait songer parfois à *Porgy and Bess* ; musique claire, agréablement orchestrée, souple et « bien dans sa peau ». La deuxième développe brièvement une belle trame aux coloris moirés sur laquelle broche un *motif brisé*. La troisième, assez longue, raconte une histoire, fait des gestes comme un ballet, projette des images comme un film, en une série de péripéties où il est difficile de déceler une nécessité formelle. On écoute sans ennui cette musique *franche et optimiste, dont* la bonne conscience est évidente. Quand à y reconnaître les préoccupations ou l'influence de Varèse, Stravinsky et Berg...

Ce n'est sans doute pas non plus ce qu'attendaient les admirateurs du célèbre rocker. L'enthousiasme a été modéré, malgré les chaussures rouges *et les* petits *signes d'amitié* chaplinesques du héros de la fête à *la coiffure de saule* pleureur sur une silhouette dégingandée. Mais les spectateurs sont restés sagement en place pour écouter trois mélodies assez ternes de Carl Ruggles, et un très beau cycle d'Elliot Carter, *A Mirror on which to dwell*, sur six poèmes d'Elisabeth Bishop, fort bien chantés par la soprano Lucia Meeuwsen.

C'était *enfin* une musique très lyrique, passée par le creuset d'une écriture exigeante, et prenant son vol sur une poésie hermétique, mais riche en suggestions, un chant svelte et allusif, avec un *lumineux* discours instrumental, dénotant une sensibilité vive dont *on a eu rarement* le témoignage jusqu'ici chez le grand *compositeur* américain.

JACQUES LONCHAMPT.

JEAN DIEUZAIDE A LYON

Un classique pour le Château Lumière

Dès qu'il se présente, décline son nom, Michel Dieuzaide doit s'entendre demander souvent : *« Dieuzaide ? Vous avez quelque chose à voir avec le photographe ? »* Et probablement répond-il : *« C'est mon père, oui »,* en songeant au sort léger, enviable, de ceux dont les ascendants directs ne sont ni connus, ni reconnus. Or en plus, Dieuzaide Michel, fils de Jean, fait *aussi de la photographie un métier.* Il faut toutefois compléter : cinéaste également, il réalise des films sur des peintres, des documentaires sur des photographes.

C'est à la fois le fils de son père, et l'autre – le documentariste – que Sonia Bove, directrice de la Fondation nationale de la photographie à Lyon (1), a choisi pour commissaire de la première grande exposition en *France des travaux de Jean Dieu*zaide. Cela aurait pu être une fausse bonne idée – tant il est vrai parfois que l'on est jamais si maladroitement servi que par les siens. Au contraire, les cent cinquante images rassemblées dans les salles rococo du Château Lumière ont été sélectionnées et accrochées de telle façon qu'il y a là – *mieux qu'une simple rétrospective* – une mise en perspective de l'œuvre de Jean Dieuzaide.

Le visiteur se voit invité à parcourir, *dans une sorte d'intimité sensible* mêlée de respect et de tendresse, le chemin de cet infatigable touche-à-tout né dans le Sud-Ouest en 1921 et qui commença sa carrière en 1944 par des clichés de la libération de Toulouse, sa ville.

Jean Dieuzaide, qui longtemps a signé simplement YAN, fut d'abord l'auteur d'un des premiers portraits officiels du général de Gaulle. Il commence dès *1946* à ausculter son pays, la Gascogne, pour illustrer un *livre de Jean de Pesquidoux*, puis assure les reportages sportifs du *Parisien libéré* pour tout le Sud-Ouest. Bientôt, *Paris-Match* recourt à ses services de reporter tous terrains. En 1954, honneur insigne, le magazine *Life* publie *le Mariage des funambules qu'il a photographié,* porté lui-même à califourchon sur les épaules d'un fil-de-fériste.

Ensuite, il ne travailla plus tellement pour la presse mais ne cessa jamais d'être témoin, de se rendre sur les coups (au cas où...), d'approcher *les gens qui... (ceux qui comp*taient ou compteraient). Ses séjours de longue durée ; ses investigations en Espagne du Sud, au Portugal, en Sardaigne, dans le Béarn voisin, en Turquie, étaient aussi des reportages *pour le compte des Éditions Arthaud, ou pour celles du Zodiaque. Patient,* il observait le tragique, attentif, il guettait la beauté ; parfois l'essentiel se résume à un paysage.

Dieuzaide, avec la même ferveur, a montré, saisi, ce qui faisait la *grâce,* la *particularité des gitans,* et encore il a su capter en noir et blanc et lumières les splendeurs et secrets des architectures romanes : images de quasi-louange, et sensuelles avec ça.

« Avec application, il a toujours cherché à rendre hommage », dit Michel Dieuzaide parlant de cette *« œuvre commise simplement, mais avec foi par un homme honnête »* qui est son père.

Une foi chrétienne *« de charbonnier sincère et difficile à discuter »,* aux dires encore de son fils, imprègne les images de Jean Dieuzaide jusqu'aux plus récentes, comme ces natures mortes colorées partiellement ou ces racines d'arbres, ou *cette bouteille vide abandonnée dans* le sable sur une plage, ou encore *la Fleur sans eau,* qui a fini de faner dans un pot de *mourtarde* resplendissant de rondeur. Même dans la période ou, ayant monté un atelier à lui, Dieuzaide devait, pour assurer la paye de ses employés, faire sur commande de la photo industrielle, son *regard ne se départissait pas d'une* fraîcheur d'enfant, ou de sage, prêt à rendre grâce, à louer l'univers pour la beauté de l'avion Concorde à sa première sortie, ou pour la densité d'un nuage flottant au-dessus des tuyaux de la raffinerie de Lacq. D'un cliché l'autre, toujours la *lumière,* travaillée, sculptée, dévoile un optimisme fon*cier et semble résonner de vibrations* sereines, apaisées. Voilà pourquoi, peut-être, cet artisan modeste, obstiné, n'a jamais signé de reportage de guerre.

On se sent, au sortir de l'exposition, comme ces soirs d'été dans les *villages où l'on sonne encore* l'angélus. On reste surtout avec le souvenir des portraits comme autant de caractères résumés : Kennedy, Pablo Casals, Boris Vian en chaussures de tennis, Dali dans l'eau, moustache fleurie et yeux de momie égyptienne, Marie-José Nat, style années 60 – ongles brillants et foulard, – Olivier Messiaen et sa bouche gourmande, Jean Giono grave, en 1968, peu avant sa mort. Maritain, le front éclairé par un soleil que des persiennes filtrent. Comme si tous ces êtres s'étaient livrés en confiance : la façon méticuleuse de *Dieudaize est celle d'un peintre.*

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ *Jusqu'au 15 janvier.*

(1) Contrairement à ce que nous indiquions à propos de l'Institut Lumière (*le Monde* du 31 décembre), la Fondation nationale de la photographie n'a pas quitté Lyon.

■ VOL AU MUSÉE DAVID. – Deux bustes de marbre, de David d'Angers, ont été dérobés à la fin de la semaine dernière à Angers, au musée David-d'Angers (1788-1856). Le vol, qui concerne les deux bustes du naturaliste Lacepède et du révolutionnaire La Revellière-Lépeaux, n'a été découvert que le samedi 7 janvier.

■ DÉMISSION DU DIRECTEUR DE « LA ROSE DES VENTS ». – M. Pierre-Etienne Heymann, *directeur* du Centre d'action culturelle La rose des vents, de la ville nouvelle de Villeneuve-d'Ascq, dans la banlieue lilloise, vient de donner sa démission à la suite d'un différend avec la municipalité d'union de la gauche que dirige M. Gérard Caudron (P.S.). Récemment, le maire et l'adjoint à la culture ont mis en cause la politique culturelle pratiquée par le C.A.C., qui s'appuie surtout sur la création théâtrale. Ils souhaitent que La rose des vents soit un lieu de diverses formes d'expression artistique, et notamment de l'audiovisuel. M. Pierre-Etienne Heymann était directeur de La rose des vents depuis 1967. – *(Corresp.)*

ENTRETIEN AVEC PIERRE DESPROGES

Mourir de honte et de rire

Pierre Desproges présente son premier one-man-show au Théâtre Fontaine à partir du jeudi 12 janvier. L'ancien sociétaire du « Petit Rapporteur », le procureur du « Tribunal des flagrants délires », M. Cyclopède, l'auteur d'un *Manuel de savoir-vivre à l'usage des rustres et des malpolis* et d'un ouvrage plus récent intitulé : *Vivons heureux en attendant la mort* se présente comme un « écriveur » qui ridiculise le culte des chanteurs, des sportifs, des enfants, comme un humoriste qui aime le comique en liberté, le burlesque dépendant de la sonorité plus que du sens.

« *Dans la vie,* dit Pierre Desproges, *j'ai une constante qui est le doute. J'ai commencé à travailler dans le journalisme à trente et un ans parce qu'on est venu me chercher. Sinon, j'aurais continué à hésiter entre deux voies.*

» *Jusque-là, je « glandouillotais » : j'avais fait les assurances-vie, des études para-médicales. J'étais même devenu directeur commercial d'une société qui fabriquait des poutres en polystyrène que l'on collait au plafond. C'était une horreur. J'avais inauguré l'invention dans un grand restaurant. J'en avais plein au plafond : au début de la soirée, les poutres sont tombées dans la soupe.*

» *Journaliste, on m'a confié les chiens écrasés à* l'Aurore, *le seul journal juif-pétainiste qui réclamait à longueur d'année le retour à Douaumont des cendres du maréchal. J'ai fait les pires choses : mon premier reportage a eu pour thème des scouts marins qui s'étaient noyés. Il fallait aller dans les familles pour récupérer les photos des victimes. J'étais mort de honte. Le photographe qui m'accompagnait a obtenu les documents. Comme la plupart de ses confrères, c'était un type incroyable, une sorte de bulldozer. Il faisait partie d'une race qui s'est depuis noyée dans le pastis. J'en ai vu un, qui, un jour, interviewait un enfant-martyr : la mère l'asseyait sur le poêle brûlant, ça l'amusait. Quand l'affaire avait été découverte, le môme avait été confié à la concierge. Il était tellement heureux chez celle-ci qu'il avait en permanence un doux sourire d'enfant normal. Pour obtenir une photo boulversante, le reporter-photographe avait dû filer une paire de gifles au gosse.*

» *Après les chiens écrasés, on m'a donné, dans le même journal, une rubrique un peu rigolote. A la manière anglo-saxonne, avec une chute de mon cru, j'utilisais des informations loufoques, mais vraies : le type qui a mangé son vélo en six jours, trois heures et quatre dixièmes, le lanceur de bouse de cheval du Kentucky. Ou encore cette dépêche authentique :* « Le Belge John Matisse a réussi à tirer une locomotive à la seule force de ses dents sur une distance de 150 mètres ». *Et je rapportais simplement :* « A notre connaissance, c'est la première fois qu'un Belge s'appelle John ».

« T'as besoin d'une guillotine ? »

– C'est en lisant cette rubrique que Jacques Martin, qui produisait « Le petit rapporteur » vous a téléphoné.

– *La veille de mon premier passage à la télévision, je me suis dit :* « tu vas avoir le trac, tu vas être bredouillant et sinistre ». *Pour me mettre à l'aise, j'ai décidé de jouer un personnage à la mine patibulaire qui bafouillait. Pour faire de la scène, aujourd'hui, j'ai adopté un peu la même démarche : comme je trouve outrecuidant d'oser parler tout seul à des gens assis qui paient pour ça, j'ai eu peur d'être gêné debout, devant le public et je me suis servi de cette hantise.*

– Après « Le petit rapporteur », il y a eu quelques tentatives timides au café-théâtre et au music-hall.

– *J'ai présenté un duo avec Evelyne Grandjean, mais je me suis aperçu que je n'étais pas fait pour écrire à deux. J'ai animé ensuite le spectacle de Dalida à l'Olympia. Ça a été épouvantable : dans les coulisses, j'étais poursuivi par Orlando, le frère et manager, qui voulait me faire la peau et disait comme un leitmotiv :* « Il nous em» merde celui-là avec ses « humours» teries ». Il dit que ma sœur et moi » on a un accent, c'est pas vrai ! »

» *Enfin, il y a eu la radio avec l'émission quotidienne « Le tribunal des flagrants délires », où je tenais le rôle du procureur général. Je me suis senti bien dans cette émission. Ça m'a permis d'affiner mon écriture. « Les flagrants délires », représentaient pour moi dix minutes de sketche à concevoir chaque jour. C'était épuisant. Il y avait une espèce de compétition avec Luis Rego qui jouait le personnage de l'avocat de la défense. C'était un travail de forçat. J'avais un tout petit magnétophone sous l'oreiller et je faisais des bonds quand un calembour surgissait dans ma tête. Je crachais mon jeu de mot de peur de le perdre. Avec « Les flagrants délires », j'ai vraiment appris à me servir des outils du comique.*

– Guy Bedos a été un des nerfs moteurs du one-man-show que vous présentez aujourd'hui.

– *Il m'encourage depuis un an. Il m'a fait répéter dans son propre théâtre, le Gymnase, et il est venu me voir une dizaine de fois. J'avais tellement la trouille au début que j'avais prévu des costumes, des décors insensés. Pour me protéger. Petit à petit, Bedos m'a dit :* « T'es sûr » que t'as besoin d'une guillo» tine ?..., t'es sûr de vouloir t'habil» ler en rouge ?..., t'es sûr de tenir à » cette forêt de sapins ? » *Il m'a fait tout enlever. Il m'a rassuré :* « Tu es » bien comme tu es. Bouges comme » tu en as envie ! »

– Pourquoi ce titre donné à votre dernier ouvrage : *Vivons heureux en attendant la mort ?*

– Je trouve insupportable, déplacé, que nous puissions mourir. J'aimerais qu'on m'invite un jour de Toussaint à « Apostrophes » sur le thème de la mort. Entouré de croquemorts, on pourrait fabriquer une belle émission sur la mort et donc sur le rire. »

CLAUDE FLÉOUTER.

NOTES

Cinéma

« LA NUIT DES JUGES DE PETER HYAMS

Un Cayatte américain

Le titre original anglais, *The Star Chamber* (la Chambre étoilée), fait référence à une juridiction d'exception créée en 1487 par le roi Henri VII d'Angleterre pour pallier les déficiences de la justice officielle. Le titre français *la Nuit des juges* enfonce immédiatement le clou, suggère *a priori* l'atmosphère de complot et d'obscurantisme qui entoure les initiatives de ce groupe d'hommes de loi de Los Angeles, décidant de suppléer par eux-mêmes, par leur propre violence, aux lacunes procédurières qui, parfois, aboutissent à libérer des criminels.

Et c'est là où le film devient intéressant, derrière ses grosses ficelles romanesques, ses effets trop appuyés, son côté super-thriller : la justice devrait avoir pour but de défendre jusqu'au dernier moment les droits des présumés coupables, quitte à frustrer le légitime désir de vengeance des victimes et de leurs familles. Peter Hyams, pour un premier film dont il a également signé l'adaptation, crée *in fine* un très habile suspense où toutes les apparences sont renversées, où qui est poursuivi n'est pourtant pas le (ou *les) criminel(s) présumé(s)*, mais le devient pratiquement par un nouvel acte de violence.

LOUIS MARCORELLES.

★ *Voir les films nouveaux.*

Musique

« M. CHOUFLEURI RESTERA CHEZ LUI »

L'esprit d'Offenbach

M. Choufleuri n'aime pas la musique. S'il s'aventure à organiser, chez lui, une représentation lyrique, c'est dans l'espoir de voir un jour son nom écrit dans le journal, encore qu'il ne souffre guère les journalistes. Telle est la donnée de l'opérette en un acte, *M. Choufleuri restera chez lui*, qu'on a pu voir et revoir à Paris, à l'Opéra-Comique, dans le spectacle « Vive Offenbach », et qui se promène également dans les petites localités de l'Eure.

La troupe de l'Eure musicale, formée il y a deux ans et qui avait fait ses premières armes sur *le Mariage aux lanternes*, d'Offenbach, est composée d'amateurs, avec les limites que cela suppose, mais s'il leur a fallu plusieurs mois de travail pour réaliser ce que des professionnels mettraient sur pied en quinze jours, on s'aperçoit vite qu'ils s'engagent beaucoup plus loin dans ce qu'ils font et que, sur certains points, ce sont eux qui auraient des leçons à donner. La jeune première, dans le rôle d'Ernestine, possède, outre une voix naturelle de soprano léger, un sens agréable de la musicalité.

Il est vrai que la petite troupe est bien entourée d'un metteur en scène ingénieux, Jean-Jacques Clément, et d'un pianiste – homme orchestre – répétiteur, Marc Laterrade ; les décors et les costumes ont été réalisés avec les moyens du bord, mais avec goût, ce qui ne gâte rien.

GÉRARD CONDÉ.

Théâtre

« HORACE » A CORBEIL-ESSONNE

Le combat des fils

Des jeunes gens embarqués dans le dernier baroud d'une guerre qui ne les concerne pas et dont l'issue les dépasse, qui sacrifient leur peau et leur cœur à des idées mortes. Ivan Morane voit dans *Horace* le combat des fils pour le profit des pères. Il dédie sa mise en scène à Fassbinder, en souvenir de ce film amèrement sarcastique, masochiste même, *la Troisième Génération*, qui tourne en dérision les sursauts apeurés des dilettantes de la révolution.

On ne retrouve pas la dérision dans le spectacle d'Ivan Morane, mais la détresse et la colère. Les Horace et les Curiace repésentent toutes les jeunesses laminées par l'histoire. Il ne vont pas poussés par la fougue. Ils se posent des questions sur l'efficacité de leur sacrifice. Ils sont à la *fois lucides et désarmés*, réduits à se cogner contre des murs qui se dérobent, à se débattre dans le vide... Des jeunes gens de toujours et d'aujourd'hui dans un palais détruit autour d'une table trop grande qui porte les reliefs d'un banquet funèbre. Et le sage, le roi, le vieil Horace, *deus ex-machina* juché sur le char de l'Etat, apparaît grotesque, redoutable et vainqueur.

COLETTE GODARD.

★ Corbeil-Essonne, centre culturel Pablo-Neruda, du 11 au 14 janvier. Du 21 au 28 février à Evreux, Théâtre municipal.

SPECTACLES

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA OPÉRA-COMIQUE Salle Favart Mercredi 11 janvier à 20 heures (p.e. Valmalète)	CONCERT DE SONATES **Hervé Le Floch** violon **Brigitte Vandôme** piano BEETHOVEN, BRAHMS PROKOFIEV
SALLE ROSSINI 6, rue Drouot Jeudi 12 janvier à 20 h 45 (p.e. Kiesgen)	LE TRIPTYQUE Pt P. d'Arquennes 50e anniversaire Œuvres Lekeu - Messiaen Casterède - Y. Desportes Denise Roger avec M.C. Theuveny M. Blanchot - A. Raes E. Vassilieva - B. Prugnac Entrée gratuite
SALLE GAVEAU Samedi 14 janvier à 17 heures (p.e. Werner)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE PROGR. MUS. FRANCE CULTURE TRIO HAYDN DE VIENNE Schubert, Martinù Mendelssohn
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 15 janvier à 17 heures (p.e. Kiesgen-Werner)	QUATUOR ENESCO Beethoven - Dvorak Schubert « Rosamunde »
SALLE PLEYEL Dimanche 15 janvier à 17 h 45 (p.e. Valmalète)	CONCERTS LAMOUREUX Dir. : Jean-Claude BERNEDE Sol. : Jean ESTOURNET Raymond GLATARD Bertile FOURNIER Jean-Michel VARACHE MOZART MOUSSORGSKY-RAVEL
SALLE GAVEAU Mercredi 18 janvier à 20 h 30 (p.e. Valmalète)	J.M. Fournier Productions Philip BRIDE violon Bernard RINGEISSEN piano SCHUBERT, FRANCK BRAHMS, POULENC, ELGAR
ÉGLISE ST-GERMAIN L'AUXERROIS 2, place du Louvre 75001 PARIS Mercredi 18 janvier à 20 h 30 Rens. Réserv. 523-08-66 3 FNAC Places 60 F et 30 F (p.e. Valmalète)	Concert à l'occasion de la création de la SOCIÉTÉ M.A. CHARPENTIER LES ARTS FLORISSANTS Dir. : WILLIAM CHRISTIE Œuvres sacrées de Marc-Antoine CHARPENTIER
SALLE GAVEAU Jeudi 19 janvier à 20 h 30 (p.e. Kiesgen)	ORCHESTRE DU CONSERVATOIRE de PARIS Dir. J.S. BEREAU Eric Le SAGE piano Ch. DESJARDINS alto Gounod - Liszt - Berlioz
ÉGLISE SAINT-EUSTACHE Mardi 24 janvier à 20 h 45 (p.e. Valmalète) Loc. kiosque en face de l'église et par tél. : 658-86-42	2e grand concert FESTIVAL BRAHMS Ave Maria, op/12 ALTO RHAPSODY Sol. : Michèle Möser UN REQUIEM ALLEMAND Sol. Claudy Saneva André Duchesne Sté Chanteurs et Orch. des Concerts de SAINT-EUSTACHE Dir. R.P. Émile MARTIN



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE PRINCE ETERNEL - Tourtour (887-82-47), 20 h 30.
LE SUICIDAIRE - Espace Marais (884-09-31), 20 heures.
SOURIRE OBLIGÉ - Cité-Galerie (589-38-69), 20 h 30.
L'OISEAU VERT - T.E.P. (797-96-06), 20 h 30.
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF (en anglais). Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30.
ALBATROS - Cartoucherie, Tempête (328-36-36), 20 h 45.
LABICHE DE POCHE - Lys-Montparnasse (327-88-61), 20 h 30.
ANGELO TYRAN DE PADOUE - Rond-Point (256-70-80), 20 h 30.
MÉMOIRES D'ISLES - Théâtre 18 (226-47-47), 20 h 30.
LE ROI VICTOR - Boulogne, T.B.B. (603-44-44), 20 h 30.
LA PENDULE - Épicerie (272-23-41), 20 h 30.
PREMIER AVERTISSEMENT - American Center (321-42-30), 21 heures.
MINNA VON BARNHELM (en italien). Odéon - Théâtre de l'Europe (325-70-32), 20 heures.
LE PASSEPORT - Athénée, Bérard (742-67-27), 18 h 30.
LA MÈRE CONFIDENTE - Cité, Resserre (589-38-69), 20 h 30.
CHANT DANS LA NUIT - Essaïon (278-46-42), 20 h 30.
ACTRICES - Espace Marais (584-09-31), 22 h 30.
LA MARIONNETTISTE DE LODZ - Aubervilliers, Théâtre de la Commune (823-16-16), 20 h 30.
UNE LUNE POUR LES DÉSHÉRITÉS - Créteil, Maison des arts (899-94-50), 20 h 30.
LA CRUCHE CASSÉE - Gennevilliers, Théâtre (793-26-30), 20 h 30.
BATAILLES - Théâtre Fontaine (874-74-40), 21 h 45.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : la Critique de l'école des femmes ; l'Ecole des femmes.
PETIT ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32) ; 18 h 30 : la Prise de l'école de Madhubaï.

Mardi 10 janvier

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77). Danse, 18 h 30 : Groupe Emile-Dubois : Daphnis et Chloé.
CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34) 20 h 30 : J.-P. Farré : le Dernier Soliste.
THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Médée.
TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un mari à la porte.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40), le 10 ; le Troisième Témoin.

Les autres salles

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 15 h et 21 h : Monsieur Vernet - le Pain de ménage.
BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.
CARTOUCHERIE, Épée de bois (808-39-74), 20 h 30 : Rue noire.
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : la Manie de la villégiature.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 22 h : les Eaux et Forêts.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Mademoiselle Julie.
ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : le Sixième Jour.
ESSAION (278-46-42). I. : 21 h : Agatha.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Pinok et Matho.
LUCERNAIRE (544-57-34). I. 20 h 30 : les Journées orageuses de Garounski. — II. 18 h 30 : Recatonpilu ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo. — Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.
MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : les Serpents de pluie.
MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : le Bonheur à Romorantin.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.
MONTPARNASSE (320-89-90). — Petite salle 20 h 30 : le Journal d'un homme de trop.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : la Pierre de la folie.
PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K 2.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : l'Île de Tulipatan.
RADEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37), 20 h : Don Juan aux enfers.
RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 30 : Vincent et Margot.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.
TAI TH. D'ESSAI (278-10-79), I. : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 20 h 30 : Huis clos.
TEMPLIERS (278-91-15), 20 h : Mitton ; 21 h : Monsieur Tristan Bernard.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Naïves hirondelles ; 22 h 15 : Au secours ! papa, maman veut me tuer.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : la Spécialité.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. — II : 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Last Lunch, Dernier service ; 22 h 30 : Fouillis.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Chant d'épandage ; 22 h 15 : l'Auvent du pavillon 4.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — II : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranche de vie ; 21 h 30 : le Ticket ; 22 h 30 : Moi, je craque, mes parents raquent.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; 22 h 30 : le Céleri jaune, Spectacle branché.
TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : Quelque estaminet.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : P. Miserez.

Le music-hall

ANTOINE (208-77-71), 20 h 30.
BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : A. Métayer.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Lâche-moi les claquettes.
GYMNASE (246-79-79), 21 h : Font et Val.
LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : Ch. Bernard.
OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : Y. Duteil.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Toto Bissainthe.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.
DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'Impôt et les Os.

La danse

THÉATRE DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Akiadone-C. Ikeda, Danse Buto.

Les cirques

CIRQUE GRUSS (245-85-85), 20 h 30 : Festival mondial du cirque de demain.

Les concerts

Eglise St-Roch, 20 h 30 : Los Calchakis (Ramirez).
Salle Gaveau, 20 h 30 : V. Spivakov, B. Bechteriev (Bartok, Chostakovich, Schubert...).
Porte de la Suisse, 20 h 30 : Ensemble Serenata de Genève (Schoenberg, Gaudibert, Zelenka).
Eglise St-Thomas-d'Aquin, 20 h 45 : Chœur Grégorien de Paris, dir : F. Polgar.
Centre Bösendorfer, 20 h 30 : F. Kerdoncuff (Mozart, Schubert, Beethoven).

Les festivals

R. ALDRICH (v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33) : Qui a tué Sister George ?
AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : la Dernière Séance.
L'AVENTURE AU CINÉMA (v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38) : le Seigneur de l'aventure.
I. BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 15 h : le Septième Sceau.
MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (327-72-07) : Monkey Business.
CINÉMA GEORGIEN (v.o.) : Cosmos (544-28-80) : 16 h, Ne sois pas triste ; 18 h : la Chute des feuilles ; 22 h : Il était une fois un merle chanteur.
G. DEBORD : Studio Cujas, 5e (354-89-22) : In girum imus nocte et consumimur igni.
FELLINI (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h 45 : Prova d'orchestra ; 16 h : Casanova ; 18 h 30 : la Cité des femmes.
FILMS FANTASTIQUES (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h : Le monstre est vivant ; 18 h : Massacre à la tronçonneuse ; 20 h : Litan ; 22 h : Résurrection.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Psychose.
EN ATTENDANT GODARD : Movies, 1er (260-43-99), 16 h : Sauve qui peut (la vie).
LAURENCE OLIVIER : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04) : Hamlet.
PANORAMA DU JEUNE CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9e (770-63-40), 20 h 30.
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07) : Un fauteuil pour deux.
C. SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 16 h : Ana et les loups ; 20 h : Vivre vite (**).
JULES VERNE (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) : Aventures fantastiques.
WOODY ALLEN (v.o.) : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05) : 16 h 15, 22 h : Bananas ; 18 h 15, 20 h : Comédie érotique d'une nuit d'été.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Georges Lannes (1894-1983), 15 h : Le Mystère Barton, de C. Speak ; 19 h : Un flic, de M. Canonge ; 21 h : Cinéma japonais (1900-1970) : Nippon (deux parties), adaptation de C. Farrère.

BEAUBOURG (278-35-57)

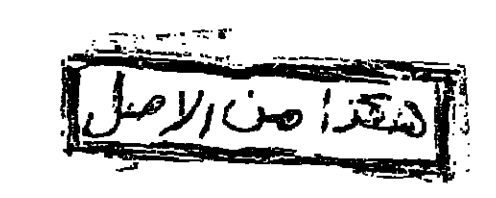
Relâche.

Les exclusivités

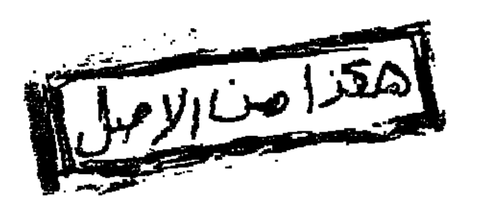
ADIEU FOULARDS (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).
L'AMIE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE (Ital., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
ANDROIDE (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
LES ANGES DU BOULEVARD (Chi., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
A NOS AMOURS (Fr.) : Gaumont Halles 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'ART D'AIMER (franco-it.) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83).
AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Paramount Opéra 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ;











SPECTACLES

Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepot, 14e (545-35-38) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : *Quintette*, 5e (633-79-38).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BOAT PEOPLE (Chin., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

CARMEN (Esp., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

CLASS (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LES COMPÈRES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sui.) St-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

LES DENTS DE LA MER Nº 3 (A., v.o.) : Forum, 1er (233-42-26) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; *Paramount City*, 8e (562-45-76). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. *Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; *U.G.C.* Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, *14e (329-90-10)* ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, *5e* (633-79-38) ; Biarritz, *8e* (723-69-23) ; Parnassiens, *14e (320-30-19)*. – (V.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) Ambassade, 8e (359-19-08).

FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). – *(V.f.)* : Français, 9e (770-33-88).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15) (H. sp.).

FURYO (Jap., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

GARÇON (Fr.) : *Paramount Odéon, 6e* (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse *Pathé, 14e (320-12-06)*.

GET CRAZY (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

JOY (**) (*franco-canadien*) : Maxeville, 9e (281-51-15).

LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVALE (Franco-américain) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Studio *des Ursulines, 5e (354-39-19)*.

LE MARGINAL (Fr.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

MEGAVIXENS (A., v.o.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

MISS OYU (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

OCTOPUSSY (A. v.o.) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).

PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (350-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PREMIERS DÉSIRS (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Marignan, 8e (359-92-82).

PRINCESSE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES PRINCES (Fr.) : Cinoches Saint Germain 6e (633-10-82).

QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; *Ermitage, 8e (359-15-71)*. – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; *Rex, 2e (236-83-93)* ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount *Maillot, 17e (758-24-24)* ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bienvenüe Montparnasse, *15e* (544-25-02).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; *14 Juillet Parnasse, 6e* (326-58-00).

LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CHOIX DES SEIGNEURS, film américain de Giacomo Battiato, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08), v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

LA NUIT DES JUGES, film américain de Peter Hyams, v.o. : Forum, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; *Marignan, 8e (359-92-82)* ; Georges-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19), v.f. : *Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70)* ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; *Fauvette, 13e (331-56-86)* ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; *Montparnasse-Pathé, 14e* (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)

ET VOGUE LE NAVIRE, film italien de Fédérico Fellini, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; U.G.C.-Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06), v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

RUE BARBARE, (*), v.f. : film français de *Gilles Behat* : *Forum*, 1er (297-53-74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, *6e (325-59-83)* ; *Publicis-St-Germain*, 5e (222-72-90) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; *Publicis-Champs-Élysées*, 8e (720-76-23) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; *Max-Linder*, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-*Galaxie, 13e (580-18-03)* ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, *14e (329-90-10)* ; *Paramount-*Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Convention-*Saint-Charles, 15e (579-33-00)* ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; *Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25)*.

28 ANNÉES DE CINÉMA GEORGIEN, (Reprises et Inédits), v.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), la Guerre des Etoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. *Opéra, 2e (261-50-32)* ; *Paramount Marivaux*, 2e (296-80-40) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e *(633-79-38)* ; *U.G.C. Odéon, 6e* (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; *U.G.C. Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; *Gaumont* Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; *Bienvenüe Montparnasse*, 15e (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

TOOTSIE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRACE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; *Studio Alpha*, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. *Champs-Elysées*, 8e (359-12-15) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; *Convention* Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version *Delavault* ; *version Gal* ; version Saurova : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) *(H. sp.)* : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-all., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : *Lumière, 9e* (246-49-07).

Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

WARGAMES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ZELIG (A.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; *Epée de Bois, 5e (337-57-47)*.

Les séances spéciales

BULLITT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), 22 h.

LE DOULOS (Fr.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 20 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 10.

LENNY (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), *20 h*.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85), 19 h 15.

NEW-YORK 1997 (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

NOCES DE SANG (Esp., v.o.) : Châtelet-*Victoria, 1er (508-94-14), 19 h 05*.

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

PROVA D'ORCHESTRA (It., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 15 h 45.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 25.

LA ROSE ET LA FLECHE (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 18 h.

LE SEPTIÈME SCEAU (Suéd., v.o.) : *Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 15 h*.

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), 21 h 45.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), 22 h.

TRAQUENARD (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : *Studio Galande*, 5e (354-72-71), 22 h 30.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 21 h.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 10 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Les mardis de l'information : la crise des autres.
Magazine de la rédaction de TF 1.
1974-1984. Depuis dix ans, les pays occidentaux subissent une dure crise économique. Un examen de la situation, une série de reportages aux Etats-Unis, en Italie, en R.F.A., en U.R.S.S. et au Togo.

21 h 40 Variétés : Vagabondages.
Roger Gicquel invite Francis Lalanne, P Dumond.

22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 Film : la Soupe aux choux.
Film français de J. Girault (1981), avec L. de Funès, J. Carmet, J. Villeret, G. Dejoux, C. Gensac, M. Perrin.
Dans un hameau isolé du Bourbonnais, deux vieux paysans qui aiment un peu trop le vin rouge attirent par hasard un extra-terrestre, qui va être converti à la soupe aux choux. Concours de pets et gags à l'avenant. Une farce d'une énorme vulgarité où L. de Funès fait peine à voir. Triste.

22 h 25 Mardi cinéma.
Avec Jerry Lewis, M. Blanc, J. Carmet, Miou-Miou.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : l'Homme au cerveau greffé.
Fim français de J. Doniol-Valcroze (1972), avec M. Carrière, N. Machiavelli, M. Duchaussoy, J.-P. Aumont, M. Egerikx.
Un chirurgien, condamné par une maladie de cœur, fait greffer son cerveau sur le corps d'un jeune coureur automobile grièvement blessé. L'opération réussit mais le cerveau domine la personnalité de celui qui l'a reçu sans le savoir. Curieux conflit psychologique à partir d'un thème de science-fiction. La mise en scène, intelligente et subtile, s'attache à la dualité d'un être nouveau, à ses problèmes.

22 h Journal.

22 h 20 Magazine : La vie en face.
Par P. Alfonsi et P. Pesnot.
Libé allume la télé.
Un reportage concret, vivant, sur le journal Libération : *sa genèse, son évolution, son idéologie.*

23 h 25 Prélude à la nuit.
Sonate pour violoncelle, de Kodaly, par P. Tortelier.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 10 Ciné 16 : Trente Hectares de bonne terre, téléfilm de J.P. Gallo.
18 h 35 Sauvetage en mer.
18 h 55 Dessin animé : les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers.
Truquage vidéo d'après l'œuvre de J. Verne.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : « Pratique et critique de l'écriture aujourd'hui », avec A. *Compagnon* et F. Marmande.
21 h 15, Semaines musicales d'Orléans : caf' conc', avec I. Jarsky : alto, altos..., avec G. Caussé, A. Flammer, J.-C. Henriot...
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Jazz : les irréfutables.
20 h 30, *Concert* (50e anniversaire de l'Orchestre national) : *Pelléas et Mélisande,* de Debussy, par l'Orchestre national, dir. D. E. Ingelbrecht.
23 h, Fréquence de nuit : jazz club.

Mercredi 11 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Le rendez-vous d'Annik.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain.
13 h 50 Vitamine.
16 h 40 Jouer le jeu de la santé.
16 h 45 Temps X : le Prisonnier.
17 h 40 Info jeunes.
17 h 55 Jack spot.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 heures moins 5.
19 h Météo.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 Tirage du loto.
20 h 35 Feuilleton : Dallas.
Ellie prend la décision de déclarer la mort de Jock. Ses dernières volontés seraient de nature à miner le clan Ewing.

21 h 30 Saga.
Magazine scientifique de M. Treguer.
Des homards au Japon ; le petit journal de Paul Caro ; Bébé-greffe.

22 h 25 Patinage artistique
Championnats d'Europe à Budapest.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Les amours romantiques.
13 h 50 Les carnets de l'aventure.
14 h 25 Dessins animés.
15 h Récré A 2.
17 h 10 Platine 45.
Avec Hervé Christiani, Irène Cara, AC/DC, Freddie La Rocca...
17 h 45 Terre des bêtes
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : les Cinq dernières minutes.
Meurtre sans pourboire. Réal. J. Chapot. Avec J. Debary, M. Eyraud...
Un meurtre, des témoignages contradictoires. Le commissaire Cabrol s'en charge.

22 h 10 Magazine : les jours de notre vie
La neurochirurgie vasculaire.
Les hémorragies, les malformations congénitales. A l'hôpital Lariboisière avec les professeurs R. Houdart, J. Cophignon, et les docteurs B. George, C. Thurel...

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Variétés : Cadence 3.
De Guy Lux et L. Milcic.
Avec le Grand Orchestre du Splendid, le Golden Gate Quartet, Daniel Guichard, Marie-Paule Belle...
21 h 50 Journal.
22 h 10 Feuilleton : Exil.
D'après L. Feuchtwanger, réal. E. Günther ; avec K. Löwitsch, L. Martini, V. Glowna...
(2e épisode).

23 h Sport : Basket-ball.
Coupe d'Europe des clubs champions : Limoges C.S.P.-Barcelone.

23 h 40 Prélude à la nuit.
Les Adieux, d'H. Wolf ; *l'Enfant de la muse,* de Schubert, par H. Prey.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 15 Dessins animés : Belle et Sébastien ; Huckleberry Finn et Tom Sayer.
18 h 5 Carrefour de l'Outre-Mer.
18 h 30 Vie régionale.
18 h 55 Dessin animé : Les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers.
Truquage vidéo d'après l'œuvre de Jules Verne.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, les métamorphoses de l'espace.
8 h 50, Echec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : Grand Prix du livre pour la jeunesse.
11 h 2, Musique : Cecil Taylor, avant et au-delà du déferlement (et à 13 h 30, 17 h 32 et 20 h).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : *Passé pas mort,* de R. de Saint-Jean.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs.
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg : à 15 h 35, les *cosmologies* (les Celtes) ; à 16 h 10, Science ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30, Feuilleton : les Ethiopiques.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Perspectives scientifiques : Linguistiques fantastiques.
20 h, Cecil Taylor : Avec C. Taylor, S. Lacy, A. Silva.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

0 h, Fréquence de nuit : Œuvres de Wagner, Schoenberg, Mozart, Goldmark ; à 2 h 15, Concert : œuvres de Dukas, Saint-Saëns, Schubert.
6 h 2, Pittoresques et légères.
6 h 30, Musiques du matin.
7 h 10, Concert : Quatuor de Brahms, par le Quatuor Chilingirian.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 12, Magazine.
9 h 2, *Le matin des musiciens* – 50e anniversaire de l'Orchestre national : Œuvres de Milhaud, Stravinsky, Martinet, de Falla, Berlioz.
12 h, Avis de recherche.
12 h 35, *Jazz : Bill Evans.*
13 h, Opérette magazine.
13 h 30, Jeunes solistes : Œuvres de Mozart, Milhaud, par C. Fernier, E. Elias, pianos.
14 h 4, Microcosmos : rubriques habituelles.
17 h 5, Histoire de la musique.
18 h, L'imprévu.
19 h 5, Concert : *Quintette à cordes,* de Bruckner, par le Quintette à cordes de l'Orchestre national de France.
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, *Concert :* *Requiem* de Verdi, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. R. Muti, chef des chœurs, J. Jouineau, sol. A. Tomowa-Sintow, soprano, A. Miltcheva, mezzo, V. Luccheti, ténor, S. Estes, basse.
22 h 30, *Fréquence de nuit :* *Feuilleton Lili Kraus ;* à 23 h 10, Musiques de nuit.

COMMUNICATION

La télévision chinoise : trois chaînes pour trente millions de récepteurs

L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et le Centre Georges-Pompidou organisent du 18 au 23 janvier une manifestation pour présenter les programmes de la télévision chinoise. Celle-ci sera présente pour la première fois au Festival de télévision de Monte-Carlo (30 janvier-11 février), où elle présentera un téléfilm primé en Chine, *« la Vendeuse de galettes »*.

De notre correspondante

Pékin. – Le premier programme télévisé chinois expérimental a été diffusé, de Pékin, le 1er mai 1958. Quelques mois plus tard était inaugurée la station nationale Pékin Télévision, rebaptisée, le 1er mai 1978, « Télévision centrale chinoise », nom qu'elle porte aujourd'hui encore sous le sigle C.C.T.V. Monopole d'Etat strictement contrôlé par les organes de propagande du parti, la C.C.T.V. est depuis 1982 placée sous la tutelle d'un ministre de la radio-télévision, qui a supplanté l'ancien bureau central d'administration de la radiodiffusion chinoise.

Au départ, il y avait une trentaine d'appareils, pour la plupart d'origine soviétique. Aujourd'hui le nombre de postes (1) s'élève à plus de trente millions (aucune redevance n'est perçue). Au regard d'une population qui dépasse le milliard d'êtres humains, ce chiffre paraît un peu ridicule. Il n'empêche que le nombre effectif de téléspectateurs est estimé a quelque deux cents millions (2). Ce sont principalement les citadins qui profitent du petit écran *(70 % des appareils sont installés en ville), alors qu'ils ne représentent que 20 %* des habitants. A la campagne, la majorité des appareils sont d'usage collectif. Depuis trois ans, la Chine fabrique plus de cinq millions de postes récepteurs par an. L'objectif pour 1984 est de six millions.

Surmonter les limites de la transmission hertzienne

Les premières séquences en couleur (procédé Pal) ont été émises en 1973. Actuellement, seules la principale chaîne nationale et la chaîne locale de Pékin diffusent l'intégralité de leurs programmes en couleur. Au demeurant, la fabrication de récepteurs couleur reste très restreinte ; leur part, en 1984, correspondra à peine au douzième de la production totale de téléviseurs.

La C.C.T.V. compte trois chaînes nationales. L'une dessert Pékin et ses environs, cette zone bénéficiant, en outre, des programmes de la station locale de Pékin. Les deux autres chaînes, dont l'une est consacrée uniquement au télé-enseignement, diffusent par ondes hertziennes sur l'ensemble du territoire, à l'exception des provinces lointaines du Tibet, du Xinjiang et du Qinghai. Dans ces régions, les programmes, envoyés par avion, arrivent avec un jour de retard.

Le lancement d'un premier satellite en 1986 devrait permettre de surmonter les limites de la transmission hertzienne. La mise en service, la même année, d'un nouveau centre de télévision comportant des studios mieux équipés et la construction d'une tour de 300 mètres de haut (l'actuelle n'en a que 186) ouvriront de nouvelles possibilités.

A côté de la station centrale, il existe une cinquantaine de stations émettrices locales, chacune des vingt-neuf provinces, régions autonomes ou municipalités administrativement indépendantes en comptant au moins une. Ces stations ne produisent qu'une petite partie de leurs programmes, les grilles et le contenu de ces derniers restant, en tout état de cause, sous le contrôle vigilant du centre. Il faut compter en outre près de 250 relais d'une capacité de plus de 1 000 watts et un millier de relais à faible puissance, destinés à servir les chefs-lieux de district et les zones rurales.

Aujourd'hui encore, la plus grande partie du matériel utilisé par la C.C.T.V. vient de l'étranger (du Japon, dans sa quasi-totalité). « *Importer nous coûte, actuellement, moins cher que de produire nous-mêmes nos équipements* », nous a déclaré M. Zhang Shaoji, directeur adjoint de la C.C.T.V. pour les informations. La vidéo a commencé à être utilisée il y a quatre ans, ce qui a permis de proposer des émissions synchronisées. Mais celles-ci restent minoritaires. Le téléspectateur subit donc la majeure partie du temps les désagréments d'une postsynchronisation souvent imparfaite.

Deux cent mille personnes, en Chine, travaillent pour la télévision. La C.C.T.V. en emploie, pour sa part, plus de mille trois cents. Le salaire mensuel moyen y est de 70 à 75 yuans (celui d'un ouvrier chinois est de 40 à 50 yuans, 1 yuan = 4,2 francs français).

En 1982, le contenu par grands chapitres des programmes se décomposait comme suit : informations, 13,5 % du temps de diffusion ; émissions artistiques, enfantines, téléfilms, environ 40 % ; télé-enseignement, 30 % ; sports, 6 % ; divers, un peu plus de 10 %, dont 2 % pour la publicité. Depuis le 2 janvier 1984, la principale chaîne nationale a créé une émission de la mi-journée, d'une heure, comprenant un bulletin d'informations.

ANITA RIND.

(1) Selon les statistiques chinoises, le pays comptait, à la fin de 1982, 27,6 millions de récepteurs, dont 19,5 millions dans les villes. Plus de 5 millions sont sortis d'usine en 1983.

(2) Selon Mme Yuan Ruolin, directrice adjointe de la C.C.T.V.

— VU —

D'Artagnan aux Amériques

C'était au printemps dernier... sur les traces de Christophe Colomb caracolent les « trois mousquetaires » dans les lointaines terres d'Amérique latine. De Buenos-Aires à Rio-de-Janeiro en passant par Montevideo, la troupe marseillaise de La Criée promène son spectacle mis en scène par Marcel Maréchal.

Les 9 et 16 janvier, Antenne 2 retransmet l'ouvrage et un petit bout du voyage – l'étape brésilienne. Tels les Compagnons du tour de France, nos mousquetaires aux Amériques ont transmis, appris, d'hôte en hôte, de capitale en capitale. Ce théâtre simple, celui d'un maître artisan héritier de Molière, *a été reçu comme une tradition aussi éminemment française* que celle de l'amour courtois. Avec d'Artagnan comme avec Roland, Scaramouche et Fanfan-la-Tulipe règnent le panache, le plaisir et la générosité. Il n'y a pas de place pour le doute et la dérision.

« Des liens se sont noués d'artisan à artisan », se souvient, aujourd'hui, d'Artagnan – François Dunoyer à la ville. *« Nous échangions des grisgris – une pipe fétiche d'un metteur en scène brésilien, etc. Cela participait d'un rituel qui avait ses racines. Nous n'arrivions pas en conquistadors investis d'une mission. Nous apportions notre amour, notre savoir-faire. Nous étions à l'affût de la moindre connivence, du moindre signe qui participe de notre alphabet secret ».*

L'alchimie s'est faite. La Criée a déballé sa malle aux trésors dans des théâtres latino-américains qui, en d'autres temps, avaient connu de grands moments.

A Buenos-Aires, le théâtre Cervantès – mille deux cents places – accueillit Louis Jouvet pendant les cinq années de la dernière guerre. A *Montevideo,* aujourd'hui, le théâtre Solis est exsangue. *« Mais il vibre très fort comme un Stradivarius. Il a une âme,* raconte d'Artagnan. *Lorsque le public a fait, debout, une ovation à la troupe, tout le monde pleurait. Dans ce régime de terreur, ce petit moment de liberté était grave ». « J'ai choisi le voyage,* explique François Dunoyer, *pour trimbaler du rêve. Le monde irréel, c'est la réalité secrète des gens. »*

DANIÈLE ROUARD.

● *Précisions de Radio-France.* – A la suite de l'article de Mathilde La Bardonnie consacré aux restrictions budgétaires à Radio-France *(le Monde* du 31 décembre), M. André de Margerie, chargé de mission à la présidence de cette société, nous signale que le budget du programme musical de France-Culture – en diminution de 44 % par rapport à ce qui était prévu – sera de 4,1 millions de francs pour 1984 et non pas de 3,95 millions de francs comme nous l'avons indiqué sur la foi d'un document syndical. D'autre part, la réduction de la production de dramatiques entraînera, selon lui, la suppression de trois mille et non de six mille «emplois» de comédiens en 1984. Enfin M. de Margerie précise que, contrairement à ce qu'affirme M. Pierre Andreu, ancien directeur de France-Culture dans la libre opinion qu'il nous a adressée, l'audience de «Culture» n'atteint pas trois millions de personnes par semaine : selon le C.E.S.P., un million huit cent trente-six personnes seulement écouteraient cette chaîne régulièrement au moins une à deux fois par semaine.

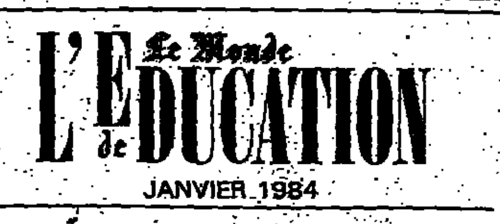
● *« Télé 7 jours » : plus de 3 millions d'exemplaires.* – M. Etienne Mougeotte, qui a pris la direction de la rédaction de *Télé 7 jours* depuis cinq semaines, a annoncé que l'hebdomadaire spécialisé, édité par Edi 7 (filiale d'Hachette), avait, à l'occasion de son numéro de Noël 1983, battu son record de diffusion avec 3 005 000 exemplaires. Il a précisé que 1984 serait, pour *Télé 7 jours,* l'année de la régionalisation, puisque douze éditions différentes seront réalisées d'ici à décembre prochain. M. Mougeotte a confirmé, d'autre part, M. Philippe Gosset au poste de rédacteur en chef et a nommé M. Alain Laville rédacteur en chef adjoint.

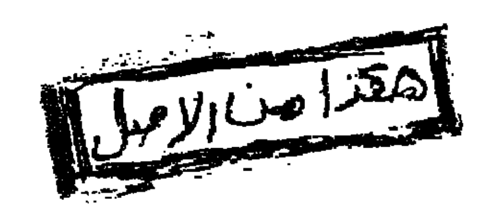
● *« Jeune Afrique » magazine.* – Les éditions Jeune Afrique lancent un supplément mensuel, *Jeune Afrique magazine,* consacré aux loisirs et à la *détente,* mettant l'accent sur l'influence de l'Afrique dans le monde dans les domaines de la mode, de la gastronomie, de la musique, du sport. Le nouveau mensuel sera couplé, une fois par mois, avec l'hebdomadaire *Jeune Afrique* au prix de 15 F (mais sans augmentation pour les abonnés). Le premier numéro de *Jeune Afrique magazine* a été tiré à 115 000 exemplaires *(Jeune Afrique,* 51, avenue des Ternes, 75827 Paris Cedex 17. Tél. : 766-52-42).

UNE NOUVELLE REVUE : EUROSCOPIE

Existe-t-il une culture européenne ? Que savons-nous de la production culturelle de nos plus proches voisins ? A ces questions et à quelques autres tente de répondre une nouvelle publication. *Euroscopie,* revue trimestrielle de la Fondation européenne des sciences, des arts et de la culture, dont le président est Marek Halter et le président d'honneur Mme Simone Veil.

Richement illustré, le premier numéro, qui comporte 96 pages, publie des textes ou des interviews de Jorge Luis Borgès, Pierre Boulez, Fernand Braudel, Joseph Losey, Bernard-Henri Lévy, Iris Murdoch, Angus Wilson, Vladimir Velickovic, Mario Botta, Antti Nurmesniemi, Otto Westphal, Jacques Rigaud, Henri Monod. (En vente à partir du 12 janvier, 30 F.)





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La Lamm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur administratif et financier
300 000 F

Nous sommes l'une des importantes filiales industrielles d'un grand groupe français.

Appartenant à l'équipe de Direction de l'Entreprise, vous aurez l'entière responsabilité des services financiers et comptables, du contrôle de gestion, de la trésorerie, des relations bancaires et du reporting ainsi que de l'administration générale et du juridique.

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent, vous parlez espagnol et vous faites la preuve d'une expérience réussie de direction administrative et financière d'une entreprise industrielle de taille moyenne.

Une excellente opportunité dans le cadre d'une splendide région du Centre de la France.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil sous la référence LM/3072.



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

AFCOREM

MEDIA BA

Cap sur l'avenir !

Nous sommes une des premières Société d'Ingénierie Informatique Française. En 1983 notre développement a été de +40%. En 1984 la croissance sera de 50%.

Partagez nos ambitions

- *couverture totale du territoire français par une implantation régionale dynamique.*
- *élargissement de nos structures parisiennes.*
- *accès aux technologies nouvelles et futures.*

Aussi nous sommes amenés à étoffer nos équipes de direction et recrutons nos futurs managers:

Directeurs d'Agence
Paris-province

- *Vous avez une formation supérieure.*
- *Vous avez acquis une authentique expérience des techniques actuelles informatiques et de communication.*
- *Vous êtes un commercial confirmé rompu à la vente ou vous possédez la capacité de le devenir.*
- *Vous aurez à gérer, animer et motiver des équipes.*
- *Vous serez responsable d'un véritable centre de profit.*

Nous saurons vous donner les moyens de votre réussite.

Il reste des postes à pourvoir à Paris et Région Parisienne, Bretagne, Normandie, Nord et Centre.



Merci d'adresser votre candidature à Thomson Answare Direction Générale 135 av. de la Pompe 75116 PARIS qui vous garantit une totale confidentialité.



PMI LYONNAISE, 300 millions de CA, rentabilité et expansion régulières *depuis plusieurs années, résolument tournée vers l'exportation (65% du CA) et* maîtrisant des technologies de pointe dans le domaine du génie climatique, solaire, biomasse, pompes à chaleur et des réalisations industrielles clés en mains recherche son futur

Directeur général
400 000 +

Après une période d'intégration, il prendra en mains l'intégralité du management de l'Entreprise. Entouré de collaborateurs immédiats de grande qualité, il sera responsable des choix et de la mise en œuvre des décisions qui permettront de maintenir le haut niveau de performance de la Société. Ce poste ne peut convenir qu'à un **INGENIEUR GENERALISTE** issu d'une **GRANDE ECOLE**, qui a fait ses preuves d'animateur d'hommes et de gestionnaire en ayant impérativement vécu une expérience réussie de direction, par exemple, à la tête *d'un centre de profit important.*

Ecrire **CABINET GATIER**, 32 rue Barrême 69006 Lyon, sous réf. **025 M.**

media-system

Cabinet Gatier

Un Directeur Technique Europe, pour lancer GRID, n°1 des micros portables

Pour le spécialiste que vous êtes, pas de doute. Le COMPASS de GRID Systems Corporation est bien aujourd'hui le numéro 1 des micros portables : rivalisant favorablement avec les meilleurs en puissance et fonctionnalité, connectable à des serveurs GRID ou autres systèmes, compatible avec le PC IBM. Le tout, dans la moitié de votre attaché-case : une étonnante performance technique... Le démarrage aux *USA* vient d'être pleinement réussi ; nous entreprenons maintenant, de Paris, le lancement européen. Le Directeur Général Europe du Sud constitue son équipe et recherche son Directeur Technique ; à celui-ci d'être l'interface entre GRID Californie et l'Europe, et d'apporter son support aux clients et distributeurs des pays concernés.

C'est à la réussite de ce lancement que nous voulons vous associer. Ingénieur diplômé ou universitaire, vous avez acquis depuis quelques années une expérience de base en micros et en télécommunications. Vous maîtrisez des langages comme Pascal, PLM ou Assembleur, *ou des OS comme MS/DOS. Et surtout, passionné(e) par l'aventure de la micro-informatique*, vous êtes de la race de ceux qui aiment entreprendre et gagner.

Nous voulons nous décider sans tarder. Sans tarder donc, une lettre et votre CV à notre conseil Sirca, sous réf. 106 216M. A ce collaborateur essentiel, nous proposerons un salaire très motivant. Faut-il préciser qu'un anglais de très bon niveau lui est indispensable ?



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Fabricant réputé d'équipements de loisirs (200 p., 150 MF de CA dont 70% à l'exportation) lié à un groupe industriel de *premier plan*, nous cherchons pour notre siège (Sud de la Bretagne)

notre directeur financier et administratif.

Sous l'autorité du PDG et assisté d'une *quinzaine de collaborateurs* (dont un chef comptable), il anime et coordonne les services comptable et informatique, le personnel, l'administration des ventes. Il développe la comptabilité analytique et le contrôle de gestion, refond les procédures.

***Agé de 35 ans minimum*, ESC + DECS, vous avez exercé des fonctions identiques dans une entreprise industrielle exportatrice et êtes un utilisateur averti de l'informatique.**

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4454 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

UN IMPORTANT GROUPE FRANCAIS DU B.T.P.

réputé pour la qualité de ses ouvrages, son esprit d'équipe et son dynamisme, nous a confié la recherche d'un

Directeur de travaux T.P.

Il aura à diriger avec une large autonomie des chantiers importants de Génie Civil, Ouvrages d'Art ou souterrains.
Dans un premier temps, il lui sera confié un chantier d'ouvrage d'Art de 100 M. F.

- Si vous avez une **formation d'ingénieur**, avec une expérience réussie de direction de grandes chantiers T.P.
- Si vous avez **l'esprit entrepreneur** et *de l'ambition*,

merci d'écrire (ne pas téléphoner) avec C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée sous référence DIR. TX 1.1 à Jean Ernoult 75, Bd Richard Lenoir 75011 *Paris. (Confidentialité garantie).*

COFAP

Directeur technique Agro-alimentaire

Responsable de l'exploitation au sein de notre Société (200 000KF-150 personnes) fabricant de produits destinés à l'univers agro-alimentaire et leader *incontesté sur son marché*, voilà en quelques mots qui nous sommes et le poste que nous vous proposons.

Suivre la fabrication, assurer la *maintenance* de l'ensemble industriel, adapter et optimiser le process en fonction de l'évolution de nos *marchés, opérer* les achats de *nos matériels, étudier* et réaliser nos investissements techniques seront les dominantes de votre mission.

Vous êtes ingénieur AM/ENSIA ou de formation équivalente, la trentaine, avec de 3 à 5 ans d'expérience comme responsable production, *travaux neufs ou maintenance*, de préférence dans l'agro-alimentaire et en huilerie plus particulièrement. (Vous connaissez bien aussi la chaudronnerie, la mécanique et l'électronique).

Nous vous voulons homme d'usine mais aussi homme de réflexion pour *participer aux décisions* de notre Direction Générale à laquelle vous êtes fortement associé. Le poste est basé dans la région Ouest.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous *référence B 2822 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.*

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Bridel

Nous sommes l'un des premiers groupes laitiers français, nous comptons 2.000 collaborateurs, 11 usines et réalisons un *C.A.* de *3 milliards de Francs.*
Nous recherchons aujourd'hui notre

DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

Rattaché au directeur Administratif et Financier, nous vous confierons la responsabilité de :

- la *comptabilité* générale et interne de l'entreprise,
- la centralisation des comptabilités des filiales.
- *l'ensemble des problèmes fiscaux.*

Vous êtes, à ce poste, responsable du développement, en liaison avec le service organisation, et de *l'application* des *procédures* comptables du groupe.
De formation supérieure + D.E.C.S., vous avez une expérience réussie de plusieurs années dans *une entreprise importante.*
Nous souhaitons nous attacher un collaborateur expérimenté, efficace et autonome.

Adressez-nous C.V., photo et prétentions à :
LAITERIES E. BRIDEL SA - B.P. 5 - 35240 RETIERS

Organisation et Publicité

les annonces classées



sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 296-15-01

IMPORTANT GROUPE TRAVAUX PUBLICS A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE SON

directeur financier HF

Rattaché au Secrétaire Général du groupe il aura pour mission de :

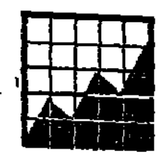
- *reprendre en main l'équipe chargée de la trésorerie et des opérations financières,*
- *assurer la gestion de la trésorerie de la Société (France et étranger),*
- *contrôler et vérifier la trésorerie des Filiales.*
- *participer au montage des financements des opérations en France et à l'étranger, et au développement du système informatique.*

De formation supérieure (HEC - ESSEC - DECS comptable + MBA ...) le candidat âgé de 35 ans environ, justifiera d'une expérience de plusieurs années dans une Direction Financière d'un groupe bancaire ou d'un groupe *industriel international.*

La maîtrise de la langue anglaise écrite et parlée est requise.

Le poste est basé à **PARIS.**

Adresser lettre manuscrite avec CV détaillé, photo, prétentions sous N° 6701 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Dumez en Argentine pour construire le plus grand barrage au monde.

Nous le construisons avec nos partenaires internationaux. Situé en Argentine sur le Rio Parana, à la frontière entre l'Argentine et le Paraguay, ce chantier nécessitera la mise en oeuvre de très importants moyens techniques, humains et de gestion. C'est pourquoi nous en recherchons le

Directeur administratif et comptable (adjoint)

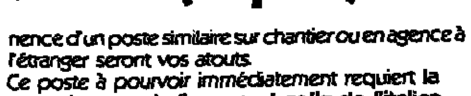
basé sur le site, et en liaison avec le Directeur administratif et financier, vous vous chargerez de tous les aspects de cette fonction. Les budgets, la comptabilité analytique, la gestion des stocks et des achats, l'informatique mais aussi les services généraux (base vie, école, hôpital) seront de votre ressort.

Pour cette fonction de haut niveau, votre formation supérieure en gestion et surtout votre solide expérience d'un poste similaire sur chantier ou en agence à l'étranger seront vos atouts.

Ce poste à pourvoir immédiatement requiert la connaissance de l'espagnol, celle de l'italien serait un atout supplémentaire.

Le séjour en famille est possible, dans ce cas, la scolarité sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. LM 5001, à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau, 92022 Nanterre Cédex



dumez

DES GENS SOLIDES

média-system

Une direction à prendre : la production

Filiale d'un important groupe pétrolier, notre société recherche pour participer à son évolution actuelle un homme de production ou de maintenance qui connaisse notre activité : la réparation et la transformation des chaudières industrielles.

Il coordonnera l'ensemble de nos chantiers et sera responsable d'un effectif de 150 personnes réparties en 8 agences à qui il apportera son savoir faire technique ainsi qu'une aide dans le choix des priorités d'intervention.

C'est donc l'homme des décisions rapides en contact permanent avec le terrain.

Une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction analogue complètera parfaitement une solide formation concrète (A.M.)

Il s'agit bien sûr d'un poste à pourvoir définitivement, en proche banlieue nord.

Merci d'adresser votre candidature à J.F. GUITTON - MANPOWER CADRES E.T.T. - 9, rue Jacques Bingen - 75017 PARIS à qui nous avons confié cette recherche et qui vous garantit réponse rapide et discrétion.

MANPOWER CADRES

FRANCE LOISIRS
recherche le

DIRECTEUR DE SON CATALOGUE

C'est un spécialiste de haut niveau de formation supérieure (Beaux Arts, journalisme, publicité) et ayant fait ses preuves dans le domaine de la publicité et/ou de la V.P.C.

Il sera chargé de la mise en œuvre du catalogue trimestriel, de la planification, du contrôle et de la coordination de l'action de tous les intervenants (chefs de produits, maquettistes, rédacteurs et fournisseurs.

Le développement de la Société et la dimension du Groupe permettent d'envisager une rémunération intéressante et de réelles possibilités d'évolution liées aux résultats individuels.

Adresser lettre, C.V. détaillé, photo et prétentions à Danielle LECHARPENTIER

France Loisirs
B.P. No 6
75725 PARIS Cedex 15

CENTRE TRAITEMENT ÉLECTRONIQUE INTER-CAISSES DE TROYES

(Sécurité sociale - branche maladie)
RECHERCHE

UN DIRECTEUR

30 ans minimum
avec référence de gestion
d'un centre informatique
(5 ans au moins)
et apte à animer
30 collaborateurs
– Formation :
Ingénieur option informatique
DEA ou MAITRISE
Connaissance IBM 4341
modèle 1 sous DOS/VSE, ICCF
– Salaire annuel brut début : environ 221 000 F.
– Lieu de travail : TROYES.
Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer C.V. à :
M. le Président du CETELIC
Rue Marc-Verdier
Zone industrielle
10150 PONT-SAINTE-MARIE
Date limite de candidature :
20 janvier 1984.

Le Conseil Général d'Ille-et-Vilaine communique :

Le Conseil Général d'Ille-et-Vilaine
recrute par voie de détachement un

DIRECTEUR DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET INTERVENTIONS DÉPARTEMENTALES

devant être pourvu par un Directeur de Préfecture
ou un Attaché Principal.

Les candidatures sont à adresser à :
Monsieur le Président du Conseil Général d'Ille-et-Vilaine,
Direction Générale des Services Départementaux,
3 avenue de la Préfecture à Rennes.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



Savour Club

Numéro 1 de la vente de vins par correspondance recherche son

SECRETAIRE GENERAL HF

Le Cadre que nous recherchons aura au minimum 30 ans.

Outre une formation supérieure, il apportera une expérience confirmée de gestion dans une entreprise commerciale et/ou industrielle.

Nous lui confierons la responsabilité de la direction financière, de la gestion du personnel, de la prévision et du contrôle budgétaires, de la comptabilité, de la fiscalité

Au cours de la première année, il travaillera en adjoint au titulaire actuel du poste.

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions + C.V. sous référence 302 M à Corinne VAN LOEY.

degré Conseil 11, rue La Boëtie 75008 PARIS



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Responsables administratifs et financiers — Afrique

SODEXHO, numéro un de la restauration collective en France et l'un des leaders mondiaux (18 000 personnes - 3,4 milliards de C.A.), a été créé en 1966.

Entreprise jeune, SODEXHO connaît une forte expansion : + 24 % en 1983.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons des responsables administratifs et financiers.

Dépendant directement de la direction d'un pays, vous exercerez vos activités dans l'une de nos filiales (Cameroun, Gabon, Congo, Nigéria...) dont vous prendrez en charge tous les aspects de la gestion financière : comptabilité, trésorerie, budgets, etc.

Vous aurez, en outre, la responsabilité de la circulation des informations vers les directions opérationnelles et l'application sur le terrain des procédures administratives.

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'une école de commerce + DECS, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet ou au sein d'une direction financière. Vous parlez parfaitement l'anglais.

Une expérience de gestion administrative et comptable en Afrique serait un atout supplémentaire.

Outre des responsabilités immédiates et importantes, d'intéressantes opportunités de carrière vous seront proposées à terme. (Réf. RAF)

Si vous souhaitez réussir avec nous, merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à SODEXHO - Service Recrutement - 3, avenue Newton - 78391 BOIS-D'ARCY CEDEX. (Discrétion assurée).



SODEXHO

MEDIA PA



MACHINES FRANÇAISES LOURDES

LE NOUVEAU LEADER FRANÇAIS DE LA MACHINE-OUTIL LOURDE regroupant FOREST-LINE et BERTHIEZ-ST-ETIENNE

met en place les moyens correspondant à son contrat d'entreprise avec l'État et à ses objectifs (doublement de son C.A. dans les 5 ans) et recrute un

INGENIEUR COMMERCIAL
résidant en Egypte pour la zone MOYEN-ORIENT & MAGHREB

Après env. 6 mois de mise au courant dans les 3 usines en France, IL SERA, SUR PLACE, LE TRAIT D'UNION ACTIF ENTRE LES CLIENTS, LES INSTANCES PROFESSIONNELLES et GOUVERNEMENTALES des pays CONCERNÉS et LES SERVICES INTERIEURS DES 2 SOCIETES DU GROUPE. VENDEUR ET NÉGOCIATEUR, IL METTRA EN PLACE ET ANIMERA LES RESEAUX COMMERCIAUX les plus appropriés et efficaces. IL SERA RESPONSABLE DE L'IMPLANTATION DE M.F.L., PUIS DES RESULTATS DE SA ZONE.

- FORMATION TECHNIQUE indispensable : INGENIEUR ou réellement équivalent • ANGLAIS tout à fait COURANT.
- TOTALEMENT INDISPENSABLE : EXPÉRIENCE DE VENTE ET NEGOCIATIONS A L'EXPORTATION (et de préf. dans les pays concernés) DE BIENS D'EQUIPEMENT LOURD (machine-outils, gros matériels T.P., agricoles,...).

S.C. GARANTIT UNE DISCRETION ABSOLUE.
Lettre manusc., C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 7039 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

TRADUCTEURS-INTERPRÈTES

Organisme OTAN au Luxembourg organise un concours en vue de la constitution d'une réserve de recrutement de traducteurs-interprètes de langue maternelle française.

Qualifications requises :
- Diplôme de niveau universitaire.
- Expérience de la traduction et de l'interprétation.
- Nationalité d'un pays membre de l'Alliance atlantique.

Statut international. Emoluments exonérés d'impôts.

Concours : Les épreuves comporteront la traduction de textes de caractère général et technique d'anglais en français et d'un bref texte de français en anglais, ainsi que l'interprétation simultanée (en cabine) d'anglais en français et de français en anglais.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, sont à adresser avant le 13 janvier 1984 à la :

Division du Personnel
NAMSA
B. 13 - L-8301 CAPELLEN
Grand-Duché de Luxembourg.

AUSTRALIE
Université de Queensland

MAITRE DE CONFÉRENCES
(stable)

Diplôme supérieur d'études de langues appliquées, ou équivalence en recherche.
Intérêt démontré pour l'innovation dans l'enseignement des langues.
Connaissance de la méthodologie SGAV souhaitée.
Le candidat doit être capable d'utiliser le français et l'anglais couramment et convenablement.
Préciser réf. nº 36.583, 29 février 1984.
Salaire 23.394 à 30.734 dollars australiens par an.
Informations complémentaires et dossiers d'inscriptions disponibles à :
Staff Officer
University of Queensland,
Saint-Lucia, Qld 4.067
AUSTRALIE.

emplois internationaux

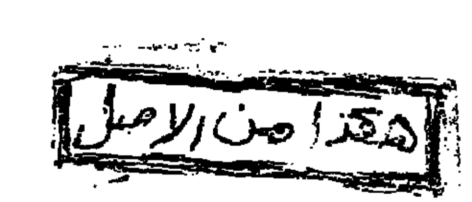
Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

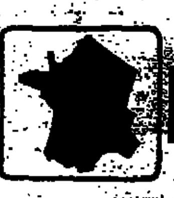
Importante société TP BATIMENT
recherche pour AFRIQUE FRANCOPHONE

CHEFS COMPTABLES HF

- Un des candidats retenus sera chargé d'assurer les intérims pendant les congés des chefs comptables d'agence. Les postes sont toujours situés dans des capitales d'Etat et nous souhaitons recruter un candidat célibataire de préférence, compte tenu du cycle de changement d'affectations, soit environ tous les deux mois.
- Les autres postes sont des affectations directes dans les agences avec de bonnes conditions d'expatriation : logement, voiture, retour annuel, sécurité sociale française, ...

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur CV sous réf. 85475 à CONTESSE Publicité
20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans...





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois internationaux

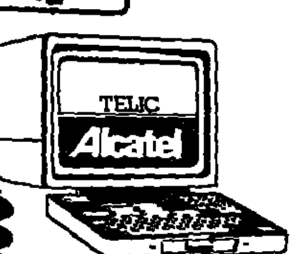
(et départements d'Outre-Mer)

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique, grand public). Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires. La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement. Vous avez la même créativité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre DIRECTION INDUSTRIELLE

Nos équipes (1700 personnes) ont réussi dans un délai très bref et avec un niveau de qualité reconnu, l'industrialisation et la fabrication de produits d'électronique de pointe et de grande diffusion, tels que le Minitel. A une production journalière de plus de 1000 Minitel, 1000 lignes PABX, 600 systèmes d'intercommunication, 3000 postes téléphoniques, s'ajoute la réalisation de systèmes complets à la demande destinés aux équipements spécifiques de certains clients nationaux et aux besoins de l'exportation vers plus de 30 pays.

RESPONSABLE DES MOYENS DE CONTROLE

Vous serez chargé de développer et de mettre en place de nouveaux moyens de tests et de contrôle pour la production en série de systèmes électroniques de haut niveau de qualité. En liaison avec les services de conception et de développement, vous participerez au choix de ces outils de contrôle dans les unités opérationnelles de fabrication, vous serez responsable du suivi et de l'optimisation de ces moyens. Ingénieur électronicien, vous possédez de bonnes connaissances en circuits logiques à base de microprocesseurs et vous pouvez vous prévaloir d'une première expérience de production de matériels électroniques, notamment au sein d'un Service des Méthodes ou d'Industrialisation.

INGENIEURS INDUSTRIALISATION

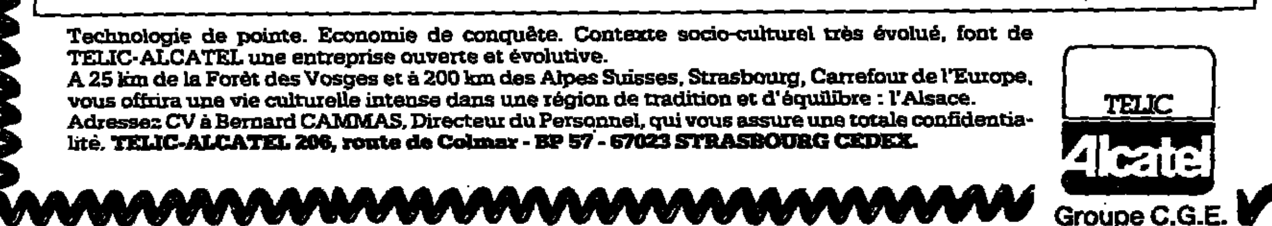
Vous serez chargé d'industrialiser des systèmes de communication de haute performance (autocommutateurs, intercom, terminaux téléphoniques). Vous assurerez l'interface entre les services de conception et de développement et les unités opérationnelles de fabrication. Ingénieur Electronicien, vous possédez une première expérience de production de matériels électroniques, au sein d'un Service Méthodes ou d'Industrialisation.

INGENIEURS METHODES

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs (ENI Belfort, Brest, Metz, ECAM...), débutant ou ayant une première expérience au sein d'un Service des Méthodes, si possible d'une entreprise fabriquant des matériels électroniques, vous aurez pour mission de préparer la mise en production de systèmes d'électronique professionnelle. Nous vous proposons un plan d'évolution motivant : • vous aurez l'occasion d'approfondir vos connaissances techniques et de connaitre notre entreprise au sein des services de Méthodes et/ou Industrialisation • après cette première étape, nous souhaitons vous confier la responsabilité plus globale d'une de nos unités opérationnelles de fabrication.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive.
A 25 km de la Forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, Carrefour de l'Europe, vous offrira une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : l'Alsace.
Adressez CV à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité. **TELIC-ALCATEL 206, route de Colmar - BP 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.**

TELIC Alcatel
Groupe C.G.E.



PUBLICITE DE RECRUTEMENT

Chef d'agence
LILLE

- Vous êtes déjà dans une agence de publicité de recrutement ou dans un journal réputé pour ses performances en P.A. ;
- ou, vous occupez un poste à responsabilités dans les relations humaines ;
- vous êtes, en tout état de cause concerné par la communication écrite et orale et soucieux de convaincre :

nous vous offrons la **DIRECTION DE NOTRE BUREAU** basé à LILLE

Votre formation à nos méthodes sera assurée à Paris et en région.
La fonction requiert le goût de la mobilité et l'esprit d'initiative.

Des postes similaires seront à pourvoir dans d'autres métropoles en 1984.

Ecrire sous référence 85657 à CONTESSE PUBLICITE
20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01

EST DE LA FRANCE
(230 km de Paris)
Importante Société, en expansion,
spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la construction,
recherche

ATTACHÉ (E) DE DIRECTION

Sous l'autorité du Directeur Général, il (elle) assurera les missions de :
relations (filiales,...)
contrôle (informatique,...)
suivi de dossiers
et assistera le DG dans les domaines de la vie interne et de la gestion de la Société.

Le (a) candidat (e) sera âgé (e) de 35 ans environ, de formation universitaire et possédera une connaissance approfondie de l'anglais.

Il (elle) pourra en outre justifier d'une expérience de quelques années à un poste similaire en milieu industriel.

Les qualités de personnalité : sens confirmé de l'organisation, esprit d'initiative, capacité d'adaptation à des tâches multiples et variées, seront considérées dans l'attribution de ce poste.

Si cette offre vous intéresse,
envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions)
à UNIVERSAL COMMUNICATION sous référence n° LM/383
122, chée de la Hulpe, 1050 BRUXELLES, Belgique.
Réponse et discrétion assurées.

Jeunes ingénieurs électroniciens ou informaticiens

Filiale du **Groupe MATRA, PICART LEBAS** (1 200 personnes) développe et fabrique des **systèmes d'intercommunication, d'autocommutation électroniques et de radiotéléphonie.**
Dans le cadre de notre diversification, nous recherchons pour notre direction des Etudes et du Développement (40 personnes aujourd'hui) d **Ingénieurs électroniciens ou informaticiens.** Vous êtes **débutant ou possédez une première expérience.** Nous vous proposons de nous rejoindre dans l'un des domaines suivants :

• Radiotéléphonie cellulaire

Nous industrialisons des systèmes de radiotéléphonie. S'agissant de produits développés au niveau de la branche communication de MATRA, vous assurerez l'interface sur le plan des études entre les différents centres concernés. Vous prendrez également en charge le transfert de technologie. **Votre expérience radio est nécessaire** pour mener à bien votre mission.

• Commutation privée

Vous participerez à l'étude et au développement de nos systèmes de commutation privée. Dans ce cadre, vous effectuerez, suivant les projets, des études complètes ou des finitions et personnalisations d'études.
Nous souhaitons rencontrer des candidats disposant d'une **expérience en :**
- **matériels** (alimentation, téléphonie),
- **logiciels** (systèmes temps réel),

ou des **débutants** motivés par ces fonctions.

Pour tous ces postes à pourvoir à **Châteaudun** (bord de Loir, 130 km au Sud-Ouest de PARIS), Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence **M/10 à T.P.L.** - La Boissière - Service du Personnel - B.P. 89 - 28200 **CHATEAUDUN.**

MEDIA PA





MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques «clés en mains».
15 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 5 milliards de chiffre d'affaires en 1982 dont 50% à l'exportation.
Nous recherchons un

juriste fiscaliste international

Ses missions :
- Assister les divisions concernées dans le montage des contrats internationaux pour les aspects fiscaux,
- Effectuer toutes études liées aux incidences fiscales des implantations étrangères et des projets d'acquisitions, proposer les solutions les mieux adaptées.

Son profil :
- Formation juridique complétée par un DESS de fiscalité internationale,
- Expérience d'au moins 5 ans en fiscalité internationale acquise de préférence en entreprise,
- Anglais courant, espagnol souhaité.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions, en précisant la réf. CF 219 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - MERLIN GERIN - 38050 GRENOBLE CEDEX.



La télématique est notre domaine. Nous développons, fabriquons et commercialisons des produits électroniques de grande série. Notre chiffre d'affaires a triplé en 3 ans et nos effectifs (actuellement 1 650 personnes, réparties en 5 établissements) s'accroissent régulièrement parmi la population des Ingénieurs et Cadres et des Techniciens.

Pour consolider nos structures à la Direction du Personnel, nous recherchons un spécialiste

Fonction personnel
Assistance juridique - gestion administrative

Sous l'autorité du Directeur du Personnel, il aura la responsabilité de la mise en place et du développement des structures liées à la gestion administrative du personnel (procédures, gestion sociale, statistiques). Il devra apporter sa compétence spécifique de juriste pour tout ce qui concerne la réglementation du travail, tant auprès de la hiérarchie que des autres responsables de la fonction.

Ce poste nécessite une formation en Droit (Licence, Maîtrise), complétée par une expérience d'au moins 5 ans en milieu industriel. Il est basé à QUIMPER (Bretagne côtière).

Adresser lettre + photo + C.V. sous référence FPM/0106 à A.C.P. ENTREPRISES - 12, rue Dupleix - 29200 BREST - Tél. : (98) 46.20.78.

entreprises

TAT EXPRESS — Transports express AIR/Route

Jeunes cadres

Diplomés d'études supérieures ou autodidactes bénéficiant d'une bonne expérience professionnelle.
Dans le cadre d'une très forte expansion, TAT EXPRESS recherche pour ses Centres de PARIS et PROVINCE des responsables dans des fonctions polyvalentes: Commercial - Gestion - Exploitation.
Impliquant sens des responsabilités - esprit d'initiative - grande disponibilité.
Au terme d'une formation, ils auront la responsabilité d'un centre de transport: gestion personnel - relations clientèle - développement commercial - organisation de tournées - gestion d'un parc véhicules.

Expédier lettre de candidature et C.V. manuscrits à TAT EXPRESS
Service du personnel - BP 0237, 37002 TOURS Cedex.

SERVICES TECHNIQUES

Filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, **la Société Française HOECHST** réalise un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de Francs, dont un tiers à l'exportation.
Employant plus de 2000 personnes, elle dispose en France de 4 usines et d'un Centre de Recherches et d'Applications où elle développe sa propre chimie.
Elle recherche pour son Usine de **LAMOTTE (Oise) :**

UN INGENIEUR e.c.p. ou e.n.s.a.m.

ayant déjà quelques années d'expérience dans le domaine de **l'entretien** et / ou du **Bureau d'Etudes.**

Destiné dans un premier temps à renforcer l'équipe technique de l'usine, sa carrière évoluera ultérieurement vers des responsabilités importantes dans un des établissements de la Société.

La connaissance de l'allemand et, si possible, de l'anglais est nécessaire.

Adresser C.V. et pretentions s/réf. 667 Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel - Cédex 03
92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE EN GÉNIE CIVIL recrute pour son CENTRE de
NANTES

INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE
(AM, ENSTA, ...)

pour études et recherches sur modèles d'ouvrages de génie civil sur important moyen d'essais.
Des connaissances en métrologie mécanique et en électronique sont exigées, mais des bases en mécanique des sols sont souhaitées.
Anglais courant.

Adr. C.V. et prét. s/réf. 85 655 à CONTESSE Publ. 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

GROUPE PARISOT
No 1 Français de l'ameublement,
recherche pour son unité
MANUFACTURE VOSGIENNE
B.P. 92 — 88507 MIRECOURT CEDEX

Controleur de Gestion

Le poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (Ecole d'Ingénieur ou de gestion) ayant au moins une première expérience industrielle.

Chef de Service Comptable

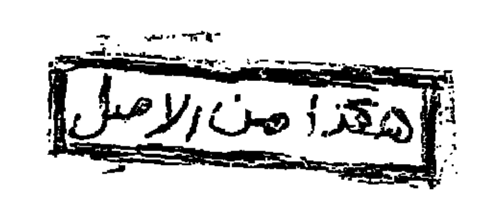
Ce poste conviendrait à un candidat de niveau D.E.C.S. ayant une dizaine d'années d'expérience industrielle.

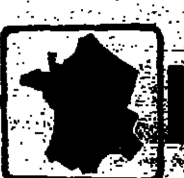
Il aura à assumer le fonctionnement et le développement de la comptabilité industrielle analytique.

Salaires et perspectives de carrière attrayants pour candidats de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions.

JTP/Jean Régnier Publicité





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



POUR FAIRE FACE A SON EXPANSION RAPIDE
FILIALE DU GROUPE
RENAULT et BENDIX ALLIED U.S.A.
recherche

POUR SON SERVICE CONTROLE DE GESTION

UN CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé Grandes Ecoles de Commerce.
8 à 10 ans d'expérience dont 5 ans en unité de fabrication grande série.

Un passage en cabinet d'audit, des connaissances des milieux automobiles ou de l'industrie automobile seront appréciés.

Il aura un rôle de conseil et d'assistance auprès des différentes directions opérationnelles et fonctionnelles.

Poste à pourvoir rapidement à TOULOUSE.

NB : CE POSTE EST POSSIBLE POUR CERTAINS HANDICAPES.

Adresser C.V., photo récente et prétentions
EN PRECISANT LA REFERENCE 840110 à
RENIX ELECTRONIQUE
BP 1149 - 31036 TOULOUSE Cédex.

Il sera répondu à toutes les candidatures.



POUR FAIRE FACE A SON EXPANSION RAPIDE
FILIALE DU GROUPE
RENAULT et BENDIX ALLIED U.S.A.
recherche

POUR SERVICE COMMERCIAL

UN RESPONSABLE « MARKET RESEARCH »

Ingénieur électronicien diplômé Grandes Ecoles.
2 à 3 ans d'expérience ou équivalent sur le marché électronique automobile (ou adjacent).
Il sera chargé de :
— analyse du marché. — analyse de la concurrence. — diagnostic / monostic / objectif.

Il contribuera à l'argumentaire de vente et à la collecte et analyse des données.
Utilisation des systèmes informatiques appréciée.
Déplacements France et Etranger possibles.
Anglais courant impératif.

Poste à pourvoir rapidement à TOULOUSE.

NB : CE POSTE EST POSSIBLE POUR CERTAINS HANDICAPES.

Adresser C.V., photo récente et prétentions
EN PRECISANT LA REFERENCE 840110 à
RENIX ELECTRONIQUE
BP 1149 - 31036 TOULOUSE Cédex.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

GENERALE SUCRIERE



5 milliards de CA, 4000 personnes.
Nous souhaitons intégrer à notre
DIRECTION ADMINISTRATIVE
UN CADRE DEBUTANT

HEC - ESSEC - ESCP...

Affecté dans un premier temps (2 ans environ) au Service de Gestion du Groupe basé en Normandie, il sera chargé de

MISSIONS DE CONTROLE DE GESTION ET D'ETUDES ECONOMIQUES

ou d'études portant sur les choix possibles en matière de prix de revient, calcul des résultats etc... Cette plateforme d'observation lui permettra de connaître les systèmes de gestion propres à la société, de prendre contact avec les établissements et de choisir son orientation dans notre société.

Recherchant un potentiel de **FUTUR DIRIGEANT**, notre choix sera très sélectif.

Nous vous prions d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite et C.V. sous référence 2258-M à notre Conseil qui vous garantit une réponse rapide.

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

PHILIPS

DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE
recherche pour la Région GRENOBLOISE
(38 - 73 - 74 - 26)

jeunes ingénieurs technico-commerciaux
DIPLOMES

Pour leur confier la vente d'appareils de mesure électronique, d'analyseurs logiques et de systèmes de développement pour microprocesseurs.

Il est indispensable pour tous ces postes d'avoir des connaissances en **micro-électronique**

Langue anglaise souhaitée.

Envoyer CV et photo au Service du Personnel
105, rue de Paris
93002 BOBIGNY



Renix ELECTRONIQUE
« LA NOUVELLE ROUTE ELECTRONIQUE »

POUR FAIRE FACE A SON EXPANSION RAPIDE
FILIALE DU GROUPE RENAULT et BENDIX ALLIED U.S.A.
recherche à **TOULOUSE**
POUR SERVICE ETUDES

UN INGENIEUR MECANIQUE

Ingénieur diplômé Grandes Ecoles mécanique et / ou électrotechnique.
5 ans d'expérience bureau d'études ou méthode.
Connaissances en informatique appréciées.
Très bonnes connaissances de la conception des boitiers électroniques. des problèmes industriels liés aux grandes cadences.
Il sera responsable du groupe « boitiers et connecteurs » au bureau d'études mécanique.
Motivations pour la vérification expérimentale de la validité d'une conception de produits.
Anglais parlé, lu et écrit.
Libéré des obligations militaires.

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN GROUPE INDUSTRIALISATION

Ingénieur électronicien diplômé Grandes Ecoles.
3 ans d'expérience dans entreprise fabrication de matériel électronique en grande série
Bonnes connaissances en analogique et commutation puissance. Programmation BASIC et FORTRAN souhaitée.
Bon niveau en anglais parlé et écrit.
Libéré des obligations militaires.

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN CONTROLE D'ENTREES

Ingénieur électronicien diplômé Grandes Ecoles ou équivalent.
2 à 3 ans d'expérience en logique digitale et micro-processeurs. Expérience en tests de composants souhaitée.
Il mettra au point les logiciels et matériels de tests circuits LSI, sur testeur TERADYNE A 300.
Bon niveau anglais.
Libéré des obligations militaires.

DES TECHNICIENS ELECTRONICIENS CONFIRMES

DUT, BTS ou AFPA électronique ou équivalent.
3 à 5 ans d'expérience dans industrie électronique moyenne ou grande série.
Connaissances en micro-informatique, en analogique, électronique digitale appréciées.
Bon niveau en anglais.
Libérés des obligations militaires.

NB : TOUS CES POSTES SONT POSSIBLES POUR CERTAINS HANDICAPES.

Adresser C.V., photo récente et prétentions
EN PRECISANT LA REFERENCE 840110 à
RENIX ELECTRONIQUE
BP 1149 - 31036 TOULOUSE Cédex.

Il sera répondu à toutes les candidatures.

Responsable méthodes

Haute-Savoie

Société importante dans le domaine de la mécanique de précision, leader dans sa profession, offre une opportunité de promotion à un **homme méthodes**.

Appuyé par une équipe de direction légère, dynamique et efficace, il devra prendre la responsabilité du service méthodes pour l'amener à un niveau d'efficacité **maximum**.

Avec l'aide du Directeur d'unité dont il dépend, il a pour objectif de proposer toute solution pour améliorer la productivité de l'entreprise.

Le candidat que nous recherchons connaît la fonction ***méthodes dans la mécanique de précision***, *si possible*.

Homme de caractère et d'enthousiasme, il a le désir et l'expérience *pour faire avancer les choses dans une entreprise* qui croit fermement à l'avenir.

Il est prévu une intéressante évolution de carrière.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel sous réf. CG/10 à **CAPFOR** - 70, rue Boileau - 69006 LYON.

MEDIA PA

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX MARSEILLE - NANTES
ANGERS - BREST - MONTLUÇON - MONTPELLIER - NIORT - QUIMPER - RENNES

LE CRÉDIT AGRICOLE DE LA SOMME à AMIENS
recherche

un Jeune Cadre Fonction du Personnel

MISSION :
En tant qu'adjoint au Chef du Service du Personnel,
- **Il assurera la gestion administrative du personnel (paye, assurances sociales, contrats de travail, etc...)**
- **Il établira les documents statistiques (bilan social, etc...)**
- **Il participera au recrutement.**

LE CANDIDAT QUE NOUS RECHERCHONS DEVRA :
- **Etre diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise sciences humaines, droit du travail)**
- **Avoir la volonté de devenir un professionnel de la fonction personnel et garder le recul nécessaire qui permettra de participer à la vie de l'entreprise**
- **Etre autonome, responsable et apte à l'écoute et au dialogue.**

Les candidatures avec CV et photo sont à adresser au
SERVICE DU PERSONNEL - Monsieur PERNA
C.R.C.A.M. de la SOMME - B.P. 921 - 80009 AMIENS CEDEX.

JRP/Jean Régnier Publicité

Dans le cadre du développement de ses activités, une Chambre de Commerce et d'Industrie de
l'ORNE
recherche

2 Conseillers en Gestion Industrielle

Ils auront principalement pour mission :
- d'assurer la promotion des *PMI de leur région* (diagnostics et conseil, information et mise en relation avec les partenaires locaux et régionaux, organisation d'actions *concertées professionnelles ou interprofessionnelles*)
- d'aider et *d'accueillir les créateurs d'entreprises* nouvelles
- d'assister les entreprises en difficulté
- de *mettre* en œuvre des *techniques nouvelles.*

Ces 2 postes *conviendraient* à des candidats, 28 ans minimum, diplômés d'Etudes Supérieures, disposant déjà de quelques *années d'expérience professionnelle*, acquise si possible en PMI-PME, ayant des qualités d'organisation et un excellent contact humain.

La création de nouvelles activités implique le recrutement de collaborateurs jeunes, dynamiques et désireux de s'intégrer à une équipe pluridisciplinaire.

Adresser votre dossier de *candidature (lettre manuscrite*, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence **733** à

LEVI TOURNAY

APRODI 87-89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

SI VOUS ÊTES :

- *diplômé d'Études Supérieures en Sciences* Économiques et Commerciales,
- âge d'environ 27 ans,
- intéressé par des études sur le développement d'un PORT.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au
PORT AUTONOME DE ROUEN,
Service du Personnel,
34, boulevard Boisguilbert
76037 ROUEN CEDEX.

MICRO-EXPANSION

Disques durs informatiques

recherche

2 COMMERCIAUX PERFORMANTS

PROFIL : Homme de terrain sachant négocier et conclure. Passionné de Micro-Informatique, disponibilité totale.
SECTEUR : FRANCE Nord : basé à PARIS. FRANCE Sud : basé à LYON.
RÉMUNÉRATION : Véhicule de société, remboursement forfaitaire des *frais, fixes + commissions + primes (15.000 F environ).*

Adresser C.V. détaillé dactylographié + lettre manuscrite + photo à :

MICRO-EXPANSION, 5, place Maréchal-Lyautey, 69006 LYON.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Auditeur interne
Rhône-Alpes

Sous l'autorité directe du Directeur Financier du Groupe, vous assurerez l'audit concernant les systèmes d'informations, de gestion et de contrôle.

Il s'agit donc d'un audit de procédures dans toutes les activités des filiales afin de garantir la fiabilité des données en vue d'une saine gestion.

Vous êtes jeune diplômé d'une école supérieure de Commerce ou équivalent et vous faites la preuve d'une première expérience au sein d'un cabinet d'audit.

Vous êtes mobile, autonome et animé d'une solide volonté de réussir.

Nous sommes un très important groupe industriel français de 6 500 personnes pour un C.A. de plus de 2 milliards de francs.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à notre Conseil sous référence LM/3076.



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne - 75006 PARIS

AFCOREM

MEDIA PA

Société Internationale
Branche Pharmaceutique
recherche pour son unité implantée en ALSACE

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

3 à 5 ans d'expérience industrielle (pharmacie, alimentaire ou polymères) **pour son service recherche et développement.** *La pratique de l'anglais lu et écrit est indispensable.*

La connaissance des macromolécules naturelles constituerait un atout ainsi que celle de l'allemand.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite avec C.V. dét. photo et prétentions à : **PIERRE LICHAU S.A.**, réf. 8213
16, rue J. Guerber 67100 STRASBOURG
qui transmettra.

Ingénieur Biochimiste

Nous sommes des spécialistes de l'hygiène en industrie *alimentaire* et en agriculture et développons nos *activités sur des marchés où* nous sommes très fortement *implantés ainsi que sur des marchés* nouveaux.

Pour le LABORATOIRE DE RECHERCHE APPLIQUÉE *de notre usine* de CHALONS-SUR-MARNE, *nous recherchons un jeune ingénieur* en biochimie.

Vous assurerez la mise au point *des formulations et interviendrez* en appui des commerciaux *sur les questions impliquant la mise en* œuvre des moyens du laboratoire, et *ce*, entre autres, pour toute la chaîne laitière de la *production* à la transformation finale.

Vous êtes ingénieur diplômé *en biochimie et avez, par exemple*, débuté votre carrière il y a 2 à 3 *ans dans* le laboratoire d'une usine *laitière ; vous connaissez de* préférence l'allemand.
Écrivez sous réf. n° 2089 M. à :



Henkel France

Direction des Relations Humaines, BP 111,
94258 Gentilly.

HAVAS CONTACT

Etablissement public à TOURS, recherche un

Conseiller en Gestion Industrielle

Dans le cadre d'un service de promotion des entreprises, ce candidat, aura une mission générale d'assistance et de conseils auprès des PME locales en matière de gestion financière. Il interviendra *également pour environ 20 % de son temps*, dans *le domaine commercial et du marketing pour* les problèmes de développement et de *stratégie* commerciale des entreprises. Ce poste s'adresse à un cadre de 32 ans minimum, de formation ESC, Sciences Eco ou équivalent, avec une expérience de la PME dans le domaine financier et si possible commercial. Ses connaissances en droit et en informatique seront appréciées.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 3411 à notre Conseil qui garantit réponse et discrétion.



CABINET OPPERT
69, Bd Marechal Joffre — BP4 — 92340 BOURG LA REINE

Desseln

CSOUCA



transpac

La Direction de l'Exploitation de TRANSPAC à RENNES, recrute



Devant participer à la formation des techniciens de ses Centres d'Exploitation. L'enseignement portera sur les techniques de transmission de données, l'exploitation et la maintenance des commutateurs. Des connaissances en électronique, mini-informatique, transmission de données sont nécessaires. Une expérience pédagogique sera appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
Mademoiselle MARCHAL
TRANSPAC - Service du Personnel

transpac — Réseau national de transmission de données par paquets.

Tour Maine Montparnasse
BP 145 - 75755 PARIS Cédex 15

Dans le cadre de son développement, le

Crédit Mutuel
Champagne-Ardenne
recherche

2 INSPECTEURS

Sous l'autorité du responsable de l'Inspection. *Ils auront à effectuer des missions de révision et de contrôle au sein des caisses de la région et adhérant à la Fédération.*

Formation E.S.C. (option finances-comptabilité) ou niveau D.E.C.S. ou équivalent.
Une précédente expérience dans le poste serait appréciée.
Les postes, basés à Reims, sont à pourvoir rapidement.
Formation assurée.
Adresser lettre manuscrite + C V et prétentions + photo d'identité sous réf 3/RS/885

Cabinet Conseil
Chantal GENTILHOMME
5, place Godinot, B.P. 2095, 51070 REIMS CEDEX. Tel (26) 88 15 02
Qui vous garantit toute discrétion

Dans le cadre de son développement

SEITHA
EQUIPEMENTS TECHNIQUES DU BATIMENT ET REALISATIONS INDUSTRIELLES CLES EN MAINS
crée un nouveau poste pour un

Ingénieur en automatisme

généraliste diplômé, maîtrisant la langue anglaise et possédant au moins 5 ans d'expérience. Des connaissances en téléphonie et systèmes de transmission, en thermique et en régulation seraient souhaitables. Il sera l'ADJOINT du CHEF de SERVICE. *Il le secondera dans toutes ses actions, notamment pour élaborer des ensembles complets regroupant de l'automatisme, de la transmission et de la régulation aussi bien que pour des travaux d'analyse de dossiers débouchant sur la proposition de solutions techniques chiffrées qu'il devra défendre devant le client.*
Ce poste évolutif, ouvert sur l'extérieur, dans un secteur industriel de pointe au sein d'une société à taille humaine particulièrement performante en **FRANCE** *et à* **l'EXPORT**, est basé au siège, à **LYON-VILLEURBANNE**. *Les déplacements sont fréquents.*
Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous réf. **020 M.**

Cabinet Gatier

média-system

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
implantée en Normandie
offre à
un homme jeune, dynamique et volontaire
un poste de

GESTION DES COMPTES CLIENTS

Ce poste exige des connaissances juridiques et comptables, du type Droit des Affaires ou Sciences Économiques, mais *surtout une volonté très ferme de récupération des créances et un caractère de gagneur.*

La rémunération annuelle sera de l'ordre de 120.000 F.

Envoyer C.V. sous réf. 11.399 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220-75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION DU NORD DE LA FRANCE

recherche

RESPONSABLE « FORMATIONS INDUSTRIELLES »

pour la création et l'animation d'un nouveau département (orientations techniques nouvelles)

PROFIL SOUHAITÉ :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Expérience en entreprise demandée

Qualités requises :

initiative, sens du contact et de la négociation, esprit *d'organisation, aptitude au travail en équipe.*

Adresser C.V., photo et prétentions
sous le n° T 043.875 M,
REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

P.M.I.

spécialisée en électromécanique et électronique de puissance, leader dans sa branche, recherche pour Marseille :

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

pour prendre la responsabilité de son atelier de réparation et de construction. Le candidat aura une expérience pratique de plusieurs années en électromécanique et plus particulièrement en machines tournantes jusqu'à 2 MW.

Il sera capable de diriger et d'animer une équipe de spécialistes : bobiniers, électromécaniciens, mécaniciens, câbleurs.

Son expérience devra lui permettre d'améliorer la productivité et les prix de revient. Anglais souhaité.

Ce poste est à pourvoir rap. Adr. c.v. man. dét. (av. photo) et prétentions sous réf. 99106 à HAVAS, 20, la Canebière, 13001 Marseille, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



conçoit et *réalise* dans son

Centre de Recherche situé près de VERSAILLES
les innovations technologiques qui assureront son développement futur.

Elle recherche aujourd'hui

Deux Ingénieurs Scientifiques

qui participeront aux programmes de recherche.

Leurs points communs :
- ils travailleront tous les deux au sein d'une **équipe de haut niveau**;
- ils *développeront* des **travaux théoriques et expérimentaux**;
- ils sont diplômés d'une **Grande Ecole Scientifique** ou de *formation Universitaire*;
- ils se sont *familiarisés* avec la **démarche scientifique** dans le cadre d'une **thèse**;
- leur sens des relations humaines leur permettra d'animer le *travail* d'une équipe.

Leur spécificité :
- l'un travaillera dans le domaine des **procédés cryogéniques de séparation de gaz**; il sera titulaire d'une thèse à orientation **Génie Chimique** (Réf. GC 501);
- le second participera à des travaux sur des **matériaux nouveaux** utilisés dans les procédés physico-chimiques de séparation de gaz; il sera titulaire d'une thèse à orientation **Chimie Macromoléculaire** (Réf. CM 502);

Pour les deux postes, une première expérience industrielle ou post-doctorale est souhaitée mais non indispensable.

Les candidats voudront bien envoyer un C.V. détaillé avec photo à :
L'AIR LIQUIDE, D.R.H.P., 75, quai d'Orsay 75321 PARIS Cedex 07



Société d'ingénierie de tout premier plan développant des techniques de pointe, *filiale d'une importante société industrielle*, recherche

Jeunes ingénieurs
ENSAM, ENSEEIHT, ENSEM, ENSIG, ENSMA

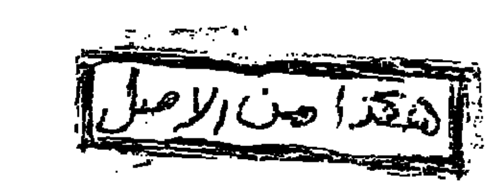
Nous vous proposons de prendre en charge l'étude et le développement d'équipements industriels faisant appel aux disciplines suivantes : électrotechnique, hydraulique, mécanique, thermique, analyse numérique.

Nous vous offrons :
- de puissants moyens informatiques en calcul scientifique,
- de larges possibilités de formation complémentaire,
- d'intéressants développements de carrière au sein de la société et de sa maison-mère.

Le lieu de travail se situe en proche banlieue Sud. A terme des postes en province ou à l'étranger peuvent-être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo, sous réf. 3446 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system



TRÉSORIER

Un important Groupe multinational français réalisant plus de 20 Md de F de CA et consolidant plus de 80 sociétés, tant en France qu'à l'étranger, recherche son Trésorier.

Sous l'autorité du Directeur du Financement et de la Trésorerie, il aura la responsabilité pour l'ensemble du Groupe:

- *de la gestion de trésorerie francs et devises,*
- *du financement à court terme en France et à l'étranger,*
- *du suivi des relations et conditions bancaires,*
- *du reporting spécifique à la trésorerie (budgets, prévisions à court terme, positions de change, etc.).*

Il travaillera en étroite relation avec les directeurs financiers et comptables des filiales du Groupe.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures ayant acquis au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de la trésorerie francs et devises au sein d'une banque ou d'une grande entreprise.

Adresser votre dossier de candidature, sous réf. 77.124 M à: HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

auditeur interne

Un important GROUPE d'ÉDITION, ayant une position prépondérante dans son domaine, crée le poste d'AUDITEUR INTERNE.

Intégré à la Direction Financière, il sera chargé de modifier les procédures comptables existantes en s'appuyant sur un nouvel outil informatique (déjà utilisé dans le Groupe), d'assister les filiales dans l'extension de ces applications, de contrôler régulièrement l'efficacité des systèmes comptables nécessaires à la gestion du Groupe. A terme, ce poste pourrait évoluer vers des responsabilités opérationnelles.

Il conviendrait à un jeune diplômé d'ÉTUDES SUPÉRIEURES (HEC, ESSEC, ESCP...) ayant complété sa formation par le DECS et possédant une expérience pratique acquise de préférence au sein d'un Cabinet d'Audit.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2769 M à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Société d'ingénierie de tout premier plan filiale d'une puissante société industrielle recherche

Jeunes techniciens supérieurs

DUT mesures physiques
informatique
débutants ou ayant première expérience

Nous leur proposons de s'associer à nos équipes d'ingénieurs pour mettre en oeuvre les acquis technologiques les plus récents dans le domaine nucléaire.

Dans un premier temps ils prendront en charge des études portant sur la neutronique et la pénétration des rayonnements.

A terme de réelles possibilités d'évolution professionnelles pourront être offertes au sein de nos bureaux d'études, services techniques et chantiers.

Des postes sont à pourvoir en proche banlieue Sud.

Merci d'adresser lettre de candidature avec CV et photo, sous réf. 3445 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

Chef du Département Gros et Centrales d'Achat

230.000 +

Marques de prestige. Cette importante société de distribution de produits «haut de gamme» (1 milliard de CA), dans le domaine de l'alimentation de luxe, réalise 70% de ses ventes à travers son réseau de succursales. Elle projette d'accroître sa présence sur le marché traditionnel où elle jouit d'une très grande notoriété et recherche le Chef du Département «Gros et Centrales d'Achat» à qui elle confiera cette mission. Responsable d'un véritable Centre de profit, en relation étroite avec le Directeur Commercial, celui-ci animera et gérera un Département de 75 personnes (services commerciaux et administratifs, entrepôts régionaux), élaborera les objectifs par régions et secteurs, négociera les contrats les plus importants, lancera et assurera le suivi des opérations commerciales et promotionnelles, entretiendra des relations privilégiées avec la clientèle. Dynamique, efficace, meneur d'hommes, le candidat retenu, âgé d'environ 32 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, possèdera une expérience confirmée de l'animation d'une force de vente dans la grande *Distribution*. *Nous offrons une* rémunération fixe assortie d'une prime d'objectif - forfait voiture + indemnité kilométrique - remboursement frais réels. *Le poste est situé à* Paris.

Orion vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 401267 M en précisant *si vous le voulez les* sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

35, rue du Rocher 75008 Paris

ORION
l'homme et l'entreprise

AFCOREM

THOMSON-TITN

dans le cadre de *l'expansion de ses activités destinées à l'export recherche*, pour participer à un grand projet de gestion transactionnelle utilisant les bases de données

INGENIEURS CONCEPTEURS
INGENIEURS D'ETUDES

Spécialisation *informatique*, Grandes Ecoles, DESS-DEA, MIAGE.
Expérience systèmes de gestion sur mini calculateurs.
Compétences *Bases de Données*, télétraitement.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

possédant *une 1re expérience* (Cobol, interactif). Débutants acceptés si titulaires DUT informatique.

Adresser lettre, C.V., prétentions sous référence *RAF* à :

THOMSON-CSF Ariane CHARTIER - THOMSON-TITN
5, rue G. Eiffel - 91420 MORANGIS.

Il y a un an et demi j'ai répondu à une annonce d'IBM...

Je m'appelle Manuel de Villeneuve. Comme de nombreux jeunes diplômés, j'ai saisi l'opportunité de l'importante campagne de recrutement d'IBM France pour devenir ingénieur technico-commercial. Dans cet interview, j'explique les raisons de mon choix et ce que j'ai fait depuis mon entrée à la Compagnie.

Manuel de Villeneuve, quand et comment êtes-vous entré chez IBM ?
Je suis entré chez IBM le 1er Juillet 1982, après avoir répondu à une annonce parue dans la presse. Je venais de terminer des études commerciales à l'ESCAE de Sophia-Antipolis et, bien qu'attaché à ma Provence, je souhaitais découvrir d'autres horizons.

Pourquoi avez-vous choisi IBM ?
Pour moi c'est un triple choix : l'entreprise elle-même d'abord, mais aussi le *choix d'une technologie clef de notre temps et celui d'un métier attrayant.*

Qu'avez-vous fait les premiers mois ?
J'ai été affecté à l'agence commerciale de Grenoble. Pendant douze mois, je me suis partagé entre cette agence, où je faisais mes premières armes sur le terrain, et le centre de formation de Val de Fontenay pour la formation théorique.

Cette formation est longue : qu'y apprend-on exactement ?
Ce n'est pas seulement une formation informatique. On y apprend aussi les méthodes de communication et de gestion des entreprises. En effet, cette formation s'adresse aussi bien à des diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce, comme moi, qu'à des ingénieurs. La diversité des profils et des formations ajoute d'ailleurs à l'intérêt de ces cours. De plus, pendant toute cette période, nous sommes rémunérés comme si nous étions opérationnels.

Quel est exactement votre travail aujourd'hui ?
Je suis actuellement ingénieur technico-commercial. Ce métier comporte deux aspects ; l'un est commercial : il s'agit d'évaluer le besoin informatique d'un client, afin de lui proposer la solution la plus appropriée ; l'autre aspect, plus technique, consiste à conseiller le client sur la meilleure utilisation possible du matériel. A ma demande, j'ai rejoint il y a quelques mois l'agence de Vincennes où plusieurs clients m'ont été confiés.

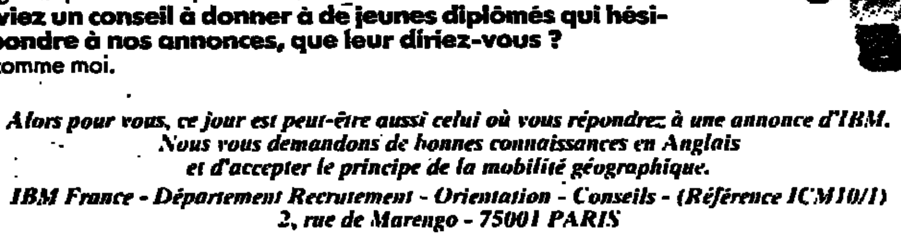
Si vous deviez résumer en un mot la caractéristique essentielle de votre métier, que diriez vous ?
Liberté - Liberté dans l'organisation du temps et du travail. Seuls comptent les résultats. Pour moi c'est un aspect très positif.

Quels sont vos rapports avec l'encadrement et vos collègues ?
Les rapports humains simples et ouverts qui existent à IBM m'ont beaucoup aidé à parfaire ma formation. Mes collègues n'ont jamais hésité à me consacrer du temps pour répondre à mes questions et je les en remercie.

Quels sont vos projets ?
Mon métier actuel ne m'a pas encore livré tous ses secrets, mais j'avoue être intéressé, à moyen terme, par une expérience à l'Etranger, et une évolution hiérarchique.

Est-ce que votre métier ne vous accapare pas trop ?
Non. *Je continue même à cultiver les quelques vignes d'une propriété* familiale en Provence et j'ai pris récemment quelques jours de vacances pour les vendanges... qui ne furent pas mauvaises.

Si vous aviez un conseil à donner à de jeunes diplômés qui hésitent à répondre à nos annonces, que leur diriez-vous ?
Faites comme moi.



Alors pour vous, ce jour est peut-être aussi celui où vous répondrez à une annonce d'IBM.
Nous vous demandons de bonnes connaissances en Anglais et d'accepter le principe de la mobilité géographique.

IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils - (Référence ICM10/1)
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

Cette offre s'adresse aussi à de jeunes diplômé(e)s ayant une première expérience professionnelle, ainsi qu'à des ETUDIANT(E)S qui termineront leurs études en Juin 1984.
La Compagnie IBM France garantit le caractère confidentiel des candidatures

IBM

Organisation et Publicité

NOTRE BANQUE PARTICIPE A L'ACTIVITE DES GRANDES ENTREPRISES

GERER les grandes Entreprises dans une Banque internationale

- *Nous leur offrons* des services financiers correspondant à leurs besoins,
- Nous les assistons au plus haut niveau dans leurs négociations,
- Nous proposons des prestations personnalisées pour leur gestion et leur développement.

SI VOUS ETES DIPLOMES D'UNE GRANDE ECOLE DE GESTION

et si vous disposez d'une expérience de ce type au sein d'organismes financiers *ou éventuellement en entreprise*, NOTRE BANQUE VOUS OFFRE LA RESPONSABILITE D'UN PORTEFEUILLE IMPORTANT que vous devrez développer, en particulier dans les secteurs : agro-alimentaire, industries de transformation, *tertiaire*.

La taille de notre Groupe permet une réelle évolution de carrière.

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre CV manuscrit, avec photo récente et vos prétentions, en rappelant la référence LM 10 à Christian KRAEMER 1, boulevard de la Paix 91300 MASSY, qui nous fera suivre votre dossier en toute discrétion.

CONSEILLERS EN GESTION DE PATRIMOINE

Notre banque qui s'appuie sur un réseau de 200 agences se fixe de nouveaux objectifs : intensifier et redeployer son activité en particulier dans le domaine de la gestion de patrimoine.

Une mission ambitieuse que nous souhaitons confier à des hommes possédant une solide expérience (bancaire ou financière) des contacts de clientèle à haut niveau.

Ces postes que nous créons s'adressent à des candidats ayant une parfaite connaissance de l'analyse et des techniques de placements financiers.

Responsables de leur action, ils participeront à l'élaboration des stratégies spécifiques de la banque (définition des cibles, nouveaux produits et marketing financier) et réaliseront l'intégralité des opérations de leurs clients sur le plan patrimonial (placements financiers et boursiers, investissements immobiliers...).

Notre choix se portera sur des personnalités dont le sens commercial, les qualités de développeur d'affaires et la maîtrise des techniques financières seront incontestables.

La réussite dans cette fonction, qui compte pour notre développement sur PARIS, implique un bon niveau de rémunération et des possibilités d'évolution évidentes.

INITIATIVES, notre conseil en recrutement nous assiste dans cette recherche :
Adressez-lui votre candidature, CV, lettre manuscrite et photo sous la référence 5/108. (Discrétion totale assurée.)

INITIATIVES
CONSEIL EN RECRUTEMENT

58-60, avenue de la Grande-Armée
75017 PARIS

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Pour faire face à l'expansion croissante de sa filiale française, BRUEL & KJAER, spécialiste mondial de l'instrumentation de mesure en acoustique et vibrations recherche pour la Région Parisienne

jeunes ingénieurs technico-commerciaux

Diplômés d'une grande école, votre formation en électronique et votre solide culture scientifique vous seront nécessaires pour promouvoir notre matériel auprès d'une clientèle de professionnels de haut niveau. Prospection, suivi de clientèle, présentation des produits, conférences techniques, constitueront votre activité. Vous possédez, de préférence, des connaissances en acoustique et mecanique des vibrations. Vous êtes libéré des obligations militaires. Grâce à un programme de formation permanente, nous vous offrons une carrière réellement enrichissante. Nous vous proposons une rémunération motivante composée d'un fixe + % CA.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à :
BRUEL & KJAER FRANCE - 38, rue Champoreux - 91540 MENNECY

Organisation et Publicité



Brüel & Kjaer France

Commerciaux en informatique
associons nos réussites



Votre expérience réussie dans la vente de matériel ou logiciel vous a amené à rencontrer souvent BENSON.

Du périphérique nous nous tournons de plus en plus vers les systèmes, aussi nous cherchons les professionnels qui savent apporter un conseil et une solution complète au client et, voulant rester au coeur de l'informatique, souhaitent évoluer avec un leader.

Responsabilités de secteurs à prendre en Région Parisienne et Est.

benson

Pour un premier contact, écrivez au Service du Personnel, Zone industrielle des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine 94015 Créteil.

CHIMIE THERAPEUTIQUE

Filiale d'un des tous premiers groupes chimiques mondiaux, la **Société Française HOECHST** réalise un chiffre d'affaires proche de 4 milliards de Francs, dont un tiers à l'exportation.
Employant plus de 2000 personnes, elle dispose en France de 4 usines et d'un Centre de Recherches et d'Applications où elle developpe sa propre chimie. C'est pour cet établissement situé à **STAINS (93)** qu'elle recherche

UN CHEF DE LABORATOIRE *HF*

Il aura à mettre en place, animer et diriger un groupe de recherches en chimie thérapeutique, en liaison avec les laboratoires de la maison-mère.

Ce poste conviendrait à un **DOCTEUR** en **CHIMIE**, 35 ans environ, ayant quelques années d'expérience dans le domaine considéré, connaissant l'anglais et si possible l'allemand.

Il s'agit de la création d'un poste dont le développement assurera au titulaire une évolution de carrière particulièrement intéressante.

Adresser C.V. et prétentions s / réf. 668
Département des Ressources Humaines **SOCIETE FRANCAISE HOECHST**
Tour Roussel Nobel - Cédex 03 92080 PARIS LA DEFENSE.

Hoechst 

nt northern telecom

Spécialiste incontesté de l'informatique de réseau et des télécommunications, Northern Telecom déjà présent dans 9 pays européens, renforce son implantation.
Northern Telecom Data Systems, filiale française, participe étroitement au développement du groupe et recherche un

chef de projet PARIS
MINIS DE GESTION EN RESEAU SNA

Analyser, conseiller, assister, telle sera votre mission auprès d'un de nos clients parisiens.
Vous avez 30 ans, une formation de type MIAGE ou DUT informatique et 5 ans d'expérience dans un poste similaire chez un constructeur, une société de service ou un client.
Vous maîtrisez l'Anglais, connaissez le COBOL et les télécommunications.
Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) adressée au Service du Personnel - Northern Telecom Data Systems - Les Postillons des Bruyères
41/49, rue de la Garenne - 92310 SEVRES

Organisation et Publicité

GUERBET

Groupe pharmaceutique français, en expansion régulière, 500 personnes, CA 250 MF dont plus de 40 % a l'exportation, recrute pour **son service informatique :**

UN DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR *HF*

au poste de

CHEF DE PROJET

Directement rattaché au chef du service informatique, il animera une équipe de deux analystes programmeurs.

Il sera l'interlocuteur privilégié des différents responsables de l'entreprise pour l'établissement des cahiers des charges et la rédaction des dossiers d'analyse fonctionnelle, dans des domaines aussi variés que la chimie de laboratoire, la comptabilité analytique, la gestion de la visite médicale et l'actionnariat.

Le service informatique est récent et appelé à se développer dans un proche avenir. Ce poste peut donc constituer une étape de carrière décisive pour un diplômé de l'enseignement supérieur ayant une première expérience réussie dans la conduite d'un projet informatique.

— maîtrise de la langue anglaise,
— connaissance du COBOL,
— si possible, pratique du HP 3000.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo sous réf. BC 11184 à



guerbet s.a.
BP Nº 15.
93601 AULNAY SOUS BOIS Cédex.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence

Au-delà des aspects juridiques et administratifs
Un homme de relations
référence ZL 282 AM

LE DIRECTEUR D'UN ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL (600 personnes) recherche un **Collaborateur** *direct pour prendre en charge :*
- *les relations avec des organismes extérieurs nombreux : administrations diverses, collectivités, organismes professionnels...*
- *la fonction juridique (conseils, contentieux, documentation...),*
- *la gestion du patrimoine immobilier,*
- *la négociation et le suivi des contrats d'assurances.*

Ce poste représente une réelle opportunité pour un candidat diplômé d'études supérieures (Sc. Po., ESC ou équivalent) possédant une expérience réussie dans une fonction de "secrétariat général" par exemple.
Préférence sera donnée à une personnalité pragmatique et dotée d'excellentes capacités relationnelles et d'adaptation.

Poste : ville Lorraine.
Rémunération : 200 000 F + selon expérience

Jeune cadre financier
responsable trésorerie FRANCE
référence GN 289 CM

Groupe **LIMAGRAIN**
VILMORIN - TÉZIER - EUROVERT - FERRY MORSE
Dans le secteur d'avenir de l'Agro-Industrie, **LIMAGRAIN est un des premiers groupes mondiaux,** avec 40 filiales en France, en Europe, aux U.S.A. et en Amérique du Sud. Sa Direction Générale étoffe les structures financières du groupe et offre un poste évolutif à un **jeune Cadre Financier, Responsable Trésorerie France.**

Pour plusieurs filiales, il sera chargé :
- *de la trésorerie quotidienne en francs,*
- *de l'établissement des prévisions mensuelles de trésorerie et des plans de financement et de leur suivi,*
- *d'études d'investissement.*

Ce poste conviendrait à un jeune HEC, ESSEC, ESCP, MBA... *ayant une expérience financière ou débutant.*
Larges possibilités d'évolution de carrière dans le groupe, en France ou à l'étranger.
Poste à Clermont-Ferrand.

Juriste dominante droit du travail
référence FM 288 AM

UN GRAND GROUPE FRANCAIS, leader dans son domaine, 12 000 personnes, comprenant 31 filiales sur tout le territoire, recherche un **Juriste** expérimenté en droit social. Une expérience complémentaire dans d'autres domaines juridiques serait appréciée.

Rattaché à la Direction Générale, *il sera l'interlocuteur des Directeurs de filiales et aura un rôle de conseil et d'assistance pour l'ensemble des problèmes relevant du droit du travail.*
Ce poste conviendrait à un candidat actif, de bon contact, ayant des qualités d'homme d'études, mais également de terrain, disposant d'une solide formation juridique et de quelques années d'expérience professionnelle acquise en entreprise ou cabinet spécialisé dans le domaine droit du travail.
Poste à Paris-La Défense — Déplacements en province de courte durée à prévoir.

Chargé de mission
référence YK 281 AM

UNE FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE (branche industrielle) propose un poste aux responsabilités nombreuses et variées de **Chargé de Mission :**
- préparation et suivi des commissions,
- études et conseils pour la profession,
- relations avec les adhérents et l'environnement.

Ce poste nécessite une bonne maturité, des qualités de contact et d'expression orale et écrite. Il conviendrait à un jeune cadre de formation supérieure (par exemple maîtrise de sciences ou d'économie, école de gestion...) ayant de préférence une première expérience professionnelle.
Poste à Paris.

Membre de Syntec

Ingénieur AM, ENSI... poste opérationnel en usine
référence DK 286 AM

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL ***ayant des activités diversifiées et internationales,*** *renforce les services techniques* ***d'une de ses importantes usines de l'Ouest de la France*** *et recherche un* ***ingénieur diplômé d'une grande école généraliste*** (AM, IDN, ENSN, ENSM, INSA...) *débutant ou confirmé.*
Selon son expérience, il pourra soit être l'adjoint d'un chef de secteur maintenance, soit diriger un secteur d'entretien.
Ce poste conviendrait à un candidat animateur, organisateur, gestionnaire, capable de s'adapter à l'entretien d'installations lourdes fonctionnant à feu continu.
Larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

2 ingénieurs diplômés

La direction industrielle d'une société d'électronique et d'informatique (proche banlieue Nord-Ouest) recherche **2 ingénieurs diplômés position II pour fabrication électronique.**

Analyse de la valeur

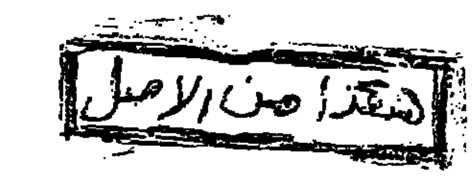
Il s'intègrera dans un groupe de détermination des coûts et d'établissement des devis techniques.
Ce poste conviendrait à un **ingénieur ayant une première expérience en conception et réalisation d'ensembles électroniques complexes.** 2786/AV/FIG

Méthodes générales d'industrialisation

Il participera aux études de procédés relatifs aux technologies nouvelles et orientera le choix d'investissements industriels.
Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation Arts et Métiers, électronique ou équivalent. 2786/MGI/FIG
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence du poste à

MEDIA PA
5, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra.

MEDIA PA





4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence.

Un contrôleur de gestion opérationnel

référence LS 283 CM

UN DES GRANDS GROUPES MONDIAUX DE L'ÉLECTRONIQUE recherche un Contrôleur de Gestion pour un de ses établissements industriels.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il élaborera et développera les systèmes de gestion et, *outre le contrôle de gestion, il aura sous sa responsabilité* la comptabilité générale et analytique, les finances, l'informatique de gestion.

Poste enrichissant et ouvrant de réelles perspectives de carrière qui conviendrait à un HEC, ESSEC, ESC (+ MBA et/ou DECS apprécié) ayant quelques années d'expérience de gestion *acquises dans un groupe industriel* (multinational si possible) ou quelques années d'expérience audit acquises dans un groupe ou cabinet anglo-saxon.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Poste : ville sud-est.

Ordre de grandeur de rémunération : 220 000 F ±

Jeune cadre financier et juridique

référence AH 283 AM

LE PDG D'UNE PMI EN DÉVELOPPEMENT CONSTANT (actuellement 200 millions de CA), spécialisée dans la vente d'équipements industriels au plan national, recherche l'un de ses collaborateurs directs pour lui confier :

- des missions importantes dans le domaine financier : budgets, études de rentabilité, trésorerie, investissements, relations avec les banques...
- le traitement de problèmes juridiques courants.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'études supérieures (Sc. Po., ESC + bonnes notions juridiques, DECS...), ayant une expérience d'au moins quatre années dans un service financier. Une expérience juridique serait très appréciée ainsi qu'une connaissance pratique de l'anglais.

Un style opérationnel sera un atout pour la réussite dans ce poste.

Poste à Paris. **Rémunération : 180 000 F +**

Jeune ingénieur attiré par la production

référence MT 294 CM

La filiale d'un des premiers groupes français dans sa branche, implantée près de Soissons (400 personnes), **propose à un Ingénieur débutant** (AM - IDN - INSA...) ouvert aux techniques d'automatisation, de se mesurer rapidement à une responsabilité opérationnelle d'encadrement dans son *unité de production.*

Il participera dans un premier temps à l'étude et à la réalisation d'un projet destiné à optimiser les performances de ses installations. Cette connaissance préalable de l'unité, un climat de travail ouvert et constructif lui permettront de concrétiser dans de bonnes conditions ses qualités d'animateur et d'homme de terrain et de s'affirmer dans la responsabilité opérationnelle qui lui sera confiée.

La réussite dans ce poste lui ouvrira des prespectives d'évolution intéressantes dans le groupe.

Pour ce poste, écrire en précisant la référence, à Madame SANTAMARIA, E.T.A.P., 11, rue Calvé, 33000 BORDEAUX.

Responsables d'interventions économiques et financières

Favoriser le développement agro-alimentaire
(études – conseils – interventions financières)

UN IMPORTANT ORGANISME FINANCIER à vocation agro-alimentaire, étoffe ses structures et offre deux postes.

Les candidats auront :

- *soit une formation ingénieur agronome (formation complémentaire en gestion appréciée), soit une formation école de gestion (connaissance du milieu agricole appréciée),*
- *une expérience professionnelle de 3 à 5 ans leur ayant donné de bonnes compétences en analyses financières et analyses de gestion de l'entreprise,*
- *des qualités marquées de contact, de rigueur, d'esprit d'équipe,*
- *une forte motivation pour participer à un projet global d'organisation et de développement d'un secteur économique.*

La mission :
Ils seront chargés d'effectuer des diagnostics d'entreprises, de proposer et de négocier avec leurs dirigeants des interventions financières spécifiques pour assurer le développement de ces entreprises et leur suivi.

- **L'un de ces postes concerne la filière : produits céréaliers : référ. BI 284 AM**
- ***L'autre poste concerne la filière : productions animales : référ. CJ 285 AM***

Ces deux postes sont basés à Paris.
Écrire en précisant la référence.

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75016 Paris



CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE

recherche

EXPLOITANT

CLASSE VII OU VIII

ayant une bonne connaissance du marché financier et particulièrement du marché obligataire français, et une solide expérience des relations avec les investisseurs institutionnels, clientèle dont il devra assurer *l'entretien et le développement, en France et à l'étranger.*

Les candidats, de formation supérieure, devront avoir fait la preuve d'un esprit d'initiative développé.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 198-M à Mamrégles, 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

Ingénieur électronicien
des responsabilités en production

Notre croissance élevée au coeur des technologies informatiques nous amène à une mutation de notre organisation industrielle basée sur deux unités de production en région parisienne et bretagne.

Dans un premier temps vous prenez en charge la mise au point électronique, en encadrant une équipe de techniciens qualifiés (*logique, analogique, microprocesseurs*). Intégrant les objectifs de la *fabrication* : budget, qualité, délais. Puis vous évoluerez dans des responsabilités plus larges ou plus techniques.

benson

Ecrivez au Service du Personnel, Zone industrielle des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil.

JOURDET

IMPORTANTE SOCIETE DANS LE TRANSPORT INTERNATIONAL recherche pour renforcer son Département Organisation

2 ORGANISATEURS confirmés

5 années d'expérience pour prendre la responsabilité de projets d'organisation administrative et opérationnelle en liaison le plus souvent avec des informaticiens.

2 JEUNES ORGANISATEURS débutants ou 1ère expérience

pour participer à ces projets sur la conduite d'un chef de projet interne ou externe.
Les projets généralement développés au siège parisien, concernent celui-ci mais aussi les agences de France et filiales étrangères du groupe.

Pour les 4 postes une formation supérieure (scientifique ou commerciale) est exigée.

Envoyer lettre de candidature et C.V. sous réf. 85454 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous sommes une société de 600 personnes, située en proche banlieue parisienne. Nous confions à des industriels le soin d'étudier et de réaliser des **projets** de matériels électroniques d'armement **que nous lançons, coordonnons et contrôlons.**
Souhaitant renforcer notre bureau qualité-méthodes, nous recherchons un :

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE *H/F*
DÉBUTANT
OPTION ÉLECTRONIQUE

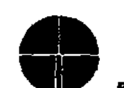
Il s'intégrera dans une petite équipe chargée d'aider les responsables de programme à gérer la qualité, les coûts et les délais des projets.

Sa mission s'exercera principalement **au profit d'une commission chargée d'établir les normes de qualité et d'essais à effectuer en environnement** (conditions climatiques, types de terrain, chocs, etc.) pour que les systèmes d'armes étudiés satisfassent les besoins des utilisateurs.

Le candidat sera notamment chargé de constituer des dossiers dont il présentera une synthèse à la commission : il aura recueilli préalablement l'ensemble des informations nécessaires auprès des divers interlocuteurs concernés par le problème abordé.

Ce poste est attractif en raison de la variété des sujets abordés et des contacts nombreux. Il est nécessaire de posséder une bonne aptitude à l'analyse et à la synthèse ainsi que des facilités de rédaction et un bon esprit d'initiative.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (*lettre manuscrite, CV et prétentions*) *sous réf. 84.01 M à* EUREQUIQ à qui nous avons confié la recherche et qui vous garantit la plus grande discrétion.



PARIS-LONDRES-HOUSTON-ROME

EUREQUIP
Département Conseil en Recrutement
15, avenue d'Eylau - 75116 PARIS
Tél. 553.84.73

MEMBRE DE SYNTEC — HAVAS CONTACT

Notre filiale ECOPOL est spécialisée dans la protection de l'environnement et l'optimisation de la sécurité et de la fiabilité de systèmes industriels complexes.
Ses interventions concernent de nombreux domaines d'activité : électronucléaire, offshore, chimie, armement...). Nous recherchons

Jeunes ingénieurs

Intégré dans une équipe d'ingénieurs polyvalents, vous serez chargé de l'étude de systèmes complexes et du suivi de leur exploitation afin d'en déterminer les conditions optimales de sureté et de fiabilité.
Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés *d'une école généraliste ayant le goût d'une activité réunissant tous les aspects du métier* d'ingénieur :
techniques, relations avec les clients, expérience sur site...

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf. 404 à Joël OLLIEUZ SERETE 86 rue Regnault 75640 Paris Cédex 13.



média-system

Premier constructeur français de matériels hydrauliques haute pression, destinés à des biens d'équipement lourds, *(90 personnes)*, filiale du Groupe SOPELEM, *recherche, pour développer ses activités «ventes»*

INGENIEUR COMMERCIAL

Sa formation et son expérience des automatismes hydrauliques doivent lui permettre, à court terme, de prendre en charge l'animation de l'équipe commerciale constituée de 5 technico-commerciaux et de donner aux activités «Ventes» un nouvel essor dans une conjoncture difficile.

Sous l'autorité du Directeur Général, il bénéficiera d'une large autonomie et proposera les solutions permettant de réaliser les objectifs fixés.

Le poste, basé au Siège Social, à Argenteuil (95), peut déboucher à terme sur la fonction de Directeur *Commercial pour un candidat ambitieux.*

sopelem

Adresser C.V., *photo et prétentions à*
SOPELEM - Monsieur ORDAS
102, rue Chaptal - 92306 LEVALLOIS-PERRET

UNILOG

Groupe indépendant de Sociétés de Services et de Conseil en Informatique de Gestion

8 Sociétés – 420 Ingénieurs

s'est doté d'une organisation décentralisée, privilégiant des équipes de dimension humaine, capables de s'adapter *très vite aux nouvelles techniques.*

Les deux sociétés du Groupe ***MINISYSTÈMES*** *et* ***BUREAUSYSTÈMES****, spécialisées en systèmes de gestion informatisée* sur mini-ordinateurs et en ingénierie bureautique recrutent pour le 20 Février 1984 des

ingénieurs débutants

Écoles d'Ingénieurs ou 3ᵉ cycle d'études supérieures scientifiques.

Ils suivent dès leur intégration une formation théorique et pratique, considérée comme l'une des plus solides du secteur. Ensuite, *au sein d'équipes opérationnelles,* ils interviennent sur des projets en relation avec *les clients du Groupe* (Industries, banques, PME, PMI, professions libérales...) où ils seront amenés à assurer la conception, la réalisation et la mise en place de systèmes de gestion et d'automatisation des postes de travail. Leur évolution ultérieure leur permettra d'actualiser en permanence leurs connaissances et d'évoluer vers **la conduite de projets.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature et une photo sous réf. 80648 à UNILOG, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS -
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

NOTRE EXPANSION DANS 2 SECTEURS DE POINTE :
BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE DISTRIBUEE,
NOUS AMENE A RENFORCER NOS EQUIPES DE LOGICIEL DE BASE
Nous cherchons

2 INGENIEURS INFORMATICIENS

pour participer à la conception et à la réalisation de projets de grande envergure.
Nous nous adressons à des candidats désireux de prouver leurs performances au sein de petites équipes, de valoriser leur expérience (2 à 3 ans) au cours du développement de nouveaux produits, et désireux d'évoluer dans le cadre d'une informatique de pointe.
Une expérience UNIX est appréciée

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V., prétentions) à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC - BP 92 91301 MASSY



Transac

LA TELEINFORMATIQUE : VOUS CONNAISSEZ...

Les projets que nous avons à développer et qui s'inscrivent dans un environnement de bureautique et d'informatique distribuée, nous amène à recruter des candidats performants dans ce domaine (2 à 3 ans d'expérience minimum en mini ou micro).
Nous leur proposons de valoriser cet acquis dans le cadre de la conception et de la réalisation de nouveaux produits qui devront s'intégrer dans l'architecture de grands systèmes et de réseaux.
Des possibilités d'évolution sont offertes au sein d'un groupe d'informatique de pointe

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V., prétentions) à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC - BP 92 91301 MASSY.

Bull Transac

Nous developpons des technologies avancees dans le domaine de l'électronique pour leur mise en œuvre conformément aux normes internationales
Nous recherchons

UN ELECTRONICIEN D'ETUDES

ROMPU AUX TECHNIQUES D'ELIMINATION DES PARASITES ELECTRIQUES ET ELECTROMAGNETIQUES

Il sera chargé d orienter les etudes de matériels et de faire sur prototypes les mesures de parasites émis par rayonnements et par conductions
Au sein de la Direction Technique, c est un poste charnière permettant la diffusion de nos matériels sur nos marchés internationaux

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre C.V., prétentions) à Michèle CORBINEAU · BULL TRANSAC · BP 92 91301 MASSY



Transac

CONCEVEZ AUJOURD'HUI LA BUREAUTIQUE DE DEMAIN

INFORMATICIENS

ayant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine, nous vous proposons au sein de petites équipes, de concevoir et de développer de nouveaux produits dans les domaines de :

- traitement de documents
- données vocales
- images et graphiques
- télématique

Cette fonction peut être un tremplin pour des candidats motivés et désireux d'évoluer dans le cadre d'une informatique de pointe.

Nous vous remercions, d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre, C.V., prétentions) à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC - BP 92 91301 MASSY.

Bull Transac

Des outils de développement logiciel :

Un créneau pour un ingénieur expérimenté voulant s'orienter dans le génie logiciel et plus spécialement : UNIX.
Il sera responsable de :
- *la recherche*, l'adaptation et la réalisation d'outils d'aide au développement des logiciels.
- le conseil et la formation des utilisateurs afin de promouvoir ces produits.

Cette offre s'adresse à un ingénieur expérimenté qui s'intégrera au sein de l'équipe d'un **atelier de génie logiciel**. Elle concerne des candidats désireux d'évoluer dans le cadre d'une informatique de pointe.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre *manuscrite, CV et prétentions) sous référence* 101/1 à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC BP 92 91301 MASSY.



Transac

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE
Industriel de l'informatisation, au premier rang pour la production des **PROGICIELS** et le taux de développement (30% par an), vous offre le

CHOIX INFORMATIQUE

- une FORMATION aux techniques avancées de l'informatique, propre à développer vos compétences,
- un MÉTIER au sein d'équipes soudées où votre autonomie sera sollicitée et encouragée,
- une CARRIÈRE *de consultant de haut niveau, dans des disciplines diversifiées : conseil, ingénierie de systèmes, développement de progiciels,...*

CGI est implantée dans plusieurs régions : Paris, Nord-Picardie, Ouest-Atlantique, Rhône-Alpes, Midi-Méditerranée.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. DJ/I-01 à D. JAMET - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

UNE FORMATION • UN MÉTIER • UNE CARRIÈRE

cgi

HAVAS CONTACT



LA COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES
5 500 personnes dont 640 Ingénieurs et Cadres
recherche pour son Centre d'Etudes ORSAY

INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL
devant évoluer vers Chef de projet

Intégrés dans des équipes autonomes, ils participeront à la conception, à la réalisation et à la mise en service de projets logiciels en France ou à l'Export, *sur des matériels allant* des multiprocesseurs 16 bits aux mini ordinateurs 32 bits.
Postes convenant à diplômés Grande Ecole (X, Mines, Centrale, Telecom, ESE, Sup Aéro), débutant ou ayant 1 à 2 ans expérience ou ENSI expérimentés.

RESPONSABLE CENTRE INFORMATIQUE

Ingénieur 28 ans minimum ayant acquis une bonne expérience en :
- gestion et exploitation d'un centre informatique
- méthodologies et outils de développement de logiciel
- *utilisation de réseau de transmission de données*
- Systèmes VAX 780 sous VMS

Dirigeant une équipe de 4 personnes, il devra mettre en place *les moyens* informatiques nécessaires pour accroître la productivité de nos services études.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, en précisant la référence L.652 à :
CSEE - Service Emploi et Développement des Cadres - DPRH - 17, Place Etienne Pernet
75738 PARIS CEDEX 15



VOUS ETES

INGENIEUR SYSTEME

(5 ans d'expérience).

Vous connaissez **le système d'exploitation du VAX.**
Vous aimez les challenges techniques,
vous avez le goût du conseil *et de l'assistance technique.*

NOUS SOMMES
Une SSCI chargée de mettre en place dans un groupe multinational un réseau de **6 VAX *(télécom, bases de données)*** pour un projet très ambitieux.

Venez nous rejoindre pour ce premier challenge technique et humain.
Votre profit matériel sera à la hauteur de votre profit intellectuel.

Ce poste à pourvoir dans **la région parisienne** implique de la part des candidats le goût pour le travail en équipe.

Adressez-nous votre candidature :



Antoine PENARANDA
NEXOS
24, rue Henri Barbusse
92110 CLICHY

Jeune cadre financier

De la finance ou de l'audit, vous *en faites depuis* 1 à 3 ans, après une formation supérieure (ESSEC, ESC, ingénieur plus ISA). Vous vous sentez mûr aujourd'hui pour élargir vos compétences et votre autonomie.

Vos missions pendant les premiers mois : piloter l'implantation de systèmes comptables, de reporting, d'analyse prévisionnelle et *contribuer au développement rapide d'outils de gestion* complexes.

Vos *interlocuteurs seront* les *décideurs et vos interventions* vous amèneront à vous déplacer dans nos sociétés-soeurs européennes.

Votre réussite vous permettra de donner libre cours à votre ambition et à vos goûts (planification, contrôle de gestion, trésorerie...), bref de créer vous-même votre carrière dans un environnement motivant.

Quelques faits pour nous situer :

Nous sommes une *société* internationale, le *siège du groupe* se trouve en Californie et Raychem *est implantée dans plus de* 50 pays. Notre forte croissance est soutenue *par une* innovation technologique continue depuis 25 ans.

Nos techniques de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans des secteurs *industriels porteurs (télécom, électronique, aéronautique).*

Prenez un premier contact avec Annie Picot ou envoyez votre C.V. *sous réf. 552 E avec photo* à : Raychem · *Direction du Personnel* - B.P. 738 - 95004 Cergy-Pontoise Cédex.
Tél. (3) 036.24.53.

Raychem

2 Chefs de publicité

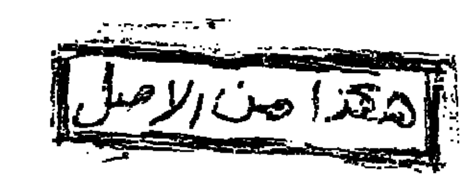
Nous sommes une société d'affichage publicitaire en pleine expansion (50 succursales en province, 750 personnes) et nous souhaitons renforcer notre équipe commerciale.
- Vous êtes issus d'une école supérieure de commerce (Sup de Co ou *IUT de gestion avec une approche marketing, par exemple*)
- Vous avez une *expérience* commerciale réussie auprès d'annonceurs, d'agences de publicité ou de différents médias
- Vous aimez négocier à haut niveau, vendre de la communication à court et à long terme
- Vous avez le goût de la gestion, du suivi, du développement d'un *portefeuille de clientèle existante.*
- *Vous êtes créatif, dynamique, évolutif, ambitieux*

Nous sommes alors prêts à satisfaire vos ambitions et votre désir d'évolution.
Adresser votre CV et une lettre *manuscrite s/réf.* 3542/M à notre Conseil

ID IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building,
38, *rue de Lisbonne* 75008 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

publinet



BIOLOGIE MOLÉCULAIRE
chef de projet
(c dna)

Le directeur de la recherche d'une entreprise pharmaceutique, leader mondial sur son marché, cherche pour son UNITÉ DE RECOMBINAISON GÉNÉTIQUE, un Chef de Projet. Il a pour mission essentielle, au sein d'une équipe de biologistes, de constituer une banque c DNA EUCARYOTE.

C'est un homme de 28 ans minimum, docteur ès sciences, ingénieur agro, pharmacien, PHD..., ayant déjà une expérience réussie dans un laboratoire de biologie moléculaire.

Les possibilités d'applications sont très étendues et ce biologiste pourra facilement voir aboutir les résultats de ses recherches.

Résidence dans une grande ville universitaire française.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Jacques TIXIER, sous la référence 333 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT

• Responsable de branche incendie
• Responsable de branche responsabilité civile

Nous sommes une Compagnie Française de Réassurance professionnelle et compte tenu de notre développement nous créons 2 postes de Responsables de Branche. Rattachés directement à la Direction Technique IARD, ils définiront la politique de leur branche (traités et facultatives) et la mettront en œuvre, en liaison avec les responsables commerciaux, tout en assurant le contrôle et le suivi technique.

Ces postes s'adressent à des candidats ayant une formation supérieure (par ex. Ingénieurs pour le premier poste, Maîtrise de Sciences Economiques pour le deuxième), une solide expérience de la souscription en contact avec le grand courtage dans le cadre de visite de risques et de clientèle. Cette expérience, réussie, d'au moins 5 ans, peut s'être exercée dans une Compagnie d'Assurances ou de Réassurances, une ouverture sur l'international étant également souhaitée. L'anglais est indispensable. Lieu de travail PARIS, quelques déplacements de courte durée, dans le monde entier, sont à prévoir. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé mentionnant votre rémunération actuelle, et les Compagnies auxquelles vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis, à D. de LARIVIERE qui étudiera votre candidature en toute discrétion, s/réf. 11689/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Publival — Membre de SYNTEC

SEITA
Direction des Systèmes d'Information

Le Département Etudes de la Direction des Systèmes d'Information est le Conseil en Informatique des Directions fonctionnelles, opérationnelles et commerciales de la SEITA. Nous sommes équipés d'un ordinateur central (avec langage de 4ème génération) et d'un réseau, basé sur Transpac, de plus de 150 mini et micro-ordinateurs.

Nous recherchons un

Adjoint au Responsable des études

Son rôle sera de conseiller les Directions fonctionnelles et opérationnelles, concevoir les systèmes d'information, contrôler la mise en œuvre des solutions, participer à la conduite du Département Etudes.

Vous êtes Ingénieur depuis 8-10 ans et connaissez bien le métier de Chef de Projet. Vous vous savez organisateur, négociateur et souhaitez diriger des projets audacieux.

Nous vous offrons un 1er poste à Paris et une évolution très large de carrière au sein de la SEITA.

La SEITA, Société Nationale à vocation industrielle et commerciale employant 8 500 personnes, réparties en 40 établissements, conduit dans le cadre d'un schéma directeur décidé au plus haut niveau, une politique de développement en informatique, bureautique, télécommunication et robotique.

Merci d'adresser votre candidature à Christine DEFECHE (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), qui l'étudiera avec rapidité et discrétion, sous réf. 22.086/M à Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Publival — Membre de SYNTEC

Les opportunités à saisir en début d'année...

SOGERIS est une SSII équipée de systèmes IBM 303x, 43xx, CII-HB DPS 8. Nous occupons en France une position de leader sur un marché en forte expansion, avec une progression prévue de 50% par an en moyenne pour les quatre années à venir.

En complément de notre activité principale (le back-up), nous développons de nouveaux produits: INFO CENTRE, VENTE DE PC connectés ou autonomes.

Nous recherchons pour accompagner cette expansion

DIRECTEUR TECHNIQUE

Il assurera la direction des services production et système et surtout le développement et la mise en place de l'activité micros connectés.

Profil exigé:
- ingénieur X, Télécom, Supelec
- 5 années d'expérience en système sur IBM avec une très bonne maîtrise des aspects réseaux (sur gros systèmes)
- aptitude à gérer un service important en personnel et moyens informatiques
- très ouvert sur les nouvelles techniques et en particulier l'intégration de micros connectés
- **une expérience similaire au sein d'une SSII constituerait un atout supplémentaire.**

Réf. DT

INGENIEURS COMMERCIAUX

qui constitueront aujourd'hui ou demain l'encadrement de nos équipes

Profil souhaité:
- diplômés de l'enseignement supérieur
- expérience de quelques années réussies dans la commercialisation de services informatiques sur IBM grand système
- **une connaissance du marché des micros en grandes entreprises constituerait un atout supplémentaire.**

Réf. IC

TECHNICO - COMMERCIAUX

Ils assisteront les commerciaux en avant-vente et après-vente, en particulier pour la vente de micros.

Profil souhaité:
- diplômés de l'enseignement supérieur
- **connaissance impérative des produits Info Centre ou technique de la micro-informatique orientées réseau.**

Réf. TC

REELLES POSSIBILITES D'EVOLUTION COMPTE TENU DE LA TAILLE DE L'ENTREPRISE ET DE NOTRE DEVELOPPEMENT

Pour ces postes, basés à Paris, nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature, **même si vous pensez pouvoir postuler pour un poste d'encadrement**, en écrivant à



9, boulevard des Italiens
75002 PARIS

poggenpohl

offre

des chances aux vendeurs de valeur !

Nous recherchons un

INSPECTEUR DES VENTES

pour des régions différentes, avec pour fonction principale de suivre notre clientèle. Cette annonce s'adresse également à des vendeurs de haut niveau cherchant une situation parmi notre clientèle.

De bonnes connaissances de la cuisine par éléments sont indispensables, volonté, effort, sens des contacts.

Les candidats des secteurs ameublement ou électroménager sont également les bienvenus.

La motivation personnelle est importante.

Les revenus peuvent être améliorés en fonction des succès rencontrés. Les frais de voyage sont correctement remboursés.

Si vous êtes persuadé d'être l'homme correspondant à ce profil, veuillez nous adresser votre lettre de candidature avec vos raisons, ainsi que curriculum vitae, copies de vos diplômes.

FR. POGGENPOHL KG
Service du Personnel
Tel. 19/49 5221.381.251 ou 381.269 - Herringhauser Strasse 33, D-4900 HERFORD, R.F.A.



recherche

SON FUTUR RESPONSABLE DE LA GESTION INDUSTRIELLE

200 / 250 000 F par an

Ingénieur diplômé capable de prendre en charge la gestion industrielle de l'Entreprise : contrôle de production, gestion des stocks, magasins, planning, ordonnancement, etc.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé (Arts et Métiers ou équivalent) âgé de 32 ans minimum ayant acquis une expérience concluante de la production (ateliers, entretien, etc.) et un sens développé des contacts humains.

L'Entreprise pourra se charger, si nécessaire, d'une formation complémentaire en informatique de gestion notamment. Ce poste constitue une opportunité très intéressante pour un ingénieur brillant désirant faire carrière dans une Entreprise en développement leader de sa profession.

Envoyer C.V. à M. VINCENTE - CHRISTOFLE - 112, rue Ambroise Croizat - 93206 SAINT DENIS.

Société d'ingénierie
(250 personnes)
FILIALE DU GROUPE SNPE
recherche pour son **DEPARTEMENT INGENIERIE DE SECURITE**

chef du groupe études

Ingénieur diplômé confirmé, il devra avoir une formation en chimie, génie chimique ou physique et de bonnes connaissances en matière de :
- règlementations
- sécurité du travail
- explosion incendie,

et dans les problèmes d'environnement en général (pollution, bruit).

Rédaction aisée et rigoureuse
Anglais courant indispensable
Lieu de travail : Paris 12ème

Envoyer CV détaillé, lettre manuscrite s/réf. 85671 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

La Direction des Applications recherche

UN CHEF DE PROJET
DEVELOPPEMENT LOGICIEL

- Il aura la responsabilité d'une équipe de plusieurs personnes ayant en charge le développement et le support de logiciel d'applications bancaires.
- Il participera à l'élaboration des objectifs, à la coordination avec les autres services et au suivi d'une clientèle spécialisée.
- Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent ayant quelques années d'expérience dans la conception, la réalisation et la mise en œuvre de logiciels.

Lieu de travail: Louveciennes

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 401 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

LEVI TOURNAY

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Digital : l'ambition intelligente

Bureautique, ordinateurs personnels, CFAO, réseaux (TRANSPAC), intelligence artificielle, Digital Equipment France est présent sur de nombreux marchés porteurs avec une gamme de produits performants.
Une forte croissance, des investissements en Recherche et Développement (+ de 11 % du C.A.), nous permettent d'envisager des développements importants, et justifient une ambition à la mesure de nos moyens.
Aussi nous souhaitons renforcer aujourd'hui nos équipes Logiciel dans les domaines suivants et recrutons des

Ingénieurs

Applications

Vous possédez plusieurs années d'expérience dans le développement d'applications sur Micro basées sur CPM, MSDOS, et une très bonne connaissance de l'anglais. Vous conseillerez nos clients pour l'utilisation de nos logiciels et leur proposerez des solutions spécifiques dans les domaines suivants :
- *bureautique*
- *protocoles de communication*
- *support application sur ordinateurs personnels.*

Produits logiciels

Votre expérience préalable des applications informatiques (Micro, applications gestion, applications industrie) vous permet de participer soit :
- *à la négociation d'accords de distribution avec des auteurs de progiciel*
- *à la présentation de nos produits logiciels à nos réseaux de distribution*
- *au support clientèle*
- *à la réalisation et à l'évaluation de logiciels techniques.*

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs ayant une formation supérieure, 3 ou 4 ans d'expérience dont 1 ou 2 ans en tant qu'utilisateurs de matériel DIGITAL.

Télécom et Réseaux

Vous êtes débutant et possédez si possible une bonne connaissance du protocole X 25, vous avez acquis quelques années d'expérience dans le domaine des télécommunications avec de préférence la connaissance des systèmes d'exploitation VMS et RSX. Vous serez chargé de la réalisation de protocoles de communication et de la réalisation de sous programmes de gestion d'interfaces de communication. Ce poste est à pourvoir à Annecy.

Consultants en informatique

Vous participerez à la conception et à la mise en place de nouvelles technologies dans le cadre de projets techniquement complexes ou de grande taille dans les domaines suivants :
- *bureautique*
- *CAO/FAO*
- *gestion de production*
- *intelligence artificielle*
- *réseaux*

10 ans d'expérience en informatique et une connaissance approfondie dans l'un de ces domaines sont nécessaires à ces postes ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais.

Chefs de produits

Vous possédez une solide expérience des méthodes de suivi de qualité. Vous serez en relation avec les services de conception, de fabrication, de distribution et d'installation. Vous assurerez la coordination de l'ensemble des activités liées à la mise sur le marché d'un nouveau produit (plan de formation, approvisionnement en rechanges, suivi des premières commandes...)

Etudes d'environnement

Vous avez acquis une expérience dans le domaine de l'installation de réseaux de mini-ordinateurs.
Vous serez particulièrement chargés d'étudier les problèmes spécifiques d'environnement des systèmes ainsi que l'étude de nouveaux services (aménagement de salle, installation de réseaux de communication,...).

Vous intégrerez des équipes performantes dans un climat "ouvert" et stimulant et trouverez des possibilités d'évolution à la mesure de vos ambitions.

Ces postes sont à pourvoir à Paris, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Ferney Voltaire, Valbonne.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant le poste souhaité à
Claude PESQUET - Direction du logiciel -
Digital Equipment France - 2 rue Gaston Cremieux B.P. 136-91004 Evry Cedex

N° 1 de l'informatique interactive

digital

Curriculum



COMPAGNIE EUROPEENNE DE PUBLICATION

Deuxième Groupe Français d'Edition, leader national de la Presse Professionnelle
offre dans le cadre de son évolution et développement les opportunités suivantes:

PRESSE : INFORMATIQUE, MICRO-INFORMATIQUE, ELECTRONIQUE

JOURNALISTES PASSIONNES D'INFORMATIQUE

- Votre culture informatique ou électronique, votre savoir-faire de journaliste nécessitent un support leader pour vous exprimer.
- Nous vous offrons la possibilité de vous réaliser au sein de notre groupe.

(Réf. 920 M)

INFORMATICIENS PASSIONNES DE JOURNALISME

Praticiens, hommes de produit, spécialistes systèmes, professionnels de la micro-informatique, vos connaissances du milieu et des applications informatiques vous incitent à évoluer vers le journalisme. Nos supports spécialisés sont prêts à vous accueillir.

(Réf. 921 M)

CHEFS DE PUBLICITE

- Les Chefs de Publicité que nous recherchons sont de vrais professionnels de la "Pub".
- Vos relations dans le milieu des agences de publicité, vos aptitudes à convaincre vous permettront d'intégrer une équipe performante.
- Vos connaissances du monde informatique et micro-informatique sont des atouts de poids.

Une réelle opportunité est également offerte à des juniors ambitieux. (Réf. 922 M)

Envoyez sous la référence choisie, votre dossier de candidature (C.V. + photo) à notre Conseil qui garantit toute confidentialité.



FMI Recrutement
43 rue Liancourt, 75014 PARIS. Tél. (1) 320.69.29

GROUPE PHARMACEUTIQUE

cherche pour ses filiales

spécialisées dans la fabrication et la vente de matériel hospitalier

UN RESPONSABLE DE PERSONNEL

Proche banlieue Sud

En liaison avec la Direction du Personnel du Groupe et la hiérarchie, il prend en charge :

- l'administration et la gestion du personnel ;
- le suivi des mouvements de personnel et des rémunérations ;
- les relations avec les partenaires et organismes sociaux ;
- l'application de la législation du travail.

De formation supérieure, de préférence juridique, il possède une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction, et, si possible, en milieu production ou distribution.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 8606 à PIERRE LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Importante société de transformation des matières plastiques recherche le

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

de son département emballage pour la cosmétique et la parfumerie.

Le candidat, minimum 30 ans, devra posséder une formation technique si possible dans le moulage, un sens commercial poussé, lui permettant de négocier à haut niveau.

La connaissance de l'anglais serait souhaitable.

Il assurera la liaison client-usine, et suivra études et propositions de prix.

Basé dans le Sud de la Région parisienne, il devra être disponible pour de fréquents déplacements de courte durée.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions, date de disponibilité à HAVAS PUBLICITÉ, sous n° 5762, 4, rue du Sauvage, 68100 MULHOUSE, qui transmettra.

Importante société de réassurance

recherche

chef comptable

280 000 F. +

__Mission :__ *directement rattaché au Directeur Financier, il se verra confier la responsabilité de la Comptabilité générale, entièrement informatisée.*
- *encadrement de 2 secteurs (12 personnes)*
- *travail personnel :*
  - tenue des livres comptables ;
  - toutes déclarations fiscales ;
  - passation des frais généraux (suivant Plan Comptable) ...

__Profil :__ ce poste conviendrait à un candidat :
- âgé de 30 ans minimum
- titulaire du DECS et si possible issu d'une École de gestion
- possédant de bonnes connaissances de la langue anglaise et des conversions monétaires.

A terme, un candidat de valeur se verrait confier de plus hautes responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel (indiquer votre numéro de téléphone si possible) sous réf. M. 220, à notre Conseil

MICHEL JOUSSE Conseil en Recrutement
76, rue de la Pépinière, 75008 Paris

CILAS Alcatel

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS
(350 personnes - C.A. de 150 millions de Francs) spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optronique, recrute

ingénieur ou cadre II

formation: __Technique:__ électronique-optique
__Méthodes:__ CNAM-BTE

Expérience: quelques années, avec encadrement d'un groupe.
La mission qui lui sera confiée comportera toutes les phases de la mise en activité d'un groupe méthodes.

Adresser candidature (CV, photo et prétentions) à Mme SUSINI, Chef du Personnel CILAS - Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS.

IMPORTANT GROUPE DE PRODUITS CHIMIQUES
recherche
pour une de ses activités en forte expansion à
L'EXPORTATION

UN DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Ingénieur I.F.C. ou ingénieur chimiste ayant l'expérience de la technologie du CAOUTCHOUC, il sera l'Adjoint du Responsable Produit et Marché caoutchouc et matériaux de friction.

Le titulaire du poste aura l'Europe comme secteur ou il sera responsable des activités commerciales et de l'assistance technique.

Ce poste, basé à Paris, entraîne de fréquents déplacements. Il conviendrait à un jeune cadre ayant quelques années d'expérience et maîtrisant l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions n° 07.309 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS, qui transmettra.

DIEBOLD FRANCE
recherche pour son Département Communication

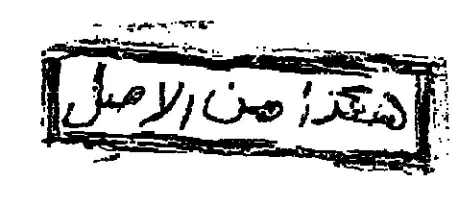
INGENIEUR CONSEIL

SPECIALISTE TELECOMMUNICATIONS
(données, textes, voix, images)

Le poste intéresse des Ingénieurs, *Grandes Ecoles, ayant une expérience professionnelle* de plusieurs années en TRANSMISSION DE DONNEES, GRANDS SYSTEMES, RESEAUX, BUREAUTIQUE, acquise en SSCI, chez un Constructeur ou dans une Entreprise.

Nous offrons aux candidats l'opportunité de :
- joindre un groupe de conseils de dimension internationale,
- participer à ses recherches et prendre part à son évolution,
- effectuer des interventions de haut niveau, mettre en valeur leurs qualités personnelles de négociation.

Envoyer C.V., photo et prétentions à *Pierre GRANES* - DIEBOLD FRANCE
56, rue de Londres - 75008 PARIS



un nouvel enjeu, vendre l'informatique personnelle Hewlett-Packard

Hewlett-Packard France, 3ème exportateur français d'informatique, 2,4 milliards de chiffre d'affaires, 2400 personnes, est déjà largement présent dans le domaine de la micro-informatique. En 1984, HP veut conquérir une part très significative de ce marché avec le HP 150, le premier ordinateur personnel à écran tactile. Le HP 150, fabriqué à Grenoble sera exporté dans toute l'Europe. Cet objectif sera réalisé grâce au haut niveau de compétence de nos collaborateurs et à un environnement de travail particulièrement motivant - initiative, qualités relationnelles, confort matériel -. Il implique pour soutenir notre développement le recrutement de 250 cadres en 1984 et parmi eux les :

Ingénieurs commerciaux Informatique personnelle.

Au-delà de la prospection et de la présentation des produits auprès de la clientèle des grands comptes, ils s'attachent à identifier et résoudre les problèmes de ces grandes entreprises, leur apportant ainsi la véritable dimension du conseil.
De formation supérieure scientifique ou commerciale, les candidats ont vu leurs compétences commerciales confirmées lors d'une première expérience - 2 à 3 ans - dans le domaine des applications informatiques, technique ou de gestion. Une formation spécifique - 6 à 9 mois - complètera leurs connaissances techniques, aussi une bonne pratique de l'anglais demeure un préalable. Par ailleurs la rémunération - attractive -, valorisera leurs performances.
Une voiture de fonction sera fournie. Localisation à Paris et à Lyon.
Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo, prétentions et préférence géographique - sous référence VO 212 I M à Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.

HEWLETT PACKARD

média system

P.M.I. FAISANT PARTIE D'UN GROUPE IMPORTANT

recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

POUR POSTE D'AVENIR RATTACHÉ A LA DIRECTION D'ÉTABLISSEMENT

C'est un homme ayant quelques années d'expérience et une bonne pratique des relations humaines.

IL DEVRA AIDER LA DIRECTION D'ÉTABLISSEMENT A COORDONNER TOUTES LES FONCTIONS DE PRODUCTION ENTRE ELLES ET AVEC LES SERVICES TECHNIQUES.

IL DEVRA AVOIR UNE EXPÉRIENCE DANS LA FABRICATION DES MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES DE PETITE SÉRIE DESTINÉS A L'AÉRONAUTIQUE.

Ecrire avec C.V. sous réf. n° 9.915 à : PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles 75003 PARIS, qui transmettra.

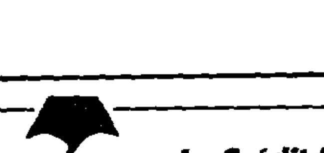
Important Bureau d'études en URBANISME recherche pour PARIS

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Diplômé d'une Grande École scientifique (option informatique et statistiques). Il participera à la conception et à la réalisation de systèmes complexes (CAO, DAO).

La préférence sera accordée à un candidat ayant déjà quelques années d'expérience et la pratique des langages APL et FORTRAN.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence 9.139, à ORGANISATION et PUBLICITÉ, 2, rue de Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.



Le Crédit Mutuel d'Ile de France

recrute

Responsables d'Agence

Ils auront pour mission la gestion administrative et comptable de l'agence, l'animation de l'équipe, le développement commercial.

Ils ont une **connaissance approfondie de la technique bancaire** et justifient d'une réussite dans un poste similaire.
Rigueur et sens des responsabilités sont des qualités indispensables à cette fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle en précisant la référence R.A. à Any ASTIC - Direction des Relations Humaines et Sociales - **Crédit Mutuel d'Ile de France** - 19, cité Voltaire - 75541 PARIS cedex 11.



Société de conception et de réalisation de systèmes informatiques industriels et scientifiques.
En développement continu depuis 10 ans, nous recherchons

ingénieurs grandes écoles

soit avec une première expérience en informatique scientifique ou industrielle, *soit débutants motivés par cette activité.*

Ils auront à développer, en équipe et dans nos locaux, des systèmes de haute technologie dans les domaines suivants : traitement du signal, commande numérique, CAO. La connaissance d'HP 1000 ou UNIX sera un atout.

Evolution de carrière assurée par l'accroissement des compétences dans des *technologies de pointe.*

Merci d'adresser votre dossier *de candidature à* **P. Bornes C2S**
12, rue Le Corbusier Silic 254
94568 RUNGIS CEDEX.

Lion Publicité



LE CARBONE-LORRAINE

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS A VOCATION INTERNATIONALE

3 usines en France - 21 filiales à l'étranger
Effectif : 4 000 personnes
C.A 1982 : 1 Milliard F.

recherche

INGENIEUR ELECTRICIEN ELECTRONICIEN

de formation GRANDE ECOLE, possédant si possible une première EXPERIENCE INDUSTRIELLE.

Le poste de départ est situé à GENNEVILLIERS, au Laboratoire d'essais électriques où sont étudiés ceux de nos produits destinés aux biens d'équipement ayant des applications électriques et électroniques.

Pour un candidat de valeur, motivé et autonome, des possibilités d'évolution de carrière à moyen terme existent dans le domaine des relations techniques avec la clientèle, vers des responsabilités de chef de produits ou des responsabilités techniques.

ANGLAIS indispensable - Allemand souhaité.
Réf. 453

JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL

DUT ou BTS ELECTRONIQUE
possédant déjà une expérience de la vente

Il secondera le chef de subdivision dans ses VENTES TECHNIQUES, sur le terrain et devra organiser et superviser la «vente assise».

ANGLAIS indispensable.

Lieu de travail : REGION LYONNAISE ou PARISIENNE.
Réf. 211

Adresser candidature, en précisant la référence à Société le Carbone-Lorraine - Tour Manhattan cédex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

Crédit manager

Leader sur le marché de la Communication le Groupe HACHETTE réalise 9 milliards de francs à travers une centaine de filiales.

L'un des départements de la **branche audiovisuelle** représente 30 millions de CA HT et crée un poste de **«crédit manager»**, *impliquant la responsabilité d'une équipe de* 4 personnes chargées des relations clients et de la comptabilité clients.

Ce poste s'adresse à un cadre de formation supérieure, type sciences éco, apportant une expérience de 3 ans minimum dans le crédit management d'une entreprise commerciale de produits de grande consommation.

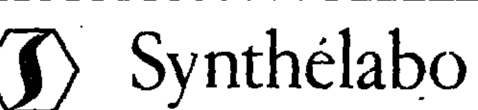
Une évolution vers une fonction plus large de gestion est prévue.

Poste basé à Maurepas, près de Rambouillet.

Adresser candidature sous *réf.* 331 au Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1er - 75008 Paris.



HACHETTE



cherche pour une de ses filiales spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel médico-chirurgical située en banlieue Sud

UN CONTROLEUR DE GESTION

pour assurer :
- *l'audit interne de la Société,*
- *le suivi budgétaire de l'ensemble des services,*
- le contrôle des prix de revient,
- la liaison avec les services centraux du groupe,
- le respect des procédures économiques et financières.

De formation supérieure économique ou financière (Ecole supérieure de commerce, sciences éco.), les candidats justifieront *d'au moins deux ans d'expérience en milieu industriel.*

Adresser lettre *manuscrite, curriculum-vitae,* photo et prétentions sous la référence 144 à l'attention de : D. VOLTZ **SYNTHELABO**
22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Recrutement gestion des cadres

Paris

PA Conseil en Recrutement - 30 consultants en France - a su établir avec ses clients et ses *candidats une relation professionnelle réputée. Vous souhaitez exercer une activité qui vous permette de conseiller* les dirigeants des PME ou des grandes entreprises dans le choix et la gestion de leurs proches collaborateurs, d'appréhender quotidiennement différents secteurs de l'économie et l'ensemble des rouages de l'entreprise tout en bénéficiant d'une grande autonomie dans l'organisation de votre travail et dans vos décisions. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et familiarisé avec les problèmes de structures, de recrutement et de gestion des cadres en entreprise *ou dans le conseil. Nous recherchons pour l'équipe parisienne de PA un nouveau consultant et vous proposons* d'étudier avec vous l'intégration souple que permet notre structure. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/062M.



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Grand Etablissement Bancaire **PARIS** recherche

UN DELEGUE COMMERCIAL

DIPLOME SUP DE CO
MAITRISE SCIENCES ECO...
à orientation financière.

Après formation, dans le cadre de notre activité, il pourra développer son aptitude aux contacts commerciaux et acquérir une compétence, aussi bien dans l'analyse financière des entreprises que dans l'appréciation du risque dans le domaine du crédit.



Envoyer C.V., photo, prétentions s / réf. 3483, à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE

recherche

POUR SA DIRECTION FINANCIERE

— CHARGE DES RELATIONS BANCAIRES INTERNATIONALES

Cinq années d'expérience bancaire exigées.
Diplôme de Grande Ecole ou de 3ème Cycle Université.
Anglais courant. réf. 9108

— CHARGE DE TERRITOIRE EXPORT

Trois années d'expérience des *Financements Internationaux* ou de l'Exportation exigées.
Diplôme de Grande Ecole ou de 3ème Cycle Université.
Au moins une langue étrangère courante. réf. 9109

POUR SA FILIALE FINANCIERE INTERNATIONALE

— ADJOINT AU DIRECTEUR

5 ans minimum d'expérience bancaire, ou Trésorerie Internationale.
Formation *supérieure* Grande Ecole *ou équivalent* - Anglais courant - 2ème langue *si possible.*

Au sein d'une petite équipe il participera aux relations avec les banques, au suivi de filiales financières à l'étranger, aux analyses d'engagement, aux prévisions de taux de change et de taux d'intérêt. *réf. 9110*

Lieu de travail : Paris. Très larges perspectives de Carrière tant au Siège qu'en filiales (France ou Etranger).

Adresser dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.



MATRA COMMUNICATION

Notre développement sur le marché des terminaux ASC II / Vidéotex traduit notre dynamisme dans le domaine des communications de demain. Nous avons la volonté et les moyens de cette expansion et intégrons à notre Direction Commerciale, basé à TRAPPES (78) en création de poste :

CHEF DES VENTES Export Terminaux

Sous la responsabilité du Directeur des activités internationales, vous serez chargé :
– d'étudier les marchés export et les cibler,
– de proposer une stratégie commerciale export,
– *d'établir un budget prévisionnel de ventes,*
– d'effectuer les prises de commandes,
– de coordonner les réponses aux appels d'offres export (téléphones).

Vous avez une formation commerciale supérieure complétée par une expérience confirmée de la vente, si possible à l'export. Vous pourrez, dans une équipe restreinte mais motivée, mettre à profit vos qualités de négociateur et votre esprit d'entreprise.

Adresser lettre, photo, CV sous référence **JD 178 à TEMAT**
50, rue du Président Sadate - B.P. 32 - CREAC'H-GWENN
29101 QUIMPER CEDEX



MATRA COMMUNICATION

La télématique est notre domaine. Notre chiffre d'affaires a triplé en trois ans et nous construisons l'avenir avec nos terminaux téléphoniques et informatiques. Pour accélérer la réalisation de ces terminaux, nous poursuivons l'automatisation de nos moyens d'Etudes et de Fabrication et recherchons deux :

INGENIEURS C.F.A.O.

Au sein d'un groupe projet, ils devront mettre en place notre système de C.F.A.O., en collaboration avec les responsables Méthodes et Bureau d'Etudes. *Pour cela, ils analyseront les processus existants, participeront à la définition* du cahier des charges, aux choix du système et à sa mise en oeuvre.

Ces postes s'adressent à de jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles (ESE, ENSAM ...) *débutants ou possédant quelques années d'expérience.* Anglais courant. Ces postes sont à pourvoir à **QUIMPER**.

Adresser lettre, photo, CV sous référence **JD 177 à TEMAT**
50 rue du Président Sadate - BP 32 - CREAC'H-GWENN
29101 QUIMPER CEDEX

Le service «informatique scientifique»

d'une importante société d'ingénierie située à La Défense utilisant **les ordinateurs CDC et CRAY** recherche

INGÉNIEURS

POUR DES APPLICATIONS SCIENTIFIQUES ET GRAPHIQUES

- bonnes connaissances en **analyse numérique**,
- connaissance **Fortran** *exigée*,
- expérience de 2 à 5 ans souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite + CV et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3450, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

MICROSOFT

en bref...

1975	Bill Gates et Paul Allen développent le premier Basic pour micro-ordinateur et créent Microsoft.
1977	Microsoft développe son deuxième langage : Fortran. Chiffre d'affaires 0,5 million de dollars. 5 employés.
1978	Microsoft développe Cobol. Microsoft s'implante au Japon. Chiffre d'affaires 1 million de dollars, 13 employés.
1980	Microsoft achète la licence Unix et *développe Xenix. Microsoft développe la SoftCard pour Apple II : 80.000 unités vendues en 2 ans.* Chiffre d'affaires 8 millions de dollars, *40 employés.*
1981	MS-DOS est choisi par IBM pour son ordinateur personnel ainsi que tous les langages Microsoft : Basic, Fortran, Cobol, Pascal. Chiffre d'affaires 16 millions de dollars, 125 employés.
1982	Microsoft ouvre sa première antenne européenne. Microsoft introduit Multiplan. Chiffre d'affaires 32 millions de dollars, 200 employés.
1983	Microsoft ouvre 3 filiales européennes : *Paris, Munich, Londres. Microsoft* localise Multiplan, annonce Word et la Souris.

Hier l'un des pionniers, **MICROSOFT** est aujourd'hui l'un des plus importants concepteurs et éditeurs de **logiciels pour micro-ordinateur.**
Présent dans tous les domaines de cette nouvelle industrie – systèmes d'exploitation, langages, outils de productivité, matériel et jeux – **MICROSOFT,** grâce à l'accent mis sur la facilité d'utilisation et les performances, a su faire *reconnaître ses produits.*
MS-DOS, M Basic et Multiplan sont souvent considérés comme les standards du marché.

RESPONSABLE DE FORMATION

De formation supérieure, vous êtes bon pédagogue.
Vous mettrez en œuvre les moyens qui permettront à notre formation de se développer. Vous aurez la charge de structurer les cours de formation et d'en étudier les contenus, training sur les langages, les applications, les systèmes *d'exploitation, et éventuellement d'assurer la formation en clientèle.*

En plus de cette mission vous aurez à étudier, comparer les produits de la concurrence pour en dégager des arguments de vente. (Réf. 518)

INGÉNIEUR SUPPORT TECHNIQUE

Ingénieur de formation ou équivalent, vous avez la connaissance ou la pratique des applications de la micro-informatique.
Homme de conseil, vous interviendrez en spécialiste sur des problèmes très *divers* au niveau des systèmes d'exploitation, langages et applications (tableur, traitement de texte, gestion de fichiers).
Vous maîtrisez l'anglais et vous êtes très disponible pour être *l'interlocuteur* privilégié de nos clients et de nos équipes. (Réf. 517).

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Vous avez 20-25 ans, une première expérience dans les applications de la *micro-informatique* et la démarche commerciale vous intéresse.
Vous serez notre ambassadeur dans les boutiques de micro, auprès des importateurs, des distributeurs.
Suivre les ventes, mais aussi connaître les nouveaux produits et agir en conseil auprès du réseau, telle sera votre mission. (Réf. 519).

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous Réf. correspondante à notre Conseil : ALPHA CDI, 181, avenue *Charles-de-Gaulle* - 92200 NEUILLY.

ALPHA-CDI

GROUPE FINANCIER PRIVÉ PARIS-8e

en fort développement recherche le

CHEF DU DÉPARTEMENT COMPTABLE

de ses SICAV et Fonds Communs de *Placement* (9 personnes)

Ce poste de haut niveau s'adresse à un professionnel expérimenté ayant déjà assumé des responsabilités de Direction Comptable au sein d'une grande entreprise (ou ayant acquis une expérience équivalente au sein d'un important Cabinet d'Expertise Comptable).

Une formation supérieure comptable (2 Certificats supérieurs d'expertise *comptable au minimum ou équivalent)* est nécessaire pour réussir dans ce poste-clef.

La connaissance pratique des valeurs mobilières constitue un atout appréciable.

Les perspectives d'évolution sont réelles et intéressantes.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence n° 2375, à *DELORME*, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.

THOMSON-CSF

Division des Travaux Extérieurs et Services

recherche

CHEF DE PROJET

De formation INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN Grande École, il devra avoir une expérience d'au moins 5 ans et *des connaissances dans l'un des domaines suivants* : Systèmes logiques, analogiques, commutations à base de microprocesseurs, télécommunications.

Il devra coordonner les travaux de petites équipes d'ingénieurs et techniciens.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Mme LAVAL : 34, boulevard Ornano 93204 Saint-Denis

HAVAS CONTACT

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS

LE CRÉDIT D'ÉQUIPEMENT DES P.M.E.

recherche pour sa délégation régionale

ILE-DE-FRANCE EST A NOISY-LE-GRAND

UNE ASSISTANTE FINANCIÈRE

POUR UN REMPLACEMENT DE LONGUE DURÉE

ayant *DUT Finances ou* BTS Gestion ou DEUG Sciences Eco *ou Droit + DACTYLO.*

Elle étudiera des dossiers de crédit et rédigera les contrats *de prêts en relation avec les* banques et les clients.

Expér. similaire apréciée.

Ecrire avec C.V., photo, *prétentions à M. LAMOUILLE* Directeur régional CEPME 430 La Courtine-Mont-d'Est 93160 NOISY-LE-GRAND.

Filiale d'un des premiers Groupes Industriels Français, nous concevons et fabriquons du *matériel péri-informatique* (produits moyenne et *grande série*).
Notre progression sur le marché, environ + 40 % par an, nous oblige à renforcer nos structures.
C'est pourquoi nous recherchons pour notre usine de Seine et Marne un :

RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS

Directement rattaché au Directeur de l'Usine, vous aurez sous votre responsabilité, le marketing achats, la sélection des fournisseurs et l'évaluation de leurs performances, la *négociation des termes* de l'achat ainsi *que le suivi administratif et le suivi sur le terrain* des principaux fournisseurs.

Cette fonction implique également la gestion des stocks, l'élaboration des programmes d'approvisionnements, la responsabilité du magasin matières premières de l'Usine.

Vous l'avez compris cette mission très vaste mais très complète, s'adresse à un professionnel qui peut déjà justifier d'une formation spécialisée (type Ecole Supérieure des Approvisionnements ou de formation type Ingénieur mécanique ou physique) alliée à une bonne expérience dans *la fonction* et *une connaissance de la gestion informatisée* des stocks.

La connaissance et la pratique de l'anglais sont indispensables.

Adressez CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous référence 844 M à ALPHA CDI - 181 *avenue Charles de Gaulle* — *92200 NEUILLY SUR SEINE.*

ALPHA-CDI

Bureau d'études béton armé recherche INGÉNIEUR CONFIRMÉ pour diriger agence Paris. Ecr. s/n° 2.671 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cabinet de formation rech. FORMATEURS (TRICES) vac. informatique/électronique, bureautique T/T Contrôle qualité/Production gestion/management/R.H. Ecr. s/n° 2.672 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Le Centre d'informations *Financières* organise un stage pour recruter des **CONSEILLERS COMMERCIAUX (H.F.)**
- Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau, *sens des responsabilités.*
- Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion.

Tél. : 500-24-03, p. 42.

ASSOCIATION recherche

COORDONNATEUR (trice)

Mi-temps, responsable Centre social Paris. Expér. indispens. Ecrire avec C.V. à : Solidarité FRANÇAIS-MIGRANTS 4, square Vitruve. 75020 PARIS.

Importante Sté — M° Etoile *recherche* **JEUNE DIPLOMÉ** Titulaire du *DECS* (minimum) 3 ans d'exp., anglais lu, parlé, écrit pour poste à responsabilité incluant la Direction d'un service comptabilité (12 pers.) utilisant l'outil informatique. Libre très rapidement. Ecr. avec C.V. + photo + prét. sous n° T 043.829 M
RÉGIE PRESSE
85, bis, rue Réaumur, Paris 2e.

HAVAS CONTACT

Barclays Bank S.A.

recherche

EXPLOITANT COMMERCE EXTÉRIEUR

pour renforcer

sa DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES et FINANCEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR à PARIS

Nous demandons une formation supérieure, une expérience bancaire de 5 à 7 ans dont au moins 2 à 3 ans dans le financement du Commerce Extérieur, notamment les Crédits Acheteurs.

Le candidat devra posséder d'excellentes qualités commerciales et une très bonne connaissance de la langue anglaise. Une expérience de prospection commerciale à l'étranger est très souhaitable.

Nous vous prions d'adresser votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Madame Michèle SEVAUX - *Direction du Personnel* - BARCLAYS BANK S.A., 33, rue du 4 septembre 75002 PARIS.

HAVAS CONTACT



LE MICRO-ORDINATEUR POUR TOUTE LA FAMILLE

LE DERNIER MICRO-ORDINATEUR DONT ON PARLE VA FAIRE PARLER DE VOUS

Pour démarrer votre carrière commerciale, nous vous offrons le TO 7 de THOMSON, le dernier micro dont on parle.

Français *mais polyglotte* (BASIC, LOGO, ASSEMBLEUR...) éducatif, *gestionnaire et beau joueur, il dispose* de cartes maîtresses pour se tailler la part du lion côté Grand Public, et l'a déjà prouvé en 83.

Pour participer à sa commercialisation sur TOUTE LA FRANCE et évoluer avec lui, vous disposez de trois atouts : une formation commerciale solide, une première expérience – même courte – alliée à un goût profond pour la Vente. *Et d'un joker : votre curiosité* enthousiaste pour la micro-informatique domestique et ses futures applications.

Un produit qui vous passionne déjà, une stratégie marketing bien définie, d'importants moyens publicitaires pour soutenir votre action : faites vos jeux, dans votre région d'abord, puis au niveau national, votre international : le TO 7 *est* ambitieux, *comme vous.*

Prenez contact *avec notre* Conseil, en lui adressant un CV détaillé précisant vos prétentions et le secteur qui vous intéresse sous la référence 517/M : vous *serez reçu, et, nous l'espérons, recruté très rapidement.*

ALPHA CDI - 181, AVENUE CHARLES-DE-GAULLE 92200 NEUILLY.

HAVAS CONTACT



THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

PAYMATEC
Filiale du Groupe **SCHLUMBERGER** *recherche*

Chef du personnel

pour couvrir l'ensemble de la fonction.
De formation supérieure (droit, IEP...), le candidat aura acquis 2 à 3 ans d'expérience en milieu industriel. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.
Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein d'un groupe international de tout premier plan.
Adresser votre dossier de candidature, sous la référence S 337, à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

OSMOSE

L'activité de notre Groupe (C.A. > 2Mds) se rattache au secteur de la construction et de l'aménagement. La Direction Technique constitue l'instance de réflexion centrale sur l'innovation technique et l'amélioration permanente des procédés existants.

Le Directeur des Services Techniques recherche son collaborateur direct pour lui confier le poste de :

Chef de projet

Celui-ci doit avoir une formation d'ingénieur type Arts et Métiers et une expérience professionnelle de deux ans environ sur le terrain qui a renforcé son esprit pratique et accru sa maturité.

Il prendra en charge plusieurs projets qu'il devra mener de front sur des périodes assez longues avec rigueur et ténacité. Autonome dans son travail, il entretiendra des relations efficaces tant à l'intérieur (les différents services techniques de nos exploitations décentralisées) qu'à l'extérieur du Groupe.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 9402, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Société de Fabrication de Balances Electroniques,
pour faire face à notre rapide développement sur le marché international, nous créons le poste d'

Assistant marketing

Formation E.S.C.

Vous avez si possible de bonnes connaissances en Electronique, possédez une bonne maîtrise de la rédaction et parlez parfaitement l'Anglais - la maîtrise de l'Allemand serait un atout supplémentaire -.

Votre mission :
- assister nos filiales et distributeurs pour toutes études, analyses de marchés, lancement de produits
- établir en plusieurs langues toutes documentations marketing et techniques pour le lancement et le suivi des produits
- assister nos filiales et/ou distributeurs lors des foires, expositions internationales
- établir les liaisons entre le B E. et nos filiales pour assurer la bonne compréhension des besoins.

Fréquents déplacements à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manus. C.V. photo et prét.) sous réf 841 à CURRICULUM 26 rue du 4 Septembre 75002 PARIS

Ingénieur d'étude

Vous prendrez en charge l'étude et le développement de sources, circuits, antennes... dans le **domaine millimétrique.**
Pour cette fonction, nous souhaitons rencontrer un jeune Ingénieur ayant acquis une première expérience en hyperfréquences.
Lieu de travail : LE PLESSIS ROBINSON

Merci d'adresser votre candidature
au Service du Personnel - 5, Avenue Réaumur
92350 LE PLESSIS-ROBINSON



Une des 1ères Stés. françaises d'électronique professionnelle (C.A. : + 26 % en 82)

GROUPE BANCAIRE
recherche

ATTACHES DE CLIENTELES

— DUT techniques de commercialisation ou équivalent.
— attachés à la Direction de l'Agence, ils sont chargés d'un secteur dans lequel ils auront la responsabilité du développement des activités du Groupe, auprès de clientèles "privée" et "entreprise".

Postes autonomes et évolutifs à l'intérieur d'une unité décentralisée, demandant dynamisme, initiatives, goût des contacts et de la négociation.

Lieu de travail :
PARIS et REGION PARISIENNE

Adresser C.V. + photo s/réf. 11388 à
PIERRE LICHAU S.A. — BP 220 —
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

URGENT

P.M.E. recherche

1 INGÉNIEUR

Pour études de maintenance sur systèmes avioniques.

Adresser candidature à

SEFTIM 49, rue de la Bienfaisance 94300 VINCENNES

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE

Anglais indispensable. Expérience souhaitée (SCHLUMBERGER ou autre...) *pour observer une unité Diagraphie en France.* Complète responsabilité de l'unité : Technique et Opérations. *Déplacements fréquents.* C.V. + réf. à MICRODRILL France, 154, bd Haussmann, 75008 PARIS.

DÉPARTEMENT DU VAL-de-MARNE

recrute
par voie de concours des
ATTACHÉS du
cadre départemental,
le 1er fév. 84

Conditions :
— *Etre titulaire d'un diplôme* universitaire sanctionnant deux années d'études supérieures après le baccalauréat.
— Etre âgé de 35 ans au 1er *janvier de l'année du* concours (sauf dérogations prévues par les textes).

Clôture des inscriptions :
Vendredi 20 janvier 1984, à 16 heures

Bien vouloir transmettre les candidatures accompagnées d'un C.V. à M. le Président du Conseil Général du Val-de-Marne
Hôtel du département
94011 CRETEIL. 207-25-00.

CONSEIL JURIDIQUE
PARIS
recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

D.E.S., D.E.A., Droit des Affaires. Ayant notion informatique ou sachant taper son propre courrier.

Tél. pour R.V. : 261-58-38.

JOBIN YVON

DIVISION D'INSTRUMENTS S.A.
Société d'instrumentation scientifique
proche banlieue *sud recherche pour son :*
DEPARTEMENT ETUDES

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Expérience pratique des microprocesseurs, hardware et logiciel associé, indispensable. Réf. E / IE.

INGENIEUR PROJET

Adjoint au responsable des projets pour étude et réalisation d'appareils de spectrométrie.
Connaissance scientifique : optique, mécanique, electronique et *informatique*. Réf. E / ARP

TECHNICIEN SUPERIEUR

Niveau BTS - DUT electronique. Ayant expérience pratique des microprocesseurs. Réf. E / TS.

Pour tous ces postes il est demandé :
— une expérience *industrielle* de quelques années dans *un domaine proche.*
— Une connaissance de l'anglais (lu et parlé).

Discrétion assurée.
Envoyer C.V., photo et prétentions à :
JOBIN YVON - Affaires Sociales - BP 118
91163 LONGJUMEAU Cédex.

Société spécialisée dans le traitement des eaux
filiale de l'un des premiers groupes industriels français
recherche
pour son département exploitation

Ingénieur Bio-Chimiste

Son profil :
Ingénieur diplômé. Références souhaitées de quelques années en traitement des eaux usées.

Sa mission :
travaillant au sein d'une équipe, sera plus *particulièrement chargé du suivi et du contrôle des résultats d'épuration d'unités de* traitement.

Basé au Siège (*secteur de la Défense*), ce *collaborateur sera amené à se déplacer fréquemment sur l'ensemble du territoire et éventuellement à l'étranger.*

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 8051 à Lévi-Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LEVI TOURNAY

THOMSON-TITN

recherche plusieurs

INGENIEURS INFORMATICIENS

pour participer à différents projets Télécom, réseaux téléinformatiques, messagerie.
Débutants : Grandes Ecoles, DEA-DESS, formation « système ».
Confirmés : compétences recherchées : réseaux, X25, Mini 6.

Adresser lettre, C.V., prétentions à
A. CHARTIER (merci de préciser la référence C)

THOMSON-CSF

THOMSON-TITN
5, *rue G. Eiffel*
91420 MORANGIS

Importante Société d'Exportation
GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
PARIS 7è (*proximité Gare Orsay*)
recherche

analyste-programmeur

BAC + 2. *Expérience minimum* 3 ans.
Connaissances exigées CICS. - DL1
COBOL - DOS/VSE - ICCF souhaitable.
Restaurant d'entreprise.
Nombreux avantages sociaux.
Envoyer C.V., photo et prétentions
sous référence 9116 à :
Organisation et Publicité, 2, rue Marengo,
75001 Paris, qui transmettra.

Les systèmes d'Information et le choix de ses hommes

centi profile

Votre Conseil en Sélection dans le domaine des professions de l'INFORMATIQUE.

Centi Profile appartient au Groupe Centi :
Centi Ingénierie Informatique - Centi International.
Contactez Sieglinde Boch, 128 rue de Rennes 75006 Paris. Téléphone : (1) 222.25.31.

média system

Conseil en Recrutement

RC Particuliers votre spécialité

Une maîtrise de droit, de 3 à 5 ans d'expérience en règlement de sinistres RC, vous bénéficiez déjà d'une bonne réputation de professionnalisme dans ce monde de l'assurance où vous avez choisi de faire carrière.

Notre Département Technique voudrait vous confier la supervision de la gestion de tous les sinistres. Bras droit du responsable du Département votre compétence vous permettra d'assurer en outre des missions ponctuelles d'étude ou d'organisation.

Notre société d'assurances située à Rouen occupe une place privilégiée en RC. Grâce à un système mutualiste décentralisé, notre portefeuille comporte plusieurs millions d'assurés.

Nous aimerions vous rencontrer et vous garantissons une discrétion absolue.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 3870 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom Membre de Syntec

VOUS ETES

ANALYSTE

MIAGE + 3 à 5 ans d'expérience.

Nous sommes une SSCI chargée par notre client (groupe multinational) de vous intégrer au sein de son équipe informatique. Vous aurez la responsabilité de définir, concevoir, mettre en place et gérer un système de bases de données sur plusieurs sites.
La connaissance du système d'exploitation du VAX sera un atout.
Ce poste à pourvoir en **région parisienne** implique de la part des candidats le goût pour le travail en équipe.

Adressez-nous votre candidature :
Antoine PENARANDA
NEXOS
24, rue Henri Barbusse
92110 CLICHY

Un des premiers fabricants d'équipements automobiles et aéronautiques mondial recherche un

INGENIEUR METALLURGISTE

Intégré au laboratoire de métallurgie, il devra :
- *étudier et développer les alliages qui entrent dans la composition des produits (mise en forme, traitement...)*
- homologuer et effectuer des expertises sur les pièces ou ensembles présentés par les différents services de la société.

Ce poste peut lui permettre d'évoluer, à terme, vers la responsabilité globale du service Métallurgie, ainsi qu'éventuellement dans les autres branches de ce groupe multinational. Il lui faut être Ingénieur Mécanicien, débuter dans la fonction, ou *avoir une première expérience des alliages ferreux et légers, ainsi qu'une bonne connaissance de l'Anglais.*
Le salaire sera, bien entendu, fonction de l'expérience.
Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Si vous voulez en savoir plus, veuillez adresser votre dossier de candidature à Claude Le Menn, qui traite confidentiellement cette recherche.

CLAUDE LE MENN CONSEIL

38, rue Bassano - 75008 Paris — Tél : 723 55 18



Dessein

Prendre en charge l'opérationnel d'une direction internationale

BANQUE Paris 8ème, recherche *CADRE SUPERIEUR H/F* pour prendre en charge l'opérationnel de sa direction internationale. Il aura une expérience bancaire d'au moins 10 ans en crédit documentaire, transferts et encaissement.
Il sera rompu aux techniques informatiques et capable d'innovations dans ce domaine. Il aura le sens des relations humaines (secteur de 60 personnes). Anglais courant indispensable.

Merci d'adresser lettre *manuscrite*, CV, *photo et prétentions sous* référence 47082 à PROJETS, 12, *rue des Pyramides 75001 Paris* qui fera suivre *en toute discrétion.*

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS EN URBANISME COMMERCIAL

Pour compléter son service architecture :
cherche

ARCHITECTE

— Bonne connaissance des contraintes techniques du bâtiment et pratique de la *réglementation établissement* recevant du public.
— Expérience de la conception d'espaces publics, capacité à intégrer des données architecturales diversifiées (logements, commerces, espaces publics, parkings souterrains...).
— Sens de la fontionnalité, esprit concret.

Envoyer *C.V. manuscrit* avec photo et prétentions à no 7.322
ANNONCES CLASSÉES,
LE MONDE, 5, rue des Italiens,
75009 PARIS.

Urgent
Cabinet juridique Paris 8e
recherche

JURISTE FISCALISTE

expérimenté pour gestion AUTONOME 60 *Sociétés*
Rémunération motivante.
Écrire au no M 70693 à Bleu, 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

Revue spécialisée dans l'esthétique et la santé
recherche
pour piges femmes

JOURNALISTES

passionnées par ces problèmes et expérimentées.
Faire offre avec réf. à :
SIPROMEDI
61, rue d'Anjou, 75008 PARIS,
qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE
PARIS 8ème
recherche

TRADUCTEUR PROFESSIONNEL HF

FRANCAIS - ALLEMAND
ALLEMAND - FRANCAIS

specialisé dans la terminologie **ECONOMIQUE, FINANCIERE, COMPTABLE et BANCAIRE.**
Une expérience de 2 à 5 ans serait souhaitée.
Situation cadre. Avantages sociaux.
Adresser votre courrier a M. DANNENBERGER
CEPIAD - 2, *rue Joseph Sansboeuf 75008 Paris*
qui vous garantit la discrétion.

Groupe de sociétés T.P.
recherche

JURISTE

Maîtrise + 2 ans minimum d'expérience en droit des affaires, droit des marchés publics et droit fiscal.

Grande puissance de travail.

Lieu de travail : banlieue Ouest de Paris, susceptible d'être transféré à moyen terme.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 9107 à VALENS CONSEIL BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.

Nous sommes une maison d'édition internationale qui publie des ouvrages techniques et professionnels destinés aux décideurs de l'industrie et du commerce.

Nous recherchons, pour assurer notre développement et appliquer sur le terrain, les méthodes de marketing direct les plus moderne, des

REPRÉSENTANTS

Nous sélectionnerons des hommes et des femmes qui aiment le contact, qui ont déjà une première expérience de la vente en entreprise ou aux professions libérales. Les salaires peuvent être très élevés pour des candidats à très fort potentiel. Vos activités s'exerceront sur Paris et la région parisienne.

WEKA

Si cette annonce vous intéresse, adressez votre C.V. et une lettre de candidature manuscrite à : Joseph Osman - Éditions WEKA - 12, cour Saint-Eloi ; 75012 PARIS.

Quand l'informatique renifle le pétrole !..

CETIS, Société d'Etudes et de Réalisations en Informatique scientifique, filiale d'un groupe Américain dans le secteur pétrolier, recherche

2 INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT LOGICIEL

de formation scientifique (Grande Ecole, Université) vous avez une première expérience en informatique dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : intelligence artificielle, optimisation, analyse des *données multidimensionnelles, traitement de signal*, analyse numérique, CAO.

Vous êtes intéressé par une activité de développement et de recherche dans un secteur de haute technologie et fortement motivé par des *réalisations concrètes*. En relations étroites avec les USA et les pays pétroliers, vous pouvez évoluer, si vous le désirez, vers une activité commerciale internationale.

La rémunération est très élevée et en fonction du potentiel du candidat.

Merci d'envoyer dossier de candidature à Claude MAYER,
42 rue du Ranelagh - 75016 PARIS



Le Crédit Mutuel d'Ile de France

recrute un

Chargé d'Organisation

Débutant ou justifiant d'une première expérience, il sera chargé de la mise en place et du développement des projets informatiques du réseau.

Il évoluera ensuite vers une fonction de conception de méthodes nouvelles et d'assistance aux agences et services.

Une **formation Ingénieur** (Arts et Métiers...) complétée par une formation en gestion est vivement souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle en *précisant la référence* OR à Any ASTIC - Direction des Relations Humaines et Sociales - **Crédit Mutuel d'Ile de France** - 19, Cité Voltaire - 75541 PARIS CEDEX 11.



Filiale d'un groupe international, nous sommes le premier organisme français d'études. Dans le cadre d'une activité nouvelle dont l'objet est d'analyser et de comparer les performances de gestion de sociétés clientes, nous recherchons des

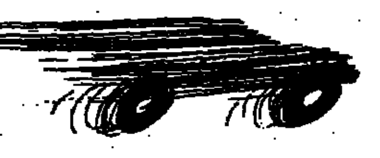
Conseils

Mémorialistes ou D.E.C.S. + 1 certificat supérieur.

Ils animeront une équipe d'Audits et présenteront aux clients, les résultats des études qu'ils auront dirigées.

Méthode, initiative et créativité sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Pascale Latrille examinera votre candidature sous réf. 851.
A.C. Nielsen Company - 7 Bd Romain Rolland 92120 Montrouge



Spécialiste gestion de production



Vous êtes technicien supérieur ou ingénieur avec si possible, une expérience d'atelier.
Vos qualités de gestionnaire et votre sens de l'organisation seront mis au service de la planification et du suivi des réalisations d'un atelier de production d'accessoires automobile. Votre esprit d'innovateur devra s'exercer dans la mutation d'une gestion traditionnelle à une gestion type flux tiré, inspirée des expériences "just in time".

Adresser CV et prétentions sous réf. JMQ/238 M au Service des Ressources Humaines, **General Motors France**, 56-68 avenue Louis-Roche, 92231 Gennevilliers Cedex.

IMPORTANTE SOCIETE D'INSTRUMENTATION,
dans le cadre de son extension, recherche

Pour la Province et pour son agence de Paris

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX H/F

FORMATION : ingénieur électronicien ou niveau équivalent. La connaissance et l'expérience en micro-informatique seront un atout supplémentaire *pour les candidats à ce poste*.
Priorité sera donnée à personne tenace, active et ayant le sens de l'organisation.

MISSION : sera chargé du suivi d'une clientèle *industrielle variée, et, pour Paris, de certains* grands corps d'état.

Rémunération sur 13 mois + intéressement sur résultats. Véhicule fourni.

pour agence de PARIS

TECHNICO-COMMERCIAL H/F

pour assurer la vente d'instruments de tableaux *analogiques et numériques*.
Ce poste devrait convenir à un technicien de niveau BTS désirant s'orienter vers une carrière commerciale.

pour région Rhône-Alpes

INGENIEUR D'ETUDES CONFIRME H/F

pour développement d'oscilloscopes. Expérience souhaitée dans les domaines suivants : • applications des tubes cathodiques • électronique analogique • amplifications larges bandes • conception d'instrumentation.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 84898 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Devenez Inspecteur des services techniques aux PTT !

La Direction de Personnel et des Affaires Sociales du Ministère des PTT recrute **SUR CONCOURS : 200 inspecteurs des Services Techniques.**

Les candidats, âgés de moins de 30 ans, devront justifier d'un diplôme, soit de l'enseignement supérieur scientifique et technique, *soit d'une école d'ingénieur.*

A l'issue du concours, les candidats sélectionnés seront appelés à suivre un cycle de formation d'un an dans un des instituts régionaux d'enseignement des PTT.

Les postes offerts sont destinés à pourvoir aux besoins des services de la Poste et des Télécommunications dans les centres téléphoniques, de transmission, de tri et des lignes pour les régions **Ile-de-France, Haute et Basse-Normandie, Nord - Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardennes, Alsace et Lorraine.**

Date limite de clôture des inscriptions le **2 février 1984.**
Date des épreuves : les **6** et **7 mars 1984.**

Renseignements et inscriptions :
PARIS :
Direction des Télécommunications d'Ile-de-France - 18, bd de Vaugirard - 75744 PARIS CEDEX 15.
PROVINCE :
Direction Opérationnelle (ou régionale) des Télécommunications de votre domicile.

MEDIA PA

IMPACT MÉDECIN

le Praticien P.P.P.

Le News Magazine du Médecin
recherche

- **JEUNE JOURNALISTE,** 2/3 ans d'expérience relations avec organismes professionnels, ministères, Parlement, pouvoirs publics, reportages, enquêtes, dossiers.
- **CHEF DE PUBLICITÉ,** relations avec agences et annonceurs grand public.
- **UNE SECRÉTAIRE** pour le service « Abonnement ».

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à :
Véronique des COURTIS,
12 bis, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

SSCI - 180 ingénieurs, recherche

8 INGENIEURS GRANDE ECOLE

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

- *Vous êtes issu d'une grande école d'ingénieurs* : X, Centrale, Supelec, Sup Aéro, Insa...
- Vous désirez orienter votre carrière vers l'informatique.
- *Vous êtes expérimenté ou débutant.*
- Vous souhaitez travailler sur des projets à dominante **Télématique.**

Nous répondrons rapidement à toutes les candidatures comprenant CV, *photo et prétentions*, adressées à *Hervé Captier*

LOGISTA 30 quai De Dion Bouton
92806 Puteaux.
Tél : 776-41-00.

média-system

SOCIETE D'INGENIEURS CONSEILS PETROLIERS
recherche
POUR SES DEPARTEMENTS MARINE ET GEOTHERMIE

GEOPHYSICIENS

2 à 5 ans *d'expérience en acquisition/* interprétation de données de sismique haute résolution et/ou magnétotelluriques.

Formation informatique appréciée.

Anglais indispensable.

Prière d'adresser C.V. détaillé et prétentions s/réf. 8602 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Entreprise Industrielle
Banlieue NORD-OUEST
recherche

PROGRAMMEUR

1er échelon

Formation BULL - Titulaire du DUT.

Connaissance programmation sur micro-ordinateur M.I.C.R.A.L. exigée.

Adresser lettre manuscrite C.V., *photo et prétentions sous réf.* **85504**, CONTESSE PUBLICITE.
20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transm.

Bull Systèmes
pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal
dans la compétition sur le marché
informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs *(toutes options)* ou DESS - DEA (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de ses systèmes.
Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion. Une session de formation débutera en Février 1984 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre *manuscrite*, CV, *photo et prétentions en* précisant la référence 101 M à

Gérard Lavergne
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

Ingénieur d'affaires

Ayant plusieurs années d'expérience dans la négociation ou la gestion des contrats (poste basé à Paris).

Ingénieur textile

Connaissant bien les problèmes d'impression et gravure. (poste à l'étranger).

Comptable-Financier

Capable de réorganiser et gérer les circuits administratifs d'une société industrielle à l'étranger.
- Bases en informatiques appréciées.

Adresser C.V. avec photo sous réf. 70680 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Nous mettons en place un nouveau matériel

Avec 5 usines en France, 3 filiales commerciales en Europe, 1 200 collaborateurs, nous sommes l'une des plus importantes sociétés françaises de l'Habillement. Notre CA est réalisé pour 50% à l'exportation. Nous recherchons :

Chef de service informatique

Dans le cadre du plan informatique, et de la mise en place d'un nouveau matériel (IBM 38), il sera responsable du développement du système d'information dans toutes les fonctions du groupe (Production, Commercial, Finances, Comptabilité...).
Il dirigera un service de 8 personnes.
De formation supérieure, les candidats justifieront d'une expérience minimum de 5 ans de l'animation d'un service informatique petit ou moyen système. La connaissance de l'IBM 38 est indispensable.
Adresser dossier de candidature (en précisant la rémunération actuelle), à la Direction du Personnel de la Société, 41 rue Greneta 75002 Paris.

Chantelle

média-system

L'U.G.A.P.

Organisme de vente par correspondance et de services liés à l'achat (3 milliards de CA - 930 personnes)

RECHERCHE

UN(E) CONTROLEUR DE GESTION
et
UN(E) ANALYSTE DE GESTION

pour :
- participer à la conception et à la mise en place du système de contrôle de gestion, puis en contrôler le fonctionnement ;
- analyser les coûts et les rentabilités et effectuer des études financières ponctuelles ;
- avoir un rôle d'assistance et de contrôle auprès des services dépensiers.

Les candidats retenus seront de préférence diplômés d'une école supérieure de commerce.

Le premier aura une expérience de 3 à 4 ans minimum dans la cellule contrôle de gestion d'une entreprise.

Le second sera débutant + éventuelle courte expérience.

Ils auront par ailleurs de bonnes connaissances en comptabilité et des notions d'informatique.

Adresser lettre de candidature, C.V. détaillé et salaire actuel à U.G.A.P. 209, rue de Bercy 75585 PARIS CEDEX 12

Jean REGNIER et toute son équipe vous présentent leurs meilleurs vœux pour 1984

Jean RÉGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS
Téléphone : 266 15 45

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉQUIPEMENT DE LA MAISON (UN DES LEADERS SUR SON MARCHÉ)

recherche

CADRE COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU

Libre rapidement. Lieu de résidence indifférent.
Bureau de rattachement : grande banlieue sud Paris.

Il se verra confier le développement de points de vente *existants et à créer.*

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une expérience confirmée (5 à 10 ans) de la vente.

Notre entreprise, par sa *notoriété* et sa gamme de produits *de qualité offre* de réelles possibilités de carrières.

Déplacements réguliers sur toute la France.
Voiture fournie. Frais remboursés.
Rémunération motivante : fixe *100 000 F*
+ commissions pouvant *plus que doubler fixe.*

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle à :
M. DURNEY, 24, rue Degommier,
CERNY, 91590 LA FERTÉ-ALAIS.

---

ingénieur d'affaires

La filiale d'un Groupe important, leader mondial dans le domaine de produits industriels de haute technicité, recherche pour renforcer son équipe commerciale, un Ingénieur d'Affaires dont l'activité sera essentiellement orientée vers **l'EXPORTATION.**

Rattaché au Directeur de la Division, il aura pour missions :
- identifier les processus d'achat,
- *négocier les contrats auprès d'une clientèle de haut niveau,*
- mener un réseau d'agents existants ou à mettre en place,
- *suivre l'évolution des marchés et participer à l'élaboration de la politique des produits et de la politique commerciale.*

Le candidat, de formation supérieure et pratiquant l'anglais, devra justifier d'une expérience réussie d'au moins 5 années dans la négociation *d'affaires traitées à haut niveau.*

Adresser votre candidature au
CEPIG
16 rue Franklin 75116 Paris, qui transmettra

Poursuivant son développement, un *important* Bureau d'Études en URBANISME
recherche
pour son Siège Social à PARIS

INGÉNIEUR

Pour traiter des problèmes
ENVIRONNEMENT ET DÉCHETS

Diplômé d'une Grande École Scientifique, il sera, sous l'autorité du Directeur de Division, responsable de la prise en compte des problèmes de ressources du sous-sol, des carrières, de l'eau et de l'assainissement aux différentes échelles de l'aménagement.
Outre la conception, la réalisation et le pilotage d'études, ce poste implique le travail en équipes pluridisciplinaires et la pratique des contacts à haut niveau avec les *Administrations et les collectivités locales.*
Une expérience des questions *relatives aux systèmes* de résorption des déchets est vivement souhaitée.
Il sera répondu à tous les candidats avec la plus grande discrétion.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référ. 9.141, à ORGANISATION et PUBLICITÉ, 2, rue de Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

Société du secteur chimique appartenant à un groupe international
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

A.M., E.C.A.M. ou I.C.A.M. ou ÉLECTRONICIEN
Dégagé obligations militaires

SA MISSION :
Prise en charge de l'ensemble des supports matériel et informatique et mise en place d'une politique matérielle au sein de la Société.

- Anglais exigé ;
- *Poste à pourvoir* banlieue ouest ;
- Voiture de *fonction.*

Envoyer curriculum vitae + photo à Société.

NALCO Service du Personnel
Rue Lavoisier, Z.I. Coignières Maurepas
78313 MAUREPAS Cedex.

SATAM Industries

leader mondial sur le marché des biens d'équipements pétrolier, filiale du groupe SATAM recherche
pour son bureau d'études

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN PROJETS

Première expérience de la fonction et une bonne connaissance en micro-informatique et microprocesseurs sont exigées.

Intégré à une équipe de deux ingénieurs électroniciens vous serez chargé du suivi des produits existants et de la gestion du projet depuis sa phase de définition et de conception jusqu'à sa réalisation.
Conception et réalisation seront sous-traitées au sein du groupe SATAM ou à des sociétés extérieures.

Ce poste offre des possibilités d'évolution de carrière dans le groupe.

Merci d'adresser lettre man., c.v., photo et prét. à
SATAM Industries - Christian Tomatis
Directeur du Personnel - 83, av. du Général Leclerc
93123 La Courneuve

THOMSON-TITN

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

De formation initiale technique, vous avez une 1re expérience de la vente d'équipements automatisés à des collectivités locales ou des administrations et les systèmes de gestion technique centralisée vous intéressent ?

Nous souhaitons vous confier l'extension d'un marché spécifique destiné notamment à l'équipement urbain pour lequel vous serez chargé de mener à bien l'ensemble des activités commerciales.

Poste basé à Chilly Mazarin. Fréquents déplacements à prévoir dans le Sud de la France.

Adresser lettre, C.V., photo, prétentions à :
ARIANE CHARTIER - THOMSON TITN
Z.I. La Vigne aux Loups
rue Denis Papin - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF

C.A.O

Importante société d'ingénierie La Défense (5.000 personnes) recherche

Ingénieur

spécialisé en mécanique - métallurgie
2 à 3 ans d'expérience appréciée.

Au sein de notre section études en tuyauteries, il s'occupera de l'élaboration des méthodes de C.A.O. pour assurer la mise en oeuvre, le suivi de la documentation, des fournitures et des spécifications techniques.

Nous souhaitons un candidat désireux de s'intégrer dans des projets avancés de C.A.O.

Merci d'adresser CV + photo, sous réf. 3451 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média system

DRI EUROPE
Première société mondiale de Services Economiques
(prévisions, banques de données, conseil)
recherche pour son bureau de Paris

– 1 MACRO-ÉCONOMISTE (Réf. 1)
Avec première expérience dans le suivi de la conjoncture et la prévision économique.

– 1 ÉCONOMISTE DE L'ÉNERGIE (Réf. 2)
Débutant ou quelques années d'expérience de préférence dans le pétrole.

– 1 ATTACHÉ(E) CCIAL(E) (Réf. 3)
Très expérimenté(e) en marketing et vente de préférence avec expérience ou formation en économie ou planification.
Poste basé initialement à Londres.
Voyages en Europe requis.

Ces trois postes supposent un très bon niveau en anglais et pour les économistes une bonne formation en économétrie et un goût affirmé pour les contacts.

Envoyer C.V. *en précisant la référence à :* DRI, Mme J. Boniface, 7, rue Gounod, 75017 PARIS.

---

trailigaz

LEADER MONDIAL des applications de l'OZONE, eaux potables et résiduaires, industries chimiques et papetières, *désodorisation* recherche un

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

DIPLOME GENIE CHIMIQUE ou MECANIQUE DES FLUIDES

Connaissance parfaite de l'allemand indispensable ; bonnes notions d'espagnol souhaitées.

Avec l'appui de l'équipe de *Direction,* il aura pour mission d'élaborer avec le futur client un projet complet dont il *coordonnera ensuite,* depuis le siège de la société, l'*exécution* jusqu'à la mise en service.

Voyages de courte durée.

Adresser candidature manuscrite, photo récente et fourchette de salaire souhaitée, à
TRAILIGAZ – 29, Bd de la Muette
95140 GARGES LES GONESSE

pmp

CREDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche
recherche pour Paris (Etoile)

REDACTEURS CONTENTIEUX

- *Gestion des dossiers de recouvrement*
- *Proposition de solutions* amiables ou judiciaires
- *Suivi comptable et juridique.*

Niveau licence ou bac avec de bonnes connaissances en droit commercial concrétisées par une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente s/réf. 85668 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Jermyn S.A.

Une filiale de LEX Service, deuxième groupe mondial de distribution de composants électroniques et systèmes de micro-*informatique, recherche des :*

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Confirmés ou débutants, motivés par une vente technique de produits leaders (INTEL, MMI, LSI LOGIC, etc.)

Connaissances Microprocesseurs appréciées

Envoyer CV et prétentions à : JERMYN S.A. - M. Daniel GRAVIER
Immeuble ORIX 16, av. Jean Jaurès - 94600 CHOISY LE ROI




11, rue d'Uzès
75002 PARIS
508.00.75
spécialiste en publicité immobilière

présente ses meilleurs vœux aux annonceurs du

Monde

Nos services demeurent à votre disposition pour tous problèmes de petites annonces tant sur Paris que la province ou l'étranger (Membre adhérent du B.V.P. et du S.N.P.A.C.)

Fabricant porte électronique recrute

VENDEUR
(REGION PARISIENNE)

Pour promouvoir chez banques, industries, *administrations.*
Connaissance électronique souhaitée.
Expérience de la vente exigée.

Ecrire avec C.V. et prét. à
PATOIS
70, rue Amelot, 75011 Paris.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION
recrute

PROFESSEURS VACATAIRES

(3 à 9 heures par semaine) en :
INFORMATIQUE
MATHÉMATIQUE
COMPTABILITÉ
FINANCES
ET STRATÉGIE

Envoyer C.V. à : E.S.G.
137, av. Félix-Faure, 75015.

La M.J.C. de MEAUX
cherche
un animateur donnant cours *d'anglais à des débutants.*
12 heures de cours réparties sur trois jours.
Renseignements et candidature à la M.J.C. de Meaux,
1, place Saint-Exupéry,
77100 MEAUX.
Téléphone : 025-20-00.

SYSTELEC
recherche
pour son groupe R et D

INGÉNIEURS HARD/SOFT

2 ans expérience minimum pour études et mise au point de produits *et systèmes* (Electronique médicale-électronique industrielle).
Ecrire avec C.V. à SYSTELEC
Z.A.E., 4, rue Léon-Blum
91120 PALAISEAU.

INGÉNIEUR FORAGE (30-35 ans environ)

Plusieurs années expérience
Anglais indispensable
Supervision Technique Chantiers France (étranger). *Séjours* fréquents sur site. C.V. + *réf.* à MICRODRILL France, 154, bd Haussmann, 75008 PARIS.

INFORMATIS GESTION

p. projets utilisant réseaux et bases de données.

ANALYSTES et PROGRAMMEURS

- COBOL DPS8, IDS, TDS
- BURROUGHS, MEDIUM SYSTEME
- 4800 COBOL avec télétraitement

HOMME SYSTEME
IBM. VM/CMS, DOS/VSE

Postes à responsab., 28, r. Daubenton, 5e — 337-99-22.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
recherche

COLLABORATEUR (TRICE)
responsable portefeuille clients
expérience cabinet nécessaire

Ecrire à FGSC
102, av. Philippe-Auguste
75011 Paris.

CAISSE de RETRAITE
PARIS-9e
propose au sein de son

SERVICE CONTENTIEUX

à

1 CANDIDAT H.F.
- Possédant une solide formation juridique.
- Ayant quelques années d'expérience acquise, si possible, auprès d'1 avoué, avocat ou huissier.

UN POSTE
qui pourra, en fonction des qualités du candidat retenu, évoluer vers une position d'Adjoint du Responsable de ce service.
Merci de faire acte de candidature en adressant lettre *manuscrite,* C.V., *photo, référ.* 47386 PROJETS, 12, rue des Pyramides, PARIS-1er qui fera suivre.

ÉCOLE PRIVÉE
cherche

PROF. SECRÉTARIAT
Niveau BTS + expérience
PROF. COMPTABILITÉ
Téléphone : 668-83-38.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ
cherche

PROF. SC. PHYSIQUE BIOLOGIE

Pour Bac F8, 10 heures hebdo ma. et je. Exp. exigée. Libre de suite. 246-41-40.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
recherche
pour PARIS-8e

OBLIGATAIRE CONFIRMÉ

- Chargé des interventions sur le marché secondaire et de la gestion des portefeuilles existants.
- Susceptible d'assurer le développement de la clientèle institutionnelle en liaison avec le départ des émissions.

Rémunération intéressante et participation aux résultats.

Env. C.V. dét. et prét.
Ecrire sous le no T 043.880 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IDEMEDIA recherche
Secrétaire technique de publicité expérimentée
pour contrat 6 mois, Service Achat d'Espace à partir du 3/1/84.
Envoyer C.V. et prétentions à Mme DUBREUIL, 41, rue Ybry 92522 NEUILLY CEDEX.

EMBAUCHONS : VENDEURS/SES PAR TÉLÉPHONE
DE
LIVRES DE LUXE

CONTRAT V.R.P.
Travail *mi-temps : 9 à 12 h ou 12 à 18 h ou 16 à 20 h.*
Fichier clientèle existante.
Téléphone pour rendez-vous :

634-16-16.

SOCIÉTÉ INFORMATIQUE LEADER DANS SON ACTIVITÉ
recherche

JEUNES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

AMBITIEUX
- pour vendre et installer des micro-ordinateurs en entreprises.
- formation complémentaire assurée.

Écrire avec C.V. + prét. à CEGI, 16, impasse Compoint 75017 PARIS.

Clinique Bizet
23, rue Georges-Bizet
75116 Paris, recherche
SURVEILLANTE
INFIRMIÈRE D.E.
Formation cadre
PANSEUSE-INFIRMIÈRE D.E.
Expérience 2 ans bloc opératoire. Tél. pour R.-V.
723-78-28 postes 30-37.

Importante Société
INDUSTRIELLE
PARIS 17e
recherche pour sa DIVISION
SIGNALISATION
FERROVIAIRE

TECHNICO-COMMERCIAL

Niveau minimum BTS
Electromécanique
(+ connaissances électronique)
pour gestion commerciale concernant plusieurs lignes de produits (S.N.C.F. - R.A.T.P. - EXPORTATION)

ANGLAIS *nécessaire.*
Situation d'avenir.

Adresser C.V. et salaire *souhaité sous réf.* 9055 à ORGANISATION et PUBLICITÉ
2, rue de Marengo.
75001 Paris, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,66
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

secrétaires secrétaires

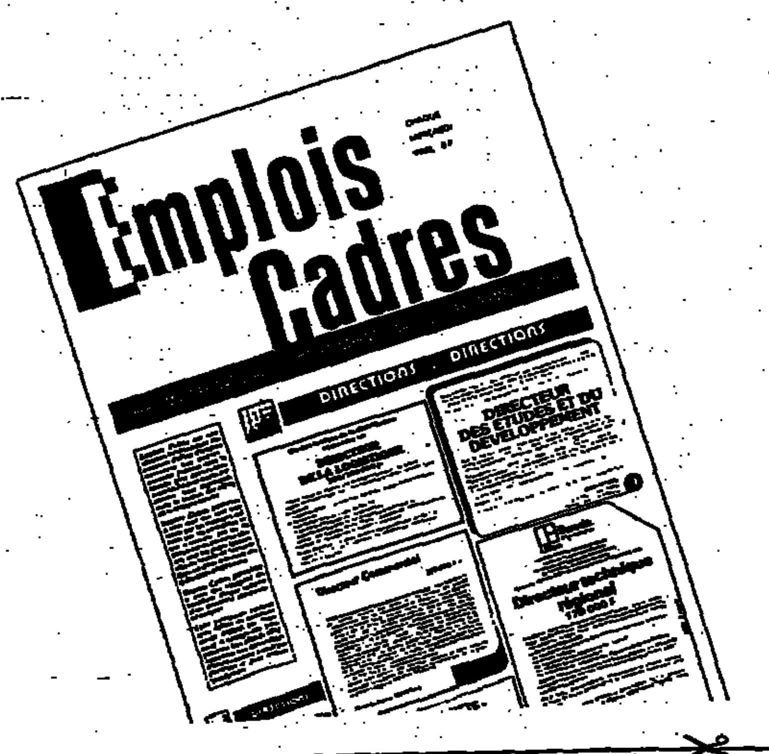


FABRICANT DE BIJOUTERIE recherche pour son service EXPORTATION
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
Formation BTS ou similaire, parfaitement bilingue française-anglais-espagnol. Sténo anglaise exigée. 7 h 30 × 5.
Envoyer C.V., photo, réf. et prétentions à Ets GARNIER Service 356, 60, rue de Turbigo, 75003 PARIS.

Pour S. & M. rég. Guignes recherchons SECRÉTAIRE DIRECTION Hautement qualifiée et expérimentée. Sténodactylo, anglais écrit, parlé indispensables. Allemand souhaité. Salaire en conséquence. Env. C.V. sous nº 663 HAVAS 77007 MELUN Cedex.

Emplois Cadres

« EMPLOIS CADRES » est une sélection hebdomadaire des offres d'emplois destinées aux cadres regroupant les annonces publiées dans Le Monde la semaine écoulée et une sélection d'annonces du Herald Tribune.
Chaque mercredi chez votre marchand de journaux, 6 F



BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

NOM .... PRÉNOM ....
ADRESSE ....
CODE POSTAL .... VILLE ....
NOMBRE D'EXEMPLAIRES .... x 7 F (Frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « Monde », Service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais.

DEMANDES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR INFORMATICIEN FORMATION GRANDE ÉCOLE
45 ans.
- Pratique des grands systèmes.
- Expérience micro-informatique.
- Télé-informatique et réseaux.
- Conduite des projets.

Recherche poste à responsabilités techniques, Paris, Province ou Étranger.
Écrire sous nº 2.654 le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Dirigeants
Peut-être sommes-nous d'accord sur deux points essentiels :
- Vous adjoindre un collaborateur export même en période de crise est un investissement capital.
- à 40 ans le potentiel acquis est le produit de la créativité permanente et de l'expérience du terrain.

Ecrire s/nº 2.628 le Monde Pub
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS

Ancien militaire, 34 ans, diplômé E.N.A., étudierait ttes proposit. France, Outre-Mer, étranger. Tél. : 877-29-76.

CADRE COMMERCIAL
30 ans, sup. de Co, allemand et anglais courant. 5 ans expérience commerciale, produits de consommation FRANCE + EXPORT cherche situation
Ecr. FLACHARD, 8, quai Blériot, 75016 PARIS. T. 542-59-93.

DIRECTEUR
Organisme social cherche poste similaire région parisienne (préavis)
Ecr. s/nº 7.327 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

URGENT. J.H., 24 ans, ANALYSTE-PROGRAMMEUR, GEST.
CHERC. STAGE FIN ET. EN SSCI DE PRÉFÉR.
STAGE DU 16/01 AU 16/02. POSS. EMB. SOUHAITÉE. TÉL. : 350-59-47.

Pour une mission même courte France ou étranger, homme polyvalent, cadre supérieur, 50 ans, expérience :
de la P.M.E. à l'aménagement du territoire
de la création d'entreprise à sa gestion.
Tél. Christian LE SOURD 16 (1) 340-91-00 ou
Ecr. s/nº 2.647 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Collaboratrice direction très expér. Sérieuses réf. Libre de suite. Tél. 201-32-46.

Spécialiste marketing, ch. ÉTUDE OU INTERVENTION PONCTUELLE du 17/01 au 31/01/84.
Ecrire sous le nº T 043.841 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur mécanicien, 27 ans, dipl. ENSI, 2 ans, exp. B.E., ch. emploi technique ou technico-cial en France ou étranger. M. GRAS Alain, 51, rue Dombasle, 78400 CHATOU. Tél. : 532-80-50.

J.H., DESS, Droit des Affaires et fiscalité probatoire au DECS, exp. comptable, ch. poste dans service juridique ou conseil. Tél. : 327-72-26.

Responsable Marketing, organisation, développement C.A. France et export, études de marchés, publicité, rech. poste mi-temps dans société Paris ou RER.
Ecrire sous le nº T 043.830 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. 30 ans, gradé banque, classe IV, exp. portefeuille, caisse compensation, rech. poste à responsabilité.
Ecrire sous le nº T 12.220 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. maîtrise Sciences Éco. rech. emploi stable ou stage. Téléphone : 071-66-16.

J.F. DISPONIBLE IMMÉDIAT. BAC G3 + CAP COMPT.. RECH. EMPLOI DIV. DE BUR. TÉL. : 881-64-81.

PHYSICIEN
Docteur ès sciences, 10 ans, exp., recherches labo : supraconducteurs, isolants, semi-conducteurs, calculs numériques, 34 ans, marié, assistant associé INSA de Lyon, disponibilité immédiate, rech. poste à responsabilités.
Tél. M. Truong (7) 894-81-12, poste 8.161 ou 8.629.

J.F. 20 ans, niveau BAC, cherche enfants à garder Paris ou proche. Ecr. C. Roger – 460, Jaurès, 69281 Rumilly-en-Cis.

J.F. 32 ans, spécialiste paie informatique, dipl. AFPA + 2 ans d'exp. S.S.C.I., ch. poste évolutif à temps partiel. Libre 1er février Mme MASSIN. Tél. : 682-59-72.

J. H. 24 ans D.E.S.S. juriste d'affaires. Recherche stage ou emploi auprès conseil juridique, notaire ou entreprise Paris ou Province. Téléphone : 680-16-45.

J.F., secrétaire bilingue anglais (licence anglais, examen de Cambridge), huit années d'expérience, recherche poste stable dans l'édition ou la presse. Bonnes notions d'allemand, excellentes connaissances de la publicité et du marketing. Ecr. s/nº 6.580 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire sténodactylo, 40 ans, bon niveau de culture générale, not. anglais et italien, ch. poste mi-temps, matin, Paris, Centre-Est. Libre 30-01-84, Mme VERET. 387, rue des Pyrénées, 75020.

Animatrice, 35 ans, spécial psycho. humaniste : analyse transactionnelle, jeu de rôle gestalthérapie, ch. vacation entrep. et hôpitaux. 647-54-39.

EXPORT GESTION
Je suis un homme de 40 ans, je parle anglais et espagnol, vous apportant une formation supérieure complète (droit, Sc. Po.), une expérience de direction-gestion de P.M.E. spécialisée sur les secteurs Espagne, Amérique latine, Maghreb.
Excellent négociateur, esprit de synthèse, créatif et organisat. TRÈS BONNES RÉFÉRENCES
Ecr. s/nº 6.878 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

TRAVAILLEUR INDÉPENDANT Frappe à domicile sur IBM. Tarif à la page. 867-80-21.

capitaux propositions commerciales

PRÊTS PERSONNELS
EFITRA (1) 555-79-71.

Offre de participations à la fondation d'une Banque privée allemande par tranches à partir de DM 500 000. Les intéressés sont priés de contacter Runte KG, Blumenstr. 7, D-6000 Frankfurt sous no. T 15. Discrétion absolue garantie.

Rech. ASSOCIÉ pour création Société ociale industrielle. Ecrire sous le nº T 043.845 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

propositions diverses

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 281.09 PARIS.

automobiles

divers

BMW SÉRIE 3-5-7
83 et 84 peu roulé garantie Auto Paris XV, 533-69-95 63, r. Desnouettes, Paris 15e.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt
ORIGINAL 3-4 P., tt conft, imm. classé, beau volume, 2e ét., 930.000 F. 508-53-84.

4e arrdt
MARAIS
LIV. + CHBRE, cuis., bains. POUTRES. REFAIT NEUF. 480.000 F. Tél. : 526-99-04.

MARAIS
DEMEURE XVIIe JARDIN PRIVÉ, garage. SERGE KAYSER 329-60-60.

5e arrdt
RUE SAINT-JACQUES immeuble pierre de taille, asc., beau 3 P., entrée, cuis., bain, à saisir – 634-13-18.

MONGE Studio et 2 Pièces luxueusement rénovés. Prestations premier ordre. GARBI - 567-22-88.

6e arrdt
VAVIN : 327-82-40 3 P. étage élevé, ascenseur. 840.000 F. Soir : 828-72-71.

PL. ST-GERMAIN Face Eglise, 4e ét., asc., 140 m², jolie vue, gd living, 2 chbres, 2 bains. Élégant. BURON 296-58-88.

MASSILLON 329-85-08 VASTE STUDIO BON ÉTAT grenier privatif à aménager.

115 m² Caractère 354-42-70.
PROXIMITÉ SEINE
Sud. Et. élevé. Asc. travaux.

Mº ODÉON
Imm. classé, 2e ét. s/rue, soleil, gd séj., s. à manger, 1 ch., cuis., bains, ch. cent. individuel, 127 m². 1, rue Condé, mardi, mercr., 14 h 30-17 h.

7e arrdt
RUE PIÉTONNE P. A T. PETIT 3 P. 551-48-65.

8e arrdt
PLACE VILLIERS Imm. pierre de taille, beau 4 pièces, occupé gens âgés. 425.000 F - Plein soleil 553-91-45

9e arrdt
SQUARE MONTHOLON (Près) LIVING (37 m²) + CHAMBRE, cuis, bains. REFAIT NEUF. 420.000 F. Tél. : 526-99-04.

RUE DE MAUBEUGE
STUDIO cuis., bns. Refait neuf. 145.000 F. Tél. : 526-99-04.

RUE CONDORCET
Beau 3 pièces, tt confort, immeuble ravalé. 450.000 F.
LERMS - 355-58-88.

11e arrdt
RÉPUBLIQUE
Ds imm. pierre de t. bourgeois beau 4 P., 95 m². A SAISIR. 840.000 F. SIMRA 355-08-40.

AV. DE LA RÉPUBLIQUE
Grand 4 p., tt cft, imm. pierre de t. 800.000 F.
LERMS - 355-58-88.

12e arrdt
M. BIZOT Imm. P. de T., asc., beau 3 P., tt cft, occupé dame âgée. 350.000 -543-88-60.

13e arrdt
BUTTE AUX CAILLES
Maison 90 m² environ sur 2 niveaux, tt confort, jardinet. 1 000 000 F. 535-14-40.

TOLBIAC 5 P. 112 m², balc. park., stand., calme, SOLEIL. 990.000 F. 535-56-92.

PTE ITALIE S/KREMLIN Parfait 5 p., loggias, box, calme, SOLEIL. 630.000 F. 535-56-92.

14e arrdt
ALÉSIA Bel. imm., asc. 3 P., entrée, cuis. occupé dame âgée. 255.000 - 543-88-60.

Mº VAVIN, Beau 5 p., 5e ét. + serv., pierre de t., stand. 1.950.000 F. 727-84-24.

15e arrdt
Mº BALARD imm. pierre de t. liv. + chbre, cuis., bains, chf. central. A rafraîchir. URGENT – 634-13-18.

CECOGI CONSTRUIT
329, RUE LECOURBE
IMMEUBLE GD STANDING
STUDIO, 2, 3 PCES
Studio .... 435.500 F
2 p. à part. de .... 690.900 F
3 p. à part. de .... 912.700 F
LIVRAISON IMMÉDIATE
Bureau de vente ouvert du mardi au vendredi de 14 h à 19 h
Samedi de 11 h à 18 h.
T. : 575-62-78 ou 567-82-55.

CAMBRONNE, imm. récent ÉTAGE ÉLEVÉ, PLEIN SUD Dble séj. + 2 ch., 95 m2 2 bains, parking. GARBI - 567-22-88.

17e arrdt
RUE DE LÉVIS Prop. vend dans maisonnette beaux 2-3 pièces, loué ou occupé, clair, soleil. 553-91-45.

18e arrdt
BUTTE MONTMARTRE
Vue très exceptionnelle SUR TOUT PARIS 100 m² environ, tout confort, 3e asc. 1.250.000 - 254-71-93.

CECOGI CONSTRUIT Résidence « Mairie du 18e »
53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS DE STANDING
STUDIO 2, 3 P., PARK.
Studio à partir ... 319 100 F
2 P. à partir ..... 459 300 F
3 P. à partir ..... 682 000 F
Renseignements : 575-62-78.

19e arrdt
Près av. Jean-Jaurès Studio avec cuis. équipée, imm. récent. 268.000. 5e ét., asc. 266-19-00.

92 Hauts-de-Seine
MONTROUGE (Porte Orléans) VASTE 4/5 P., cft., 105 m², 2e ét. 650.000. 577-96-85.

94 Val-de-Marne
NOGENT LE CALME
14, rue du Maréchal-Fayolle Imm. neuf, 10 mn du centre reste :
4 P., JARDIN, 760.000 F.
3 P., BALCON, 560.000 F.
PRÊT CONVENTIONNÉ
Visite s/R.-V. 563-57-66.

Province
CASSIS (13)
F3 vue s/port et mer. Tr. b. traité. 850.000 F. F4 pl. centre stdg. terrasse. 1.000.000 F. F2 pl. ctre reft nf. 420.000 F. Studio pl. ctre. 300.000 F. LOCATRIM-CASSIS 16-42-01 - 81-60.

hôtels particuliers

GROUPE DORESSAY
16e Emplacements Except. 3 HOTELS PARTICULIERS de 12 à 18 PCES pr ambassades ou personnalités. Gds jardins. 624-93-33.

pavillons

ANTONY Centre. 300 m Mº, commerces, lycée, quartier résidentiel. Séj. 45 m², cheminée, terrasse 30 m², 8 chbres. 3 s. de bains, 3 w.-c., cuis. équipée, ch. centr. gaz, sous-sol, cave, buanderie, s. de jeux aménagée 50 m², jard. 450 m², garage 2 voitures. 1.750.000 F. Etat impeccable. 863-42-45.

locations non meublées offres

Paris
Les PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFICE DES LOCATAIRES Téléphone : 296-58-46.

locations non meublées demandes

Paris
POUR STÉ ÉLECTRONIQUE MONDIALEMENT CONNUE Rech. Appts ttes catégories Paris, banlieue et Villes pour cadres et personnel. TÉL. 504-48-21, poste 18.

Région parisienne
Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris
OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux appts de standing. 4 pièces et plus. 285-11-08.

appartements achats

RECHERCHE
Urgent Paris 1 à 2 p. PAIE CPT chez notaire. Bon quartier. 873-23-55.

GROUPE DORESSAY
RECH. POUR AMBASSADE HOTELS PARTICULIERS APPTS de 5 à 8 P. PIED-A-TERRE 624-93-33.

immeubles

Je recherche URGENT ts immeubles Paris compt. BARBIERI - 553-91-45.

propriétés

SUD-OUEST 5 km AGEN
pl. sud. maison rég., pierre app., 180 m², 5 ch., bns, séj. 40 m², mezz., salon, cuis., buand., cell., gar. sur 7 ha, collines, bois, prés + écur., eau ville + sources. 1.350.000 F. (1) 557-44-12.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOETIE-8e
Prix rentes indexées, garanties. Etude gratuite discrète.

La Motte-Picquet, Studio tt cft, 4e ét., asc. 75.000 F + 2.400. Fme 80 ans, imm. récent, loué 1.500/mois. Revenus pr acquéreur. Cruz, 266-19-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE À PARIS 17e à partir de 80 F. Tous services. Constitution Stés, 763-47-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC – RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50

STÉ D'INVESTISSEMENT recherche BUREAUX 60 à 300 m² BONNES ADRESSES QUARTIER AFFAIRES. Offre au : 267-34-51.

STE CHAMS BD DIDEROT **346-76-34** votre siège social, tous commerces, tous services courrier, tél., locat. bur., const. de stés.

17e NIEL 166 m²
aménagés luxe, 12.500 F/mois + reprise justifiée. 720-97-82.

VOTRE SIÈGE SOCIAL R.C. 160 F S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de Sté G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13e : 586-85-11, 54, r. Crimée, 19e : 607-62-00.

Local à louer pour siège social à Paris-15e. Tél. : 222-60-84.

locaux commerciaux

Ventes

PANTHÉON
imm. 73. Local commercial en tte ppté 270 m² environ. PRIX EXCEPTIONNEL à saisir – 634-13-18.

fonds de commerce

Ventes

10e, grande artère, vds MURS DE BAR-RESTAURANT avec appt 2 P. Loyer 22 000 F. Px 250 000 F. Tél. 720-63-84.

CASSIS (13)
dépôt de pain, pâtisserie proximité plage 20 m. Px 300.000 F + loyer 1.500 F. Libre à la vente. LOCATRIM CASSIS Téléph. : 16 (42) 01-81-60.

A vd mur de bout. ts commerces à Vincennes centre ville, rue commerç., r.-de-ch. 75 m² + cave 25 m², libre. 286-27-66 ou 266-20-60.

Le Monde

économie

Il n'est pas possible de laisser s'inscrire un cours des choses qui ne peut mener qu'au désordre au gâchis économique et à la révolte ouvrière

déclare M. Edmond Maire

Après avoir récusé l'idée selon laquelle la C.F.D.T. serait *« passée d'un seul coup du réalisme au maximalisme »* ou qu'elle ait *« un double langage comme cette C.G.T. qui veut faire avaliser les 1905 licenciés à Poissy et dit en même temps, il n'y a pas sureffectifs »*, M. Edmond Maire, au cours d'une conférence de presse, le 10 janvier, a déclaré au nom de la commission exécutive : *« Nous avons les yeux ouverts, nous voulons allier rigueur et ambition dans la maîtrise des mutations pour un nouveau type de développement. Mais ce que beaucoup n'ont pas compris et qui est d'égale importance dans le projet de la C.F.D.T., c'est notre volonté de réaliser ces changements en plaçant les salariés au cœur des responsabilités et du redressement économique. Rien ne peut se faire dans notre société développée sans concertation et négociation. Il faut des solutions négociées aux problèmes industriels et aux problèmes d'emploi. Or ce qui est en cause dans le conflit de Talbot, c'est tout simplement le fait d'avoir voulu imposer aux travailleurs, de la façon le plus autoritaire qui soit, des décisions prises sans eux, contre eux. »*

M. Maire évoque alors les conséquences du conflit Talbot en insistant sur le fait que le gouvernement a d'entrée *« déssaisi les travailleurs et leurs représentants du dossier »* puis qu'il a compté *« jouer sur la courroie de transmission du P.C. pour imposer le respect des décisions »* et qu'il a mis *« la C.G.T. dans le coup »*. Celle-ci ayant *« élaboré sur le terrain »*, la C.F.D.T. *« exprime tout naturellement l'exigence des salariés d'une solution négociée »*. La nature de l'opération apparaît alors clairement. Le gouvernement refuse systématiquement toute négociation et même tout arrangement. En fait le pouvoir politique veut asseoir l'autorité du P.C. et de la C.G.T. pour faire rentrer les travailleurs dans le rang.

On ne peut plus sacrifier le social pour réussir l'économique

Pour le secrétaire général de la C.F.D.T., *« on ne peut plus sacrifier le social pour réussir l'économique. Les mutations industrielles et technologiques appellent nécessairement un changement des rapports sociaux »*. Affirmant que la C.F.D.T. se trouve *« au milieu d'un étau »* (entre le libéralisme sauvage et l'étatisme dominateur), il ajoute : *« Mais nous n'avons pas peur. Car la force de la liberté et des droits de l'homme au travail, la force d'un siècle d'action syndicale pour conquérir les droits et les élargir sont avec nous. Et elle cassera l'étau. C'est essentiel car, en cette année 1984, de nombreuses branches industrielles sont en difficulté, en sureffectifs. Si, dans la Lorraine, le Nord, à Saint-Etienne ou Nantes, la même méthode est suivie que celle employée à Poissy, partout elle engendrera blocages sociaux, refus de la mobilité professionnelle, retards industriels, violence, voire même, hélas ! racisme. Comprenez donc qu'il n'était pas possible de laisser s'inscrire un cours des choses qui ne peut mener qu'au désordre, au gâchis économique et à la révolte ouvrière. »*

M. Maire s'en prend aux dirigeants politiques qui, dans l'opposition, promettaient pour « séduire » et une fois élus *« continuent à considérer les travailleurs comme incapables de comprendre la situation, ses difficultés, incapables de faire preuve de responsabilité collective pour maîtriser les mutations. Alors on contourne les travailleurs, on fait comprendre indirectement que les échéances se rapprochent, que les temps vont être durs. Et, au dernier moment, inévitablement, le couperet tombera d'en haut. Nous avons là affaire à une culture dominante qui plonge loin dans le tréfonds de la pensée de nombreux dirigeants économiques et politiques. La monarchie dans l'entreprise, la dictature sur le prolétariat et le jacobinisme politique ont entre eux des divergences fondamentales, Mais ces conceptions traditionnelles montrent plus de points communs que ne le laisseraient penser leurs divergences quand il s'agit de la place attribuée aux travailleurs dans le processus de décision. Mais pourquoi donc André Bergeron y est-il allé de son couplet sur cette affaire ? La concurrence syndicale a parfois de ces facilités... »*

Pour M. Maire, *« quelle que soit l'issue chez Talbot, et nous agissons pour qu'elle progresse dans le bon sens, le gouvernement et le patronat viennent de perdre la bataille de la maîtrise démocratique de l'avenir de Talbot. La C.F.D.T. a montré qu'il fallait compter avec elle. (...) Qu'on le veuille ou non, un syndicalisme ouvrier indépendant du pouvoir sera présent dans ce pays pour trouver d'autres voies, autrement positives, de redressement de notre industrie. (...) Car ce qui est en cause, c'est à la fois l'avenir industriel et notre conception de la démocratie, selon laquelle personne ne peut impunément transiger sur les libertés syndicales. Qu'on nous comprenne bien, nous menons une action purement syndicale. Notre propos n'est nullement de mettre en cause les équilibres politiques dans ce pays, c'est de trouver des conditions meilleures pour que les travailleurs et le syndicalisme puissent exercer leurs responsabilités concernant l'avenir des entreprises et de l'industrie »*.

M. Maire souhaite que *« notre pays se donne un projet de maîtrise démocratique des mutations. » « Cela ne sera pas facile, c'est vrai, cela demandera des efforts financiers et humains »*.

« Telles sont les réflexions dont nous avons fait part, hier soir, au premier ministre. A travers l'échange de vues approfondi que nous avons eu, nous pensons lui avoir fait prendre conscience des raisons pour lesquelles on ne pouvait pas continuer à aborder les problèmes posés par les mutations industrielles et technologiques selon la méthode employée à Talbot. Nous espérons même avoir été entendus lorsque nous avons dit qu'un gouvernement de gauche devait se donner l'ambition non seulement de faire jouer pleinement la fonction syndicale sur les problèmes sociaux mais aussi de reconnaître l'apport du syndicalisme pour contribuer à maîtriser l'avenir des entreprises et des industries. Cet enjeu considérable peut être progressivement gagné. Le gouvernement examinera la semaine prochaine nos propositions de concertation tripartite dans les branches les plus concernées – automobile, construction navale, charbon, sidérurgie, etc... – et dans les bassins d'emplois les plus touchés. Il examinera en même temps les mesures incitatives que nous avons proposées pour accélérer la réduction du temps de travail notamment l'extension du repos compensateur pour les heures supplémentaires et l'amélioration des contrats de solidarité-réduction du temps de travail. Il serait très important qu'un accord puisse intervenir sur les deux points et que l'application qui en sera faite montre rapidement que la page des méthodes à la Talbot est définitivement tournée. En syndicats habitués d'abord à apprécier les faits, c'est sur le terrain que nous jugerons ce qu'il en est. »

Sévère avertissement de la C.F.D.T.

(Suite de la première page.)

Depuis son échec aux élections à la Sécurité sociale le 19 octobre dernier, la centrale de M. Edmond Maire cherchait à se défaire de l'image pro-gouvernementale qui lui avait collé à la peau au point de lui faire payer électoralement l'impopularité de l'équipe au pouvoir. L'attitude de M. Mauroy et de M. Ralite dans l'affaire Talbot lui permet d'opérer cette mutation de son image sans pour autant devenir anti-gouvernementale.

Dans sa déclaration, M. Edmond Maire dénonce les méthodes gouvernementales, estimant que *« le pouvoir politique veut asseoir l'autorité du P.C. et de la C.G.T. pour faire rentrer les travailleurs dans le rang »*, et que Peugeot *« a joué habilement de la coalition politique au pouvoir pour imposer sa politique par P.C. interposé »*.

Bien qu'il se défende de mettre en cause l'*« équilibre politique »*, le secrétaire général de la C.F.D.T. considère que l'alliance du P.S. et du P.C. au gouvernement est largement responsable des mauvais choix opérés à travers *« l'exemple Talbot »* dans le domaine industriel.

Une telle mise en garde rappelle une précédente intervention, le 24 janvier 1980, où, après les événement d'Afghanistan, M. Maire s'était demandé comment *« la majorité du peuple français pourrait accepter la présence au gouvernement de ministres communistes partisans de la doctrine de la souveraineté limitée »*.

M. Maire porte aussi une accusation très grave, au-delà des méthodes qu'il préconise pour traiter les restructurations à venir, en parlant de *« mise entre parenthèses des libertés syndicales »*. Pour autant, il estime que tout n'est pas perdu avec le gouvernement de M. Mauroy. De son entrevue, il dit retirer le sentiment d'avoir peut-être été entendu.

La fin de sa déclaration atténue ainsi quelque peu la dureté des propos précédents. La C.F.D.T. ne désespère pas totalement du gouvernement mais ses relations avec lui se trouvent désormais placées sous le signe d'une certaine défiance.

M. N.

Une allocation au retour

(Suite de la première page.)

Ce qui, en francs constants, représente pratiquement le double de la somme accordée en 1977.

Ensuite, on souhaite apparemment, au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, que ladite allocation soit *« personnalisée »*, autrement dit qu'elle soit adaptée à chaque cas particulier, après discussion entre les représentants de l'entreprise et les intéressés.

Entreraient notamment en ligne de compte la situation de famille,. es années de présence dans l'usine, l'état de santé des « bénéficiaires » concernés, bref tous les *« facteurs humains »*.

Par ailleurs, les modalités de réinsertion au pays d'origine, par le biais d'une réelle formation-retour, devraient être négociées entre les pouvoirs publics, les syndicats et les employeurs. Le coût global de l'opération serait réparti entre l'État, l'Unedic, l'Association pour la formation professionnelle des adultes, le Fonds d'action sociale des migrants, et l'entreprise. Toutes choses, encore, qui doivent être négociées.

Dans un second temps, et compte tenu de l'expérience Talbot, ce dispositif *« non uniforme »* serait proposé à tous les secteurs en difficulté ou voués à des mutations technologiques impératives : non seulement l'automobile, mais encore la sidérurgie, les charbonnages, les chantiers navals, etc.

Après l'*« aide à la réinsertion »* déjà offerte aux Algériens, jusqu'au 31 décembre dernier, peut-on parler d'un glissement vers la *« real politik »*, qui avait été conspuée par la gauche au temps de M. Stoléru ? Rien n'est moins sûr, dans la mesure où l'aide au retour n'est qu'un faible palliatif face aux problèmes de ces secteurs lourds, car elle ne résout que très imparfaitement la crise de l'emploi.

Selon une enquête de l'Office national d'immigration réalisée en 1980, sur l'ensemble des postes de travail libérés à cette date par les immigrés qui bénéficièrent du *« million »* concédé par M. Stoléru, 60 % ont certes été pourvus, dont guère plus de la moitié par des salariés français, mais 30 % seulement ont été supprimés. Dans le même temps, le coût global de l'opération avait été évalué – pour quelque 40 000 emplois sauvés – à 700 millions de francs.

J. B.

Impasse financière pour la sidérurgie

(Suite de la première page.)

A se renvoyer la balle de part et d'autre, chacun a repoussé les échéances depuis deux ans. Le gouvernement dispose du rapport de M. Rosenwald, ancien premier président de la Cour des comptes, chargé d'examiner les solutions aux suppressions d'emplois nécessaires dans la sidérurgie. Mais, pour l'instant, ce rapport n'a, semble-t-il, été remis ni aux directions des groupes ni aux syndicats.

Les directions, dans l'expectative, attendent de connaître avec précision les directives gouvernementales, afin de pourvoir mettre au point leurs objectifs de suppression d'emplois. *« Tant qu'on les ignore, nous ne pouvons réviser nos plans. »* Les syndicats attendent également, dans la même ignorance, et le climat social s'alourdit dans tous les bassins.

On comprend que le ministère de l'industrie et de la recherche veuille éviter toute annonce – nécessairement brutale – de suppression d'emplois dans le climat social actuel. Mais attendre encore – et jusqu'à quand ? – n'est-ce pas la pire des solutions ?

E.-L. B.

Deux mille suppressions d'emplois sont annoncées dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais

Après plusieurs mois de polémiques et de tergiversations succédant au vote en novembre, par le Parlement, d'une subvention aux Charbonnages de France (C.d.F.) *bloquée pour 1984 à son niveau de l'an passé (6,5 milliards de francs)* et à la démission spectaculaire de M. Georges Valbon, président de l'établissement et membre du P.C., le dossier charbon entre dans une phase décisive. Bassin par bassin, les directions régionales des Houillères doivent négocier avec les syndicats des plans de production et d'emploi pour 1984. Ils seront sans nul doute révisés en baisse, la subvention accordée à l'établissement ne permettant pas de maintenir tels quels ni le niveau de production ni les effectifs. Les suppressions d'emplois prévisibles devraient être néanmoins plus faibles que les chiffres avancés par la direction générale initialement (six mille à huit mille).

Après le Nord-Pas-de-Calais, où la direction vient d'annoncer deux mille suppressions d'emplois, les bassins de Lorraine, puis du Centre-Midi devraient, dans les tout prochains jours, établir leurs prévisions. Au total, quelque quatre mille emplois pourraient être supprimés en 1984, sans licenciements. Ces prévisions seront examinées le 17 février par le conseil d'administration de C.d.F. et soumises au gouvernement. Le premier ministre a annoncé qu'il se rendrait prochainement dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais pour présenter les mesures destinées à préparer la restructuration industrielle.

De notre correspondant

Lille. – La réduction d'emplois dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais annoncée par M. Jack Verlaine, le directeur, au cours du comité extraordinaire d'entreprise le 9 janvier à Douai, n'a pas été une surprise. Depuis plusieurs mois, on s'y attendait. Cette annonce et le fait que M. Pierre Mauroy, premier ministre, ait décidé un voyage officiel dans le Pas-de-Calais en février pour préciser l'action gouvernementale laissent présager qu'on entre, ici aussi, dans une période d'agitation sociale.

M. Jack Verlaine a annoncé pour 1984 une production de 2 600 000 tonnes tonnes de charbon, production en retrait de 400 000 tonnes sur l'exercice 1983. Elle s'accompagnera d'une diminution de deux mille emplois, obtenue par les retraites et les mutations. Les prévisions de recettes et de dépenses font apparaître une perte approximative d'environ 500 millions de francs, après la répartition de l'aide de l'État définie, au niveau central, par le groupe Charbonnages de France. Le directeur des Houillères du Nord-Pas-de-Calais estime que la diminution du nombre des emplois doit être compensée, pour la région, par les résultats à attendre de la mise en place des filiales telles que la SOFIREM et du Fonds d'industrialisation, chargés de créer des emplois de conversion, chacun de ces organismes recevant dès, cette année, une dotation de 100 millions de francs. Les représentants du personnel au comité d'entreprise ont refusé d'entrer dans la discussion du budget 1984 et ont quitté la réunion. L'intersyndicale, qui rassemble tous les syndicats sans exception, a publié un communiqué dans lequel elle refuse *« cette parodie de dialogue, dont l'objectif est d'obtenir la caution des organisations syndicales pour poursuivre, voire accélérer, la liquidation »*. Elle demande une entrevue au premier ministre et suggère une « table ronde » qui regrouperait les pouvoirs publics, la direction des Charbonnages et les organisations syndicales.

Les Houillères du Nord-Pas-de-Calais emploient vingt et un mille personnes dans les sept sièges en activité, dont un (Barrois Desjardin) devrait être fermé en 1984.

(Intérim.)

LES NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Le C.N.P.F. n'a pu établir un document qui réponde aux exigences minimales des syndicats

La dixième séance de négociation pour définir le futur système d'assurance-chômage, prévue ce 10 janvier, devrait être la dernière, du moins entre les partenaires sociaux. Ensuite, avant qu'un accord définitif puisse intervenir, il faudra sans doute que les syndicats et le patronat rencontrent les pouvoirs publics pour fixer ensemble le cadre du système de solidarité, pris en charge par l'Etat.

Cependant, cette ultime réunion, que tous s'accordent à vouloir mener au finish, sera très difficile. Contrairement à ce qu'il avait annoncé, le C.N.P.F. ne viendra pas avec un document dressant l'état de ses dernières propositions. Face aux exigences minimales des syndicats, il n'a pu trouver de solutions satisfaisantes.

Si, sur les allocations de fin de droits, la délégation patronale est disposée à se rapprocher des conditions actuelles d'indemnisation prévues par le décret de novembre 1982, et si elle envisage d'augmenter les durées initiales d'indemnisation pour les autres allocations, en revanche, elle ferait seulement un petit pas en faveur des chômeurs n'ayant travaillé que trois mois dans la période précédente. Les syndicats refusent de voir ces personnes, victimes de la précarité de l'emploi, être indemnisées à raison de 40 F par jour pendant trois mois, et seulement une fois tous les cinq ans. Le C.N.P.F. se préparerait à faire un effort pour quelques rares catégories professionnelles, dont les gens du spectacle.

Pour les autres points les plus ardus, les divergences sont encore plus marquées. Le refus d'une allocation minimale (100,10 F par jour actuellement) pour les smicards est considéré comme inacceptable par la C.F.D.T. Dans ces conditions, F.O. refuserait également un accord en faisant observer qu'il y aurait là l'objet d'une *« querelle politique »*. La délégation F.O., encore, demande toujours que la cotisation d'une année au cours des douze derniers mois donne droit à douze mois d'indemnisation, ce que le C.N.P.F rejette.

La C.G.T., pour sa part, est toujours extrêmement réservée. Dans une interview publiée par *l'Humanité*, M. Oswald Calvetti a indiqué : *« Il y a un accord de principe que nous ne donnerons pas concernant la coupure en deux de l'assurance-chômage. Cela, nous ne le négocierons pas. Sur ce point, comme sur le reste, notre position sera de faire en sorte que les droits actuels des chômeurs soient maintenus. »* Il ajoute cependant : *« Si nous ne parvenions pas à maintenir l'unité du régime (...) il faudra (...) qu'au total les chômeurs y retrouvent leurs comptes. »*

Ce même souci semble partagé par d'autres organisations syndicales, dont F.O. et la C.F.D.T., qui veulent obtenir des garanties de l'Etat, avant de conclure. Au mieux, la dixième séance de négociation pourrait donc s'achever sur une promesse d'accord, avant que des éclaircissements permettent d'aboutir à un accord définitif.

A. Le.

A L'USINE TALBOT DE POISSY

Le travail va reprendre atelier par atelier à partir du 11 janvier

A l'usine Talbot de Poissy, fermée depuis le vendredi 6 janvier et surveillée par les forces de l'ordre, après la remise en état effectuée les lundi 9 et mardi 10 par 3 000 cadres, techniciens et ouvriers convoqués individuellement par la direction, et soigneusement filtrés à l'entrée pour éviter tout incident, la reprise du travail doit se faire progressivement, atelier par atelier, à partir du mercredi 11. La direction a précisé les modalités de cette reprise aux organisations syndicales au cours d'une réunion du comité d'établissement, lundi après-midi.

C'est la chaîne des Samba qui redémarrera la première (une partie reprend dès mardi avec les techniciens), suivie par celle des 104 le jeudi 13, puis celles des Solara et Horizon le lundi 16. Comme pour la remise en état de l'usine, les salariés seront convoqués individuellement, ce qui signifie que les 1 905 licenciés n'auront plus accès à l'usine, et pourront seulement se présenter dans les antennes de l'Agence nationale pour l'emploi et de l'AFPA pour connaître leurs possibilités de reclassement et de formation. Un nouveau comité d'établissement doit être convoqué pour le 19 janvier.

La direction a aussi indiqué que si le redémarrage n'est pas *« perturbé par de nouveaux événements sociaux »*, elle pourrait demander à l'administration la prise en charge des salariés qui ne pourront travailler avant le 17, au titre du chômage partiel. Elle a souligné la nécessité de ce redémarage *« pour que puissent être réalisés dans les délais prévus les investissements préparatoires à un nouveau lancement. »*.

Tous les syndicats doivent participer, ce mardi après-midi, à une réunion avec la direction et l'administration à la préfecture des Yvelines pour examiner les conditions de la mise en route du plan social, *« notamment les reclassements, les formations et les conditions d'aide au retour des travailleurs immigrés »*. Pour celle-ci on proposerait une somme de 40 000 F.

La C.G.T., par la voix de Mme Nora Tréhel, secrétaire de la section de Poissy, a souhaité que cette rencontre soit *« le point de départ d'un règlement sérieux des problèmes »* et a demandé que *« les forces de l'ordre quittent l'usine avant le redémarrage de la production »*. La section C.F.D.T., qui a suspendu la grève, s'est cependant dite *« prête à continuer la lutte »* après consultation des travailleurs s'il devait y avoir *« une parodie de négociations »*. Force ouvrière a demandé que *« l'ensemble du personnel touché par les licenciements – français et immigrés – puisse retrouver un emploi, un salaire, un avenir »*.

Au cours d'un déjeuner de presse, M. Paul Laurent, secrétaire du comité central du P.C.F., a déclaré que son parti accordera *« un bon point à ceux qui régleront le problème sans un seul chômeur de plus »*. Il a regretté *« l'attitude timorée du gouvernement »*, estimant que *« pour le volet social les garanties n'apparaissent pas clairement »*. Après avoir observé que le chiffre des licenciements *« aurait pu être plus limité »*, il a réaffirmé qu'il n'y avait pas de sureffectifs dans l'automobile : *« C'est au contraire un secteur qui doit se développer. »* Enfin, il s'est dit favorable au retour des immigrés *« lorsque les intéressés le souhaitent et que les conditions sont réunies »*.

Le P.S.U., pour sa part, s'est félicité dans un communiqué de l'ouverture des négociations : *« Les mutations industrielles ne peuvent trouver de solution hors de profonds changements sociaux »* notamment une *« nouvelle procédure de concertation et d'intervention des travailleurs »*. Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement, a souligné de son côté que la modernisation de l'industrie automobile devait contribuer à *« fabriquer des voitures plus fiables, plus silencieuses, utilisant une essence avec moins de polluants »*.

● RECTIFICATIF. – Dans l'article consacré à la situation dans l'usine Talbot de Poissy, nous avons écrit, page 26, que *« les chariots Stenwick retrouvaient leur place autour des chaînes »*. Il s'agissait de chariots Fenwick.

● *Les négociations sur les mutations industrielles.* – Au cours de la cérémonie de présentation des vœux à la presse, M. Pierre Mauroy a indiqué qu'il rencontrerait de nouveau les organisations syndicales, au début de février, pour poursuivre la *« grande négociation »* sur les mutations industrielles. Auparavant, a précisé le premier ministre, plusieurs réunions interministérielles auront lieu, dont la première est fixée au 16 janvier. Ces réunions permettront un examen complet des dossiers et donneront une image de la situation exacte des secteurs concernés.

● RECTIFICATIF. – Dans l'article relatif à la cession par Jaeger à Thomson de ses activités dans l'aéronautique (*le Monde* du 31 décembre 1983), il était indiqué que trente mille éléments d'instrumentation Jaeger étaient embarqués à bord d'aéronefs civils ou militaires de tous types. En réalité, leur nombre est de trois cent mille. D'autre part, sur la foi d'une ancienne plaquette publiée par la société, nous avions précisé que les prévisions de chiffre d'affaires pour cette branche industrielle en 1983 étaient évaluées à 350 millions de francs. Ces pronostics avaient été faits avant que les effets de la crise se fassent sentir. En novembre 1982, l'objectif fixé par Jaeger était de 305 millions de francs, et il a été pratiquement atteint.

AGRICULTURE

L'Europe verte paralysée

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La négociation agricole n'a pas repris. Pour en renouer le fil, il manquait les propositions de prix pour la campagne 1984-1985 qui seront adoptées par la Commission européenne dans les jours qui viennent. Au cours de ce premier rendez-vous sous la présidence de M. Michel Rocard, le 9 janvier, les ministres de l'agriculture des Dix ont parlé méthode et fixé un calendrier. L'objectif affiché est de parvenir à un ensemble de décisions lors du conseil européen des 19 et 20 mars. Trois sessions ministérielles ont été inscrites dans les agendas : les 6 et 7 février, 26 et 27 février, 12 et 13 mars.

La Commission et le conseil considèrent que la procédure spéciale mise en œuvre au cours du second semestre 1983 entre les sommets de Stuttgart et d'Athènes et dont la caractéristique était de « faire remonter » l'ensemble des dossiers aux ministres des affaires étrangères et aux ministres des finances, a fait son temps. Tous souhaitent que désormais les ministres de l'agriculture traitent, sans restriction, les questions relevant de leur compétence. M. Gaston Thorn, le président de la Commission, les a même invités à adopter rapidement les mesures de remise en ordre des marchés proposées par la Commission depuis la fin juillet, faisant valoir que c'était absolument nécessaire si l'on voulait maintenir les dépenses dans les limites de l'enveloppe budgétaire de 1984 (16,5 milliards d'ECU, soit 110 milliards de francs sont inscrits dans le budget de la C.E.E. au titre de soutien des marchés) (1). Ce point est important et révèle le caractère ambigu du changement prétendu de méthode. La réforme de la politique agricole commune (PAC) et les sacrifices qu'elle implique ont été considérés d'entrée de jeu comme l'un des volets d'une négociation d'une dimension plus vaste. On dira en simplifiant que les Français et d'autres ne sont prêts à la rationalisation douloureuse qui est demandée que s'ils ont la garantie que la PAC ainsi rajeunie disposera des ressources financières nécessaires pour fonctionner dans des conditions convenables.

Une obligation

Ce lien politique entre les décisions agricoles et les autres est-il maintenu ? Au nom de la nécessité, en brodant sur le thème « si on n'adopte pas de mesures d'économie, tout va être bloqué », M. Thorn et ses collègues préconisent de le rompre. M. Rocard affirme qu'il demeure, et que, sur les points principaux, les ministres de l'agriculture ne pourront que préparer les décisions à prendre par le conseil européen. Mais, quelques instants plus tard, il constate que « pour parvenir à certaines augmentations des prix et tenir dans l'enveloppe budgétaire il faut faire les réformes dès maintenant ». On le comprend, le conseil est coincé : la réforme de la PAC n'est plus un élément de la négociation sur lequel on peut jouer, elle est devenue une obligation. M. Rocard explique que la situation n'est pas aussi rigide, qu'il doit être budgétairement possible de relever les prix sans attendre un arrangement d'ensemble. Il indique ainsi que le conseil, dans certaines limites, a la possibilité d'accroître les ressources financières disponibles : en augmentant la taxe de « coresponsabilité » existante (celle sur le lait) ou en en créant d'autres, en décidant de nouvelles taxes et, par exemple, celles que la Commission propose d'appliquer aux matières grasses végétales et aux graisses produites dans la C.E.E. ou importées.

Encore faudrait-il que le conseil soit unanime. La démonstration de M. Rocard n'est pas convaincante. En réalité, la contrainte budgétaire est telle que la PAC, dans son fonctionnement normal — lequel implique des ajustements annuels de prix, — est bel et bien paralysée. Il est inutile d'attendre mars ou avril pour constater que la situation recherchée avec persévérance depuis des années par le Royaume-Uni est atteinte. Seule une solution politique ou, à défaut de solution, un coup de force politique permettra de sortir de l'impasse. C'est en vérité dans cette situation tout à fait conflictuelle que s'engage le débat agricole sous la présidence française.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) 1 ECU = 6,89 F.

INDUSTRIE

Les banques négocient leur participation au sauvetage de La Chapelle-Darblay

Les négociations se poursuivent pour boucler, dans le courant du mois de janvier, le montage financier permettant le sauvetage de l'entreprise papetière La Chapelle-Darblay. L'enveloppe globale serait de 3,2 milliards de francs, couvrant pour environ 2,7 milliards les investissements nécessaires à la relance de la production de papier et pour quelques centaines de millions la dotation en fonds de roulement ainsi que le financement des pertes de l'entreprise, qui est en liquidation judiciaire depuis décembre 1980.

Le caractère tardif de cette négociation s'explique par le fait que le plan initial du groupe néerlandais Parenco, chargé de gérer La Chapelle-Darblay, a été modifié en décembre 1983, suite à la pression syndicale exercée sur l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime). En sauvant cinq cents emplois supplémentaires, on alourdissait aussi la facture des investissements d'environ 600 millions de francs.

Dès lors, les épures étaient à revoir. La part de l'Etat serait de 2,3 milliards. Reste à trouver dans le secteur bancaire environ 1 milliard de francs, et à déterminer dans cette enveloppe la participation du Crédit national, qui se fait, semble-t-il, tirer l'oreille. Paribas, qui fut actionnaire de La Chapelle-Darblay avant sa déconfiture, a été sollicité par les pouvoirs publics, au-delà de sa contribution au plan de financement avec les autres banques, pour entrer dans le capital de la nouvelle société Parenco-France, qui contrôlerait, indirectement, la société nouvelle d'exploitation Chapelle-Darblay.

Paribas et les pouvoirs publics sont convenus que cette participation serait symbolique, ne dépassant pas en tout état de cause 15 %. Dans ce projet encore, Parenco-France serait détenu pour 34 % par M. John Kila, P.-D.G. de Parenco, personnellement, et le reste par des intérêts français, comme Paribas par exemple.

C'est cette nouveauté par rapport au plan initial, dans lequel il était prévu que la société hollandaise Parenco serait directement concernée par la gestion de La Chapelle-Darblay, qui susciterait les réserves des groupes bancaires appelés à participer au financement. Des sommes considérables seront engagées, sans qu'un contrôle sérieux puisse, dans ces conditions, être exercé sur leur devenir, dit-on dans les milieux bancaires.

● **Alcan veut racheter le secteur aluminium d'Arco.** — Un accord de principe a été signé par la société canadienne Alcan pour le rachat du secteur aluminium de la firme des Etats-Unis Atlantic Richfield (Arco). La transaction porterait sur près de 1 milliard de dollars canadiens (6,8 milliards de francs). Alcan, qui détient déjà 11 % du marché américain, attend une autorisation des autorités chargées de l'application les lois antitrust pour reprendre ses activités d'électrolyse et de laminage dans le Kentucky et l'Indiana.

AGFA-GEVAERT TENTE D'ENDIGUER L'OFFENSIVE FUJI SUR LE MARCHÉ DE LA PHOTO

Le groupe allemand Agfa-Gevaert (photographie, chimie, bandes magnétiques, reprographie) vient d'annoncer une double offensive sur le marché de la photo. Offensive technologique : Agfa va lancer dans les prochains jours une vaste gamme de nouveaux produits (films couleurs à haute sensibilité). Offensive commerciale : Agfa a amené le CEFIC (Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique) à déposer une plainte antidumping auprès de la C.E.E. contre les fabricants de papiers photographiques japonais. Enfin Agfa, qui dépend de la société Bayer (R.F.A.), abandonne la priorité qu'elle donnait au marché européen — allemand, surtout, — pour développer une stratégie internationale (Agfa abandonne, notamment, certains procédés spécifiques de développement et de tirage et adopte des systèmes compatibles avec ceux de ses concurrents, Kodak, Fuji, 3 M, Konika).

● **Restructuration de la distribution de Cegedur-Pechiney.** — Cegedur-Pechiney, qui avait pris le contrôle de Brossette-Aluminium (devenue Almet), de France-Aluminium et de Scodal, vient de décider de réunir ces trois sociétés de distribution sous le nom d'Almet.

EN BREF

RETARDS POUR LES CONTRIBUABLES MENSUALISÉS

Beaucoup de contribuables ayant choisi de payer leur impôt sur le revenu par prélèvements mensuels n'ont pas reçu l'échéancier de ces prélèvements pour 1984, échéancier dont ils auraient dû normalement disposer en décembre. Ainsi, certains contribuables verront leur compte (bancaire ou postal) débité sans avoir, au préalable, été avertis des sommes dues.

Ce retard de l'administration peut être très gênant pour certains contribuables, notamment pour ceux qui ont changé de situation fiscale ou ont opté, cette année, pour le prélèvement mensuel. Le secrétaire d'Etat au budget a fourni, dans un communiqué, l'explication suivante :

« Les dispositions nouvelles adoptées dans la loi de finances pour 1984 ont apporté des modifications dans le calcul des prélèvements mensuels d'impôt sur le revenu, qui ont entraîné un léger retard dans l'envoi des échéanciers de prélèvements de 1984.

» Ces échéanciers sont déjà parvenus aux contribuables concernés dans plus de la moitié des régions, et sont actuellement en cours d'acheminement dans les autres.

» Il est rappelé aux contribuables mensualisés que la loi de finances pour 1984 prévoit que le montant du prélèvement mensuel sera égal au dixième de l'impôt 1983, majoration exceptionnelle comprise, et qu'il comprendra, en outre, un prélèvement égal au dixième de la contribution sociale de 1 % payée en 1983.

» Les dates de prélèvement s'échelonnent entre le 9 et le 17 janvier. »

LA PREMIERE EXPERIENCE DE CARTE BLEUE A « PUCE » ELECTRONIQUE VA ETRE LANCEE

Le groupement de la Carte bleue (3,8 millions de cartes de paiement en service) a annoncé qu'une première formule de carte « mixte », comportant à la fois les pistes magnétiques classiques et une « puce » électronique allait être expérimentée dans la région de Blois.

Dans cette ville, en effet, se déroule, depuis février 1983, une expérience de carte à mémoire, c'est-à-dire dotée d'un micro-processeur de la taille d'un ongle, incrusté dans la carte, permettant à la fois l'identification du porteur et l'enregistrement d'un certain nombre de données : achats auprès des commerçants, renseignements divers. Cette expérience, qui met en jeu plusieurs banques, s'effectue sous l'égide de la direction générale des télécommunications.

LA REDOUTE SE SÉPARE DE DEUX DE SES DIRECTEURS

Deux directeurs généraux adjoints de La Redoute-Catalogue, — MM. Michel Pecqueraux et Daniel Richebraque, — quittent l'entreprise. M. Pecqueraux était le responsable des opérations (informatique et exploitation), M. Richebraque avait la charge du secteur commercial (achats, publicité...). Ils ne seront pas remplacés.

C'est M. Jean-Claude Sarrazin, directeur général de La Redoute-catalogue, qui reprend les responsabilités de ses deux anciens collaborateurs. Les décisions relatives à la gestion de la firme seront ainsi prises plus rapidement.

Ces modifications dans la direction de La Redoute-Catalogue laissent entrevoir de nouveaux rapprochements entre la firme et d'autres sociétés de ventes sur catalogue qui travaillent soit en France, soit à l'étranger, aux États-Unis notamment. — A. T.

● **Les constructeurs français d'automobiles et les initiatives de M. Michel Leclerc.** — Renault et P.S.A. ont démenti, le 9 janvier, avoir exercé des pressions sur l'entreprise qui assure le transport des voitures achetées par M. Michel Leclerc en Belgique. M. Leclerc avait indiqué que son transporteur avait dû déclarer forfait, menacé de boycottage par les constructeurs s'il acceptait de travailler pour lui. Les deux groupes font remarquer qu'ils possèdent leurs propres réseaux de transport et ne recourent qu'exceptionnellement aux services d'entreprises extérieures.

PROGRESSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN R.F.A.

L'indice de la production industrielle en R.F.A. a enregistré une hausse de 1,4 % en novembre par rapport à octobre. En un an (novembre 1983 comparé à novembre 1982), l'indice a progressé de 5,5 %. Mais la production industrielle n'a toujours pas retrouvé son niveau maximal de 1980.

● **L'accord international sur le jute est entré — provisoirement — en vigueur le 9 janvier.** — A la fin de décembre 1983, cinq pays producteurs — Bangladesh, Inde, Thaïlande, Népal, Chine, — représentant 99 % des exportations, avaient adhéré à l'accord, qui porte sur les fibres brutes de jute et les pièces tissées. Du côté des importateurs, seize pays seulement, représentant 41 % des importations, ont adhéré à l'accord ; d'où son entrée en vigueur provisoire, en attendant que soit atteint l'objectif minimum de 65 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −		Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	8,6765	8,6785	+ 165	+ 215	+ 300	+ 365	+ 840	+ 980
$ can.	6,9213	6,9245	+ 118	+ 169	+ 237	+ 299	+ 695	+ 818
Yen (100)	3,6976	3,7001	+ 187	+ 216	+ 342	+ 379	+ 1031	+ 2003
DM	3,0524	3,0545	+ 163	+ 186	+ 298	+ 331	+ 863	+ 923
Florin	2,7200	2,7218	+ 141	+ 170	+ 262	+ 291	+ 777	+ 835
F.B. (100)	14,9776	14,9849	+ 191	+ 309	+ 269	+ 438	+ 616	+ 966
F.S.	3,8383	3,8400	+ 298	+ 327	+ 538	+ 571	+ 1519	+ 1599
L. (1 000)	5,0363	5,0386	− 202	− 131	− 360	− 277	− 1183	− 1035
£	12,0976	12,1065	+ 267	+ 367	+ 508	+ 629	+ 1472	+ 1715

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 3/8	9 3/4	9 1/2	9 7/8	9 5/8	10	9 15/16	10 5/16
DM	5 7/16	5 13/16	5 9/16	5 15/16	5 5/8	6	6 1/16	6 7/16
Florin	5 5/8	6 1/8	5 11/16	6 1/16	5 3/4	6 1/8	6	6 3/8
F.B. (100)	8 3/4	9 3/4	9 3/4	10 3/4	10 1/4	11 1/4	10 3/4	11 3/4
F.S.	1 1/4	2	3 1/16	3 7/16	3 5/16	3 11/16	3 7/8	4 1/4
L. (1 000)	15 1/4	16	15 1/4	16 1/4	15 1/2	16 1/2	16 1/2	17 1/2
£	8 15/16	9 5/16	9 1/16	9 7/16	9 1/8	9 1/2	9 7/16	9 13/16
F. franç.	12 1/16	12 3/16	12	12 1/2	12 1/4	12 3/4	13 1/2	14

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



TECHNOCIC

Société d'investissement à capital variable

Le Crédit industriel et commercial, associé aux banques du Groupe CIC ainsi qu'à la Banque française du commerce extérieur, au Groupe des assurances nationales, et avec le concours de plusieurs sociétés industrielles, a décidé de créer une société d'investissement à capital variable, TECHNOCIC, dont l'orientation priviligiéra les activités de haute technologie. TECHNOCIC est destinée aux investisseurs institutionnels et aux particuliers qui recherchent un placement privilégiant la valorisation d'un portefeuille composé principalement d'actions de sociétés, françaises ou étrangères, susceptibles de connaître un développement important, ou d'accroître leurs parts de marché à la suite d'innovations technologiques.

La Sicav TECHNOCIC, qui sera présidée par M. Michel Richou, directeur adjoint du Crédit industriel et commercial, sera ouverte au public le 16 janvier 1984, avec un capital initial de 50000000 F.

ARBED

MM. les actionnaires de la Société Anonyme ARBED sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 25 janvier 1984, à 14 heures, au siège social, avenue de la Liberté, à Luxembourg, à l'effet de délibérer sur les objets suivants :

ORDRE DU JOUR

1. Autorisation pour le Conseil d'administration d'émettre un ou plusieurs emprunts convertibles subordonnés aux conditions et limites définies par la deuxième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 16 septembre 1983, en sus de ceux autorisés par ladite résolution, pour un montant complémentaire de cinq milliards deux cent cinquante millions (5 250 000 000) de francs.
2. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant maximal de sept milliards neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille (7 999 999 000) francs pour le porter de son montant actuel de dix milliards deux cents millions et mille (10 200 001 000) francs à un montant maximal de dix-huit milliards deux cents millions (18 200 000 000) de francs, par la création et l'émission d'un nombre maximal de deux millions deux cent quatre-vingt-cinq mille sept cent quatorze (2 285 714) parts sociales nouvelles sans désignation de valeur nominale, privilégiées à partir de leur souscription et libération par voie de conversion des obligations convertibles subordonnées à créer en vertu de la résolution de l'Assemblée générale du 16 septembre 1983 et de la résolution proposée sous 1. ci-dessus.

   En conséquence, le premier alinéa de l'article 6 des statuts est modifié comme suit :

   « Art. 6. Le capital souscrit est fixé à dix milliards deux cents millions » et mille (10 200 001 000) francs ; il est représenté par deux millions » deux cent mille (2 200 000) parts sociales ordinaires sans désignation » de valeur nominale et sept cent quatorze mille deux cent quatre-» vingt-six (714 286) parts sociales privilégiées dans la mesure précisée à » l'article 38 des statuts, sans désignation de valeur nominale. Le capital » autorisé est de dix-huit milliards deux cents millions de francs. »
3. Modification du deuxième alinéa du nº 3 de l'article 38 des statuts pour lui donner la teneur suivante :

   « Pendant les dix premiers exercices à compter de celui de leur libération, » il est payé aux parts sociales privilégiées créées par suite des résolutions » des assemblées générales extraordinaires des 16 septembre 1983 et 25 » janvier 1984 un dividende prioritaire annuel brut de cent quarante » (140) francs. »
4. Confirmation des pouvoirs conférés au Conseil d'administration pour la réalisation des opérations visées ci-dessus.

Le Conseil d'administration a l'honneur de rappeler à Messieurs les actionnaires que, pour pouvoir faire partie de l'assemblée, ils auront à se conformer à l'art. 40 des statuts.

Le dépôt des parts sociales pour cette assemblée pourra être effectué jusqu'au 19 janvier 1984 inclus, soit cinq jours avant l'assemblée, dans un des établissements ci-après :

Dans le Grand-Duché de Luxembourg :

1) au siège social, avenue de la Liberté, à Luxembourg ;
2) à la Banque Internationale du Luxembourg, à Luxembourg ;
3) à la Banque Générale du Luxembourg, à Luxembourg ;
4) au Crédit Lyonnais, à Luxembourg ;
5) à la Caisse d'Epargne de l'Etat, à Luxembourg ;
6) à la Kredietbank S.A., à Luxembourg ;
7) à la Société Générale Alsacienne de Banque, à Luxembourg ;
8) au Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, à Luxembourg.

En France :

1) au Crédit Lyonnais, 19 boulevard des Italiens, à Paris ;
2) à la Banque de l'Union Européenne, 4 et 6 rue Gaillon, à Paris ;
3) au Crédit du Nord, 50 rue d'Anjou, à Paris ;
4) à la Société Générale, 29 boulevard Haussmann, à Paris.

Les procurations devront être parvenues au plus tard le 21 janvier 1984 au siège de la société.

Luxembourg, le 5 janvier 1984

Le Conseil d'administration :
Emmanuel TESCH, président

AFFAIRES

La guerre mondiale de la communication

(Suite de la première page.)

Gagner la guerre contre un modèle industriel nippon, qui durant les années 70 a fait preuve d'une apparente invincibilité ? Vaincre l'Europe, un partenaire certes moins redoutable mais où les Etats épaulent et financent leurs industries nationales ? Ce pari pouvait, en 1980, sembler difficile à tenir pour une Amérique en pleine crise. La « désindustrialisation » y est réelle, la productivité dramatiquement faible, les salaires en comparaison élevés, des pans entiers de potentiel économique se délabrent. Même les secteurs de haute technologie sont atteints. Les Japonais, en quelques années, ont pris 15 % du marché américain de la bureautique, 40 % de celui de l'électronique grand public, 100 % pour les magnétoscopes, 10 % du secteur si sensible des composants.

Les Américains vont relever le gant et mettre en place une stratégie d'une redoutable efficacité, qui s'applique d'abord à chacun des secteurs – informatique, télécommunications, circuits intégrés, robotique, électronique militaire, – mais aussi et surtout à l'ensemble des communications. Ce n'est pas là l'un des moindres paradoxes que de voir le champion du libéralisme appliquer une véritable politique industrielle passant par une coordination au plus haut niveau, c'est-à-dire une intervention de l'Etat. Qu'on en juge !

Une stratégie industrielle agressive

Le ministère de la défense (DOD) finance à hauteur de 300 millions de dollars le programme V.H.S.I.C. *(Very High Speed Integrated Circuits)* dont l'objectif est de lancer la future génération de circuits intégrés et de prendre les Japonais de vitesse. Une douzaine de firmes sont concernées, dont I.B.M., A.T.T., Motorola. Plus globalement, le DOD accroît régulièrement de 15 % par an ses achats d'équipements électroniques dans le cadre de son programme C 3 (Communications, Control, Command). On peut estimer ces dépenses à 100 milliards de dollars entre 1982 et 1985 ! Une part importante (800 millions de dollars en 1981) revient de droit aux petites entreprises de robotique, d'informatique ou d'opto-électronique. Il s'agit en effet d'une obligation. Le gouvernement fédéral a fait adopter le Small Business Innovation Research Act, en juillet 1982, qui contraint chaque ministère à consacrer 1,25 % de son budget à passer des commandes aux petites entreprises, dès lors que la dépense dépasse 100 millions de dollars. Les Etats-Unis savent compter sur leurs P.M.I. innovatrices.

Sur les grandes entreprises également. L'administration Reagan, dont les positions ultra-libérales sont mises en avant, va considérer désormais que le secteur des technologies de pointe mérite des assouplissements importants des lois antitrusts, cheval de bataille des théories néo-classiques. Les poursuites antitrusts contre le géant de l'informatique I.B.M. sont abandonnées au début 1982. Face à la concurrence du Japon, la Federal Trade Commission a fermé les yeux sur l'entrée du même I.B.M. dans le capital du fabricant de circuits intégrés Intel. Le département de la justice autorise désormais les sociétés conjointes *(joint ventures)* de recherche et de développement dans l'électronique.

D'autre part, le ministère du commerce multiplie les accusations de dumping contre les Japonais dans les circuits intégrés et les télécommunications, et engage une campagne politique pour l'ouverture du marché nippon des télécommunications aux firmes américaines. Mais quand Fujitsu remporte un appel d'offre d'A.T.T. sur des fibres optiques, en 1981, le gouvernement intervient pour lui retirer le contrat. Fujitsu porte plainte auprès de la Federal Commission of Communications. Sa plainte est rejetée.

Reconquête

Dans les logiciels, l'informatique, la robotique, les télécommunications, bref sur tous les fronts, des changements structurels visent à accélérer l'innovation. Cette politique s'appuie sur les P.M.I. pour créer l'innovation et sur les géants pour en faire une diffusion de masse. Les deux se complètent, les deux sont aidés. A ces actions spécifiques pour l'électronique s'ajoutent celles, plus générales, dont profitent les entreprises américaines : la mobilisation aisée de capitaux frais – dont le célèbre capital-risque californien ne représente que la partie la plus connue – et les changements apportés dans la réglementation du travail. La première centrale syndicale, l'A.F.L.-C.I.O., a perdu 800 000 adhérents entre 1981 et 1983 (2) et un nombre considérable de conventions salariales ont été revues en baisse.

Déjà, cette politique donne des résultats. Pendant que les Européens se disputent entre eux le droit d'être les sous-traitants des fabriquants japonais de magnétoscopes, les firmes américaines, qui ne fabriquent aucun de ces appareils, lancent les jeux vidéo et les micro-ordinateurs. Une bonne partie du terrain de l'électronique grand public est ainsi reconquise. Dans les circuits intégrés, les Américains avaient été dépassés par les Japonais sur les mémoires 16 K. Ils ont comblé en partie leur retard sur la génération actuelle (les 64 K) et sont apparemment en avance sur la suivante (les 256 K). Dans le domaine des logiciels, quantité de petites firmes performantes ont vu le jour tandis qu'A.T.T. impose une nouvelle norme mondiale (UNIX). I.B.M., de son côté, regagne des points sur Fujitsu au Japon même.

Mais les Américains n'ignorent pas que, lorsqu'on se cantonne aux batailles sectorielles, les victoires restent fragiles. La main-d'œuvre japonaise, aussi qualifiée que celle des Etats-Unis, reste meilleur marché, surtout avec un dollar fort. Même si l'Amérique innove et robotise à tout va ses usines, la démonstration a été faite dans les années 70 de la formidable capacité des industriels nippons à gagner ce genre de batailles, dès lors qu'elles sont engagées sur le terrain de la productivité. Les relations Etat-industrie demeurent si efficaces au Japon que le modèle américain peut à tout moment être dépassé à nouveau.

La convergence des technologies électroniques va donc permettre d'ouvrir un nouveau front. Les différents équipements électroniques (robots, ordinateurs, téléphones, machines de traitement de texte) se connectent peu à peu entre eux grâce aux réseaux de télécommunication numériques. Les frontières traditionnelles entre informatique, télévision et télécommunication s'estompent. Celui qui contrôlera les réseaux, leurs structures et leurs normes, prendra un avantage déterminant. Le démantèlement d'A.T.T., le 1er janvier 1984, marque le début de la « guerre des réseaux ».

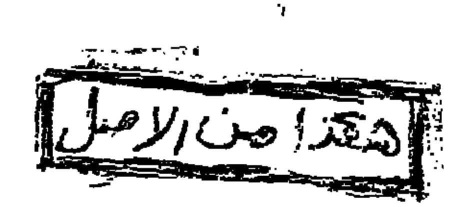
ERIC LE BOUCHER
et J.-M. QUATREPOINT

Prochain article :

LE CHOC DE LA DÉRÉGLEMENTATION

(2) William H. Davidson, *op. cit.*





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

10 janvier

Consolidation

Après quatre séances de hausse, la Bourse de Paris s'est employée mardi à consolider ses positions. Elle y est parvenue sans difficulté et l'indicateur instantané, un moment en recul de 0,4 %, s'établissait à la clôture à 0,04 % au-dessus de son niveau précédent. Les valeurs, qui, la veille, étaient encore ou de nouveau en flèche, ont légèrement décroché. En revanche, celles demeurées en retrait se sont avancées.

Les cotations, du reste, se sont déroulées à ce rythme de bascule. « Très bien », disait un professionnel. « Demain et après-demain, on baissera un peu et ça repartira. »

La fièvre boursière n'est pas seulement française. Partout, les records tombent en cascade, à Londres, à New-York, à Francfort, à Tokyo, à Amsterdam même, qui la semaine passée fit encore mieux que Paris.

« L'engouement pour les actions est général parce que dans tous les pays, des mesures sont prises en faveur des entreprises », assurait un gérant de portefeuille. Et plus les marchés sont étroits, comme c'est le cas ici, plus les mouvements de hausse prennent de l'ampleur. C'est l'effet de goulot, l'abondance de l'argent disponible accentuant encore le phénomène.

Fermeté persistante de la devise-titre en liaison avec la fièvre du dollar. L'on a traité entre 11,14 F et 11,20 F contre 11,08 F-11,20 F, c'est-à-dire au plus haut de toujours. La prime par rapport au dollar commercial atteint 29,5 %. Au mois d'août 1983, elle avait dépassé 36 %.

Légère reprise de l'or à Londres, avec l'once à 367,50 dollars contre 365,25 dollars.

A Paris, le lingot a regagné 1 300 f à 102 900 F, et le napoléon 1 F, à 650 F.

Le volume des transactions a augmenté : 10,95 millions de francs contre 7,33 millions de francs.

NEW-YORK

Coup d'arrêt à la hausse

Wall Street n'a pas tenu lundi la distance. Après un démarrage en trombe, qui lui avait permis de pulvériser son record d'altitude avec le « Dow » à 1 290,51, le marché a fait volte-face et les cours se sont repliés.

Toutefois, durant la seconde moitié de la séance, le terrain reperdu fut pratiquement regagné et, à la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 286,22, soit à 0,42 point en dessous de son niveau du vendredi précédent.

Le bilan de la journée a été pratiquement équilibré. Sur 2 057 valeurs traitées, 804 ont monté, 849 ont baissé et 404 n'ont pas varié.

Réaction technique à la hausse de ces derniers jours ? Hypothèse plausible. Les professionnels le disaient autour du « Big Board ». Quoi qu'il en soit, le marché a fait preuve d'une assez remarquable résistance.

En dehors de la légère détente observée sur le front des taux d'intérêt avec la légère baisse des Bons du Trésor, les investisseurs n'ont eu à connaître aucune information de nature à modifier leur comportement. Certains ont commencé à prendre leurs bénéfices, tandis que d'autres complétaient leurs emplettes.

L'activité s'est ralentie, et 107,1 millions de titres ont changé de mains contre 137,6 millions.

VALEURS	Cours du 6 janv.	Cours du 9 janv.
Alcoa	47 1/8	47 7/8
A.T.T.	66 1/8	66
Boeing	47 5/8	47 3/4
Chase Manhattan Bank	48 1/4	48 1/8
Du Pont de Nemours	52 1/2	52
Eastman Kodak	75	75 7/8
Exxon	37 1/4	37 1/8
Ford	45	45 1/2
General Electric	58	57 7/8
General Foods	52 1/8	53 1/8
General Motors	78 3/8	79 7/8
Goodyear	31	31 1/4
I.B.M.	123 5/8	123 1/4
I.T.T.	46 3/4	46 1/8
Mobil Oil	28 3/4	29
Pfizer	37 3/4	37
Schlumberger	49 3/4	49 3/4
Texaco	36	37
U.A.L. Inc.	39	39
Union Carbide	64 1/4	64 1/2
U.S. Steel	33 1/8	32 3/4
Westinghouse	56 3/4	55 3/4
Xerox Corp.	50 3/4	50 7/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DE BEERS. – Après deux années de baisse, les ventes de la Central Selling Organization (C.S.O.), organisme du groupe chargé du négoce des diamants, ont très sensiblement augmenté en 1983. Elles ont atteint 1 599 millions de dollars (+ 27,2 %), mais n'ont pas, toutefois, retrouvé leur niveau record de 1980 (2 723 millions de dollars). Pour partie, ce redressement a été obtenu durant le premier semestre, un certain ralentissement s'étant manifesté durant la seconde partie de l'année.

Les ventes de grosses pierres restent affectées par la récession. Mais la reprise enregistrée dès 1982 sur le marché des petites pierres (moins de 1 carat) s'est accélérée, s'étendant aux gemmes de taille moyenne.

D'après certains analystes, les stocks de la De Beers, déjà fortement accrus l'année précédente (+ 93,9 % à 832,3 millions de rands), seraient encore en augmentation. Pour 1984, De Beers prévoit une poursuite de la reprise, surtout en Europe. Mais tout dépendra, selon eux, de l'évolution des taux d'intérêt.

7 % 1973. – Le montant du coupon de cet emprunt d'État détachable le 16 janvier prochain s'élève à 688,13 F par titre de 1 000 F nominal. Un an auparavant, il était de 504,92 F et, en janvier 1981, il atteignait 603,09 F. Au total, l'État va devoir débourser 4,47 milliards de francs, 6,5 millions de titres étant en circulation.

CLUB MÉDITERRANÉE. – L'arrêté provisoire des comptes pour l'exercice clos le 31 octobre 1983 fait ressortir un bénéfice net non consolidé de 196,92 millions de francs, en progression de 22,27 %. Le coefficient de remplissage a cependant baissé d'une année sur l'autre (68,55 %, contre 71,27 %). D'après le communiqué du Club, la progression des résultats s'explique par une réduction des impôts en France et l'amélioration du solde des postes du compte « profits et pertes » liée aux résultats des filiales.

HITACHI. – Le bénéfice net consolidé pour le premier semestre de l'exercice s'achevant le 31 mars prochain progresse de 10,7 % à 79 424 millions de yens pour un chiffre d'affaires de 2 091 milliards de yens, accru de 8 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1983)

	6 janv.	9 janv.
Valeurs françaises	104,2	105,7
Valeurs étrangères	102,5	103,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1983)

	6 janv.	9 janv.
Indice général	163,7	165,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 10 janvier .... 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9 janv.	10 janv.
1 dollar (en yens)	232,95	234,05

BOURSE DE PARIS Comptant 10 JANVIER

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 650	8 592	8 400	8 800
Allemagne (100 DM)	305 170	306 750	293	313
Belgique (100 F)	14 981	14 987	14 200	15 300
Pays Bas (100 fl.)	272 070	272 670	259	279
Danemark (100 krd)	84 370	84 500	80	88
Norvège (100 k)	108 930	108 770	104	111
Grande-Bretagne (£ 1)	12 077	12 076	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 420	8 425	7 250	9 500
Italie (1 000 lires)	5 038	5 054	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	383 680	384 700	371	392
Suède (100 krs)	105 320	105 200	99	106
Autriche (100 sch)	43 290	43 360	42 300	44 300
Espagne (100 pes.)	5 350	5 339	4 900	5 500
Portugal (100 esc.)	6 285	6 290	5 400	6 600
Canada ($ can 1)	6 910	6 874	6 720	7 060
Japon (100 yens)	3 714	3 694	3 570	3 730

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/1
Or fin (kilo en barre)	101600	103000
Or fin (en lingot)	101600	102900
Pièce française (20 fr)	649	650
Pièce française (10 fr)	441	.....
Pièce suisse (20 fr)	620	626
Pièce latine (20 fr)	615	615
Souverain	760	761
Pièce de 20 dollars	4000	4000
Pièce de 10 dollars	1822 50	1830
Pièce de 5 dollars	1055	.....
Pièce de 50 pesos	4050	4070
Pièce de 10 florins	640	637

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

LE MONDE DES SCIENCES

CULTURE

ÉCONOMIE

● *Un démenti de la R.D.A.* – La R.D.A. a catégoriquement démenti des informations des services de sécurité français et ouest-allemand selon lesquelles le terroriste vénézuélien « Carlos » aurait séjourné récemment ou serait encore à Berlin-Est. – *(A.F.P.)*

Le numéro du « Monde » daté 10 janvier 1984 a été tiré à 517 962 exemplaires

A B C D E F G

Mort du prince Souvanna Phouma ancien premier ministre du Laos

Le prince Souvanna Phouma, ancien premier ministre du Laos avant l'instauration du régime communiste, en 1975, est décédé le mardi 10 janvier à Vientiane, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, a annoncé l'agence officielle laotienne K.P.L. captée à Bangkok.

L'agence a précisé que la santé du prince, qui occupait un poste de conseiller du gouvernement communiste, avait décliné ces dernières années. Le décès du prince Souvanna Phouma, demi-frère du président de l'Etat du Laos, le prince Souphanouvong, a été annoncé dans un communiqué de presse du conseil des ministres de Vientiane. – *(A.F.P.)*

Il avait l'air bonhomme lorsqu'au faîte du pouvoir, il recevait, dans sa villa proche du Mékong, à Ventiane. Il apparaissait comme l'homme du compromis, mais, pour ses frères séparés du Pathet-Lao, il était celui qui avait permis les terribles bombardements américains. Conservateur, il ne s'alignait pas pour autant sur l'extrême droite. Il fut jusqu'en 1975 l'homme indispensable, à qui l'on fit appel à chaque fois qu'il fallait sortir la « crise laotienne » de son bourbier.

Il était né à Louang-Prabang, la capitale royale, en 1901. Son père, le prince régent Ouphat Boun Khong, eut onze femmes : l'une d'elles, la princesse Thongsy, eut plusieurs enfants, dont Souvanna Phouma. C'est la onzième épouse, une roturière, qui donna naissance au prince Souphanouvong, en 1912.

Comme tant d'autres personnalités du Sud-Est asiatique, Souvanna Phouma doit peut-être aux Japonais d'être entré dans l'action politique. Tokyo favorisa, on le sait, lors de son *blitzkrieg*, les révoltes nationalistes contre les colonisateurs européens, mais il les contint pour les mettre à son service au sein de sa « sphère de coprospérité ». Le Laos ne fut pas épargné. Les Nippons trouvèrent un allié à Louang-Prabang en la personne du prince Petsarath, qui allait proclamer l'indépendance du royaume. Souvanna Phouma entra en 1945 dans le gouvernement, le cabinet *Lao Isara* (« Laos libre »). Souphanouvong, déjà lié à Ho Chi Minh, contribuait à donner à cette équipe une orientation de gauche. Les mots « Pathet Lao » (« État du Laos ») apparurent alors dans le vocabulaire politique.

Cependant, après les hostilités, les Français reviennent en force. Paris place le pays sous la direction nominale du roi de Louang-Prabang, souverain constitutionnel. Mais la tutelle coloniale n'est pas levée. La plupart des leaders laotiens se réfugient à Bangkok.

Un neutraliste

Souphanouvong et ses amis optent pour la lutte armée. Souvanna Phouma va se rallier à l'Union française : le 19 juillet 1949, le Laos devient un État associé. Souvanna Phouma rentre alors à Vientiane.

Ministre des travaux publics en 1950, Souvanna Phouma remporte à la tête de son parti progressiste les élections de 1951. Le roi le nomme alors chef du gouvernement. Le 22 octobre 1953, le royaume accède à l'indépendance totale.

L'indépendance n'est pas la paix en ces temps de déchirements et alors que, tout près de la frontière laotienne, a commencé le siège de Dien-Bien-Phu. Le régime de Vientiane glisse à droite, alors que le Pathet-Lao cherche à se faire reconnaître sur les bords du lac Léman comme le représentant du pays. Il n'y parvient pas, mais la La gauche devra progressivement être intégrée à la vie politique du royaume. En fait, le Pathet Lao se voit accorder l'administration de deux provinces avec, comme arrière-pays, la Chine et le Vietnam du Nord communistes.

A l'automne de 1954, Souvanna Phouma se démet de ses fonctions : son neutralisme proclamé ne peut s'accommoder du jeu américain qui de développe dans le Saigon de Ngo Dinh Diem, à Bangkok comme à Manille, où est signé le traité de l'OTASE. Le Pathet Lao se transforme en parti, le Néo Lao Laksat, ou Front patriotique laotien, pour faciliter les négociations politiques et la réunification du royaume. A la fin de 1955, le parti de Souvanna Phouma a remporté les élections : le prince reprend la tête du gouvernement ; au printemps de 1956, un accord est finalement signé avec la gauche ; Pékin et Moscou s'engagent à respecter la neutralité du régime.

Le compromis ne va pas durer : les clans de droite soutenus par les Américains réagissent, contraignent, en juillet, Souvanna Phouma à la démission et placent à la tête du gouvernement Phoui Sananikone, qui emprisonne aussitôt plusieurs chefs de la gauche dont Souphanouvong et ouvre toutes grandes les portes aux « conseillers » américains. Souvanna Phouma est alors nommé ambassadeur en France. Il assistera, impuissant, à l'éclatement de la coalition, et, en décembre 1959, au putsch des généraux menés par Phomi Nosana.

En mai 1960, Souphanouvong s'évade et rejoint ses troupes. Apparaît alors sur la scène politique un jeune capitaine de parachutistes, Kong Le, qui se réclame de la politique de neutralité définie par les accords et prend le pouvoir avant qu'en août le roi nomme, une fois encore, Souvanna Phouma à la tête du gouvernement. C'est compter sans l'action américaine. En décembre, Souvanna Phouma doit se sauver à Phnom-Penh, laissant le champ libre aux partisans de la lutte à outrance contre les communistes et les neutralistes.

A la suite de compromis très provisoires entre les Grands, les trois princes laotiens se rencontrent en avril-mai 1961 : il s'agit de Souvanna Phouma – au « centre », – de Souphanouvong et de Boun Oum, prince féodal du Sud. De cette rencontre sortira la conférence de Genève, mais il faut attendre le 23 juillet 1962 pour que le traité international soit signé. Une fois encore, Souvanna Phouma apparaît comme l'unificateur, l'homme du centre. C'est lui qui dirige le gouvernement de coalition.

« Conseiller du gouvernement »

Cependant, la droite repart à l'offensive. En avril 1963, elle fait assassiner à Vientiane Quinim Pholsena, le ministre des affaires étrangères, et un an plus tard la C.I.A. incite le général Kouprasith à faire un coup d'Etat à Vientiane. Complètement débordé, n'ayant que les commandes nominales, Souvanna Phouma reste cette fois dans sa capitale et tire un trait sur son passé neutraliste : il fera donc la politique des Américains, ou bien la « couvrira ». Les trois princes se rencontreront certes pendant l'été à La Celle-Saint-Cloud, mais, les documents du Pentagone l'ont abondamment montré, Washington a donné l'ordre à ses agents de prévenir tout accord.

La guerre du Laos va donc se développer et saigner à blanc le royaume.

Il faudra la « percée » définitive des négociations entre Américains et Vietnamiens pour que se débloque la situation. Les entretiens de Vientiane en 1972 suivent sans grande originalité la courbe des discussions de Paris. La paix – ou ce qui en tient lieu... – une fois revenue à Saigon, le cessez-le-feu peut intervenir au Laos : l'accord est signé le 13 février 1973. Progressivement, les nouvelles institutions politiques se mettent en place. Après dix ans d'absence, le prince Souphanouvong regagne Vientiane le 3 avril 1974. Souvana Phouma dirige le gouvernement d'union national ; son demi-frère, le conseil politique national de coalition, auquel il impose rapidement son programme avant de le faire entériner par le cabinet.

Soudain, au printemps de 1975, les événements se précipitent en Indochine : les révolutionnaires prennent le pouvoir à Phnom-Penh, puis à Saigon. Les conséquences ne se font pas attendre au Laos : la gauche déborde sans effusion de sang les maigres réduits de la droite. Puisqu'il n'y a plus de droite, il n'y a plus de centre, et le Prince Souvana Phouma perd sa raison d'être politique. Il voit se terminer dans le calme sa « mission historique ». C'en est fini des anciennes rivalités ; c'en est fini du roi, et donc des princes. Sauf de Souphanouvong, le « pince rouge ».

Considérant qu'il a, de lui-même, décidé d'abandonner le pouvoir, le Congrès national des représentants du peuple nomme Souvanna Phouma, le 2 décembre 1975, conseiller du gouvernement. Le vieux monsieur de Vientiane, qui continuait d'habiter sa confortable villa des bords du Mékong avouait que la vie était difficile mais supportable, dénonçant la mauvaise propagande qui poussait nombre de ses compatriotes à fuir vers l'étranger.

Sur le vif

Ne vous gênez pas !

Je ne sais pas ce qu'il ont, les Parisiens, depuis quelque temps, ils sont irritables, ils se fâchent pour un rien. Samedi, en fin d'après-midi, je prends ma voiture pour aller faire le tour des magasins. Je voulais échanger mes cadeaux de Noël contre d'autres un peu plus chouettes. J'arrive rue des Saints-Pères. Je me range en double file. Je ne vois pas pourquoi je me gênerais, tout le monde le fait.

Le temps de discuter avec la vendeuse qui refuse absolument de me donner un avoir, d'hésiter un petit moment entre une ceinture tête de nègre et une ceinture noire, je ressors et me retrouve à la tête d'un embouteillage colossal : 1 kilomètre de bagnoles bloquées par ma R 5. Éructantes, klaxonnantes, abandonnées par leurs conducteurs furibards et curieux de savoir pourquoi ils sont coincés, là, depuis trois quarts d'heure. Je leur désigne du menton – j'avais les bras chargés de sacs et de paquets – mes feux de détresse. Ils voient rouge. Ils m'insultent. Il y en a même un qui est devenu fou de colère, il ne savait plus ce qu'il disait : il m'a menacée d'aller chercher un agent de la circulation !

Comme s'il avait la moindre chance d'en trouver un ! Ils ne sont jamais là quand on en a besoin. En revanche, si vous restez cinq minutes de trop devant un parcmètre – ils sont surveillés avec une attention maniaque par des bataillons de contractuelles le Bic au poing, – vous êtes bon pour le P.V. Deux fois sur trois, d'ailleurs, ils sont détraqués. Ils avalent la pièce et ils ne recrachent pas le ticket. Ce qui n'empêche pas la contredanse ! Au milieu de la chaussée, par contre, impunité totale.

De toute façon, il n'y a plus moyen de se ranger le long d'un trottoir. Tout est pris : les arrêts d'autobus et de taxi, les clous, les bateaux, et, naturellement, les endroits interdits.

Même la triple file est très recherchée. Avec un peu de veine, on arrive encore à s'y garer. Une planque comme ça, quand on la tient, on ne la lâche pas. On y reste. On déjeune sur place. Non seulement ça ne coûte rien, mais, en plus, ça rapporte bien. Avant de la quitter, on téléphone à un copain pour la lui louer. Bien protégée, bien entourée de camions de livraison, de bennes à ordures, d'ambulances, de semi-remorques et de voitures banalisées, bien à l'abri d'un sabot de Denver et bien située, à l'angle de la rue de Provence et de la rue de la Chaussée-d'Antin, par exemple, elle peut aller chercher dans les 200 francs à 300 francs.

CLAUDE SARRAUTE.

Accalmie sur le dollar : 8,59 F

Une accalmie a été enregistrée le mardi 10 janvier sur le dollar, dont le cours, à Francfort, est revenu pour la première fois depuis le début de l'année à 2,8235 DM, contre 2,8332 DM de la veille, son plus haut cours de puis dix ans. Selon les cambistes, cette baisse est due aux interventions de la Bundesbank qui a vendu 42,2 millions de DM. A Paris, la monnaie américaine, qui avait touché 8,68 F, nouveau record historique, dans le courant de la matinée, contre 8,65 F le lundi 9 janvier, a rétrogradé à 8,5925 F.

En début de semaine, la spéculation avait été attisée par les déclarations des gouverneurs des banques centrales, réunis à Bâle lundi 9 janvier 1984, et qui ont réaffirmé qu'ils n'envisageaient aucune action concertée pour freiner la hausse du dollar : l'absence systématique de participation des États-Unis à une telle action la rendrait d'avance illusoire.

Seule, la Banque fédérale d'Allemagne est intervenue dans la journée du lundi 9 janvier, dépensant 300 à 500 millions de dollars, mais sans espoir de « casser » vraiment la hausse du dollar et la baisse du mark : il s'agit simplement de « lisser » le mouvement et d'empêcher des variations trop brutales. A Paris, M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, a déclaré à notre confrère *le Matin* que, dans l'immédiat, il ne serait pas nécessaire d'accentuer la rigueur, notamment sur le plan du pouvoir d'achat. Toutefois, a-t-il ajouté, *« il ne faut pas se cacher qu'une hausse forte et permanente du dollar, par rapport à un taux raisonnable (de 6,70 F à 7,60 F), aurait les mêmes effets sur notre économie qu'un choc pétrolier. J'observe que les effets négatifs de la hausse du dollar pour l'économie française ont été moins forts que prévu au deuxième semestre 1983, sans doute parce qu'ils ont été compensés par des économies d'énergie et des exportations supplémentaires. Il n'en demeure pas moins que la montée de la monnaie américaine rend plus difficile l'effort d'assainissement »*.

Le ministre a rappelé qu'une hausse de 10 % du dollar ampute de 0,5 % (0,6 % suivant l'I.N.S.E.E.) le revenu disponible des ménages.

● *L'avenir industriel du groupe Boussac.* – La direction de la Compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.S.F.) a l'intention de présenter le mercredi 11 janvier aux représentants des organisations syndicales les conclusions de la récente expertise industrielle de l'entreprise (*le Monde* du 6 janvier), a-t-on appris ce mardi, de source syndicale. Les experts préconiseraient finalement le licenciement d'environ mille neuf cents salariés d'ici à 1986, dont près de mille trois cents en 1984.

En Corse

UN PLASTIQUEUR EST TUÉ PAR SA CHARGE D'EXPLOSIF

L'un des auteurs des neuf attentats à l'explosif, qui ont été commis dans la nuit du lundi 9 au mardi 10 janvier, dans trois localités de Corse-du-Sud, a été tué à Capo-di-Muro, à la pointe sud du golfe d'Ajaccio, par sa propre charge d'explosif. Un autre a été grièvement blessé. Il était 23 heures lorsque deux hommes ont entrepris de déposer une charge de dynamite reliée à une bouteille de butane et munie d'un système de mise à feu par horlogerie contre la villa du professeur de médecine Jacques Aboulker. C'est sans doute en armant la mise à feu qu'une erreur de manipulation a provoqué l'explosion.

Ces attentats ont, d'autre part, causé d'importants dégâts matériels : dans un lotissement, à Savone, près de Porto-Vecchio, sept villas ont été détruites par des charges explosives suivies d'incendies. Trois d'entre elles appartenaient à des militaires, les contre-amiraux Hilaire Guilbert et Francis Leboucher, et le général de brigade aérienne Jacques Le Brun, tous cadres de réserve.

UNE QUINZAINE D'INTERPELLATIONS AU PAYS BASQUE FRANÇAIS

(De notre correspondant.)

Bayonne. – Aux premières heures du mardi 10 janvier la police a interpellé une quinzaine de personnes à leur domicile dans les milieux des réfugiés basques.

Les autorités, qui se montrent très discrètes sur cette affaire, avaient laissé entendre, il y a un mois, que de telles mesures seraient prises à la suite des attentats du GAL (Groupe antiterroriste de libération) contre les réfugiés basques ; au cours de ces deux derniers mois, deux personnes ont été tuées dans des attentats et deux autres ont disparu (*le Monde* des 30 et 31 décembre 1983).

D'autre part, une charge explosive de 7 kg, non amorcée, a été découverte samedi en gare d'Irun dans un train assurant la liaison Madrid-Paris.

● *Espionnage industriel : 3 millions de dollars pour I.B.M.* – I.B.M. a obtenu une indemnité de 3 millions de dollars dans le cadre de la procédure engagée contre la société américaine N.S.C. (National Semiconductor Co.) pour espionnage industriel, a annoncé le 9 janvier un porte-parole d'I.B.M. Le règlement obtenu devant une cour fédérale mat fin à seize mois de litiges. I.B.M. avait décidé de poursuivre en justice Hitachi Ltd, la première société d'électronique du Japon, ainsi que la N.S.C. et trois autres compagnies qu'elle accusait d'espionnage industriel. I.B.M. et Hitachi étaient déjà parvenus à un règlement à la fin de 1983, la firme japonaise ayant accepté de verser 300 millions de dollars de dédommagement au géant américain de l'informatique (*le Monde* du 11 novembre 1983). – *(A.F.P.)*

● *Un Jaguar s'écrase.* – Un avion d'appui au sol Jaguar, de la base de Toul, s'est écrasé, mardi 10 janvier, dans la région de Damblain (Vosges), au cours d'un vol d'entraînement. Le pilote, dont l'identité n'a pas été révélée, a été tué sur le coup.

